
Chaque client. Chaque actionnaire. Chaque employé. Chaque collectivité. Chaque entreprise. Chaque marché. Chaque secteur d'activité. Chaque partie intéressée. Chaque personne. Chaque société. Chaque plan. Chaque but. Chaque objectif. Chaque réponse. Chaque engagement. Chaque politique. Chaque service. Chaque pratique. Chaque priorité. Chaque cible. Chaque initiative. Chaque valeur. Chaque expérience. Chaque rêve. Chaque aspiration. Chaque investissement. Chaque occasion. Chaque perspective. Chaque transaction. Chaque contribution. Chaque engagement. Chaque promesse. Chaque prêt. Chaque acquisition. Chaque circuit. Chaque succursale. Chaque unité. Chaque groupe. Chaque mesure. Chaque intention. Chaque décision. Chaque solution. Vous pouvez compter sur nous. **Voilà BMO aujourd'hui.**

188^e Rapport annuel – 2005

Faits saillants de 2005

Pour l'exercice terminé le 31 octobre Cible pour 2005 2005 2004 2003

Points saillants de l'état des résultats (en millions de dollars canadiens)

Revenu total (bic) a) c)	9 958	9 488	9 149
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	179	(103)	455
Frais autres que d'intérêts	6 327	6 157	6 087
Revenu net	2 400	2 306	1 781

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars) b)

Résultat par action	4,64	4,42	3,44
Résultat par action, avant amortissement c)	4,79	4,57	3,59

Mesures financières clés (%) b)

Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans		13,8	18,9	12,9
Croissance du résultat par action b), - croissance visée c)	3 %-8 % d)	5	29	28
Rendement des capitaux propres	17 %-18 %	18,8	19,4	16,4
Croissance du revenu (bic) c)		5,0	3,7	4,7
Ratio de productivité avant amortissement (bic) c)		62,6	63,8	65,4
- amélioration visée (points de base)	150 à 200 points de base	X 120	160	260
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations		0,11	(0,07)	0,30
- provision spécifique visée (en millions de dollars)	≤ 400	✓ 219	67	455
Ratio du capital de première catégorie	> 8 %	✓ 10,25	9,81	9,55

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

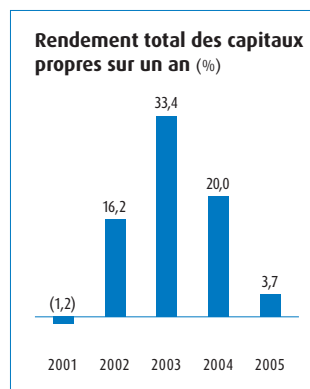
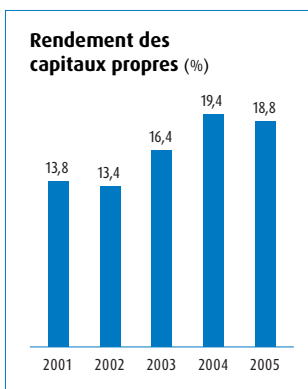
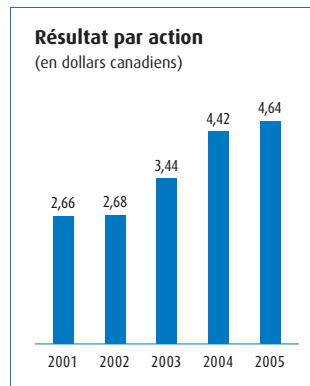
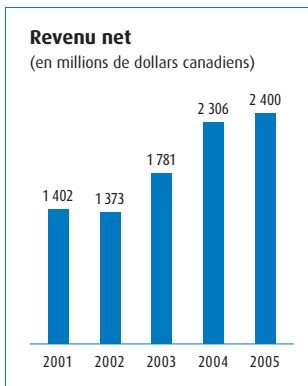
a) Tous les revenus figurant dans ce rapport, sauf dans les états financiers consolidés, sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Voir les pages 35 et 37.

b) Toutes les mesures relatives au résultat par action (RPA) figurant dans ce rapport renvoient au RPA dilué, sauf indication contraire.

c) Il s'agit d'une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 35.

d) Croissance du RPA visée à partir d'un montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements à la réserve générale).

s.o. sans objet



Principaux prix et honneurs obtenus en 2005

Au palmarès des sociétés les plus respectées au Canada

BMO Groupe financier s'est classé au septième rang sur la liste des 25 sociétés les plus respectées au Canada publiée dans *The Globe and Mail*, après s'être classé au neuvième rang en 2003 et au 20^e rang en 2002.

Le Conseil de BMO classé numéro 1

Dans son cinquième sondage annuel sur les 25 meilleurs conseils d'administration canadiens, le magazine *Canadian Business* a accordé la première place au Conseil de BMO Groupe financier.

Excellence en matière de diversité

Le président et chef de la direction de BMO Groupe financier, Tony Comper, a été nommé *dirigeant de l'année en matière de diversité*, lors de la remise des Prix de l'excellence en matière de diversité 2005, organisée par l'International Quality & Productivity Center (IQPC). L'IQPC a également remis à BMO son *Prix du meilleur programme en matière de diversité*.

Meilleure banque privée

Pour la deuxième année de suite, le magazine européen *Euromoney* a décerné à BMO Banque privée Harris le titre de meilleure banque privée au Canada.



Meilleure entreprise citoyenne

BMO a été nommée meilleure entreprise citoyenne de l'année au Canada par *Corporate Knights*. Les critères de sélection des 50 finalistes comprenaient notamment la répartition des dirigeants selon le sexe, la production d'impôts, le taux de rétention des dirigeants, ainsi que l'indépendance du conseil d'administration et la diversité de ses membres.

Excellence en matière de présentation de l'information et de gouvernance

L'Institut Canadien des Compagnies Agréées nous a décerné son prix annuel d'excellence du rapport d'entreprise, catégorie institutions financières, ainsi qu'une mention d'honneur pour la diffusion par voie électronique.

Excellence en gestion de la sécurité

BMO a été la première organisation au Canada à obtenir la certification de la British Standards Institution en reconnaissance de la conformité de son système de gestion de la sécurité de l'information aux normes internationales les plus élevées.

Durabilité : parmi les meilleurs

BMO Groupe financier a été choisi pour faire partie des premières sociétés canadiennes composant l'indice DJSI Amérique du Nord (*Dow Jones Sustainability North America Index*) établi sur le modèle de l'indice de référence DJSI Monde (*Dow Jones Sustainability World Index*).

Excellence des communications avec les investisseurs

BMO est arrivé au premier rang selon le *IR Magazine Canada* pour l'excellence de ses communications avec les investisseurs du marché de détail. Le site Web des Relations avec les investisseurs de BMO a été choisi pour sa qualité, sa facilité de navigation et sa présentation de l'information.



Chef de file en recherche sur les actions

Pour la 25^e année d'affilée, les grands investisseurs institutionnels canadiens ont accordé la préférence aux services de recherche de BMO Nesbitt Burns qui se sont classés en tête de liste du rapport Brendan Wood International 2005.

Pratiques exemplaires en matière de gouvernance

La section *Report on Business* du *Globe and Mail*, dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance, a placé BMO au deuxième rang de son classement général sur 209 émetteurs assujettis canadiens.

Meilleur service de courtage en ligne

BMO Ligne d'actionSM a obtenu la première place dans le classement annuel des courtiers en direct canadiens du quotidien *The Globe and Mail*, pour la quatrième année de suite.

Employeur de choix

Pour la quatrième année d'affilée, le magazine *Maclean's* et *Mediacorp* ont classé BMO Groupe financier au nombre des 100 meilleurs employeurs au Canada. Nous sommes la seule grande banque canadienne à figurer à ce prestigieux palmarès. Nous avons également été classés au 16^e rang des 100 meilleures sociétés nord-américaines par la revue *Training* en 2005, en tête de toutes les sociétés canadiennes figurant sur cette liste.

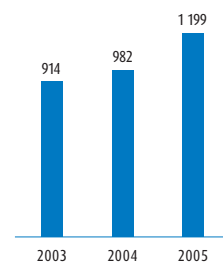
BMO Groupe financier en bref

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier (TSX, NYSE : BMO) est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif de 298 milliards de dollars au 31 octobre 2005 et d'un effectif de plus de 34 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. Nos activités sont réparties entre trois groupes clients.

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre à plus de huit millions et demi de particuliers et d'entreprises à l'échelle du Canada et des États-Unis des solutions bancaires entièrement intégrées, comprenant des comptes de dépôt, des prêts et des cartes de crédit, des produits d'assurance et des produits de placement aux particuliers. La prestation des services est assurée par une équipe hautement qualifiée répartie dans plus de 1 180 succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris, ainsi que par l'entremise des services bancaires par téléphone et en ligne, à bmo.com et harrisbank.com, et d'un réseau de près de 2 500 guichets automatiques.

Revenu net – Groupe PE
(en millions de dollars canadiens)



Activités au Canada

Nous servons nos clients canadiens par l'entremise de BMO Banque de Montréal^{MD}, notre société de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et de BMO Nesbitt Burns^{MD*}, l'une des plus importantes sociétés de placement à service complet et de gestion de patrimoine au Canada.



Principales initiatives en 2005

- Augmentation du revenu net au rythme soutenu de 23,1 %.
- Hausse marquée du bilan, avec une augmentation de 7 % des dépôts et une augmentation du solde moyen des prêts et acceptations de 7,9 %, en tenant compte de l'effet des opérations de titrisation.
- Amélioration de la productivité avant amortissement de 310 points de base pour un ratio de 57,3 %.
- Gestion des ventes plus rigoureuse grâce à des initiatives comme l'intégration de planificateurs financiers à notre modèle de prestation de services, et l'harmonisation de l'expérience client souhaitée avec les critères et les primes de rendement des employés.
- Améliorations technologiques pour faciliter le déroulement des opérations et accroître la qualité de l'information sur le client, nous permettant ainsi de mieux cerner et satisfaire les besoins de nos clients.
- Maintien de nos excellents résultats dans les services bancaires aux entreprises, avec notre classement au deuxième rang pour la part du marché des prêts aux PME.

Orientation pour 2006

- Améliorer la qualité de notre prestation en matière de vente et de service afin de bâtir des relations durables grâce à un service à la clientèle exceptionnel, stimulant ainsi la croissance des revenus, de la part de marché et de la fidélisation de nos clients.
- Simplifier les processus et améliorer les outils technologiques destinés au personnel de vente et de service de première ligne, accroissant ainsi la capacité et l'efficacité de façon à améliorer le service à la clientèle.
- Poursuivre sur notre lancée en ce qui a trait à l'amélioration du ratio de productivité avant amortissement.
- Continuer à investir dans notre réseau de distribution, notamment en procédant au remplacement de nos guichets automatiques.
- Poursuivre l'expansion de nos programmes et de nos offres pour répondre aux besoins financiers de nos clients.

Activités aux États-Unis

Aux États-Unis, BMO offre ses services par l'entremise de Harris, un important fournisseur de services financiers dans le Midwest américain, qui possède un réseau de banques locales dans la région de Chicago, de même que par l'intermédiaire de ses bureaux de gestion de patrimoine répartis dans l'ensemble des États-Unis et de Harris Nesbitt^{MD*}, une banque d'investissement et d'affaires de premier plan sur le marché des entreprises.



- Croissance du revenu net en dollars américains de 22,5 %.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 points de base, sous l'effet de l'augmentation des revenus et du maintien des efforts de réduction des frais.
- Augmentation du solde moyen des prêts et acceptations qui atteint 15,9 milliards de dollars américains, en hausse de 19 %.
- Ouverture de huit nouvelles succursales dans la région de Chicago et acquisition de la Mercantile Bancorp qui, avec ses 19 succursales situées dans le nord-ouest de l'Indiana, porte à 195 le nombre de succursales de Harris offrant des services bancaires à la collectivité.
- Unification des 26 chartes bancaires pour créer une seule charte nationale à la fin de mai 2005, sans perturbation du service à la clientèle.
- Taux de recommandation net (mesure de la fidélisation de la clientèle) trois fois supérieur à la moyenne du secteur, après être passé de 26 % en 2003 à 34 % en 2005.

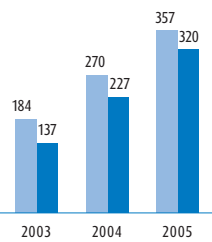
- Améliorer nos résultats financiers, en mettant l'accent sur la croissance des revenus.
- Assurer la progression de notre réseau de succursales dans la région de Chicago en ouvrant cinq nouvelles succursales et en explorant les possibilités d'acquisition dans le Midwest.
- Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir le niveau de service à la clientèle auquel les clients s'attendent d'une banque locale.
- Investir dans notre infrastructure stratégique en modernisant la plateforme technologique des succursales.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) offre aux clients une gamme complète de produits et services de gestion de patrimoine, comprenant des services d'investissement traditionnels et en direct, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement. Notre équipe de professionnels hautement qualifiés a pour mandat de répondre aux besoins des clients et de leur permettre d'atteindre leurs objectifs en les aidant à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire croître. Les services du groupe Gestion privée sont accessibles dans les succursales de BMO Banque de Montréal et de Harris, ainsi que par l'intermédiaire des entités distinctes BMO Ligne d'action, BMO Nesbitt Burns et BMO Banque privée Harris au Canada, et des bureaux de Harris Private Bank dans les grands centres des États-Unis. Le groupe offre également des services de fiducie et de placement et des services d'investissement personnalisés à l'intention des particuliers très fortunés.

Revenu net et revenu net avant amortissement – Groupe GP

(en millions de dollars canadiens)

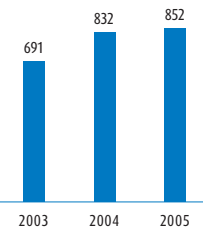


Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) regroupe les entités qui servent les clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques. Au Canada, sous la marque BMO Nesbitt Burns, nous offrons nos services à une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs d'activité. Aux États-Unis, sous la marque Harris Nesbitt, nous servons les grandes entreprises et les clients institutionnels dans certains secteurs choisis. Le groupe Services d'investissement offre à ses clients des solutions financières globales clés en main, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation de sociétés ouvertes et fermées, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion des risques et de financement à l'exportation. Nous offrons également des services de consultation de premier ordre dans les domaines des fusions, acquisitions et restructurations et des services de recherche, de vente et de négociation reconnus comme étant à l'avant-garde du secteur financier.

Revenu net – Groupe SI

(en millions de dollars canadiens)



Principales initiatives en 2005

- Lancement du programme Architecte BMO Nesbitt Burns – une première au Canada – offrant aux clients la possibilité de se constituer un portefeuille sur mesure qui intègre, dans un compte unique, des comptes gérés séparément, des fonds d'investissement, des fonds cotés en bourse et des produits de placement non traditionnels.
- BMO Banque privée Harris nommée meilleure banque privée au Canada par le magazine *Euromoney* pour la deuxième année de suite.
- Lancement du programme enGlobesm, solution novatrice pour les clients d'âge mûr, proposant un vaste éventail de services, qui vont du paiement de factures à la gestion de portefeuille, en passant par la planification successorale et l'information sur les soins de santé à domicile.
- Classement de BMO Ligne d'action au premier rang des courtiers en direct par *The Globe and Mail*, pour la quatrième année d'affilée. BMO Ligne d'action est arrivé numéro 1 dans 14 sondages au cours des cinq dernières années.
- Chiffre de vente annuel net supérieur à la moyenne du secteur des fonds d'investissement pour les fonds de BMO et du Groupe de fonds Guardian.
- Introduction par BMO Placements à terme du CPG lié au BMO Fonds de dividendes, le premier de ce type à être offert par une grande banque au Canada.

Initiatives du groupe

- Gestion serrée des coûts non liés à la production de revenus ayant permis de maintenir la croissance des frais au taux relativement faible de 1 %, pendant que les revenus augmentaient au taux soutenu de 10 % et que le revenu net enregistrait une croissance de 41 %, grâce à l'amélioration des produits et à la rationalisation des opérations.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 580 points de base en 2005 – pour un gain total de 1 570 points de base au cours des trois dernières années – attribuable à la croissance des revenus et aux mesures permanentes de réduction des coûts.
- Amélioration des capacités d'investissement de Harris Private Bank qui rejoint une clientèle plus vaste grâce à l'élargissement de la gamme de produits de placement non traditionnels et au recours à une plus grande équipe de tiers gestionnaires.
- Classement de Harris Private Bank parmi les dix meilleures banques privées des États-Unis par le magazine *Euromoney*.
- Vente de HarrisDirect, permettant la réaffectation du capital à des activités plus rentables.
- Mise sur pied d'un programme d'indication de clients efficace ayant dépassé les attentes.

Orientation pour 2006

- Continuer à mettre à profit notre leadership en matière de service à la clientèle et nos offres primées pour accroître notre part du portefeuille d'investissement des clients actuels.
- Continuer à améliorer nos résultats en misant sur la productivité de l'équipe de vente et les économies opérationnelles.

Orientation du groupe

- Consolider nos relations avec la clientèle et améliorer nos offres de produits.
- Stimuler la croissance des revenus en renforçant le personnel de vente dans les secteurs clés.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base grâce aux initiatives d'accroissement des revenus et de réduction des frais.
- Accélérer la croissance aux États-Unis en augmentant notre part du portefeuille d'investissement des clients actuels et en tirant profit de notre stratégie d'expansion aux États-Unis.
- Améliorer nos résultats en misant sur la productivité de l'équipe de vente et les économies opérationnelles.

Principales initiatives en 2005

- Participation à 513 transactions de souscription de titres d'emprunt et de participation de grandes entreprises canadiennes, mobilisant 69 milliards de dollars.
- Prestation de services-conseils à l'égard de transactions conclues de fusions et acquisitions d'entreprises canadiennes d'une valeur de 21 milliards de dollars.
- Classement de nos services de recherche en tête de liste du rapport Brendan Wood International, pour la 25^e année de suite, et classement au premier rang dans ce même rapport, pour la qualité générale de nos services de négociation.
- Obtention du premier rang pour la prestation globale, dans le classement annuel des analystes financiers canadiens effectué par StarMine en 2004.
- Classement de notre équipe Titrisation au Canada au premier rang pour ce qui est de la part de marché du papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit.
- Augmentation de nos activités de placements immobiliers et des services bancaires aux grandes entreprises.
- Émission de billets liés aux actions et aux fonds communs de placement, nous assurant une solide présence dans ce marché où nous nous sommes distingués en 2005 en devenant l'émetteur le plus important et celui affichant la croissance la plus rapide.

Initiatives du groupe

- Acquisition d'un permis d'exploitation en renminbi, devise locale chinoise, à Guangzhou. BMO est la seule banque canadienne à détenir un tel permis.
- Première banque canadienne à obtenir un permis de vente de produits dérivés en Chine.
- Seule banque canadienne à figurer au sein d'un groupe de dix banques choisies pour agir à titre de teneurs de marché pour les opérations de change en Chine.
- Classement au deuxième rang mondial pour les opérations de change en dollars canadiens par *FX Week*.
- Lancement du système d'exécution des opérations de change eFXpeditesm permettant à l'utilisateur d'accéder en temps réel aux taux de change et d'effectuer des transactions sur-le-champ.
- Mise en œuvre d'une initiative d'envergure visant à étendre les relations globales avec nos clients, à exploiter les occasions de croissance de premier ordre et à obtenir une plus grande part des affaires des clients du groupe SI.
- Expansion et amélioration de l'expertise de Harris Nesbitt par l'ajout de membres clés à notre équipe de direction, notamment dans les secteurs santé, institutions financières, et consommation et divertissement.
- Expansion des secteurs suivants : fusions et acquisitions, marchés des titres de participation, instruments dérivés de produits de base, vente et recherche de titres.

Orientation pour 2006

- Continuer à renforcer notre position de chef de file.
- Continuer à élargir et à consolider nos relations avec les clients éventuels et actuels.

Orientation du groupe

- Continuer à mettre l'accent sur les solutions intégrées à l'avantage de nos clients.
- Mettre en œuvre des initiatives à valeur élevée qui misent à la fois sur notre expertise et nos activités existantes et sur de nouveaux concepts d'affaires.
- Accroître constamment la rentabilité des relations avec nos clients.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement.
- Adapter notre offre de produits et services aux États-Unis en vue de tirer parti d'occasions de croissance élevée dans des secteurs de marché ciblés.
- Élaborer une stratégie visant à attirer davantage d'investisseurs afin d'accélérer la croissance de nos activités aux États-Unis.

Chaque jour, les efforts conjugués du Conseil d'administration, de l'équipe de direction et des employés nous rapprochent de la réalisation de notre vision. En termes simples, nous visons à devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord.

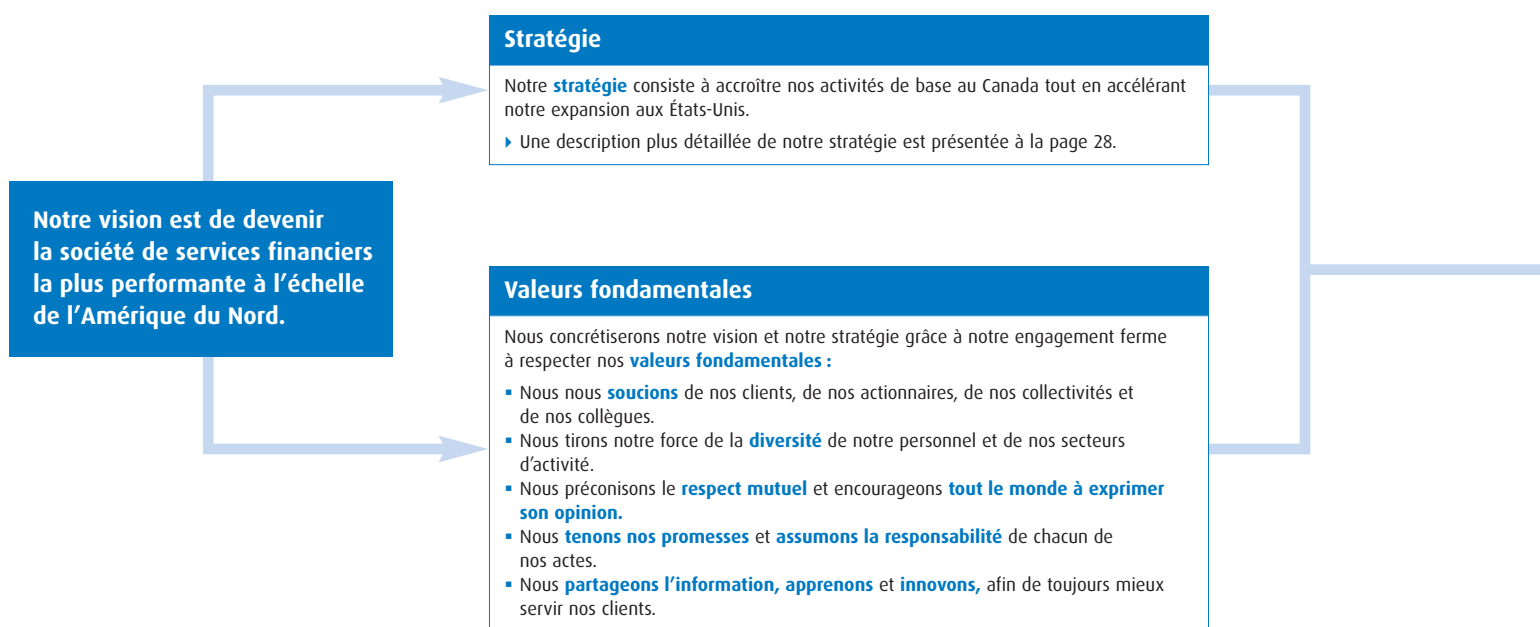
- Faire progresser nos priorités stratégiques page 2
- Offrir constamment de bons résultats aux actionnaires page 4
- Offrir un service à la clientèle exceptionnel page 10
- Miser sur notre force en matière de gestion du risque de crédit page 16
- Conserver notre leadership dans le domaine de la gouvernance page 17
- Apprécier chaque employé page 20
- Aider nos collectivités page 21
- Préserver l'environnement page 22

Table des matières			
BMO Groupe financier en bref et faits saillants	Deuxième de couverture	Résultats financiers et situation financière en bref	page 24
Principaux prix et honneurs obtenus en 2005	Deuxième de couverture	Données complémentaires	page 79
Aperçu de notre vision et de nos priorités	page 2	États financiers consolidés	page 92
Message du président du conseil aux actionnaires	page 4	Notes afférentes aux états financiers consolidés	page 96
Message du chef de la direction aux actionnaires	page 5	Membres du Conseil de gestion	page 135
Rétrospective financière	page 8	Glossaire de termes financiers	page 136
Rapport de gestion	page 23	Sommaire à l'intention des actionnaires	Troisième de couverture

La Banque de Montréal a adopté une marque unifiée qui lie ensemble toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO[®] Groupe financier. Dans le cadre du présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Nous concrétiserons notre vision en orientant nos efforts vers nos priorités stratégiques

Pour prendre la tête du peloton, il nous faut devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord. C'est une vision ambitieuse que nous nous efforcerons de concrétiser en misant sur nos forces bien enracinées et en faisant progresser notre stratégie de croissance. Chaque jour.



Des forces bien enracinées

Rendement à long terme des capitaux propres

À la fin de 2005, le rendement total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de BMO, annualisé sur cinq ans, atteint 13,8 %.

Excellence en gestion du risque de crédit

BMO a su démontrer qu'elle peut offrir de solides rendements moyennant un niveau de risque acceptable. En matière de gestion du risque, nous avons adopté une philosophie fondée sur la rigueur et la constance, qui soutient notre organisation et nos clients, dans les bons moments comme dans les périodes plus difficiles.

Leadership en matière de services aux entreprises au Canada et aux États-Unis

Nos activités dans le secteur des entreprises soutiennent notre croissance tant au Canada qu'aux États-Unis. Notre capacité à servir les clients des deux côtés de la frontière nous confère un atout stratégique unique.

La première banque du Canada

Nos activités de base au Canada, qui consistent à répondre aux besoins des particuliers et des entreprises de tout le pays en matière de services bancaires, d'investissement et d'assurance, représentent le fer de lance de BMO Groupe financier.

Chef de file canadien sur le marché américain

Harris est l'une des trois plus importantes banques de la région de Chicago. Notre présence intense auprès des particuliers et des entreprises du Midwest américain consolide notre réputation de chef de file canadien sur le marché américain des services bancaires.

Force en matière de technologie

BMO est reconnu pour élaborer des solutions technologiques innovantes permettant d'offrir des services financiers constants, fiables et sécuritaires dans lesquels nos clients ont confiance. Nous sommes connus pour adopter les meilleures pratiques et atteindre les normes les plus élevées à l'égard de nos produits et services.

Engagement à l'égard de l'amélioration de la productivité

L'amélioration de la productivité est une mesure importante de la santé financière de BMO à long terme. Notre stratégie consiste à continuer à marquer des points au chapitre de la compression des coûts tout en effectuant les investissements stratégiques nécessaires pour stimuler les revenus.

Notre personnel

Nos employés connaissent l'importance de la fidélisation de la clientèle. Ils comprennent aussi qu'il leur appartient de faire de BMO la seule banque dont les clients aient besoin.

Leadership en matière de gouvernance

BMO continue de se démarquer par ses pratiques supérieures en matière de gouvernance. BMO a été nommé meilleure entreprise citoyenne de l'année 2005 par *Corporate Knights* et s'est classé au premier rang dans le sondage annuel du magazine *Canadian Business* sur la gouvernance d'entreprise.

Cibles pour 2005	Résultats de 2005	Cibles pour 2006
Croissance du RPA de 3 % à 8 % par rapport au montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements à la réserve générale)	✓ 9,0 % à 4,59 \$ ▶ Voir la page 33	Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport au montant de base de 4,59 \$ (excluant les changements à la réserve générale)
RCP de 17 % à 18 %	✓ 18,8 % ▶ Voir la page 34	RCP de 17 % à 19 %
Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins	✓ 219 millions de dollars ▶ Voir la page 40	Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
Ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 %	✓ 10,25 % ▶ Voir la page 59	Ratio de capital de première catégorie d'au moins 8 %
Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base	✗ Amélioration de 120 points de base ▶ Voir la page 41	Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

Priorités stratégiques

Atteindre nos cibles financières en misant d'abord sur la croissance des revenus pour améliorer la productivité.

▶ Voir les pages 5, 8, 9 et 28.



Stimuler la croissance des revenus en offrant au client une expérience supérieure, de façon à obtenir une plus grande part de son portefeuille.

▶ Voir les pages 7, 8, 28 et 45.



Continuer à améliorer nos résultats aux États-Unis.

▶ Voir les pages 5, 28 et 47.



Accélérer notre essor aux États-Unis à la fois par la croissance interne et au moyen d'acquisitions.

▶ Voir les pages 7, 28 et 47.



Accroître le revenu net au Canada en misant sur l'efficacité opérationnelle et l'augmentation de notre part de marché, tout en accélérant notre croissance dans le secteur des services aux entreprises et de la gestion de patrimoine.

▶ Voir les pages 8, 28 et 45.



Devenir une organisation axée sur le rendement élevé en favorisant le perfectionnement de nos employés, en vivant nos valeurs et en demeurant un employeur de choix.

▶ Voir les pages 20 et 28.



Maintenir des pratiques de très haut calibre en matière de gouvernance, de gestion des risques, de productivité des systèmes et de service après-vente.

▶ Voir les pages 16, 17, 28 et 67.



L'augmentation de la valeur pour les actionnaires est demeurée l'objectif prioritaire de BMO en 2005

Au cours d'un exercice qui s'est révélé rempli de défis à relever pour le secteur des services financiers nord-américain, BMO a accru la valeur pour les actionnaires en déployant sa stratégie et en misant sur ses forces fondamentales, dont une saine gouvernance et une gestion rigoureuse du risque de crédit.



David A. Galloway
Président du conseil

« Nous tous associés à BMO sommes fiers de notre position de chef de file en matière de gouvernance, et conscients que cette force fondamentale clé ajoute énormément de valeur à notre organisation. »

Depuis longtemps, BMO se démarque par la constance de son rendement et, à mon avis, c'est un fait dont tous les actionnaires peuvent être fiers. Les cibles financières fixées pour 2005 étaient particulièrement ambitieuses, en raison des solides résultats affichés l'exercice précédent. Ces derniers avaient notamment bénéficié du fait que les provisions pour créances irrécouvrables se situaient à un creux historique. Les félicitations que nous adressons à Tony Comper et à l'équipe de direction, de même qu'à chaque employé de BMO, pour les succès atteints cette année sont donc d'autant plus méritées.

Le Conseil a maintenu son engagement et sa vigilance à l'égard des activités de BMO qui évolue dans un environnement de plus en plus complexe et étroitement réglementé. Les forces de BMO constituent plus que jamais des atouts précieux pour l'organisation et je suis très fier du travail accompli par le Conseil au nom de toutes les parties intéressées pour assurer aussi bien l'intégrité des contrôles et des processus internes que l'efficacité de la mise en conformité aux exigences externes. Tandis que nous approchons de la mise en œuvre du Nouvel accord de Bâle et que BMO progresse dans l'application des dispositions de la Loi Sarbanes-Oxley, ces deux éléments vont demeurer la priorité du Conseil.

Nous tous associés à BMO sommes fiers de notre position de chef de file en matière de gouvernance, et conscients que cette force fondamentale clé ajoute énormément de valeur à notre organisation. Un récent sondage du périodique *Canadian Business* nous classe au premier rang des 25 meilleurs conseils d'administration au Canada. Bien sûr, nous sommes flattés de ce titre qui rend hommage au calibre élevé des membres du Conseil, mais de tels honneurs ne nous apportent de la satisfaction que s'ils s'accompagnent de bons résultats opérationnels et d'un accroissement de la valeur pour les actionnaires.

Chacun des comités de notre Conseil avait un agenda bien rempli et tous ont réussi à mener à bien leurs tâches prioritaires. Je suis particulièrement fier du travail accompli pour affiner la stratégie en fonction de l'évolution des tendances et des nouvelles occasions d'affaires que nous voyons se profiler à l'horizon. Nos efforts ont également porté sur le développement des employés à potentiel élevé, et notamment sur la planification de la relève des dirigeants. Je suis convaincu que l'attention qu'accorde BMO au développement et au perfectionnement de ses meilleurs éléments sert au mieux les intérêts actuels et futurs des actionnaires.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les membres du Conseil pour leur contribution et leur dévouement. Je tiens à exprimer une gratitude toute particulière au membre sortant Frank McKenna. L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, aujourd'hui ambassadeur du Canada aux États-Unis, a siégé au Conseil pendant huit ans. Il a été un administrateur hors pair et sa contribution a été plus que précieuse. Nous lui souhaitons tous la meilleure des chances.

Au nom de notre Conseil d'administration, je me réjouis à la perspective de continuer à servir les actionnaires en assumant pleinement notre rôle afin d'aider BMO à devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord.

Le président du conseil,

David A. Galloway

Priorité au client, potentiel de croissance illimité

Chaque jour, mes collègues et moi veillons à nous assurer que les espoirs et les ambitions que nous nourrissons pour notre organisation sont en accord avec les espoirs et les ambitions de nos clients en matière financière.

Tony Comper
Président et chef de la direction

« Les investisseurs comptent sur BMO pour obtenir des rendements relativement élevés moyennant un risque relativement faible. »



Comme l'illustrent de manière frappante les témoignages des clients présentés dans ce rapport, BMO Groupe financier adhère au principe selon lequel le moyen le plus sûr d'obtenir de solides rendements pour ses actionnaires consiste à offrir d'abord aux clients un service de premier ordre, qui va au-delà de leurs attentes et répond à un plus grand nombre de besoins. Cette priorité fondamentale accordée à l'établissement de relations durables avec les clients exige de chaque employé qu'il exécute chaque jour ses tâches avec une rigueur exemplaire.

Les investisseurs comptent sur BMO pour obtenir des rendements relativement élevés moyennant un risque relativement faible. Des rendements stables, constants et fiables. Nous travaillons dur pour nous montrer à la hauteur de cette réputation, tablant sur les forces qui nous distinguent – soulignées dans le présent rapport –, comme notre leadership dans les domaines du crédit et des services aux entreprises, et notre avance incontestée aux États-Unis.

Nous avons accru notre résultat par action de 9 % en 2005 (excluant les changements à la réserve générale). Le taux de croissance du RPA, annualisé sur trois ans a ainsi atteint le chiffre exceptionnel de 20 %. Le rendement des capitaux propres s'élève à 18,8 %. Nous avons également haussé le dividende à deux reprises, la valeur du dividende déclaré ayant augmenté de 16 % par rapport à 2004, à 1,85 \$ par action. Nous avons dépassé quatre des cinq cibles financières que nous nous étions fixées pour l'exercice (voir la page 3). Même si nous n'avons pas atteint la cible ambitieuse que nous avons établie en matière de productivité, nous occupons le deuxième rang à ce chapitre parmi notre groupe de référence du Canada. Au total, depuis trois ans, nous avons amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 540 points de base, créant

ainsi une culture de gestion rigoureuse des coûts qui nous sera profitable dans les années à venir.

Conscients que chez les entreprises les plus performantes la croissance des revenus est le principal facteur de création de valeur pour les actionnaires, nous sommes déterminés à continuer d'améliorer notre productivité en 2006 en intensifiant nos efforts pour augmenter nos revenus. Tout en préservant les acquis obtenus de haute lutte sur le plan de la productivité, nous rechercherons de nouvelles occasions d'accélérer la croissance des revenus tant à l'interne que par des acquisitions.

Nos cibles financières pour le prochain exercice (voir la page suivante) témoignent du maintien de la confiance de l'équipe de direction dans la stratégie de croissance de BMO, qui consiste à consolider nos activités de base au Canada tout en accélérant notre expansion aux États-Unis. Elles reflètent également notre évaluation de la conjoncture économique et de l'évolution des marchés en 2006. Le rétrécissement de la marge entre le taux de crédit et le taux d'emprunt représente un défi constant pour BMO et le secteur financier dans son ensemble. Au Canada, nous avons néanmoins réussi à maintenir nos marges et les bons résultats relatifs obtenus dans le secteur des services aux particuliers et aux entreprises, de même que dans le secteur de la gestion privée, sont encourageants. Aux États-Unis, abstraction faite de l'incidence des coûts d'acquisition, nos résultats relatifs sont également très bons et nous poursuivons nos recherches en vue d'acquiescer des institutions de services bancaires aux particuliers et aux entreprises qui nous permettront d'atteindre plus rapidement notre objectif d'étendre le rayonnement de Harris au-delà de la région de Chicago pour la hisser au rang de première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain.

Nous n'allons pas nous contenter d'être une grande banque canadienne exploitant un créneau spécialisé sur le marché américain. Nous voulons devenir numéro 1 dans les marchés où nous avons choisi d'être présents. Et nous voulons aussi qu'on reconnaisse en nous ce que nous sommes : la banque canadienne qui réussit le mieux aux États-Unis.

La direction demeure convaincue de la valeur de la stratégie établie. Dans l'étude du Boston Consulting Group, publiée en 2005, visant à classer les sociétés de services financiers à forte capitalisation sur une période de cinq ans, BMO arrive au *deuxième rang mondial*, avec un rendement total des capitaux propres relatif actualisé, rajusté en fonction du risque, de 12,9 %. La constance et la rigueur dont nous faisons preuve, conjuguées aux forces distinctives de BMO, devraient nous permettre de continuer à nous démarquer à l'échelle internationale et à nous rapprocher de notre vision à long terme : devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord.

En ce qui a trait au rendement du portefeuille de prêts, BMO a obtenu les meilleurs résultats du secteur canadien des services financiers à 14 reprises au cours des 15 dernières années. Si, en 2001, nous avons cédé la première place, c'était parce que notre culture de crédit nous avait fait détecter très tôt les problèmes qui allaient surgir, et frapper encore plus durement nos concurrents, l'année suivante. Nous croyons que cette force-là contribuera de plus en plus à différencier

BMO de ses concurrents à mesure que le cycle de crédit progressera et que les investisseurs reconnaîtront la valeur de notre capacité à maintenir en toutes circonstances des normes de crédit constantes. Les valeurs de BMO épousent étroitement les valeurs et les besoins de ses clients. Ces derniers savent qu'ils peuvent compter sur BMO.

Notre expertise en crédit soutiendra notre croissance dans tous nos secteurs d'activité. Nous croyons qu'elle nous sera particulièrement utile pour accroître notre leadership dans les services aux entreprises en Amérique du Nord. Malgré la concurrence qui s'intensifie sur le marché canadien où les institutions financières courtisent avec encore plus de détermination le marché des particuliers et des entreprises, l'approche de BMO axée sur la consolidation de la relation nous confère une longueur d'avance qui ne cesse de se confirmer avec le temps. Nous occupons également une position de chef de file dans nos marchés cibles aux États-Unis, grâce à la progression de Harris dans le segment des PME de la grande région de Chicago et à la solide base de clientèle de moyennes entreprises de Harris Nesbitt dans le Midwest.

Croissance du résultat par action de

9,0 %

(excluant les changements à la réserve générale)

Rendement des capitaux propres de

18,8 %

Provision spécifique pour créances irrécouvrables de

219 millions de dollars

Ratio de capital de première catégorie de

10,25 %

Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de

120 points de base

Cibles pour 2006

Croissance du RPA de **5 % à 10 %** par rapport au montant de base de 4,59 \$ (excluant les changements à la réserve générale)

RCP de **17 % à 19 %**

Provision spécifique pour créances irrécouvrables de **400 millions de dollars** ou moins

Ratio de capital de première catégorie d'au moins **8,0 %**

Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de **100 à 150 points de base**

La principale force distinctive de BMO réside dans la qualité de son personnel dont l'expertise, le dévouement et l'enthousiasme sont inégalés dans le secteur des services financiers. C'est un bonheur de voir mes collègues unir leurs efforts pour créer une organisation toujours plus efficace et plus performante.

Dans le cadre de nos efforts pour répondre à un plus grand nombre des besoins de nos clients, la clientèle du secteur des entreprises représente un bassin privilégié de clients éventuels pour les services aux particuliers et les services de gestion de patrimoine. En outre, une autre tendance se dessine avec de plus en plus de précision : l'attrait pour les solutions intégrées destinées aux clients dont les intérêts financiers s'étendent des *deux* côtés de la frontière. Aucun de nos concurrents n'est aussi bien placé que nous pour répondre à ce besoin croissant.

À cet égard, nous pouvons compter sur la force unique que représentent nos opérations intégrées et bien établies aux États-Unis. Nous avons effectué des acquisitions totalisant 2,4 milliards de dollars, dont Harris en 1984, et transformé une poignée de banques privées de Chicago en un réseau de près de 200 succursales offrant des services bancaires à la collectivité dans la région de Chicago et le nord-ouest de l'Indiana. L'une de nos réussites les plus marquantes de 2005 a été d'unifier les différentes chartes bancaires de Harris pour créer une seule charte nationale et ce, sans perturbation du service. Ce haut fait s'ajoute à une série d'autres investissements importants visant à accroître l'efficacité des services de soutien à un niveau élevé sans renoncer aux meilleurs éléments de l'héritage de Harris comme banque locale appréciée de la collectivité. Outre l'expérience inestimable que les acquisitions en sol américain nous ont apportée, ces investissements nous placent en excellente position pour augmenter les revenus et gérer les coûts, à mesure que Harris étend ses services aux particuliers et aux entreprises au-delà de la région de Chicago et du nord-ouest de l'Indiana. Nous visons maintenant à doubler le nombre de nos succursales pour en détenir entre 350 et 400 d'ici cinq ans.

Que nous manque-t-il pour faire de Harris la première banque auprès des particuliers et des entreprises dans le Midwest? Il nous faut atteindre un taux de croissance des activités de base supérieur à celui des autres banques, devancer la concurrence dans les évaluations du service à la clientèle,

continuer à améliorer la productivité et la rentabilité et rester à l'affût des occasions d'acquérir des entreprises qui répondent à nos besoins. Et c'est précisément ce que nous avons l'intention de faire. Nous n'allons pas nous contenter d'être une grande banque canadienne exploitant un créneau spécialisé sur le marché américain. Nous voulons devenir numéro 1 dans les marchés où nous avons choisi d'être présents. Et nous voulons aussi qu'on reconnaisse en nous ce que nous sommes : la banque canadienne qui réussit le mieux aux États-Unis.

Dans le message que je vous adressais l'an dernier, je vous faisais déjà part de notre ambition de devenir l'institution la plus performante de notre secteur d'activité. Nous visons haut parce que c'est la bonne stratégie à suivre et parce que nous avons ce qu'il faut pour réussir. Je continue à croire que la principale force distinctive de BMO réside dans la qualité de son personnel dont l'expertise, le dévouement et l'enthousiasme sont inégalés dans le secteur des services financiers. C'est un bonheur de voir mes collègues unir leurs efforts pour créer une organisation toujours plus efficace et plus performante.

En dépit de la complexité grandissante des services financiers – et peut-être à cause d'elle – notre mandat de base n'a jamais été aussi simple. Chaque jour, nous nous rendons au travail pour aider nos clients à réaliser leurs espoirs et leurs ambitions en matière financière. Tant que nous garderons cette priorité en tête, le potentiel de croissance de BMO ne connaîtra aucune limite.

Le président
et chef de la direction,



Tony Comper

Malgré les circonstances exigeantes, nous continuons d'afficher de bons résultats

En 2005, BMO a encore une fois atteint des résultats records.

Nous attribuons ce succès aux efforts déployés chaque jour pour accroître les revenus, à l'amélioration constante de la productivité et à nos méthodes de gestion du crédit supérieures.



Karen Maidment

Première vice-présidente à la direction et chef des finances

« Le rendement total des capitaux propres annualisé sur les cinq derniers exercices atteint près de 14 %. »

Chaque jour, à BMO Groupe financier, nous travaillons à la réalisation de notre objectif : faire croître et protéger la valeur à long terme de l'investissement de nos actionnaires. Bien que nous ayons obtenu, en 2005, un taux de rendement total des capitaux propres de 4 %, sur les cinq derniers exercices, le rendement total annualisé des capitaux propres atteint près de 14 %, alors que le rendement total annualisé de l'indice composé S&P/TSX s'établit à 3 % pour la même période. Le profit économique net (PEN), une autre mesure de valeur clé, est demeuré élevé à 1 120 millions de dollars, en très léger recul par rapport au résultat record de l'an dernier, et ce, malgré l'augmentation du capital, le PEN de chacun de nos groupes d'exploitation s'étant accru.

Nous avons dépassé quatre des cinq cibles financières que nous nous étions fixées pour l'exercice, y compris celles qui visent la croissance du revenu net et le rendement des capitaux propres. Nous avons réussi à améliorer notre ratio de productivité avant amortissement de 120 points de base, mais nous n'avons pu atteindre notre cible de productivité, freinés en cela par la difficulté d'accroître le revenu. Notre revenu net pour 2005 atteint le chiffre record de 2 400 millions de dollars, une augmentation de 94 millions, ou de 4 %, par rapport aux résultats particulièrement favorables de 2004. Notre résultat par action (RPA) s'élève à 4,64 \$, en hausse de 5 %, pour un taux de croissance annuel de 20 % sur les trois derniers exercices, et le RPA avant amortissement atteint 4,79 \$, également en hausse de 5 %.

	BMO	RBC	CIBC	Scotia	TD	BNC
Rendement total des capitaux propres (annualisé sur 5 ans)	13,8	14,8	11,9	18,1	9,1	22,5
Croissance du RPA	5,0	21,3	(108,3)	11,7	(5,6)	21,0
Rendement des capitaux propres	18,8	18,0	(1,6)	20,9	15,3	20,7
Croissance du profit économique net ²	(0,3)	30,3	(162,2)	16,3	(29,7)	31,9
Croissance du revenu ^{1,2}	5,0	6,1	6,2	4,2	11,7	5,5
Ratio de productivité avant amortissement ²	62,6	68,2	85,5	56,1	67,4	64,9
Provision pour créances irrécouvrables (en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations)	0,11	0,20	0,43	0,12	0,03	0,06

BMO égal ou supérieur à l'autre banque (17/35)
 BMO inférieur à l'autre banque (18/35)

Groupes d'exploitation

Chacun de nos groupes d'exploitation a atteint des résultats records. Les services bancaires aux particuliers et aux PME et les activités de gestion de patrimoine ont contribué de manière significative à notre réussite. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) s'établit à 1 199 millions de dollars, en hausse de 217 millions, ou de 22 %, par rapport à l'an dernier. Le groupe Gestion privée (groupe GP) a pour sa part enregistré un revenu net de 320 millions de dollars, soit 93 millions ou 41 % de plus qu'en 2004. Le groupe Services d'investissement (groupe SI) affiche un revenu net de 852 millions, en hausse de 20 millions ou de 3 % par rapport à 2004.

Augmentation du revenu

Poursuivant sa progression, le revenu a connu une hausse de 470 millions de dollars, ou de 5 %, et atteint 9 958 millions de dollars. Le revenu du groupe PE a fortement augmenté, grâce à la croissance des volumes des produits offerts aux particuliers et aux entreprises et à celle des revenus d'assurance et des services de cartes. Les revenus que le groupe GP a tirés des activités de placement à service complet, des fonds d'investissement et des placements à terme ont eux aussi connu des augmentations. Fait peu étonnant, le revenu du groupe SI a diminué, l'augmentation des revenus de négociation et des commissions de consultation ayant été inférieure à la baisse des revenus des

1. Sur une base d'imposition comparable.

2. Mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 35.

secteurs sensibles aux taux d'intérêt. Ces secteurs ont subi l'effet défavorable de l'aplatissement de la courbe de rendement et de la situation de la concurrence sur le marché.

Amélioration de la productivité

La productivité avant amortissement, que nous nous efforçons d'améliorer principalement par une croissance du revenu de premier ordre, constitue l'un des principaux facteurs d'accroissement de la valeur pour les actionnaires, et elle demeure une priorité absolue de BMO. Au cours des trois derniers exercices, nous avons amélioré notre ratio de productivité de 540 points de base – tout en continuant à investir dans nos opérations. En 2005, notre ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 62,6 %, ce qui représente une amélioration de 120 points de base par rapport à 2004. Les groupes PE et GP ont tous deux connu une amélioration importante de leur productivité, attribuable à une forte croissance du revenu, mais la productivité du groupe SI a fléchi, dans le contexte difficile des taux d'intérêt décrit précédemment. Même si nous n'avons pas réalisé une amélioration de notre ratio de productivité de 150 à 200 points de base, qui constituait notre cible pour 2005, les progrès significatifs et constants accomplis ces dernières années sont stimulants.

Gestion du risque de crédit

En 2005, nous avons dû relever les provisions pour créances irrécouvrables de 282 millions de dollars en raison, principalement, du faible niveau des reprises et des recouvrements, et d'une réduction de la réserve générale cette année. La provision pour 2005 s'élève à 179 millions de dollars, soit 219 millions de provisions spécifiques et une réduction de 40 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Même si ces résultats tranchent sur le recouvrement net de 103 millions obtenu en 2004, qui comprenait des provisions spécifiques de 67 millions et une réduction de 170 millions de la réserve générale, nos provisions demeurent inférieures aux cibles établies au début de l'année, lorsque nous anticipions un fléchissement du contexte du crédit. Nos méthodes de gestion du crédit hors pair continuent de nous démarquer de la concurrence.

Change

Même si le dollar canadien a continué de se raffermir en 2005, nous avons géré efficacement les effets des fluctuations des taux de change, limitant leur incidence négative sur notre résultat net à 42 millions de dollars.

Capital

Notre ratio de capital de première catégorie est passé de 9,81 % en 2004 à 10,25 % cette année, soit un niveau bien supérieur à notre cible.

Climat économique en 2005 : tenir le coup

Aplatissement de la courbe de rendement

Devant l'aplatissement de la courbe de rendement, résultat du rétrécissement de l'écart entre les taux d'intérêt à court et à long terme, certains investisseurs ont craint un ralentissement des marchés. Cette situation a également eu des répercussions significatives sur notre secteur d'activité, en réduisant les marges nettes d'intérêts freinant ainsi la croissance du revenu, particulièrement dans les services de gros.

Fluctuations des dollars canadien et américain

Au Canada, les exportateurs ont subi le contrecoup du raffermissement du dollar canadien qui a atteint des niveaux inégalés en 13 ans, pendant que, de l'autre côté de la frontière, les entreprises et les particuliers devaient composer avec les inconvénients de la baisse du dollar américain.

Flambée des prix du pétrole

Les Canadiens et les Américains ont eu à faire face à la flambée des coûts de l'énergie qui s'est répercutée sur les prix de l'essence, du mazout domestique et du gaz naturel. Même si les installations de production et de raffinage du pétrole situées le long de la côte américaine du golfe du Mexique ont échappé, jusqu'à un

certain point, aux ravages des ouragans Katrina et Rita, il n'en demeure pas moins que les dégâts causés par ces catastrophes ont exercé des pressions sur les prix déjà élevés du pétrole et du gaz naturel.

Confiance des consommateurs

Au début du troisième trimestre, nous avons constaté – sans véritable surprise – un effritement de la confiance des consommateurs sous l'effet combiné des fluctuations du dollar, de l'augmentation des prix des produits de base et des catastrophes naturelles et ce, des deux côtés de la frontière.

Force fondamentale

Malgré ce contexte difficile, les économies canadienne et américaine sont demeurées fondamentalement vigoureuses. Pour 2005, on estime que l'économie américaine a progressé à un rythme supérieur à son potentiel tandis que l'économie canadienne affichait elle aussi une bonne performance, quoique plus modeste. Des deux côtés de la frontière, les dépenses de consommation se sont maintenues, car les consommateurs ont voulu profiter des taux d'intérêt encore bas pour faire l'acquisition de maisons et d'autres biens. Les entreprises ont, pour leur part, accéléré leurs dépenses d'investissement.

Cette hausse reflète les bons résultats obtenus au chapitre du revenu net, particulièrement au quatrième trimestre de 2005, où le taux de croissance a atteint 20 %, et tient compte de la vente de *Harrisdirect*.

Nous disposons d'une stratégie gagnante pour poursuivre notre progression et servir au mieux les intérêts de nos actionnaires. Les forces distinctives de BMO, l'attention portée à l'accroissement des revenus en vue d'améliorer la productivité, ainsi que notre capital de base solide nous placent en bonne position pour l'avenir.

Revenu net de

2 400
millions de dollars

– une hausse de 4 %

Résultat par action de

4,64 \$

– une hausse de 5 %

Revenu (bic) de

9 958
millions de dollars

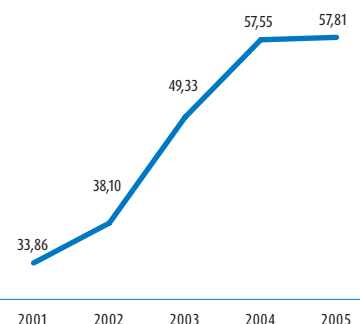
– une hausse de 5 %

Rendement total des capitaux propres annualisé (sur 5 ans) de

13,8 %

Cours de l'action de BMO (en dollars)

Au dernier jour de négociation de l'exercice (2001-2005)



Le rendement total des capitaux propres annualisé sur les cinq derniers exercices s'établit à 13,8 %.

« Les employés de BMO ont pris le temps de comprendre notre entreprise et notre secteur d'activité. »

Nous nous sommes engagés à aider nos clients de tout le Canada à réussir. Cet engagement se traduit par l'élaboration de solutions financières personnalisées qui satisfont l'ensemble des besoins financiers particuliers des clients, et la prestation d'un service de qualité exceptionnelle pour les aider à réaliser chacun de leurs objectifs, chacun de leurs rêves.

Profil de client : Gienow Windows and Doors Income Fund

On prend le temps de comprendre

En 1983, des gens d'affaires de Calgary, dont Dave Munro et Dennis Zentner, ont fait l'acquisition de Gienow Building Products Ltd. Ce groupe était inspiré par une vision, celle de faire de l'entreprise locale de fabrication de portes et fenêtres un chef de file d'envergure nationale. Cet objectif a été atteint. À l'heure actuelle, Gienow compte 1 400 employés, ainsi que des installations de fabrication et de distribution, de la Colombie-Britannique au Québec. Ses produits sont vendus à l'échelle du Canada, de même qu'aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Gienow a pu compter sur le soutien de BMO dans cet ambitieux projet. Comme le souligne Neil Runions, directeur principal, Financement des grandes entreprises à BMO Banque de Montréal, « bien que notre relation d'affaires avec Gienow soit relativement récente, les résultats obtenus démontrent qu'elle a été déterminante ». BMO a aidé Gienow à obtenir le financement requis pour assurer la croissance de l'entreprise, tant sur le plan interne que par le truchement d'acquisitions, et lui a offert des services de gestion de trésorerie personnalisés. En 2001, BMO Banque de Montréal a octroyé du financement par créance prioritaire à Gienow, permettant ainsi à l'entreprise de consolider sa présence dans l'Ouest canadien. Plus récemment, la Banque a dirigé une syndication de prêt pour accroître les facilités de crédit de Gienow, et BMO Nesbitt Burns a agi à titre de cosyndicataire chef de file, dans le cadre de la conversion de l'entreprise en fonds de revenu. Grâce aux capitaux mobilisés par le premier appel public à l'épargne effectué en 2004 et aux facilités de crédit, Gienow a fait l'acquisition de Farley Windows, d'Alexandria (Ontario) en 2004 et de Portes et fenêtres Chantecler inc., de Gatineau (Québec) en 2005, prenant ainsi pied sur le marché de l'est du Canada.

« Les employés de BMO ont pris le temps de comprendre notre entreprise et notre secteur d'activité, explique Dave Munro, président du conseil et chef de la direction de Gienow. Une équipe constituée de représentants de divers groupes de BMO s'est réunie pour examiner nos besoins financiers. On nous a ensuite proposé une solution qui tient compte tant de notre succès que de notre stratégie de croissance et de notre vision. Nous considérons BMO comme un membre de notre équipe. »

« BMO a examiné nos besoins financiers et nous a proposé une solution qui tient compte tant de notre succès que de notre stratégie de croissance et de notre vision. »

Dave Munro, président et chef de la direction
Gienow Windows and Doors Income Fund
Client des services aux entreprises depuis 2001

N° 2

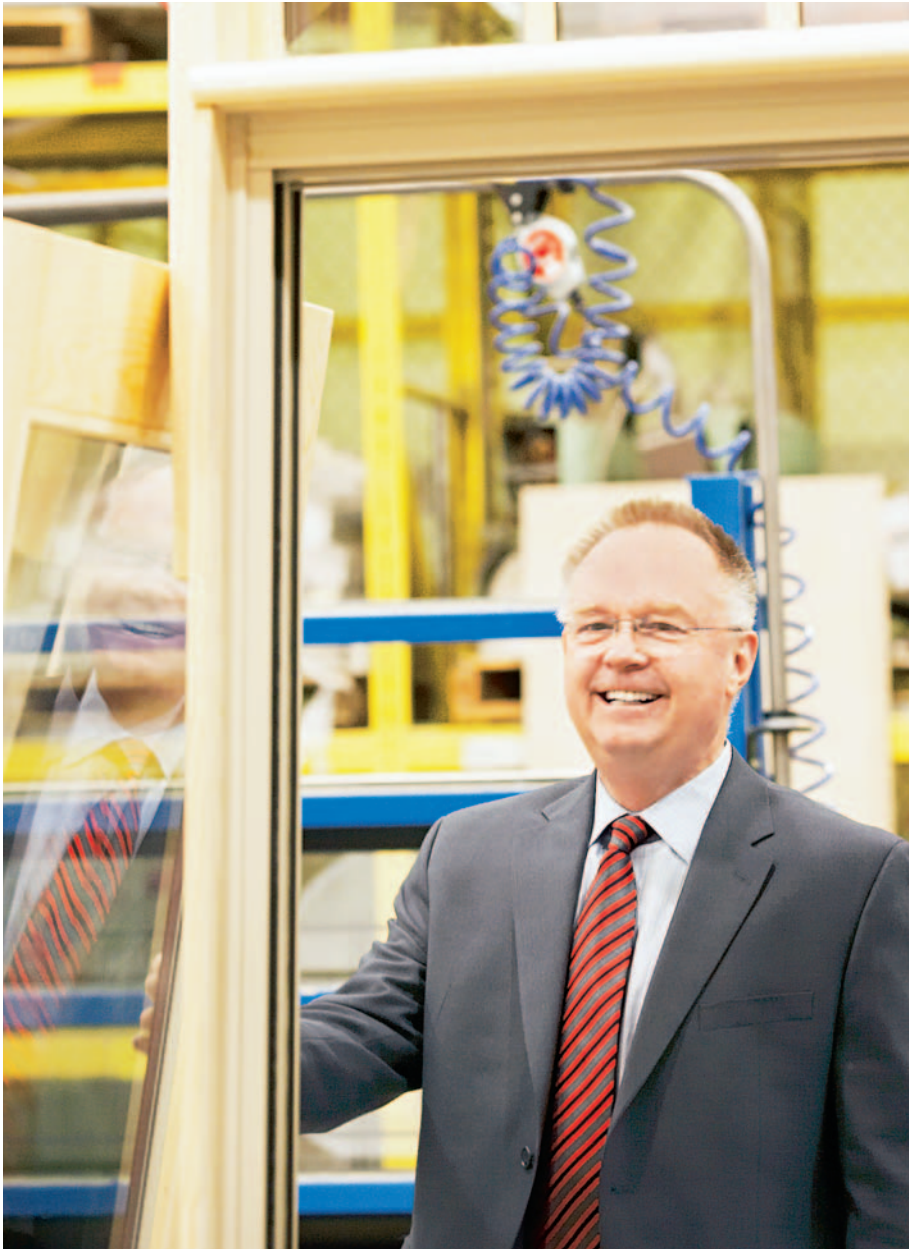
BMO se classe au deuxième rang pour la part du marché canadien des prêts aux PME.

34 milliards de dollars

BMO a participé à 268 transactions de souscription de titres de participation mobilisant 34 milliards de dollars pour des entreprises canadiennes.

1 900

À l'échelle du Canada, BMO emploie 1 900 spécialistes en placement dans ses succursales et bureaux – témoignage de son engagement à offrir à ses clients toute la gamme de produits et services financiers dont ils ont besoin.



Dave Munro, président et chef de la direction, Gienow Windows and Doors Income Fund

De gauche à droite :

David Farmer, vice-président et spécialiste – Syndication de prêts, Financement des grandes entreprises, BMO Banque de Montréal

Debra Puckett, chef, Expansion des affaires, Gestion de trésorerie, BMO Banque de Montréal

Neil Runions, directeur principal, Financement des grandes entreprises, BMO Banque de Montréal



« Aux yeux de la collectivité, Harris est une banque qui symbolise la continuité et la confiance. »

Grâce à la croissance interne et aux acquisitions, ainsi qu'à une gamme diversifiée et complète de produits et de services mise chaque jour à la disposition de chacun de ses clients, Harris est en bonne voie d'atteindre notre objectif de s'imposer comme la première institution de services bancaires aux particuliers et aux entreprises du Midwest américain.

Profil de client : Namasté Laboratories

On veille à nos intérêts

En 1998, peu de temps après la vente d'une entreprise familiale, Gary Gardner, de Chicago, s'est tourné vers Harris pour obtenir de l'aide en matière de gestion financière. Il a confié à Harris Private Bank la supervision de ses comptes personnels, et des comptes de sa femme Denise et de ses deux fils qui étaient alors étudiants au niveau collégial. Il s'est également adressé à Harris pour obtenir des services de crédit et de gestion de trésorerie pour sa nouvelle entreprise, Namasté Laboratories, qui développe et commercialise des produits revitalisants organiques et naturels de soins des cheveux, de la peau et du corps destinés au marché multiculturel.

Pourquoi Harris? « C'est bien simple, explique Gary Gardner. Le secteur des services financiers du Midwest américain est en constante évolution. Dans ce contexte de changement perpétuel, Harris est une banque qui symbolise, aux yeux de la collectivité, la continuité et la confiance. »

Sept ans plus tard, Gary Gardner se dit ravi de la décision qu'il a prise. « Harris est un partenaire solide, commente-t-il. Cette banque nous a offert le soutien dont nous avons besoin à la phase de démarrage. Et elle continue de veiller à nos intérêts, au fur et à mesure que nous prenons de l'expansion. Tout récemment, par exemple, Joe Dillon et ses directeurs – Relations d'affaires nous ont conseillé de tirer profit d'une stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt de façon que notre prêt à terme soit à l'abri des hausses éventuelles de taux d'intérêt. Il s'agissait là d'un conseil judicieux, comme nous avons déjà été en mesure de le constater. »

Gary Gardner se déclare tout aussi satisfait des services de gestion bancaire privée offerts par Harris. « J'apprécie tout particulièrement le fait que Mike Stanton et ses collègues de Harris Private

Bank ont pris le temps d'aider mes fils à développer leur capacité de prendre des décisions financières judicieuses, qu'il s'agisse de la gestion d'un portefeuille ou de l'achat d'une auto, a-t-il ajouté. Il est très important pour moi que mes fils comprennent bien les questions financières. Après tout, c'est eux qui seront éventuellement appelés à diriger l'entreprise familiale. »

« J'apprécie tout particulièrement le fait que Harris Private Bank a pris le temps d'aider mes fils à développer leur capacité de prendre des décisions financières judicieuses, qu'il s'agisse de la gestion d'un portefeuille ou de l'achat d'une auto. »

**Gary Gardner, président
Namasté Laboratories**

Client des services aux entreprises depuis 1998

195 succursales

Harris a élargi son réseau d'établissements de services bancaires à la collectivité en faisant passer à 195 le nombre de succursales offrant aux particuliers et aux entreprises une gamme complète de produits et de services financiers.

89 %

En matière de fidélisation de la clientèle, Harris conserve 89 % de ses clients du secteur des entreprises, comparativement à la moyenne de l'industrie qui s'établit à 83 %.

N° 1

Harris se classe ex æquo au premier rang en ce qui a trait aux segments des petites entreprises et des micro-entreprises et parmi les trois premières institutions bancaires quant au segment des moyennes entreprises de la région de Chicago.



Gary Gardner, président, Namasté Laboratories (à droite) avec un mannequin et un styliste

De gauche à droite :

- Joe Dillon**, directeur de marché, Harris
- Nellie Tomicich**, vice-présidente adjointe et spécialiste, Gestion de trésorerie, Harris
- Mike Stanton**, directeur général délégué, Harris Private Bank



« La nature globale de l'offre de BMO des deux côtés de la frontière a été l'argument décisif. »

Chaque jour, BMO attire de nouveaux clients grâce à notre capacité unique et démontrée de fournir des solutions intégrées, à l'échelle nord-américaine, qui aident nos clients canadiens et américains à accroître leurs activités des deux côtés de la frontière.

Profil de client : Sanimal Inc.

On partage notre enthousiasme à l'égard de nos perspectives d'avenir

Au cours de l'été 2004, les dirigeants de Sanimal Inc. ont convenu de faire l'acquisition du groupe de sociétés Anamax, du Wisconsin. Sanimal, une entreprise familiale, est la plus importante compagnie spécialisée dans l'équarrissage d'animaux de l'est du Canada; elle emploie plus de 900 personnes.

Au moment où la transaction était conclue en janvier 2005, Martin Couture, président de Sanimal Inc., a reçu un appel téléphonique de Richard Nadeau, vice-président, Financement des grandes entreprises à BMO Banque de Montréal. « Lorsque nous avons eu connaissance des plans de Sanimal, nous avons pensé que compte tenu de notre envergure et de notre expertise tant au Canada qu'aux États-Unis, BMO avait beaucoup à offrir à l'entreprise », explique Richard Nadeau.

Une première rencontre avec BMO a suffi aux dirigeants de Sanimal pour établir qu'ils partageaient cette opinion. « La nature globale de l'offre de BMO des deux côtés de la frontière a été l'argument décisif », déclare le chef des finances de Sanimal, Claude Saulnier. Ce dernier était également heureux de constater que Brian Moeller, directeur général délégué, groupe Alimentation, Harris Nesbitt, à Chicago, et expert réputé dans le secteur de l'équarrissage d'animaux, faisait partie de l'équipe de BMO.

Cette rencontre a marqué le début d'une solide relation d'affaires. Au cours des mois suivants, BMO a élaboré à l'intention de Sanimal une solution nord-américaine comprenant un placement privé pris en charge par le bureau de New York de Harris Nesbitt, de même que l'octroi d'un financement par créance prioritaire monté conjointement par BMO Banque de Montréal, à Montréal, et Harris Nesbitt, à Chicago.

Sanimal, qui faisait affaire avec une institution bancaire concurrente depuis 25 ans, a également confié sa gestion de trésorerie des deux côtés de la frontière à BMO Banque de Montréal. Par la même occasion, les dirigeants de Sanimal ont décidé de transférer leurs comptes personnels à BMO Gestion privée Harris.

« Changer de fournisseur de services financiers n'est pas une décision que l'on prend à la légère, précise Martin Couture. Mais l'offre de BMO était tout simplement supérieure. Facteur tout aussi important, les représentants de BMO partageaient notre enthousiasme à l'égard de nos projets et de nos perspectives d'avenir. Notre entreprise veut poursuivre son expansion sur le marché américain. Nous croyons que BMO est un partenaire de choix qui a l'expertise, le professionnalisme et la détermination nécessaires pour nous aider à atteindre notre objectif. »

« Les représentants de BMO partagent notre enthousiasme à l'égard de nos projets et de nos perspectives d'avenir. »

Martin Couture, président
Sanimal Inc.

Client des services aux entreprises depuis 2005

1,4 milliard de
dollars US

Harris s'est imposé comme une des principales institutions de services bancaires aux entreprises de la région de Chicago; entre 2001 et 2005, son portefeuille de prêts aux entreprises s'est accru de 1,4 milliard de dollars américains, et son portefeuille de dépôts d'entreprises, de 900 millions de dollars américains.

50 ans

L'expertise de BMO dans le secteur agroalimentaire américain, acquise sur plus de 50 ans, est un fait reconnu.

1^{er} pour les clients

En 2005, notre groupe Particuliers et entreprises a établi son premier bureau à Chicago, avec pour mandat de coordonner les capacités de BMO dans le but de répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires transfrontaliers.



De gauche à droite (de Sanimal inc.) : **Claude Saulnier**, vice-président, Finances; **André Couture**, président du conseil; **Julie Couture**, membre du conseil; **Martin Couture**, président



De gauche à droite :

Brian Moeller, directeur général délégué, groupe Alimentation, Harris Nesbitt

Luc Bernier, directeur principal, Financement des grandes entreprises, groupe Particuliers et entreprises, BMO Banque de Montréal

Amy Lauterjung, directrice générale, Instruments d'emprunt É.-U., Harris Nesbitt

Richard Nadeau, vice-président, Financement des grandes entreprises, groupe Particuliers et entreprises, BMO Groupe financier

Norman Shaffer, directeur général délégué, Instruments d'emprunt É.-U., Harris Nesbitt



Leadership en matière de gestion du risque de crédit

Notre excellence en gestion du risque de crédit n'est plus à prouver; elle constitue une force fondamentale dont tirent parti à la fois nos clients et nos actionnaires.

Son approche rigoureuse, constante et prudente en matière de gestion du risque de crédit constitue une des valeurs fondamentales de BMO. Nous ne suivons pas aveuglément les dernières tendances à l'égard des secteurs ou des produits, pas plus que nous ne modifions nos critères d'octroi de crédit en fonction de la croissance ou du ralentissement de l'économie. Toutes les propositions de crédit d'importance présentées aux entreprises et grandes entreprises sont d'abord soumises à un examen et à une analyse approfondis, et les décisions sont prises par des employés expérimentés, bien formés et parfaitement compétents qui peuvent s'appuyer sur des normes et des méthodes éprouvées. Nos valeurs fondamentales, nos antécédents en matière de pertes – qui sont parmi les moins élevées du secteur – et la transparence dont nous faisons preuve sur le plan de l'évaluation du crédit font de nous un leader reconnu dans le domaine de la gestion du risque de crédit.

De meilleures conditions pour nos clients

Que signifie pour nos clients l'approche rigoureuse, constante et prudente de BMO à l'égard de la gestion du risque de crédit?

Cette approche implique que nos clients peuvent compter sur nous tant en période de prospérité qu'en période de crise. La constance étant l'une de nos priorités, nous maintenons les mêmes normes de crédit tout au long du cycle de crédit, contrairement à de nombreux prêteurs qui resserrent leurs normes lorsque la qualité de leurs portefeuilles de prêts se dégrade. Nul n'ignore que les prêteurs qui sont enclins à délier les cordons de la bourse de manière excessive en période de prospérité doivent bien souvent les ressermer lorsque l'économie ralentit. Pour les clients, cette méthode peut être au mieux déstabilisante et au pire désastreuse.

En revanche, l'approche de BMO consiste à faire face aux périodes difficiles en faisant tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir de bonnes relations avec ses clients. Partout au Canada, les membres de nos groupes de gestion des risques ont le mandat, la formation et les ressources nécessaires pour travailler en étroite collaboration avec les clients afin de leur proposer des solutions efficaces en fonction de leur situation et de leurs besoins.

Un bon exemple est le partenariat que nous avons conclu avec les grands éleveurs de bovins canadiens dans la foulée de la crise déclenchée par la découverte en 2003 d'un cas confirmé d'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS) en Alberta. Cette découverte a incité plusieurs pays, dont les États-Unis et le Japon, à fermer leurs frontières aux bovins canadiens. Conscients que nos clients ne pouvaient pas régler à eux seuls un problème d'une telle ampleur, nous avons lancé le *Programme d'aide aux agriculteurs victimes de l'EBS* de BMO Banque de Montréal. Grâce à ce programme, les clients aux prises avec des pertes de revenus de centaines de milliers de dollars ont pu reporter leurs versements de capital jusqu'à ce que la situation s'améliore.

Comme nous l'avions prévu, la situation a fini par s'améliorer. L'été dernier, les États-Unis ont rouvert leur frontière aux jeunes bovins, et les affaires ont repris pour nos clients. Et c'est tout ce qui comptait.

De meilleurs résultats pour nos actionnaires

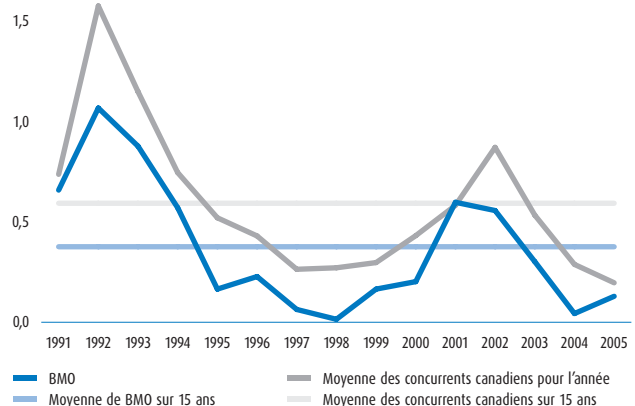
Que signifie pour nos actionnaires notre approche en matière de gestion du risque? C'est simple. Nous augmentons notre part de marché sans accroître le risque quand le cycle de crédit se dégrade, alors que bon nombre de nos concurrents resserrent leurs normes de crédit.

Cela signifie également de meilleurs rendements. Notre excellence en gestion des actifs présentant un risque de crédit nous permet d'enregistrer au fil des ans des rendements plus prévisibles et plus constants que ceux de nos concurrents. Au cours des 15 dernières années, la moyenne des créances irrécouvrables de BMO était de 36 % inférieure à celle du groupe de référence du Canada. Pendant 14 de ces 15 années, les créances irrécouvrables de BMO ont été moins élevées que la moyenne de celles de son groupe de référence. L'année 2001 a été l'exception car BMO avait alors comptabilisé tôt des pertes liées au secteur des télécommunications.

Cette comptabilisation diligente des créances irrécouvrables caractérise notre présentation de l'information de crédit, de premier ordre : nous sommes vigilants à l'égard de la comptabilisation de toute dégradation du portefeuille de prêts et veillons continuellement à fournir l'information la plus utile qui soit aux actionnaires et aux investisseurs pour leur permettre d'évaluer avec justesse la qualité de nos prêts. En 2004, nous avons été la première banque canadienne à faire une distinction entre les nouvelles provisions spécifiques et les reprises et recouvrements dans notre provision spécifique pour créances irrécouvrables. Grâce à cette information, les investisseurs sont mieux en mesure de comprendre les pertes éventuelles. De la même manière, la déclaration de nouveaux prêts douteux est un excellent indicateur des pertes potentielles.

Mesure du rendement en matière de crédit

Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés)



Au cours des 15 dernières années (période terminée le 31 octobre 2005), nos créances irrécouvrables sur prêts et acceptations se sont élevées à 0,38 % par année en moyenne, comparativement à 0,59 % pour nos concurrents.

Gouvernance

En prenant l'engagement ferme d'appliquer des principes rigoureux en matière de gouvernance, nous nous efforçons de conserver la confiance de chacun de nos actionnaires.

BMO Groupe financier possède une longue tradition de leadership en matière de gouvernance. Et nous continuerons à nous efforcer de rester à la pointe des meilleures pratiques dans ce domaine.

Leadership, indépendance et responsabilité du Conseil d'administration

La saine gouvernance et le comportement éthique relèvent avant tout de notre Conseil d'administration qui représente nos actionnaires, est responsable devant eux et établit les normes d'une bonne gouvernance pour l'ensemble de l'organisation. Le Comité de gouvernance et de mise en candidature du Conseil d'administration est responsable de l'élaboration de nos politiques et de nos pratiques en matière de gouvernance. Il se tient au courant de l'évolution des pratiques dans le domaine de la gouvernance et surveille notre conformité. Au besoin, il recommande au Conseil de nouvelles pratiques qui nous maintiendront à l'avant-garde dans ce domaine.

Nous considérons que l'indépendance des administrateurs de BMO – y compris le président du conseil – aide le Conseil à fonctionner de façon autonome et fait en sorte que nous soyons responsables devant toutes les parties intéressées. Actuellement, tous nos administrateurs, à l'exception du chef de la direction, sont indépendants. Le président du conseil, David Galloway, veille à ce que le Conseil fonctionne indépendamment de la direction et à ce que ses membres aient accès à un leader indépendant.

M. Galloway est membre d'office de tous les comités du Conseil dont il n'est pas membre. Il peut ainsi gérer les activités du Conseil, en aidant les comités et le Conseil à fonctionner efficacement et à s'acquitter de leurs responsabilités.

Évaluations annuelles des membres et des comités du Conseil

Des évaluations annuelles du Conseil, de ses comités et de chacun de ses membres permettent de mesurer l'efficacité du fonctionnement du Conseil. Les administrateurs font l'objet d'une évaluation par leurs pairs, une des premières du genre au Canada, qui consiste en un sondage détaillé par lequel tous les administrateurs mesurent la contribution de chacun des autres membres du Conseil en fonction de critères qui vont des valeurs morales à l'intuition stratégique, en passant par l'expertise financière et le jugement en affaires.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, directement ou par l'entremise de ses comités, est chargé de la gestion ou de la surveillance de la gestion des activités et des affaires internes de la Banque dans le but d'accroître la valeur pour les actionnaires. Il est composé de 14 administrateurs indépendants et d'un administrateur membre de la direction, le président et chef de la direction Tony Comper.

Excellence reconnue en matière de présentation de l'information et de gouvernance

En 2005, le magazine *Canadian Business* a attribué au Conseil d'administration de BMO le titre de « Meilleur conseil d'administration au Canada ». BMO a obtenu 99 points sur 100 dans ce sondage qui évalue les entreprises sur la base de la responsabilité et de l'indépendance de leur conseil d'administration, de la divulgation des renseignements, du rendement total sur trois ans et du rendement sur trois ans par rapport au S&P/TSX.

La section *Report on Business* du *Globe and Mail*, dans son évaluation annuelle des pratiques de gouvernance, a classé BMO au deuxième rang parmi 209 émetteurs assujettis canadiens.

L'Institut Canadien des Comptables Agréés nous a décerné son prix annuel d'excellence du rapport d'entreprise, catégorie institutions financières, ainsi qu'une mention d'honneur pour la diffusion par voie électronique.

Entreprise.com, une société européenne de recherche et d'édition qui évalue chaque année les rapports annuels d'entreprises, a classé chacun de nos six derniers rapports annuels parmi les trente meilleurs au monde. Notre dernier rapport annuel a été classé au vingtième rang mondial et nous avons obtenu le premier rang pour l'information sur les résultats financiers et la situation financière.

IR Global Rankings a souligné l'exactitude et la rapidité de diffusion de l'information contenue sur notre site Web des Relations avec les investisseurs.



Robert M. Astley
Waterloo, Ont.
Administrateur et ancien président et directeur général Clarica, compagnie d'assurance sur la vie et ancien président Financière Sun Life Canada



Stephen E. Bachand
Ponte Vedra Beach, Fl.
Administrateur et président et chef de l'administration retraité La Société Canadian Tire Limitée



David R. Beatty, O.B.E.
Toronto, Ont.
Président du conseil et chef de la direction Beatinvest Limited

La gouvernance au sein de BMO Groupe financier

Pour de plus amples renseignements sur la gouvernance au sein de BMO, consulter les documents suivants sur notre site Web à www.bmo.com.

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations – Les actionnaires sont invités à participer à notre assemblée annuelle le 2 mars 2006, à 9 h 30, à Calgary (Alberta), ou à assister à la webdiffusion de l'assemblée. On peut obtenir les détails de la webdiffusion sur notre site Web.

Gouvernance – Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux, nos Normes de détermination des administrateurs non reliés ou indépendants* et les chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

Circulaire de sollicitation de procurations – Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur chacun des administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance.

Bilan social de BMO, incluant notre Déclaration annuelle – Ce bilan annuel décrit les activités engagées au cours de l'année dans le cadre de nos responsabilités sociales. La version 2005 de ce bilan sera publiée en février 2006.

Tout actionnaire peut aussi obtenir sur demande un exemplaire papier des documents susmentionnés.

Au-delà de la conformité

Le Conseil d'administration donne l'exemple à toute notre organisation en affirmant qu'une saine gouvernance, c'est non seulement respecter la lettre des règles, mais aussi leur esprit. En fait, certaines de nos pratiques de gouvernance vont au-delà des exigences de la loi.

Nous sommes déterminés à ajouter aux succès que nous avons obtenus en matière de gouvernance, de manière à demeurer à la pointe des meilleures pratiques dans ce domaine. Nous reconnaissons que les normes de gouvernance de BMO doivent évoluer pour tenir compte des changements qui se produisent dans notre organisation, dans les attentes des parties intéressées, dans la réglementation et dans les meilleures pratiques.

Amélioration continue de la présentation de l'information

BMO considère que la présentation de l'information est un élément essentiel d'une gouvernance efficace. Les effets bénéfiques des très nombreuses exigences réglementaires, des meilleures pratiques volontaires et de la culture d'intégrité d'une organisation dépendent, dans une grande mesure, de la possibilité qu'ont toutes les parties intéressées de comprendre réellement les activités de l'organisation, ses buts et ses valeurs ainsi que la taille de ses actifs par rapport à ses passifs.

Nos efforts pour améliorer continuellement la présentation de l'information que nous communiquons au public ont fait de notre organisation une innovatrice dans ce domaine. La direction, encouragée par le Conseil d'administration, cherche activement des moyens de fournir des renseignements à la fois plus abondants et plus clairs aux parties intéressées. Notre rapport annuel se distingue par notre tableau comparatif des résultats financiers, qui a fait de BMO un pionnier de l'information financière. Ce tableau repose sur onze importantes mesures financières, notamment le rendement total des capitaux propres, le rendement des capitaux propres, la croissance du résultat par action, la productivité et le rendement du portefeuille de prêts. Nous comparons nos résultats à l'égard de ces mesures à ceux des grandes banques du Canada et de celles qui font partie de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Nous croyons que l'évaluation de notre performance comparativement à celle de nos concurrents permet aux parties intéressées de situer nos résultats dans le contexte approprié et de mieux les comprendre. Depuis l'adoption de cette pratique en 1992, BMO a publié ces données comparatives chaque année, que la comparaison lui soit favorable ou non. Nous croyons qu'en communiquant franchement et honnêtement nos résultats, nous pourrions jouir d'une confiance durable de la part des parties intéressées.



Robert Chevrier, F.C.A.
Montréal, Qc
Président
Société de gestion Roche inc.



Tony Comper
Toronto, Ont.
Président et chef
de la direction
BMO Groupe financier



Ronald H. Farmer
Markham, Ont.
Directeur général
Mosaic Capital Partners
Toronto



David A. Galloway
Toronto, Ont.
Président du conseil
Banque de Montréal



Harold N. Kvisle
Calgary, Alb.
Président et chef
de la direction
TransCanada Corporation



Eva Lee Kwok
Vancouver, C.-B.
Présidente du conseil
et chef de la direction
Amara International
Investment Corp.

Règles des bourses

En tant qu'émetteur assujéti canadien dont les titres sont inscrits aux bourses de Toronto et de New York, BMO applique des pratiques de gouvernance qui respectent, et parfois excèdent, les règles applicables adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, les règles adoptées par la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis pour mettre en application les dispositions de la loi Sarbanes-Oxley des États-Unis et les normes de la Bourse de New York. Nos pratiques de gouvernance ne comportent qu'une différence importante par rapport à celles qui sont exigées des émetteurs américains en vertu des normes d'inscription de la Bourse de New York. Ces normes exigent que les actionnaires approuvent tout régime de rémunération à base d'actions et toute modification importante à un tel régime, que les titres devant être livrés en vertu du régime fassent partie d'une nouvelle émission ou qu'ils soient achetés sur le marché libre, sous réserve de quelques exceptions. Les règles de la Bourse de Toronto exigent que les actionnaires approuvent les régimes de rémunération à base d'actions, seulement lorsque les actions livrées dans le cadre de ces régimes font partie de nouvelles émissions, sous réserve de quelques exceptions. Les régimes de rémunération à base d'actions dont le nombre maximal d'actions à émettre n'est pas fixe doivent être assujettis à un nombre maximal mobile, établi d'après un pourcentage fixe des actions en circulation de l'émetteur, et doivent également être approuvés par les actionnaires tous les trois ans. Dans le cas où le régime prévoit une marche à suivre pour les modifications, les règles de la Bourse de Toronto exigent que les actionnaires approuvent les modifications apportées à un tel régime seulement lorsque la modification entraîne une réduction du prix d'exercice ou un report d'échéance des options détenues par les initiés.

Membres honoraires du Conseil d'administration

Charles F. Baird
Skillman, N.J., É.-U.

Ralph M. Barford
Toronto, Ont.

Matthew W. Barrett, o.c., LL.D.
Londres, Angleterre

Peter J.G. Bentley, o.c., LL.D.
Vancouver, C.-B.

Claire P. Bertrand
Montréal, Qc

Frederick S. Burbidge, o.c.
Frelighsburg, Qc

Pierre Côté, c.m.
Québec, Qc

C. William Daniel, o.c., LL.D.
Toronto, Ont.

Graham R. Dawson
Vancouver, C.-B.

Louis A. Desrochers, c.m., c.r.
Edmonton, Alb.

A. John Ellis, o.c., LL.D., O.R.S.
Vancouver, C.-B.

John F. Fraser, o.c., LL.D.
Winnipeg, Man.

Thomas M. Galt
Toronto, Ont.

J. Peter Gordon, o.c.
Burlington, Ont.

Richard M. Ivey, c.c., c.r.
London, Ont.

L'honorable Betty Kennedy, o.c., LL.D.
Campbellville, Ont.

J. Blair MacAulay
Oakville, Ont.

Ronald N. Mannix, o.c.
Calgary, Alb.

L'honorable Frank McKenna
Cap Pelé, N.-B.

Robert H. McKercher, c.r.
Saskatoon, Sask.

Eric H. Molson
Montréal, Qc

William D. Mulholland, LL.D.
Georgetown, Ont.

Jerry E.A. Nickerson
North Sydney, N.-É.

Lucien G. Rolland, o.c.
Montréal, Qc

Joseph I. Rotman, o.c., LL.D.
Toronto, Ont.

Mary Alice Stuart, c.m., o.ont., LL.D.
Toronto, Ont.



Bruce H. Mitchell
Toronto, Ont.
Président du conseil
et chef de la direction
Permian Industries Limited



**Philip S. Orsino,
o.c., F.C.A.**
Toronto, Ont.
Administrateur



**J. Robert S. Prichard,
o.c., o.ont.**
Toronto, Ont.
Président et chef
de la direction
Torstar Corporation



Jeremy H. Reitman
Montréal, Qc
Président et chef
de la direction
Reitmans (Canada) Limitée



**Guylaine Saucier,
c.m., F.C.A.**
Montréal, Qc
Administratrice



Nancy C. Southern
Calgary, Alb.
Présidente et chef
de la direction
ATCO Ltd. et Canadian
Utilities Limited

Notre culture repose sur la diversité, sur les possibilités offertes et sur une exigence de respect pour tous

Nous nous engageons à offrir un milieu de travail où chacun est écouté et encouragé à donner son opinion.



Prix et récompenses en 2005	Décernés par
Classement parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada	Pour la quatrième année d'affilée, le magazine <i>Maclean's</i> et <i>Mediacorp</i> ont classé BMO au nombre des 100 meilleurs employeurs au Canada. Encore une fois, BMO est la seule grande banque canadienne à figurer à ce palmarès prestigieux.
Prix du meilleur programme en matière de diversité	BMO a été récompensé par l' <i>International Quality & Productivity Center</i> pour l'efficacité de son programme de promotion de la diversité, succès qui tient aux meilleures pratiques utilisées et au soutien déterminant de la direction.
Prix du dirigeant de l'année en matière de diversité	Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier, a été honoré par l' <i>International Quality & Productivity Center</i> pour le leadership dont il a fait preuve en créant et en mettant en œuvre des programmes de promotion de la diversité efficaces et intégrés à l'échelle de l'organisation.
Classement parmi les 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation	BMO Groupe financier a été classé au 16 ^e rang des 100 meilleures sociétés nord-américaines par la revue <i>Training</i> en 2005. Pour la quatrième année de suite, BMO vient en tête des sociétés canadiennes figurant sur cette liste.
Prix d'excellence, catégorie Entreprises	La Fondation canadienne des relations raciales a reconnu l'excellence et l'esprit novateur dont BMO Groupe financier fait preuve par ses pratiques en matière de relations interraciales au Canada.
Prix de l'innovation – Programme ou initiative de dotation et de recrutement	L' <i>International Quality & Productivity Center</i> a décerné un prix <i>RASBIC (Recruiting & Staffing Best in Class Award)</i> à BMO Groupe financier pour le caractère novateur de son Programme de formation pour étudiants.
Diamond Club	L'Association canadienne des paraplégiques a honoré BMO pour sa contribution exceptionnelle.

À BMO, nous sommes fiers de notre réputation d'employeur de choix. Cette réputation témoigne des efforts que nous déployons afin de *bien faire les choses* pour nos employés, ligne de conduite qui accroît notre capacité d'attirer et de conserver à notre service des personnes de haut calibre, et favorise le rendement exceptionnel. En faisant bien les choses pour nos employés, nous aidons ceux-ci à bien faire les choses pour nos clients.

À l'écoute de nos employés : Sondage annuel auprès des employés

Bien faire les choses exige un dialogue ininterrompu. Depuis plus de 20 ans, nous invitons nos employés à nous faire connaître leur opinion dans le cadre de notre Sondage annuel auprès des employés (SAE) – auquel nous nous faisons un devoir de donner suite. Le SAE nous fournit des renseignements précieux sur ce que pensent nos employés et les situations qu'ils vivent. Outil essentiel dans la démarche que nous avons entreprise afin de devenir la société de services financiers la plus performante d'Amérique du Nord, le SAE s'avère également indispensable pour l'amélioration de nos pratiques de service à la clientèle.

Les résultats du SAE de 2005 sont stimulants. À 88 %, le taux de participation est le plus élevé jamais enregistré. De même, notre indice d'engagement des employés, qui représente la force de la relation globale qui existe entre les employés et notre organisation, s'établit au plus haut point enregistré depuis la création de l'indice en 2001.

Diversité : un engagement soutenu

BMO maintient son engagement ferme à promouvoir une culture diversifiée. En 1990, nous avons fait œuvre de pionniers en créant nos groupes de travail sur l'avancement des femmes, l'avancement des minorités visibles, l'emploi des personnes handicapées et la promotion de l'emploi des autochtones. Les rapports de ces groupes de travail ont favorisé l'établissement d'objectifs fondés sur des faits en matière de diversité et d'équité en milieu de travail; ils ont aussi eu pour conséquence directe l'élaboration d'un éventail d'outils et de programmes axés sur le repérage, la surveillance et l'élimination des obstacles au progrès dans ces domaines.

Nous sommes fiers de nos réalisations au chapitre de la diversité. Toutefois, nous ne comptons pas en rester là. Récemment, nous avons lancé une initiative qui nous permettra de tirer avantage de notre position actuelle de chef de file et de formuler notre stratégie en matière de diversité pour les dix prochaines années. Baptisée *Encore plus loin*, cette initiative nous assurera de conserver et de consolider la réputation de calibre international que nous avons acquise au chapitre de la diversité et de l'équité en milieu de travail.

Une tradition de générosité envers nos collectivités

Chaque jour, nous contribuons à rendre nos collectivités plus fortes et à faire en sorte qu'il soit sans cesse plus agréable d'y vivre et d'y travailler.

BMO est l'une des entreprises les plus généreuses du Canada. Par nos dons et par l'entremise de nos programmes de commandites, nous appuyons des causes dans des domaines tels que l'éducation, la santé, les arts et la culture, le développement communautaire et les activités sportives et athlétiques. Joignant leurs efforts aux nôtres, des milliers de nos employés donnent généreusement temps, énergie et argent pour soutenir leur collectivité.

Des médecins pour le Nord

Assurer à chaque Canadien l'accès à des soins de santé de première qualité est une responsabilité et un défi à relever pour la société. Conscients de ce double impératif, nous avons annoncé notre décision d'appuyer deux programmes novateurs conçus pour favoriser la formation, dans les collectivités nordiques et rurales, de médecins pour ces collectivités. En Colombie-Britannique, BMO s'est engagé à accorder 150 000 \$ en cinq ans au *Northern Medical Programs Trust*, géré par l'Université du Nord de la Colombie-Britannique (UNBC) à Prince George. On prévoit que 150 étudiants auront reçu un diplôme dans le cadre de ce programme d'ici 2015. En Ontario, nous nous sommes engagés à verser 100 000 \$ en quatre ans pour établir le *fonds de bourses d'études de BMO Groupe financier* à l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO). Dotée de deux campus principaux, l'un à Thunder Bay, l'autre à Sudbury, l'EMNO est la première école de médecine à ouvrir ses portes au Canada depuis plus de 30 ans.

Soutien des arts

BMO Groupe financier est le commanditaire fondateur du *Prix Elinore et Lou Siminovitch de théâtre*, remis cette année au dramaturge John Mighton lors d'un gala qui s'est tenu à Toronto. Ce prix de 100 000 \$ est la plus importante récompense attribuée dans le domaine du théâtre au Canada.

Dans les moments difficiles

BMO Groupe financier est venu en aide aux personnes et aux régions touchées par les nombreuses catastrophes environnementales survenues au cours de l'année écoulée. Par exemple, BMO a contribué aux secours organisés en Alberta par l'équipe provinciale d'intervention en cas de sinistre de la Croix-Rouge canadienne, à la suite des inondations qui ont touché le sud et le centre de la province. BMO et sa filiale américaine Harris ont accordé de l'aide financière pour appuyer les efforts déployés dans les États longeant le golfe du Mexique après le passage dévastateur de l'ouragan Katrina. En outre, des employés

Accent sur l'acquisition du savoir

BMO a particulièrement à cœur de soutenir des programmes qui favorisent l'apprentissage. Dans le cadre de notre investissement continu, BMO s'est engagé à verser des fonds supplémentaires totalisant 8,2 millions de dollars sur dix ans à 25 universités et collèges canadiens. Cet appui financier comprend :

- 750 000 \$ pour créer un fonds de dotation destiné à soutenir le programme *BMO Financial Group Leadership Scholarships* à l'Université du Manitoba, programme de bourses d'études à l'intention d'étudiants se démarquant par leur leadership;
- 1,3 million de dollars pour l'établissement du *Programme de bourses d'études de BMO Groupe financier*, qui assure la dotation de bourses d'admission destinées à des étudiants comptant parmi les meilleurs mais ne disposant que de faibles ressources financières au moment d'entrer à l'Université Waterloo;
- un don de 1,5 million de dollars à l'Université Western Ontario, afin de créer le programme de bourses d'études *BMO Financial Group Graduate Scholarships* à l'intention des étudiants de 2^e et 3^e cycles;
- 250 000 \$ pour l'attribution de bourses de recherche à des étudiants des cycles supérieurs à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, dans le cadre du programme *BMO Financial Group Graduate Scholarships*;
- un don de 500 000 \$ au Seneca College afin d'y établir un laboratoire, baptisé *BMO Customer Contact Centre Lab*, axé sur l'apprentissage concret du travail dans un centre de contact client;
- un don de 525 000 \$ à l'Université Laval et à *Entrepreneuriat Laval*, son centre de développement entrepreneurial.

De plus, BMO Nesbitt Burns a amassé 1,6 million pour le programme *Action-Éducation*, initiative axée sur la diversité qui offre une assistance financière aux étudiants.

de BMO et de Harris^{MC1} ont participé bénévolement aux activités de secours et offert leur soutien. Nous avons aussi contribué aux secours envoyés par la Croix-Rouge canadienne en Asie du Sud et du Sud-Est à la suite du tsunami qui a semé la désolation dans la région et à l'aide aux populations victimes d'un terrible séisme en Asie du Sud.

Initiation au patinage

Les Canadiens adorent patiner, et BMO est résolu à maintenir cette tradition vivante. Nous sommes un commanditaire principal important de l'équipe nationale de patinage artistique du Canada ainsi que de *Patinage Plus^{MC2}*, programme national d'initiation au patinage de l'organisme Patinage Canada. Au cours de l'année écoulée, nous avons remis des médailles Champions Patinage Plus BMO Groupe financier à plus de 4 000 jeunes Canadiens.

Pour avoir d'autres exemples de notre engagement envers nos collectivités, prière de consulter notre *Bilan social* incluant notre *Déclaration annuelle* en ligne à www.bmo.com/communautaire.

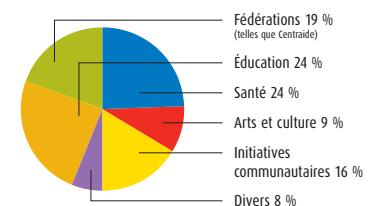
37,9 millions de dollars

En 2005, BMO a consacré 37,9 millions de dollars aux dons, commandites et événements pour soutenir des collectivités, des œuvres de bienfaisance et des organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.

9 millions de dollars

Chaque année, des milliers d'employés de BMO et de Harris donnent généreusement temps et argent pour soutenir leur collectivité. En 2005, nos employés ont recueilli la somme record de 7,9 millions de dollars par l'entremise de BMO Fontaine d'espoir, fondation de bienfaisance nationale gérée par des employés de BMO Groupe financier, ainsi que plus de un million de dollars américains par l'entremise de United Way dans la région de Chicago.

Ventilation des dons (2005)



Un engagement à favoriser le développement durable

Chaque jour, nous rappelons l'importance de considérer le respect de l'environnement comme une partie intégrante de notre culture.

À BMO, nous croyons que notre qualité de vie s'améliore lorsque la croissance économique s'accompagne du respect de l'environnement. En soutenant et en respectant les principes du développement durable, nous agissons dans le meilleur intérêt de nos actionnaires, de nos clients, de nos employés, de nos collectivités et de notre avenir.

Cadre environnemental

La politique et les principes environnementaux de BMO forment le cadre qui exprime notre engagement à protéger l'environnement et à promouvoir les principes du développement durable. Guidés par nos principes, nous nous engageons :

- à promouvoir la gestion responsable de l'environnement dans toutes nos activités;
- à respecter et à protéger l'environnement qui nous entoure;
- à faire participer nos employés à nos programmes de gestion de l'environnement;
- à octroyer du crédit aux emprunteurs d'une manière compatible avec la gestion de l'environnement;
- à assumer la responsabilité de nos résultats en matière d'environnement;
- à travailler avec les autres pour protéger et préserver notre environnement.

Poursuite de la vérification de la consommation d'énergie

Au cours de l'année écoulée, en association avec des gestionnaires immobiliers et un consultant en matière d'énergie, nous avons effectué la vérification de la consommation d'énergie des neuf immeubles d'importance (tours à bureaux et édifices à vocation particulière) que possède BMO en divers endroits au Canada. Nous avons ensuite commencé à évaluer les résultats et à déterminer les priorités en vue d'accroître notre efficacité énergétique.

FTSE4Good

De nouveau cette année, BMO fait partie de l'*indice éthique FTSE4Good*. Lancé par le *Financial Times* et la Bourse de Londres, cet indice souligne la performance des entreprises qui respectent les normes mondialement reconnues en matière de responsabilité des sociétés sur le plan de la durabilité de l'environnement, des questions

sociales, des relations avec les parties intéressées et des droits de la personne.

Indice DJSI Amérique du Nord

BMO Groupe financier a été choisi pour faire partie des premières sociétés canadiennes composant l'indice DJSI Amérique du Nord (*Dow Jones Sustainability North America Index*), créé depuis peu. Établi sur le modèle de l'indice de référence DJSI Monde (*Dow Jones Sustainability World Index*), le DJSI Amérique du Nord regroupe les sociétés considérées comme étant les meilleures de la région sur le plan des principes et pratiques adoptés en matière de durabilité économique, environnementale et sociale.

Principes d'Équateur

En septembre 2005, BMO a signé les *Principes d'Équateur*, ensemble de lignes directrices environnementales et sociales relatives au financement de projets, adoptées librement par les grandes banques. Les *Principes d'Équateur* ont été élaborés en 2002 par la Société financière internationale, membre du Groupe de la Banque mondiale, qui encourage le secteur privé à investir dans le développement durable des pays en développement afin d'y réduire la pauvreté et d'y améliorer la vie des gens.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

BMO Groupe financier est un signataire du document intitulé *PNUE : Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable*. À ce titre, nous adhérons aux principes de protection de l'environnement et de développement durable reconnus à l'échelle mondiale.

Carbon Disclosure Project

En 2005, BMO est en outre devenu signataire du *Carbon Disclosure Project*, secrétariat de coordination d'une coalition regroupant nombre des plus importants investisseurs institutionnels du monde. Les membres de ce projet communiquent librement des renseignements sur les incidences pertinentes, d'un point de vue d'investisseur, des émissions de gaz à effet de serre.

Pour en savoir plus sur BMO et l'environnement, consulter notre site Web à www.bmo.com/communautaire.



Indices DJSI



Série d'indices FTSE4Good



Principes d'Équateur

Rapport de gestion

Le président et chef de la direction et la chef des finances de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, présentée à la page 91, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à ces renseignements.

Le Rapport de gestion porte sur les exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004. Le commentaire a été établi en date du 29 novembre 2005, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 8 décembre 2005. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice. Les données reclassées comprennent les montants découlant du transfert de certaines activités entre les groupes d'exploitation. De plus, la note 20, à la page 119 des états financiers, explique l'incidence, sur nos états financiers des exercices antérieurs, d'une modification de la convention comptable adoptée de manière rétroactive.

Table des matières	
23	Table des matières
24	Résultats financiers et situation financière en bref
27	Ce que nous sommes
28	Stratégie globale
29	Mise en garde concernant les déclarations prospectives
29	Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs
31	Évolution de la situation économique
32	Mesures de la valeur
32	Rendement total des capitaux propres
33	Croissance du résultat par action
34	Rendement des capitaux propres
34	Croissance du profit économique net
35	Analyse des résultats financiers de 2005
	Analyse des résultats des groupes d'exploitation
43	Sommaire
44	Groupe Particuliers et entreprises
50	Groupe Gestion privée
53	Groupe Services d'investissement
56	Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions
	Analyse de la situation financière
57	Bilan
59	Gestion globale du capital
61	Éléments hors bilan
62	Instruments financiers
	Questions comptables et contrôles de communication de l'information
63	Estimations comptables critiques
65	Modifications des conventions comptables en 2005
66	Modifications futures des conventions comptables
66	Contrôles et procédures de communication de l'information
67	Gestion globale des risques
75	Analyse des résultats du quatrième trimestre, tendances trimestrielles relatives au revenu net et analyse des résultats financiers de 2004
79	Données complémentaires

La section Résultats financiers et situation financière en bref présente un aperçu de nos résultats à l'égard de 11 mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.
La section Ce que nous sommes présente BMO, énonce nos cibles pour 2005 et 2006 et explique les liens entre nos cibles annuelles et notre vision globale.
La section Stratégie globale décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques de 2005.
La Mise en garde concernant les déclarations prospectives informe les lecteurs des limites, des risques et des incertitudes associés aux déclarations prospectives.
La section Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs énumère certains facteurs qui visent l'ensemble du secteur ou sont propres à l'organisation et dont les investisseurs doivent tenir compte dans l'évaluation des perspectives de rendement de BMO.
La section Évolution de la situation économique présente des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2005 et les perspectives économiques pour 2006.
La section Mesures de la valeur passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.
L' Analyse des résultats financiers de 2005 présente une analyse détaillée de nos résultats consolidés dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même que des explications sur l'utilisation de mesures non conformes aux PCGR et sur l'incidence des variations des taux de change et des acquisitions d'entreprises.
L' Analyse des résultats des groupes d'exploitation présente la vision et les stratégies de nos groupes d'exploitation, et les principaux risques d'entreprise auxquels ils sont exposés, de même que les forces et les compétences qui leur permettent de déployer les stratégies qui les aideront à concrétiser leur vision. On y trouve également un sommaire de leurs réalisations en 2005 et de leurs priorités pour 2006, ainsi qu'une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.
L' Analyse de la situation financière traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des éléments hors bilan et des instruments financiers.
La section Questions comptables et contrôles de communication de l'information traite des estimations comptables critiques, ainsi que des modifications des conventions comptables pour 2005 et les périodes futures. Elle présente également notre évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard des données financières.
La section Gestion globale des risques décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et connexes auxquels nous sommes exposés.
Ces analyses commentent les résultats visant des périodes pertinentes autres que l'exercice 2005.
La section Données complémentaires présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Rapport de gestion et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov. Le chef de la direction et la chef des finances certifient tous deux l'exactitude et l'impartialité de l'information contenue dans les états financiers annuels et intermédiaires, dans le Rapport de gestion et dans la Notice annuelle de BMO. Ils ont également dressé un rapport de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information utilisés par BMO.

Résultats financiers et situation financière en bref

Nos résultats

Rendement total des capitaux propres (RTCP)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO s'élève à 13,8 %, soit une baisse par rapport au RTCP de 18,9 % inscrit un an plus tôt. Il est toutefois conforme aux rendements du secteur des services financiers et supérieur aux indices du marché en général.
- Le RTCP sur un an de BMO, qui est de 3,7 % en 2005, a fait baisser notre RTCP sur cinq ans, mais il s'inscrit après des rendements de 33 % et 20 % pour les deux exercices précédents.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 32.

Croissance du résultat par action (RPA)

- Le RPA a progressé de 5 % et atteint le chiffre record de 4,64 \$, après avoir fortement augmenté en 2003 et 2004. Cette progression s'explique par la croissance du volume d'affaires et la baisse du taux d'imposition effectif, partiellement neutralisées par l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables attribuable à la baisse des reprises et des recouvrements.
- Le RPA s'est accru de 9 % si on fait abstraction des rajustements de la réserve générale pour créances irrécouvrables effectués en 2005 et 2004, et cette croissance est supérieure à notre cible pour 2005, qui était une croissance de 3 % à 8 %.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 33.

Rendement des capitaux propres (RCP)

- Le RCP s'établit à 18,8 %, alors qu'il était de 19,4 % en 2004, mais il constitue le deuxième rendement le plus élevé des 20 dernières années et il est supérieur à notre cible pour 2005, qui était un taux de 17 % à 18 %.

De plus amples renseignements sont fournis à la page 34.

Croissance du profit économique net (PEN)

- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, est demeuré élevé en 2005, ayant diminué légèrement en raison de l'accroissement du capital, après avoir augmenté de 92 % en 2003 et de 60 % en 2004.
- Chacun des groupes d'exploitation a augmenté son PEN en 2005, mais ces augmentations ont été neutralisées par la baisse du PEN du groupe Services d'entreprise, due principalement à la hausse des provisions pour créances irrécouvrables.

De plus amples renseignements sont fournis à la page 34.

Croissance du revenu

- Le revenu* a augmenté de 470 millions de dollars, ou de 5 %, en 2005. Une forte croissance a été enregistrée dans les groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée ainsi que dans les secteurs à services tarifés du groupe Services d'investissement.
- L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 2,2 points de pourcentage.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 37.

Ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)

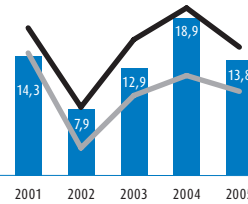
- Le ratio de productivité s'est amélioré de 140 points de base pour s'établir à 63,5 % en 2005. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 120 points de base pour s'établir à 62,6 %, après une amélioration totale de 420 points de base au cours des deux exercices précédents. Nous visions une amélioration de 150 à 200 points de base du ratio de productivité avant amortissement pour 2005.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 41.

Comparaison avec nos groupes de référence

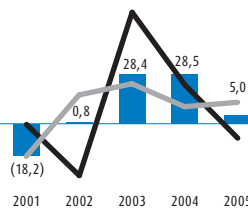
RTCP annualisé sur cinq ans (%)

- Le RTCP annualisé sur cinq ans de BMO, qui est de 13,8 %, est inférieur à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 15,4 %, mais nettement supérieur à la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 10,1 %.
- La performance à l'égard de cette mesure a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de l'exclusion des rendements élevés obtenus en 2000.



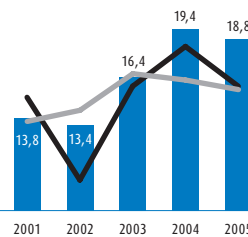
Croissance du RPA (%)

- La croissance du RPA de BMO, qui est de 5,0 % en 2005, est supérieure à la croissance moyenne de -8,2 % du groupe de référence du Canada, mais inférieure à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 12,3 %.
- Les provisions liées à des litiges comptabilisées par certains membres du groupe de référence du Canada en 2004 et 2005 ont entraîné une baisse importante de la moyenne de ce groupe en 2005, mais ont entraîné une hausse de la moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



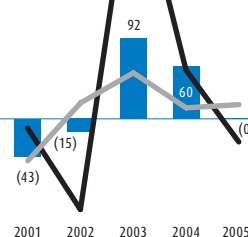
RCP (%)

- Le RCP de 18,8 % en 2005 est nettement supérieur au RCP moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 15,8 %, et à celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 15,6 %.
- BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 16 derniers exercices.



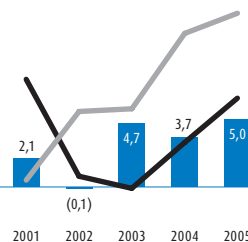
Croissance du PEN (%)

- La croissance du PEN, qui s'établit à -0,3 % en 2005, est nettement supérieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de -27 %, mais bien inférieure à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 16 %, en grande partie en raison de l'incidence qu'ont les provisions liées à des litiges, établies par certains membres de notre groupe de référence.



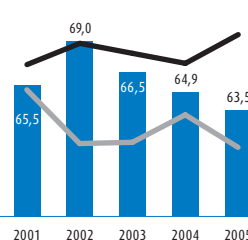
Croissance du revenu (%)

- La croissance du revenu, qui est de 5,0 % en 2005, est inférieure à la moyenne du groupe de référence du Canada, qui est de 6,6 %, et au fort taux de 12,9 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
- La croissance du revenu de BMO s'est améliorée en 2005 et elle avait été supérieure à celle du groupe de référence du Canada en 2003 et en 2004.



Ratio des frais au revenu (%)

- Le ratio de productivité de BMO, qui est de 63,5 %, est meilleur que le ratio moyen du groupe de référence du Canada, qui est de 69,5 %, mais il est plus élevé que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 60,5 %. L'incidence des provisions liées à des litiges établies par certains membres du groupe de référence du Canada a accru notre avantage par rapport à la moyenne de ce groupe.
- Le ratio de productivité de BMO conserve son deuxième rang au sein du groupe de référence du Canada.



*Le revenu et les impôts sur les bénéfices sont présentés dans le Rapport de gestion sur une base d'imposition comparable. Se reporter aux pages 35, 37 et 42.

■ BMO Groupe financier
 — Moyenne du groupe de référence du Canada
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Se reporter à la page 26 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence.

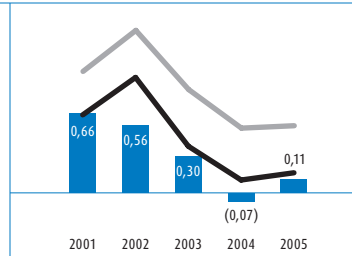
Certaines données des exercices précédents ont été retraitées. Se reporter à la note 1, à la page 26.

Nos résultats

Créances irrécouvrables

- La provision pour créances irrécouvrables a augmenté de 282 millions de dollars. Les provisions spécifiques ont augmenté de 152 millions de dollars, en raison de la baisse des reprises et des recouvrements, et la réduction de la réserve générale est inférieure de 130 millions de dollars à celle de l'an dernier.
- La provision représente 11 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elle représentait -7 points de base en 2004.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 40 et 69.



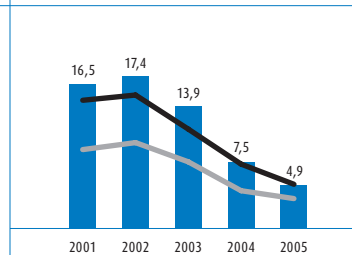
Comparaison avec nos groupes de référence

- Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations**
- La provision pour créances irrécouvrables de BMO s'établit à 0,11 % du solde net moyen des prêts et acceptations, ce qui est mieux que les moyennes de 0,17 % du groupe de référence du Canada et de 0,56 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
 - En matière de créances irrécouvrables, le résultat de BMO a été meilleur que le résultat moyen du groupe de référence du Canada pour 14 des 15 derniers exercices.

Prêts douteux

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux s'établit à 804 millions de dollars, alors qu'il atteignait 1 119 millions en 2004, et il représente 4,9 % du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables, comparativement à 7,5 % un an plus tôt.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux, qui influe fortement sur les provisions pour créances, s'établit à 423 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 607 millions en 2004 et à 1 303 millions en 2003.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 40 et 69.

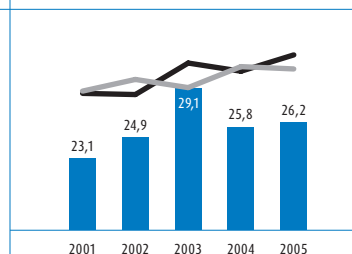


- Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables**
- Le ratio de 4,9 % de BMO est légèrement meilleur que le ratio moyen de 5,0 % du groupe de référence du Canada, mais moins bon que le ratio moyen de 3,0 % du groupe de référence de l'Amérique du Nord.
 - Au cours des dernières années, le ratio de BMO a été proche du ratio moyen du groupe de référence du Canada mais plus élevé que celui du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

Ratio de liquidité

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total est resté essentiellement au même niveau qu'en 2004, soit à 26,2 %.
- Les liquidités demeurent adéquates, étant toujours soutenues par la grande diversité des dépôts.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 72 et 73.

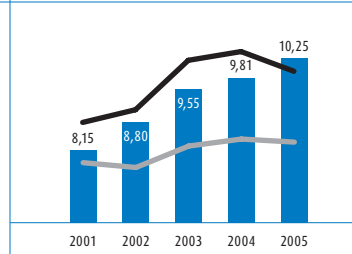


- Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)**
- Le ratio de liquidité de BMO, qui s'établit à 26,2 %, est inférieur aux ratios moyens de 32,0 % et de 30,8 % des groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord respectivement.
 - Notre ratio de liquidité est plus élevé que celui de l'an dernier et demeure à un niveau acceptable.

Suffisance du capital

- Le ratio du capital de première catégorie s'établit à 10,25 %, en hausse par rapport au ratio de 9,81 % de l'exercice précédent. Notre cible minimale était de 8,0 %.
- Le ratio du capital total s'établit à 11,76 %, en hausse par rapport au ratio de 11,31 % de 2004.
- BMO dispose d'un excédent de capital de 3,4 milliards de dollars par rapport à notre cible pour le ratio du capital de première catégorie.

De plus amples renseignements sont présentés aux pages 59 et 60.

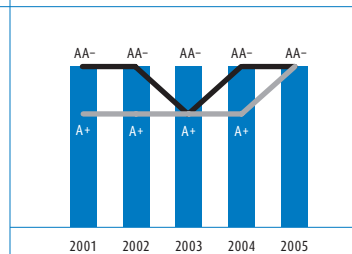


- Ratio du capital de première catégorie (%)**
- Notre ratio du capital de première catégorie, qui est de 10,25 %, est le plus élevé des dernières années et il est supérieur à celui du groupe de référence du Canada, qui est de 9,95 %.
 - Selon les normes réglementaires américaines, notre ratio du capital de première catégorie est de 9,96 % et est plus élevé que le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord, qui est de 8,33 %.

Cote de crédit (Standard & Poor's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Standard & Poor's^{MO3} (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée, soit AA-. Cette cote, que BMO partage avec deux de ses concurrentes, est supérieure à celle des trois autres grandes banques canadiennes.
- La perception que S&P a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 60.

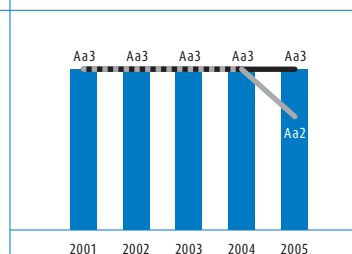


- Cote de crédit (Standard & Poor's)**
- La cote de crédit de BMO, soit AA-, attribuée par S&P sur les créances prioritaires, se situe dans la moitié supérieure du groupe de référence du Canada, deux banques ayant une cote aussi élevée que celle de BMO et trois autres ayant une cote inférieure. La cote de BMO correspond à la cote médiane du groupe de référence de l'Amérique du Nord.

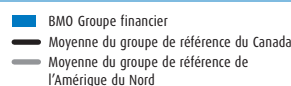
Cote de crédit (Moody's)

- Notre cote de crédit, attribuée par Moody's^{MO4} sur les créances prioritaires, demeure inchangée, soit Aa3. Elle est légèrement inférieure à celle de la banque canadienne la mieux cotée et égale à celle de la banque qui a obtenu la cote la plus élevée parmi les autres grandes banques canadiennes.
- La perception que Moody's a de BMO demeure stable.

De plus amples renseignements sont présentés à la page 60.



- Cote de crédit (Moody's)**
- La cote de crédit de BMO, soit Aa3, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, est comparable à la cote médiane du groupe de référence du Canada mais légèrement supérieure à celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord.



Se reporter à la page 26 pour de plus amples commentaires sur les comparaisons avec nos groupes de référence. Certaines données des exercices précédents ont été retraitées. Se reporter à la note 1, à la page 26.

Comparaison avec les groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord

	2005					2004 (Note 1)					Moyenne de cinq ans (Note 1)				
	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.	BMO	Rang sur 6	Moy. banques can.	Moy. banques A. du N.	Quartile banques A. du N.
Mesures des résultats financiers (%)															
Rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans	13,8	4	15,4	10,1	1	18,9	4	20,1	12,0	1	13,8	4	15,4	10,1	1
Croissance du résultat dilué par action (RPA)	5,0	4	(8,2)	12,3	3	28,5	2	22,2	9,8	1	7,4	5	5,2	7,5	3
Rendement des capitaux propres (RCP) attribuable aux actionnaires ordinaires	18,8	3	15,8	15,6	2	19,4	2	18,3	16,2	2	16,4	4	15,0	15,3	2
Croissance du profit économique net (PEN)	(0,3)	4	(26,8)	16,1	3	59,6	2	55,5	12,4	1	8,0	5	4,6	4,0	3
Croissance du revenu	5,0	5	6,6	12,9	3	3,7	3	3,3	11,4	3	3,0	5	3,7	7,1	3
Ratio des frais au revenu (ratio de productivité)	63,5	2	69,5	60,5	3	64,9	2	67,2	63,1	3	65,9	3	68,1	62,1	3
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,11	3	0,17	0,56	1	(0,07)	2	0,11	0,54	1	0,31	1	0,46	0,86	1
Mesures de la situation financière (%)															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables	4,9	4	5,0	3,0	4	7,5	3	7,3	4,3	4	12,0	5	10,7	6,7	4
Ratio de liquidité	26,2	6	32,0	30,8	3	25,8	6	30,6	31,0	3	25,8	6	30,2	30,0	3
Ratio du capital de première catégorie	10,25	2	9,95	8,33	1	9,81	4	10,40	8,40	1	9,31	5	9,68	8,12	1
Cote de crédit – Standard & Poor's – Moody's	AA-	1	AA-	AA-	1	AA-	1	AA-	A+	1	AA-	1	AA-	A+	1
	Aa3	2	Aa3	Aa2	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2	Aa3	2	Aa3	Aa3	2

Les moyennes du groupe de référence du Canada sont fondées sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque CIBC, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. Les moyennes du groupe de référence de l'Amérique du Nord sont fondées sur les résultats des 15 plus grandes banques de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire toutes les banques nord-américaines dont les capitaux propres équivalent à au moins 75 % de ceux de BMO. Ce groupe comprend les banques du groupe de référence du Canada, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que Bank of America Corporation, Citigroup, J.P. Morgan Chase & Co., KeyCorp, National City Corporation, The PNC Financial Services Group Inc., SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp, Wachovia Corporation et Wells Fargo & Company.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date, suivant le cas.

Aux fins de comparaison avec nos groupes de référence, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu comprend, dans le calcul de la moyenne de cinq ans, l'amortissement des écarts d'acquisition pour 2001 dans le cas de toutes les banques.

Note 1. Certaines données de BMO et des groupes de référence ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Comparaison avec le groupe de référence du Canada

Les résultats de BMO pour l'exercice 2005 se sont améliorés par rapport à ceux de 2004 pour ce qui est de cinq de nos onze principales mesures des résultats financiers et de la situation financière, et sont demeurés stables en ce qui concerne une de ces mesures. Nous considérons ces mesures comme nos mesures principales parce que nous les utilisons pour comparer nos résultats à ceux de nos groupes de référence. En 2004, nos résultats s'étaient améliorés pour ce qui est de sept de nos onze mesures et étaient demeurés stables en ce qui concerne une de ces mesures.

D'importantes provisions pour litiges comptabilisées par certaines banques canadiennes ont influé sur les moyennes du groupe de référence du Canada en 2005. Bien que certaines banques de ce groupe aient aussi comptabilisé des provisions pour litiges ou pour restructuration en 2004, l'incidence de ces provisions sur la moyenne des résultats financiers du secteur a été beaucoup plus prononcée en 2005.

En 2005, nos résultats ont été supérieurs à la moyenne du groupe de référence du Canada pour cinq des sept mesures des résultats financiers, tandis que nos résultats de 2004 avaient été supérieurs à la moyenne quant à six de ces mesures. Notre classement de 2005 est demeuré stable par rapport à l'exercice précédent pour deux des sept mesures des résultats financiers, mais s'est quelque peu détérioré pour les autres. L'accroissement de la productivité était encore une fois l'objectif prioritaire de BMO en 2005. Notre ratio des frais au revenu (ratio de productivité) s'est amélioré de 140 points de base en 2005, ce qui nous classe de nouveau au deuxième rang du groupe de référence du Canada. Le ratio de productivité avant amortissement de BMO (voir la page 35) s'est amélioré de 120 points de base, pour atteindre 62,6 % en 2005, tirant parti de l'amélioration importante enregistrée au cours des deux derniers exercices où ce ratio avait progressé de 420 points de base. Nous demeurons au deuxième rang des grandes banques canadiennes en ce qui concerne ce ratio. En 2006, la croissance du revenu constitue l'un de nos objectifs prioritaires; nous visons une autre amélioration de 100 à 150 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement.

Nous nous classons au-dessus de la moyenne pour deux mesures de la situation financière, dans la moyenne pour une mesure et sous la moyenne pour une autre. Notre classement s'est amélioré pour une mesure, s'est détérioré pour une autre mesure et est resté inchangé pour les deux autres.

Dans notre Rapport de gestion de 2004, nous avons précisé que nous nous attendions à une augmentation des provisions pour créances irrécouvrables par rapport aux niveaux exceptionnellement bas de 2004 et que, par conséquent, certaines mesures de croissance de nos résultats indiqueraient, en 2005, des rendements moins élevés que les très bons résultats obtenus en 2004. Nos provisions ont, en effet, enregistré une augmentation importante en 2005 et notre classement par rapport à certaines mesures a reculé quelque peu par rapport à celui de 2004.

Nos résultats pour 2005 ont été supérieurs à notre moyenne de cinq ans en ce qui a trait à sept de nos onze mesures et étaient conformes à la moyenne pour deux autres mesures. Notre moyenne de cinq ans est meilleure que la moyenne comparable du groupe de référence du Canada pour ce qui est de cinq des sept mesures des résultats financiers mais nous nous classons sous la moyenne en ce qui a trait à trois des quatre mesures de la situation financière.

Comparaison avec le groupe de référence de l'Amérique du Nord

Notre classement au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour 2005 s'est détérioré par rapport aux très bons résultats de l'exercice précédent. En 2004, le fait que deux des plus grandes banques avaient comptabilisé des provisions de plusieurs milliards de dollars pour des litiges et d'autres coûts de règlement relatifs à l'insolvabilité de certains clients prestigieux avait influé sur les résultats du groupe de référence de l'Amérique du Nord. Cela nous avait permis d'améliorer notre classement au sein du groupe de référence de l'Amérique du Nord, de même que nos résultats par rapport à ceux de ce groupe, mais nous a fait subir un recul, en 2005, pour ce qui est du classement et des mesures des résultats financiers.

Notre rang au classement par quartile est resté inchangé en ce qui a trait aux quatre mesures de la situation financière et à cinq des sept mesures des résultats financiers, mais s'est détérioré pour les deux autres mesures. Nos résultats de 2005 ont été supérieurs à la moyenne pour trois des sept mesures des résultats financiers, tandis que nos résultats de 2004 avaient été supérieurs à la moyenne quant à cinq de ces mesures. Pour ce qui est des mesures de la situation financière, nous nous classons en 2005 au-dessus de la moyenne pour une des quatre mesures et dans la moyenne pour une autre.

Notre moyenne de cinq ans est meilleure que celle du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour ce qui est de quatre des sept mesures des résultats financiers et de deux des quatre mesures de la situation financière.

Ce que nous sommes

BMO Groupe financier est l'un des plus importants fournisseurs de services financiers en Amérique du Nord. BMO offre une vaste gamme de produits, de services et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. Nous servons nos clients canadiens par l'entremise de BMO Banque de Montréal, notre société de services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et de BMO Nesbitt Burns, l'une des plus importantes sociétés de placement à service complet et de gestion de patrimoine au Canada. Aux États-Unis, BMO offre ses services par l'entremise de Harris, une importante société de services financiers dans le Midwest américain, qui possède un réseau de banques locales dans la région de Chicago, ainsi que des bureaux de gestion de patrimoine répartis dans l'ensemble des États-Unis, et de Harris Nesbitt, une banque d'investissement et d'affaires de premier plan sur le marché des entreprises. Nos spécialistes des services financiers sont en mesure d'offrir aux clients tous les services disponibles à l'échelle de l'organisation. BMO Groupe financier est composé de trois groupes clients : le groupe Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et le groupe Services d'investissement.

Nos cibles financières

L'objectif fondamental global de BMO, de même que ses objectifs financiers à moyen terme et ses cibles annuelles à l'égard de certaines mesures importantes des résultats financiers sont énoncés dans le tableau ci-contre. Même si la réalisation de notre objectif fondamental global dépend de nos résultats par rapport à ceux de notre groupe de référence, nous sommes persuadés que nous nous classerons dans le quartile supérieur de notre groupe de référence pour le rendement total des capitaux propres en atteignant nos objectifs financiers à moyen terme qui consistent à augmenter le RPA d'au moins 10 % par année en moyenne au fil du temps et en maintenant la fourchette du RCP annuel moyen entre 18 % et 19 %, au fil du temps. Les cibles financières annuelles représentent des jalons dans la réalisation de nos objectifs financiers à moyen terme. Elles sont également liées à la situation économique du moment et peuvent être influencées par les résultats des années utilisées aux fins de comparaison. Les cibles pour un exercice donné peuvent donc être supérieures ou inférieures aux objectifs financiers à moyen terme.

Notre philosophie de gestion est d'enregistrer un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à réaliser des gains de productivité, au fil du temps. Tout en visant des économies par la gestion des frais, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future. Dans la mesure du possible, les économies réalisées au chapitre des frais servent à financer, en totalité ou en partie, nos investissements pour l'avenir.

En 2005, nous avons atteint quatre des cinq cibles financières que nous nous étions fixées. En 2004, comme en 2003, nous avions atteint nos cinq cibles financières. En 2005, le RPA a augmenté de 5,0 % (9,0 % excluant les changements à la réserve générale en 2005 et 2004). Au cours des deux exercices précédents, le RPA avait successivement bondi de 28 % et de 29 %, dépassant largement notre objectif financier de croissance à moyen terme qui s'établissait à 10 %. Parallèlement, notre ratio de productivité avant amortissement s'était accru de 420 points de base au total. Notre cible annuelle en matière de RPA pour 2005 était inférieure à celle des exercices précédents en raison, notamment, des taux de croissance élevés atteints en 2003 et en 2004 à la faveur de la réduction des provisions pour créances irrécouvrables. Notre cible relative à l'amélioration de la productivité est demeurée, quant à elle, inchangée par rapport aux deux exercices précédents et ce, en dépit des progrès réalisés à cet égard en 2003 et 2004. En 2005, nous avons

Notre vision

Devenir la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Notre objectif fondamental

Maximiser le rendement total des capitaux propres et progresser, au fil du temps, vers un classement dans le quartile supérieur de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour le rendement total des capitaux propres.

Nos objectifs financiers à moyen terme

Accroître le RPA d'au moins 10 % par année au fil du temps; accroître le RCP annuel moyen au fil du temps pour le porter entre 18 % et 19 %; et maintenir un solide capital réglementaire, comparable à celui des membres de nos groupes de référence.

Cibles financières pour 2005	Résultats financiers pour 2005	Cible atteinte	Cibles financières pour 2006
<ul style="list-style-type: none"> Croissance du RPA de 3 % à 8 %, par rapport au montant de base de 4,21 \$ (excluant les changements à la réserve générale) 	<ul style="list-style-type: none"> Sur la même base, croissance de 9,0 % du RPA qui est passé de 4,21 \$ à 4,59 \$ 	✓	<ul style="list-style-type: none"> Croissance du RPA de 5 % à 10 %, par rapport au montant de base de 4,59 \$* (excluant les changements à la réserve générale)
<ul style="list-style-type: none"> RCP de 17 % à 18 % 	<ul style="list-style-type: none"> RCP de 18,8 % 	✓	<ul style="list-style-type: none"> RCP de 17 % à 19 %
<ul style="list-style-type: none"> Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins 	<ul style="list-style-type: none"> Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 219 millions de dollars 	✓	<ul style="list-style-type: none"> Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins
<ul style="list-style-type: none"> Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 % 	<ul style="list-style-type: none"> Ratio du capital de première catégorie de 10,25 % 	✓	<ul style="list-style-type: none"> Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de 120 points de base du ratio de productivité avant amortissement 	✗	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

*Comme nous l'expliquons à la page 66, nous prévoyons devoir adopter rétroactivement en 2006 de nouvelles règles comptables pour établir le RPA, entraînant une baisse du RPA de 2005 d'environ 0,06 \$ par action ordinaire. Au moment de leur adoption, le montant de base de 4,59 \$ sera rajusté en conséquence.

amélioré de 120 points de base notre productivité avant amortissement sans toutefois atteindre la cible que nous nous étions fixée, en raison des faibles résultats du groupe Services d'investissement à l'égard des activités sensibles aux taux d'intérêt et du fait que nous avons continué d'investir dans nos activités pour assurer la croissance future de notre revenu net.

Nos cibles pour 2006 ont été établies en fonction de nos prévisions économiques pour la prochaine année, comme nous l'expliquons à la page 31.

La section ci-dessus, intitulée Nos cibles financières, de même que les sections Stratégie globale et Évolution de la situation économique qui font partie du présent Rapport annuel, contiennent des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 29 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans ces sections.

Stratégie globale



Rose M. Patten
Première vice-présidente à la direction
Ressources humaines
et Bureau de gestion stratégique

Vision

Être la société de services financiers la plus performante à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Stratégie

- Augmenter la rentabilité de nos activités dans l'ensemble du Canada et accélérer notre expansion aux États-Unis en respectant une approche rigoureuse fondée sur la croissance interne et

Nous tirerons le meilleur parti de nos forces fondamentales pour réaliser notre stratégie :

- Bâtir une organisation axée sur le rendement élevé en assurant le perfectionnement de nos employés et le développement de leurs compétences.

les acquisitions; établir, dans tous nos secteurs d'activité, des relations solides et durables avec nos clients grâce à un service exceptionnel; continuer à améliorer notre productivité et offrir au client une expérience supérieure en concentrant nos efforts sur ce qui lui importe, en recherchant énergiquement les occasions d'accroître le revenu, en rationalisant nos processus et en supprimant les lourdeurs administratives.

- Au Canada, améliorer le service offert aux particuliers et aux entreprises afin de consolider nos relations avec les clients, élargir notre part du marché croissant des clients à valeur nette élevée et accroître notre part des services bancaires d'investissement utilisés par nos clients.
- Aux États-Unis, devenir le chef de file dans les marchés des particuliers et des entreprises du Midwest. À cette fin, accélérer la croissance des services bancaires, saisir les occasions d'affaires dans le marché de la gestion de patrimoine de la région de Chicago et intensifier notre pénétration du marché des services bancaires d'investissement offerts aux moyennes entreprises.

- Concevoir, mettre en œuvre et maintenir des systèmes à faible coût de grande qualité.
- Utiliser notre expertise en matière de gestion du crédit afin de trouver des solutions créatives pour les clients.
- Maintenir l'excellence de la gouvernance et de la gestion des risques.

Progrès réalisés par rapport à nos priorités stratégiques de 2005

Atteindre les cibles financières en mettant l'accent sur la productivité

- Nous avons atteint nos cibles financières annuelles pour ce qui est de la croissance du RPA, du RCP, de la provision pour créances irrécouvrables et du capital de première catégorie. Notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 120 points de base mais il est inférieur à la cible en raison du rendement plus faible que prévu dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt du groupe Services d'investissement.

Accroître les revenus

- Nos groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée ont alimenté la croissance de 5,0 % du revenu de BMO (7,2 % si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain).

Accroître le revenu net au Canada

- Nos groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée ont augmenté leur revenu net de 23 % et de 29 % respectivement, au Canada. Pour l'ensemble de BMO, le revenu net au Canada est demeuré relativement stable, à 1 678 millions de dollars, la croissance ayant été limitée par l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables au sein des Services d'entreprise.

Continuer d'améliorer les résultats des activités aux États-Unis

- Aux États-Unis, les revenus ont progressé de 148 millions de dollars américains, ou de 7,4 %, et le revenu net a augmenté de 62 millions de dollars américains, ou de 19 %, sous l'effet de l'accroissement des volumes tant du côté des prêts que des dépôts.

Accélérer la croissance aux États-Unis

- Le pourcentage que représente le revenu net réalisé aux États-Unis par rapport au revenu net total pour l'Amérique du Nord a augmenté de 1,4 point de pourcentage et s'établit à 21,9 %.
- La croissance du revenu est attribuable aux acquisitions d'entreprises, dans une mesure de 63 millions de dollars américains, et à la croissance interne, dans une mesure de 85 millions de dollars américains.
- Nous avons acquis la Mercantile Bancorp, Inc., nous avons conclu une entente en vue de l'acquisition de la Edville Bankcorp, Inc. et de sa filiale la Villa Park Trust and Savings Bank, et nous avons vendu Harrisdirect LLC, notre plateforme de courtage en ligne.

Bâtir une organisation axée sur le rendement élevé

- Pour la quatrième année de suite, BMO a été la seule grande banque canadienne à figurer au prestigieux palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada et figure en tête des entreprises canadiennes dans le classement des 100 meilleures entreprises au chapitre de la formation.

Conserver des forces fondamentales de premier ordre

- Nous avons continué à mettre en œuvre des initiatives d'amélioration du service à l'échelle de l'organisation. Ces initiatives permettront d'accroître sensiblement la qualité de l'expérience client et du service après-vente.
- Nous avons réussi l'unification de 26 de nos chartes bancaires américaines sous la charte unique Harris N.A., améliorant ainsi l'accès aux services et la qualité de la prestation.

Priorités pour 2006

- Atteindre nos cibles financières en mettant l'accent sur l'accroissement du revenu dans une optique d'amélioration de la productivité.
- Accroître les revenus en offrant une expérience client supérieure et en obtenant une plus grande part des affaires des clients.
- Continuer d'améliorer les résultats des activités aux États-Unis.
- Accélérer la croissance aux États-Unis tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.
- Accroître le revenu net au Canada en misant sur l'efficacité opérationnelle et en améliorant notre part de marché, tout en accélérant

la croissance de nos services bancaires aux entreprises et de nos services de gestion de patrimoine.

- Bâtir une organisation axée sur le rendement élevé en favorisant le perfectionnement de nos employés, en vivant nos valeurs et en étant un employeur de choix.
- Maintenir notre assise de premier ordre dans les domaines de la gouvernance d'entreprise, de la saine gestion des risques, de l'efficacité des systèmes et de l'excellence du service après-vente.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2006 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section qui suit donne plus d'information sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats réels. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2006 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lorsque nous établissons nos priorités et objectifs stratégiques et nos cibles financières, y compris notre provision pour créances irrécouvrables. Selon une de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine croîtront à un rythme vigoureux en 2006 et le taux d'inflation demeurera bas. Nous prévoyons également que les taux d'intérêt augmenteront progressivement dans les deux pays en 2006 et que le dollar canadien conservera ses récents gains. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. La législation fiscale des pays où nous exerçons nos activités, principalement le Canada et les États-Unis, est un facteur important dans l'établissement du taux d'imposition effectif que nous considérons normal.

Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs

Comme nous le mentionnons dans la mise en garde ci-dessus, les déclarations prospectives comportent, de par leur nature, des risques et des incertitudes, qui peuvent être généraux ou spécifiques. Par conséquent, il est possible que nos résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions énoncées dans ces déclarations. Certains de ces risques et incertitudes sont décrits dans la présente section.

Situation économique et commerciale dans les pays où nous sommes présents

Nous faisons des affaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des facteurs tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses de l'État, la situation des marchés financiers, le taux d'inflation et la menace du terrorisme ont une incidence sur le contexte économique et commercial dans lequel nous évoluons. Ainsi, selon l'ampleur de nos activités dans une région donnée, la situation économique et commerciale locale risque de se répercuter sur nos revenus et notre revenu net. Par exemple, un recul économique dans une région pourrait entraîner un relèvement des pertes sur créances, une réduction de la croissance des prêts et un ralentissement d'activité sur les marchés financiers.

Taux de change

L'équivalent en dollars canadiens de nos revenus et nos frais libellés dans des devises autres que le dollar canadien est soumis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises, fluctuations qui pourraient se répercuter sur nos activités en général et sur nos résultats financiers. Le risque le plus important en cette matière est lié aux fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de l'étendue de nos opérations aux États-Unis. Le récent raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un effet important sur nos résultats des deux derniers exercices. La poursuite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme effet de réduire l'équivalent en dollars canadiens de nos revenus, de nos frais et de notre revenu net libellés en dollars américains, par rapport aux périodes antérieures. La section portant sur le risque de change, à la page 36, et celle sur le risque de marché, aux pages 70 à 72, présentent de plus amples renseignements sur le risque de change auquel nous sommes exposés.

Politique monétaire

Les anticipations des marchés obligataire et monétaire relativement à l'inflation et à la politique monétaire de la banque centrale peuvent

avoir des répercussions sur le niveau des taux d'intérêt. Les changements aux anticipations des marchés et à la politique monétaire sont difficiles à prévoir. Les fluctuations de taux d'intérêt découlant de ces changements peuvent avoir une incidence sur notre revenu net. La section portant sur le risque de marché, aux pages 70 à 72, présente de plus amples renseignements sur le risque de taux d'intérêt auquel nous sommes exposés.

Intensité de la concurrence

La concurrence est vive entre les sociétés de services financiers. De plus, il est de plus en plus fréquent que des sociétés non financières proposent des services qui étaient jusqu'ici offerts exclusivement par les banques. La fidélisation et la conservation de la clientèle dépendent de divers facteurs, dont le niveau du service, le prix des produits et des services, notre réputation et les initiatives de la concurrence. Le rétrécissement de notre part de marché aurait un effet négatif sur notre revenu net.

Changements à la législation et à la réglementation

Le but des règlements est de protéger les intérêts de nos clients, des investisseurs et du public. Les changements apportés à la législation et à la réglementation, y compris dans la façon dont les lois sont interprétées et appliquées, pourraient avoir une incidence négative sur notre revenu net, par exemple en favorisant une plus grande concurrence à l'égard des produits et services que nous offrons ou en augmentant les coûts associés à la conformité. De plus, la non-conformité à la législation pourrait entraîner des sanctions et des pénalités financières qui porteraient préjudice à notre réputation et se répercuteraient sur notre revenu net.

Décisions judiciaires ou réglementaires et poursuites judiciaires

Nous prenons des mesures qui, à notre avis, sont des mesures raisonnables pour assurer notre conformité à la législation et à la réglementation en vigueur dans les territoires où nous sommes présents. Cependant, il nous est impossible d'assurer que nous serons toujours conformes ou réputés être conformes à cette législation. Par conséquent, il est possible que nous fassions l'objet de décisions judiciaires ou réglementaires pouvant entraîner des amendes, des dommages ou d'autres coûts susceptibles d'influer négativement sur notre revenu net et de nuire à notre réputation. Nous pouvons également faire l'objet de litiges dans le cours normal de nos affaires. L'issue défavorable de tels litiges

pourrait avoir un effet négatif important sur nos résultats financiers. Les éventuels dommages causés à notre réputation qui en résulteraient pourraient aussi compromettre nos perspectives d'avenir. La note 27 afférente aux états financiers, à la page 128, donne des renseignements sur les poursuites judiciaires intentées contre nous.

Exactitude ou exhaustivité de l'information sur nos clients et nos contreparties

Quand nous décidons d'octroyer du crédit ou de participer à d'autres transactions avec des clients et des contreparties, nous pouvons le faire sur la foi de renseignements fournis par ou pour ces clients ou contreparties, tels que les états financiers vérifiés ou d'autres renseignements de nature financière. Nous pouvons aussi fonder notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties selon lesquelles l'information fournie est exacte et exhaustive. La communication de renseignements trompeurs sur des points importants dans les états financiers ou autres documents de nature financière soumis par les clients et contreparties pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats financiers.

Mise en œuvre de nos plans stratégiques

Nos résultats financiers dépendent notamment de notre capacité à mettre en œuvre les plans stratégiques élaborés par notre direction. Si ces plans n'ont pas l'efficacité escomptée ou s'ils sont modifiés, notre revenu net pourrait croître à un rythme plus lent ou baisser.

Acquisitions

Nous effectuons un contrôle préalable rigoureux avant d'effectuer une acquisition. Toutefois, il est possible que nous fassions l'acquisition d'une entreprise qui n'atteigne pas nos objectifs financiers ou stratégiques. Les coûts d'intégration élevés et la non-réalisation des économies anticipées pourraient avoir un impact défavorable sur notre revenu net après une acquisition. Notre rendement après l'acquisition dépend également de la conservation des clients et des employés clés de l'entreprise acquise. Or, rien ne peut garantir notre succès en cette matière.

Estimations comptables critiques

Nous préparons nos états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. L'application des PCGR exige que la direction émette des jugements et fasse des estimations qui peuvent avoir une incidence sur le moment où des actifs, passifs, revenus et frais sont comptabilisés aux états financiers et leur valeur comptabilisée. Dans l'établissement de ces jugements et estimations, nous nous fondons sur l'information la plus juste dont nous disposons. Toutefois, il est possible que les circonstances changent ou que d'autres renseignements deviennent disponibles par la suite.

En l'occurrence, nos résultats financiers pourraient être négativement touchés dans la période visée par les nouvelles circonstances ou les nouveaux renseignements et le montant de l'effet négatif pourrait être important. La section traitant des estimations comptables critiques, à la page 63, présente de plus amples renseignements à ce sujet.

Risques opérationnels et infrastructurels

Comme toutes les grandes sociétés, BMO s'expose à plusieurs types de risques opérationnels. Nous pourrions, par exemple, être victimes de fraudes de la part d'employés ou de tiers, de transactions non autorisées effectuées par des employés, d'erreurs opérationnelles ou d'erreurs humaines. Nous courons également un risque de défaillance de nos systèmes informatiques et systèmes de télécommunications et ce, en dépit des efforts que nous déployons pour les maintenir en bon état de marche. Compte tenu du volume élevé de transactions que nous traitons chaque jour, certaines erreurs peuvent se répéter ou s'aggraver avant d'être décelées et corrigées. Les lacunes et les défaillances de nos processus internes, employés ou systèmes, y compris l'un ou l'autre de nos systèmes de traitement des données financières, comptables ou d'autres données, pourraient entraîner des pertes financières et porter préjudice à notre réputation. De plus, malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, notre faculté de poursuivre nos activités pourrait être entravée par des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos opérations et les collectivités que nous servons.

Autres facteurs

D'autres facteurs indépendants de notre volonté sont susceptibles d'influer sur nos résultats futurs et sont énoncés dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, à la page 29. D'autres facteurs encore, dont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'exploitation, le risque de réputation et d'autres risques, sont expliqués en détail à la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 67.

Nous tenons à souligner que la précédente liste de facteurs susceptibles de modifier les résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de BMO doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et aussi d'autres facteurs propres au secteur d'activité ou à l'organisation qui peuvent avoir un effet négatif sur nos résultats futurs. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par nous-mêmes ou en notre nom.

Évolution de la situation économique

Évolution de l'économie et du secteur des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2005

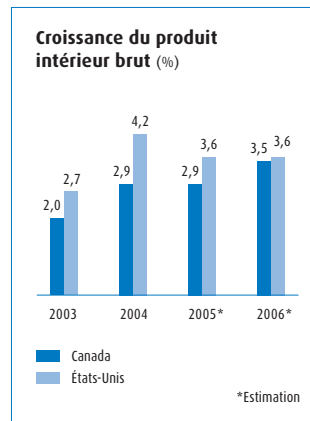
L'économie canadienne a continué de croître à un rythme modéré en 2005 grâce aux bas taux d'intérêt dont l'effet stimulant a cependant été freiné par la forte appréciation du dollar canadien. Les dépenses de consommation sont restées saines, ce qui a maintenu la croissance des prêts personnels. Le marché de l'habitation est resté dynamique. Les ventes de logements ont atteint des niveaux records, les faibles taux d'intérêt et la hausse des prix ayant stimulé la construction résidentielle et donc, la croissance des prêts hypothécaires. Les investissements des entreprises se sont encore raffermis, ce qui a favorisé une reprise des prêts aux entreprises. Le taux de chômage canadien a chuté en 2005 grâce à une croissance solide de l'emploi. Malgré la poussée des prix de l'énergie, l'inflation est restée modeste. La Banque du Canada a cependant commencé en septembre à relever son taux à un jour afin d'éviter l'accumulation de pressions sur les coûts. L'augmentation des prix des produits de base a dopé les bénéfices des entreprises de certains secteurs, d'où une forte appréciation des marchés boursiers canadiens en 2005, ce qui a été favorable aux activités de courtage et aux opérations de prise ferme de BMO.

L'économie américaine a conservé sa vitalité en 2005, même si la croissance a ralenti un peu par rapport à 2004, plusieurs États longeant le golfe du Mexique ayant dû payer un lourd tribut à la suite des violents ouragans de l'automne. Stimulées par les bas taux d'intérêt à long terme et par l'appréciation des prix des maisons, les dépenses de consommation sont restées vigoureuses malgré la flambée des prix de l'énergie. Les ventes de logements ont de nouveau atteint des niveaux records à l'été, ce qui a stimulé la demande de prêts hypothécaires à l'habitation, tandis que les dépenses des entreprises ont affiché une forte poussée en cours d'année, alimentant la reprise dans le secteur des prêts aux entreprises. La croissance accrue de l'emploi a ramené cet été le taux de chômage à son plus bas niveau en quatre ans. Entre-temps, comme en 2004, la Réserve fédérale a relevé ses taux d'intérêt à court terme afin de réduire quelque peu les stimulants monétaires.

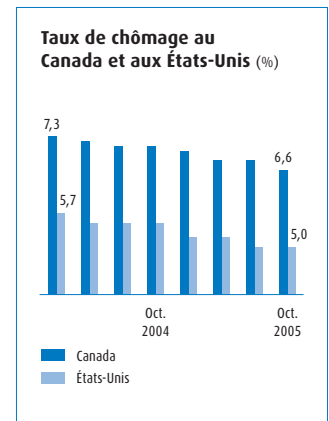
Perspectives de l'économie et du secteur des services financiers pour 2006

La croissance de l'économie canadienne devrait s'accélérer en 2006, car les retombées négatives de l'appréciation du dollar canadien iront en s'estompant. Bien qu'à la hausse, les taux d'intérêt resteront bas, ce qui favorisera les dépenses des particuliers. Les investissements des entreprises demeureront solides grâce au regain de confiance dans les possibilités d'expansion de l'économie. On s'attend à ce que la Banque du Canada maintienne sa politique actuelle de hausse progressive des taux d'intérêt, les ramenant vers un niveau plus normal. La modération attendue des prix des produits de base devrait étouffer dans l'œuf toute nouvelle appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'expansion économique plus robuste en 2006 alimentera la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des prêts aux entreprises, mais les taux d'intérêt plus élevés limiteront les gains. L'amélioration de la conjoncture économique devrait également stimuler les activités dans le secteur des services bancaires d'investissement tarifés.

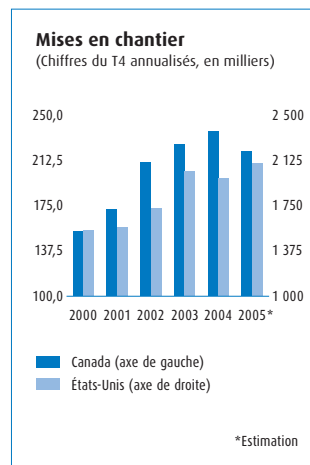
L'économie américaine devrait de nouveau afficher une croissance vigoureuse en 2006, grâce en partie aux activités de reconstruction dans la région du golfe du Mexique à la suite des violents ouragans survenus en 2005. À l'échelle nationale, les investissements des entreprises dans des biens d'équipement destinés à améliorer la productivité devraient demeurer élevés, ce qui stimulera la croissance des prêts aux entreprises. On prévoit que la remontée modeste des taux d'intérêt en 2006 rendra l'accès à la propriété moins abordable et entraînera un ralentissement de l'activité sur le marché de l'habitation et une diminution de la demande de prêts hypothécaires à l'habitation.



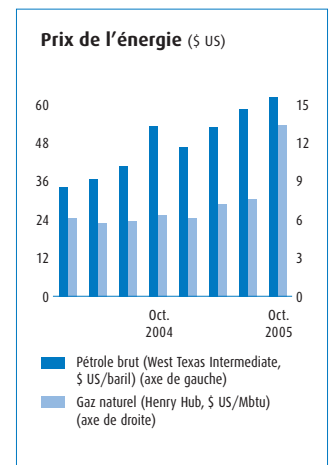
Après avoir affiché un retard par rapport à l'économie américaine pendant trois années consécutives, l'économie canadienne devrait croître au même rythme que celle des États-Unis en 2006.



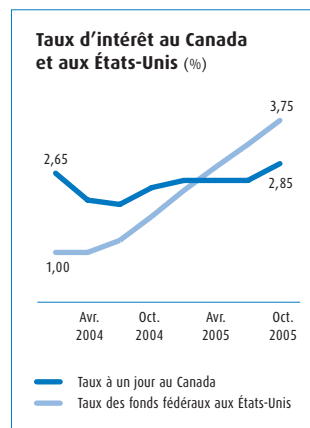
Le taux de chômage continue de diminuer au Canada et aux États-Unis.



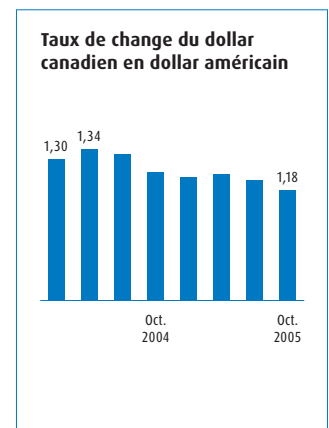
Le rythme de la construction d'habitations au Canada et aux États-Unis demeure élevé.



Les prix de l'énergie ont atteint des sommets records en 2005.



Aux États-Unis, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté de manière constante par rapport aux taux canadiens.



En 2005, le dollar canadien a continué de s'apprécier par rapport au dollar américain grâce entre autres à la flambée des prix de l'énergie.

Mesures de la valeur

Faits saillants

- Nous avons surpassé quatre de nos cinq cibles relatives aux résultats en 2005, après les avoir toutes atteintes ou surpassées en 2004 et 2003.
- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Les actionnaires de BMO ont profité d'un rendement annualisé sur cinq ans de 13,8 % et d'un rendement de 3,7 % en 2005, après trois exercices consécutifs de rendement à deux chiffres.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a augmenté de 5 % en 2005 pour atteindre le chiffre record de 4,64 \$, mais s'est accru de 9 %, abstraction faite des rajustements dans la réserve générale pour créances irrécouvrables. Le RPA ayant enregistré une hausse de 28 % et de 29 % au cours des deux exercices précédents, le taux de croissance du RPA, annualisé sur trois ans s'est établi à 20 %.
- Le revenu net s'est accru de 4,1 %, à 2 400 millions de dollars. Les 94 millions de dollars d'augmentation du revenu net s'expliquent par l'incidence de la croissance du volume d'affaires, qui se chiffre à 155 millions (6,8 %), et l'effet de la réduction du taux d'imposition effectif, à hauteur de 122 millions (5,3 %),

partiellement neutralisés par l'incidence après impôts, évaluée à 183 millions (-8,0 %), d'une augmentation de 282 millions de dollars des provisions pour créances irrécouvrables.

- Rendement des capitaux propres (RCP) – Le RCP de BMO s'est établi à 18,8 % en 2005, le deuxième plus élevé au cours des 20 dernières années, et BMO est la seule grande banque nord-américaine à avoir affiché un RCP de plus de 13 % sur 16 exercices consécutifs.
- Croissance du profit économique net (PEN) – Le PEN est élevé en 2005 et se chiffre tout juste en deçà des niveaux records de 2004, malgré l'augmentation du capital, la contribution de chacun des groupes d'exploitation ayant enregistré une croissance.
- Le dividende trimestriel sur nos actions ordinaires a été relevé deux fois au cours de l'exercice, augmentant au total de 11 % par rapport à l'exercice précédent et s'est établi à 0,49 \$ l'action, après une augmentation de 26 % en 2004.

Rendement total des capitaux propres

L'objectif fondamental de BMO consiste à maximiser le rendement total des capitaux propres et à se classer, à long terme, dans le quartile supérieur de ses groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord à ce chapitre.

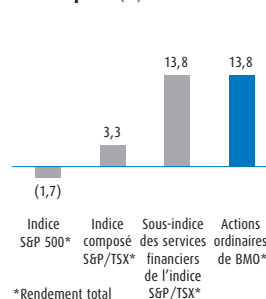
Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d'établir si nous avons atteint notre objectif fondamental, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq dernières années, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 13,8 % sur leur investissement. Ce rendement soutient favorablement la comparaison avec le rendement annuel moyen de 3,3 % obtenu par l'indice composé de rendement global S&P/TSX durant la même période et est conforme au rendement du sous-indice des services financiers du S&P/TSX. Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés et l'évolution du cours de l'action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l'exercice 2001 aurait valu 1 907 \$ au 31 octobre 2005, si l'on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 91 %. Les dividendes versés au cours de ces cinq années ont augmenté au taux annuel moyen composé de 13 %. En 2005, le dividende trimestriel déclaré sur nos actions ordinaires a été relevé deux fois, augmentant au total de 11 % par rapport au quatrième trimestre de 2004, et s'est établi à 0,49 \$ l'action. Les dividendes versés sur chaque action ordinaire ont enregistré une hausse de 20 % en 2005 et sont de 1,80 \$.

Le RTCP annualisé de 13,8 % pour les cinq dernières années a diminué par rapport au rendement annualisé de 18,9 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2004. Cette baisse s'explique par les RTCP sur un an qui ont servi à établir la moyenne. Ainsi, le rendement de 29 % obtenu en 2000 a été retiré du calcul de la moyenne et remplacé par celui de 3,7 % obtenu pour l'exercice 2005.

Après avoir enregistré un rendement élevé trois années de suite, le RTCP s'est établi à 3,7 % en 2005 et est inférieur au rendement des

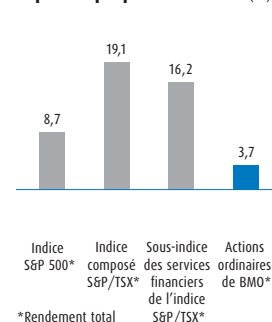
Le **rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans** correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans des actions.

Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



Notre solide rendement des capitaux propres surpasse les indices larges sur les derniers cinq ans.

Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



Notre rendement des capitaux propres sur un an, qui s'établit à 3,7 %, est faible, mais s'inscrit après trois années de suite de rendement élevé.

indices comparables. L'indice composé de rendement global S&P/TSX a été stimulé par des rendements particulièrement élevés dans le secteur de l'énergie.

D'autres observations sur le rendement total des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent aux pages 24 et 26.

Rendement total des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	TCAC cinq ans 1)
Cours de clôture d'une action ordinaire (en dollars)	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	10,4 %
Dividende versé (en dollars, par action)	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	12,7 %
Dividende versé (%)	3,1	3,0	3,4	3,5	3,1	
Augmentation (diminution) du cours de l'action (%)	0,5	16,7	29,5	12,5	(3,9)	
Rendement total annuel des capitaux propres (%)	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	

Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n'est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l'action dans le tableau.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

Le RPA a atteint le niveau record de 4,64 \$, en hausse de 5 %, comparativement au niveau record de 4,42 \$ enregistré en 2004. Le RPA avant amortissement s'est chiffré à 4,79 \$, en hausse de 5 %, comparativement à 4,57 \$ en 2004. Abstraction faite d'une réduction de 40 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables en 2005 et d'une réduction de 170 millions en 2004, le RPA a augmenté de 9 %, passant de 4,21 \$ à 4,59 \$. Cette augmentation est supérieure à notre cible annuelle de 3 % à 8 %, par rapport au montant de base de 4,21 \$. Pour 2006, nous visons une croissance du RPA de 5 % à 10 %, mesurée à partir de ce montant de base de 4,59 \$, excluant tout rajustement de la réserve générale. Notre cible de croissance du RPA pour 2006 est supérieure à celle de 2005 parce que nous prévoyons un rendement amélioré sur le plan des opérations et que, même si les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables en 2006 devraient être supérieures aux niveaux de 2005, cette augmentation est moins prononcée que celle que nous avions prévue au moment où nous avons établi les cibles de 2005. Nos cibles de 2006 ont également été fixées dans le contexte de nos perspectives économiques pour 2006 qui figurent à la page 31.

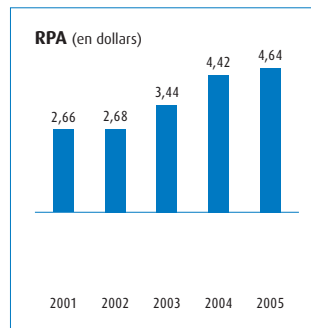
Notre taux de croissance du RPA, annuel composé sur cinq ans s'établit à 7 % et est inférieur à notre objectif à moyen terme de 10 %, le RPA étant passé de 3,25 \$ en 2000 à 4,64 \$ en 2005. En 2000, la vente de certains actifs nous a permis de réaliser un gain important, ce qui explique le fait que notre RPA a été supérieur à notre capacité de revenu normale. Notre taux de croissance du RPA, annuel composé sur quatre ans s'établit à 15 %.

Le revenu net s'est établi à 2 400 millions de dollars, en hausse de 4,1 % par rapport aux 2 306 millions de l'exercice précédent. Les 94 millions de dollars d'augmentation du revenu net s'expliquent par l'incidence de la croissance du volume d'affaires, qui se chiffre à 155 millions (6,8 %), et l'effet de la réduction du taux d'imposition effectif, à hauteur de 122 millions (5,3 %), partiellement neutralisés par l'incidence après impôts, évaluée à 183 millions (-8,0 %), d'une augmentation de 282 millions de dollars des provisions pour créances irrécouvrables.

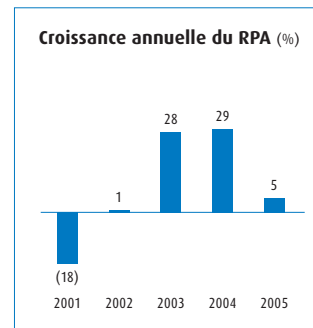
En 2005, nos trois groupes clients ont enregistré un revenu net record et deux d'entre eux ont accru leur productivité de façon considérable. Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) a augmenté son revenu net de 217 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport à l'exercice précédent; abstraction faite des éléments significatifs qui ont contribué à l'accroissement du revenu net, et qui sont décrits à la section analysant les résultats du groupe à la page 49, le revenu net du groupe PE s'est accru de 167 millions, soit de 16 %, en 2005. Cette amélioration s'explique par la forte croissance du volume d'affaires et une gestion efficace des frais, et a été partiellement neutralisée par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts aux États-Unis.

Le groupe Gestion privée (groupe GP) a accru son revenu net de 93 millions, ou de 41 %. Les résultats du groupe ont bénéficié de certains éléments, notamment les gains provenant de la vente de *Harrisdirect* et de la vente de l'investissement dans des actions ordinaires TSX, comme nous l'expliquons à la section analysant les résultats du groupe, à la page 52. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces éléments, le revenu net a affiché une hausse de 59 millions, ou de 26 %, par rapport aux résultats records de 2004. Le groupe Services d'investissement (groupe SI) a accru son revenu net de 20 millions, ou de 3 %. Les résultats du groupe SI ont également bénéficié d'éléments significatifs, qui sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 55. Abstraction faite de ces éléments au cours des deux exercices, le revenu net du groupe SI est en baisse de 40 millions, en raison de la diminution du revenu net dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. Le revenu net des Services d'entreprise a chuté de 236 millions, principalement en raison de l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables qui ont été en grande partie imputées à ce groupe en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, laquelle est décrite à la section analysant les résultats du groupe, à la page 57.

Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 24 afférente aux états financiers, à la page 125, contient plus de détails sur le RPA.



En 2005, le RPA s'est accru de 5 % par rapport au niveau record de 4,42 \$ en 2004.



Un rendement moins avantageux du portefeuille de prêts a freiné la croissance du RPA, après deux années de croissance vigoureuse.

Le revenu sur une base d'imposition comparable, qui est expliqué aux pages 35 et 37, a augmenté de 470 millions de dollars ou de 5 % pour s'établir à 9 958 millions. Deux de nos trois groupes clients ont enregistré une croissance de leur revenu. Elle se chiffre à 7 % pour le groupe PE et à 10 %, dans le cas du groupe GP. Le revenu du groupe SI a subi une faible baisse. Pour le groupe PE au Canada, la hausse s'explique par une forte croissance de son volume d'affaires pour la plupart des produits offerts, incluant le revenu découlant de la vente de produits de placement à terme, des fonds d'investissement et des opérations de titrisation. La hausse du revenu du groupe PE aux États-Unis, qui est attribuable à une croissance vigoureuse des prêts à la consommation et aux PME ainsi qu'aux acquisitions, a toutefois été partiellement neutralisée par l'effet du rétrécissement des marges nettes d'intérêts. Dans le cas du groupe GP, des initiatives productives de revenus et des conditions du marché favorables ont fait croître le revenu autre que d'intérêts découlant des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement, alors que l'élargissement des marges a entraîné une hausse des revenus associés aux produits de placement à terme. La vente de *Harrisdirect* et d'actions TSX a représenté un apport de 74 millions de dollars à la croissance du revenu.

Le revenu du groupe SI a diminué tandis que la hausse des revenus autres que d'intérêts, attribuable essentiellement aux revenus de négociation et au revenu constaté relativement à la restructuration des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), a été neutralisée par une diminution du revenu net d'intérêts dans un contexte difficile en matière de taux d'intérêt. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné une baisse du revenu de 213 millions de dollars. La croissance du revenu est expliquée plus en détail à la page 37.

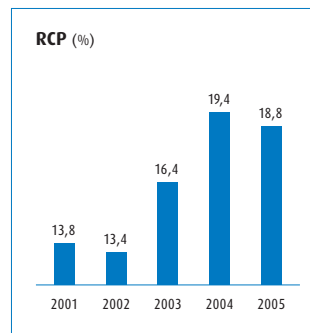
Il y a eu établissement d'une provision pour créances irrécouvrables de 179 millions de dollars, résultant de provisions spécifiques de 219 millions et d'une réduction de la réserve générale de 40 millions. Les résultats de l'an dernier reflétaient un recouvrement net de pertes sur créances de 103 millions, résultant de provisions spécifiques de 67 millions et d'une réduction de la réserve générale de 170 millions. La provision pour créances irrécouvrables est expliquée en détail à la page 40.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 170 millions de dollars, ou de 3 %, pour s'établir à 6 327 millions. La hausse de la rémunération liée au rendement, en accord avec l'amélioration des résultats des divers secteurs d'activité, et l'incidence des acquisitions d'entreprises ont eu des répercussions sur les frais, qui ont été partiellement neutralisées par les effets de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 41.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. En 2005, le RCP s'est établi à 18,8 %, comparativement à 19,4 % en 2004. Cette diminution s'explique par une augmentation de 0,9 milliard de dollars des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, alors que le revenu net afférent aux actions ordinaires s'est accru de 95 millions de dollars. BMO a maintenant obtenu un RCP supérieur à 13 % pour chacun des 16 derniers exercices. Elle est la seule grande banque nord-américaine à avoir fait preuve d'une telle constance en matière de revenu net. Le rendement de 18,8 % a dépassé notre cible annuelle de 17 % à 18 %, en raison de l'augmentation du revenu net de l'exercice, mais était conforme à notre objectif à moyen terme qui consistait à atteindre un RCP annuel moyen de 18 % à 19 %, au fil du temps.

Le tableau 3, à la page 80, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. Les pages 24 et 26 contiennent d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

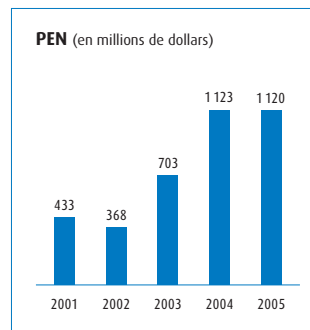


Notre RCP a dépassé notre cible de 17 % à 18 % en 2005 mais a diminué, malgré un revenu net record, en raison de l'augmentation du capital.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, les gains (pertes) de change non matérialisés nets et les bénéfices non répartis.

Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN est resté relativement inchangé par rapport à 2004 à 1 120 millions de dollars. La hausse du revenu net avant amortissement a été annulée par l'accroissement de la charge au titre du capital par rapport à celle de 2004, notre capital moyen ayant enregistré une forte croissance en 2005. Le PEN s'est maintenu à un niveau élevé en 2005, mais n'atteint pas le niveau record de 2004, ce qui explique la croissance de -0,3 % en 2005. Ces résultats arrivent après la croissance de 92 % et de 60 % enregistrée en 2003 et 2004, respectivement. La contribution des trois groupes clients au PEN a été nettement supérieure à celle de l'exercice précédent, mais cette augmentation a été contrebalancée par l'effet de l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables imputées aux Services d'entreprise en 2005. Les pages 24 et 26 contiennent d'autres observations sur la croissance du PEN ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.



Notre PEN est resté relativement inchangé en 2005, par rapport au niveau record atteint en 2004.

Le profit économique net (PEN) équivaut au revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 35.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre

	2005	2004	2003	2002	2001
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 370	2 275	1 743	1 338	1 391
Incidence après impôts de l'amortissement des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels évaluables	74	78	79	75	101
Revenu net afférent aux actions ordinaires avant amortissement	2 444	2 353	1 822	1 413	1 492
Charge au titre du capital*	(1 324)	(1 230)	(1 119)	(1 045)	(1 059)
Profit économique net	1 120	1 123	703	368	433
Croissance du profit économique net (%)	(0,3)	60	92	(15)	(43)
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	12 609	11 720	10 646	9 973	10 100
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Charge au titre du capital	(1 324)	(1 230)	(1 119)	(1 045)	(1 059)

Analyse des résultats financiers de 2005

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2005, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos États financiers consolidés, qui débutent à la page 92. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats de 2004 à la page 78. Une analyse des stratégies, des réalisations et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale.

Faits saillants

- Le revenu a augmenté de 470 millions de dollars, ou de 5 %, en 2005.
- La croissance du revenu s'explique par l'accroissement des volumes au sein du groupe Particuliers et entreprises, par les retombées positives des initiatives productives de revenu et par l'amélioration des facteurs fondamentaux au sein du groupe Gestion privée. L'augmentation des revenus de négociation et des commissions de consultation enregistrée par le groupe Services d'investissement a été neutralisée par la réduction du revenu généré par les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt.
- La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 282 millions de plus que l'an dernier. À 179 millions de dollars, elle demeure toutefois à son deuxième plus bas niveau depuis 1998 (le creux ayant été atteint en 2004). Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont augmenté de 152 millions de dollars, en raison du montant moindre comptabilisé au titre des recouvrements

et des reprises, et de la réduction de la réserve générale qui est inférieure de 130 millions de dollars à celle de l'an dernier.

- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 % en 2005, un taux inférieur au taux de croissance des revenus. La hausse est imputable aux acquisitions d'entreprises, à l'augmentation des coûts de la rémunération liée au rendement, consécutive à l'amélioration du rendement au sein du groupe Gestion privée, et à la hausse des revenus liés aux services tarifés du groupe Services d'investissement.
- Le ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité) s'est amélioré de 140 points de base et s'établit à 63,5 %. Quant au ratio de productivité avant amortissement, il s'est amélioré de 120 points de base et se chiffre à 62,6 %. Cette amélioration s'ajoute aux gains cumulés des deux derniers exercices totalisant 420 points de base.

Mesures non conformes aux PCGR

BMO utilise des mesures conformes aux PCGR ainsi que certaines mesures non conformes aux PCGR pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats et de la productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi présentées parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau qui serait assujéti à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable.

Le profit économique net est une autre mesure non conforme aux PCGR. Il représente le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures non conformes connexes utilisées dans le Rapport de gestion

	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	4 787	4 798	4 777
Revenu autre que d'intérêts	5 052	4 551	4 220
Revenu selon les états financiers b)	9 839	9 349	8 997
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c) (voir la page 37)	119	139	152
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	4 906	4 937	4 929
Revenu autre que d'intérêts	5 052	4 551	4 220
Revenu (bic) e) 1)	9 958	9 488	9 149
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	875	972	652
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	119	139	152
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	994	1 111	804
Frais autres que d'intérêts f)	6 327	6 157	6 087
Amortissement des actifs incorporels	(94)	(104)	(105)
Frais avant amortissement g) 1)	6 233	6 053	5 982
Revenu net	2 400	2 306	1 781
Amortissement des actifs incorporels (après impôts sur les bénéfices)	74	78	79
Revenu net avant amortissement 1)	2 474	2 384	1 860
Dividendes sur actions privilégiées	(30)	(31)	(38)
Charge au titre du capital 1)	(1 324)	(1 230)	(1 119)
Profit économique net 1)	1 120	1 123	703
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	64,3	65,9	67,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	63,5	64,9	66,5
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	62,6	63,8	65,4
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,58	1,78	1,81
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,62	1,83	1,87
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	4,64	4,42	3,44
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	4,79	4,57	3,59

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables de BMO libellés en dollars américains pour les exercices 2005 et 2004 par rapport à chacun des exercices précédents. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2005, 2004 et 2003, et de l'impact de la baisse du taux de change.

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre, mais la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu net de l'exercice.

En l'absence d'opérations de couverture, chaque diminution (augmentation) d'un cent dans le taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, se traduit par une diminution (augmentation) d'environ 1,5 million de dollars, avant impôts sur les bénéfices, dans le revenu net trimestriel de BMO.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations du taux de change futures et par la valeur des opérations de couverture

Effet de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005 c.	2004 c.	2003 c.
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
2005	1,214		
2004	1,313	1,313	
2003			1,435
Revenus réduits	(213)	(243)	
Frais réduits	145	177	
Provision pour créances irrécouvrables réduite	1	11	
Impôts sur les bénéfices réduits	19	15	
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(48)	(40)	
Gains sur opérations de couverture	10	8	
Impôts sur les bénéfices	(4)	(3)	
Revenu net réduit	(42)	(35)	

sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 42.

Acquisitions d'entreprises

Dans le cadre de sa stratégie de croissance nord-américaine, BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises. Ces acquisitions ont des effets différentiels sur le revenu et les frais, qui modifient la comparaison des résultats d'un exercice à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions qui ont eu un effet différentiel sur le revenu, les frais et le revenu net de BMO en 2005 par rapport à 2004 et en 2004 par rapport à 2003, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour l'acquisition effectuée au cours de l'exercice 2005, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de cette entreprise qui sont inclus dans les résultats de 2005. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2004, les effets différentiels sur les résultats de 2005 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2005 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Pour les acquisitions effectuées en 2004, les effets différentiels sur les résultats de 2004 par rapport à 2003 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2004. Pour les acquisitions conclues en 2003, les effets différentiels sur les résultats de 2004 correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises depuis le début de l'exercice 2004 jusqu'à la date du premier anniversaire de leur acquisition.

Incidence des acquisitions d'entreprises sur la comparaison annuelle des résultats (en millions de dollars)

Entreprise acquise	Augmentation (diminution)			
	Revenu	Frais	Revenu net	Revenu net avant amortissement
Groupe Particuliers et entreprises				
Mercantile Bancorp, Inc.				
acquise en décembre 2004 pour 194 millions de dollars				
New Lenox State Bank				
acquise en juin 2004 pour 314 millions de dollars				
Lakeland Community Bank				
acquise en mars 2004 pour 49 millions de dollars				
Total des acquisitions de 557 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2005	2004	2005	2004
	75	20	13	3
	51	15	17	4
Groupe Gestion privée				
Sullivan, Bruyette, Speros & Blayney Inc.				
acquise en janvier 2003 pour 20 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2005	2004	2005	2004
	-	2	-	(2)
	-	4	(2)	(2)
Groupe Services d'investissement				
Gerard Klauer Mattison*				
acquise en juillet 2003 pour 40 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2005	2004	2005	2004
	-	69	-	(11)
	-	87	(11)	(10)
BMO Groupe financier				
Total des acquisitions de 617 millions de dollars				
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice :	2005	2004	2005	2004
	75	91	13	(8)
	51	106	(10)	(8)

*Renommée Harris Nesbitt Gerard

Revenu

En 2005, le revenu sur une base d'imposition comparable (voir la page 35) a augmenté de 470 millions de dollars, ou de 5,0 %, et s'est établi à 9 958 millions de dollars, à la faveur de la croissance enregistrée au sein des groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de chacun des groupes d'exploitation et a retranché 213 millions de dollars, ou 2,2 points de pourcentage, de la croissance du revenu global de BMO, tandis que l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises ajoutait 75 millions de dollars, ou 0,8 point de pourcentage, à la croissance du revenu. L'augmentation de 470 millions de dollars est entièrement attribuable à l'augmentation du revenu autre que d'intérêts, la hausse du revenu net d'intérêts des groupes Particuliers et entreprises et Gestion privée ayant été neutralisée par la baisse enregistrée par le groupe Services d'investissement.

BMO, comme beaucoup d'autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2005 ont totalisé 119 millions de dollars, une baisse par rapport à des rajustements de 139 millions l'exercice précédent.

Le revenu du groupe Particuliers et entreprises affiche une hausse marquée, attribuable à l'accroissement des volumes des produits, des revenus d'assurance et des frais de services de cartes. Le revenu du groupe Gestion privée a également augmenté, le succès des initiatives productives de revenu et l'amélioration des facteurs fondamentaux des marchés ayant entraîné une hausse des revenus tirés des activités de placement à service complet, des fonds d'investissement et des placements à terme qui a plus que compensé la baisse des revenus des activités de placement en direct. Le revenu du groupe Services d'investissement a diminué, l'augmentation des revenus de négociation et des commissions de consultation ayant été inférieure à la baisse des revenus des secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. Ces secteurs ont subi l'effet défavorable de la hausse des taux d'intérêt à court terme et de l'aplatissement de la courbe de rendement qui en est résulté ainsi que de la situation de la concurrence sur le marché. Le revenu du groupe Services d'entreprise a lui aussi diminué, principalement à cause de la baisse des gains nets sur titres de placement.

Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'est établi à 4 906 millions de dollars, en baisse de 31 millions par rapport à 2004. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu net d'intérêts de 58 millions de dollars, tandis que l'impact de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 87 millions. Le recul important enregistré au chapitre du revenu net d'intérêts par le groupe Services d'investissement a neutralisé la solide croissance des autres groupes d'exploitation. Sous l'effet de la forte progression des volumes, l'actif moyen s'est accru de 33 milliards de dollars. La marge nette d'intérêts globale s'est rétrécie, le groupe Gestion privée ayant été le seul groupe à bénéficier de marges plus favorables.

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines entités de titrisation de nos clients, conformément à l'adoption des nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant la consolidation des EDDV. Cette mesure a réduit la marge nette d'intérêts aux premier et deuxième trimestres de 2005 par rapport aux périodes comparables, car elle a entraîné

Base d'imposition comparable (bic)

Les revenus figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons. Cet effet est présenté à la page 35 et au tableau 10, à la page 82.

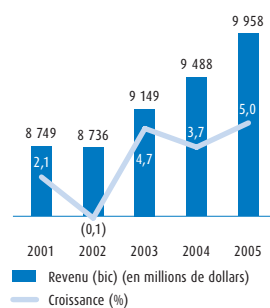
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

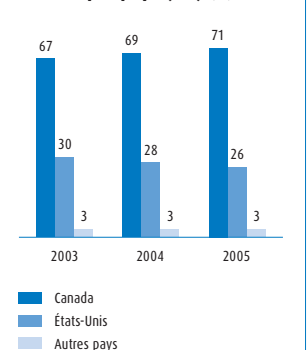
Revenu (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Revenu net d'intérêts (bic)	4 906	4 937	4 929	4 812	4 527
Croissance annuelle (%)	(0,6)	0,2	2,4	6,3	6,6
Revenu autre que d'intérêts	5 052	4 551	4 220	3 924	4 222
Croissance annuelle (%)	11,0	7,8	7,6	(7,1)	(2,4)
Revenu total (bic)	9 958	9 488	9 149	8 736	8 749
Croissance annuelle (%)	5,0	3,7	4,7	(0,1)	2,1

Revenu et croissance annuelle



Revenu par pays (bic) (%)



Le revenu s'est accru à un rythme soutenu pour la troisième année de suite.

La faiblesse du dollar américain a réduit la proportion du revenu provenant des États-Unis au cours des deux dernières années.

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif moyen et de la marge nette d'intérêts

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2005	2004	\$	%	2005	2004	\$	%	2005	2004	Variation
Groupe PE – Canada	2 829	2 674	155	6	105 963	99 231	6 732	7	267	269	(2)
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago	732	678	54	8	21 055	17 895	3 160	18	348	379	(31)
Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE)	3 561	3 352	209	6	127 018	117 126	9 892	8	280	286	(6)
Groupe Gestion privée (groupe GP)	577	533	44	9	7 061	7 145	(84)	(1)	819	746	73
Groupe Services d'investissement (groupe SI)	965	1 260	(295)	(23)	163 848	141 691	22 157	16	59	89	(30)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	(197)	(208)	11	5	5 233	3 830	1 403	37	n.s.	n.s.	n.s.
Total	4 906	4 937	(31)	(1)	303 160	269 792	33 368	12	162	183	(21)

n.s. – non significatif

L'inclusion d'éléments d'actif moyen d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars dans le bilan de BMO. Le 29 avril 2005, nous avons terminé la restructuration de ces EDDV; par conséquent, les actifs de ces entités ne sont plus inclus dans le bilan de BMO à compter de cette date. La marge nette d'intérêts de BMO aux premier et deuxième trimestres était inférieure d'environ 12 points de base à ce qu'elle aurait été si nous n'avions pas été obligés de consolider les actifs des EDDV au cours de ces périodes; pour l'exercice 2005, elle était inférieure d'environ 6 points de base. Quant à la marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement aux premier et deuxième trimestres, elle était inférieure d'environ 9 points de base à ce qu'elle aurait été; pour l'exercice 2005, elle était inférieure d'environ 4,5 points de base.

Le volume d'affaires a fortement augmenté au sein du groupe Particuliers et entreprises, tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, dans tous les principaux produits, les volumes ont augmenté mais la marge nette d'intérêts s'est légèrement rétrécie. Les marges ont subi les pressions exercées par la poursuite de l'évolution des préférences des clients vers les produits à plus faible marge, comme les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit, et par la concurrence du marché. Aux États-Unis, les prêts à la consommation et les prêts aux petites entreprises ont été en forte hausse, avec un rétrécissement plus prononcé de la marge nette d'intérêts, en raison des pressions concurrentielles sur la tarification des prêts et de l'incidence de la diminution des taux d'investissement rapportés par les passifs à plus long terme. L'actif du groupe Gestion privée a légèrement fléchi, mais le revenu net d'intérêts s'est fortement apprécié sous l'effet de l'amélioration des marges sur les produits de placement à terme. La marge nette d'intérêts du groupe est sensiblement supérieure à celle des autres groupes parce qu'elle représente le revenu net d'intérêts en pourcentage de l'actif total. Or le revenu net d'intérêts du groupe provient en très grande partie des produits de placement à terme, qui sont des éléments de passif. L'actif moyen du groupe Services d'investissement a augmenté de 22 milliards de dollars, dont la moitié est attribuable à la comptabilisation des actifs des EDDV au bilan de BMO, au premier semestre de l'exercice. L'augmentation des niveaux des actifs à faible marge, en réponse à la demande des clients sur les marchés financiers, constitue l'autre facteur important de cette hausse. La marge nette d'intérêts du groupe s'est considérablement rétrécie en raison des coûts de mobilisation de fonds liés à nos positions de négociation, de la compression des marges sur les prêts aux grandes entreprises dans un contexte de vive concurrence en matière de taux aux États-Unis et du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.

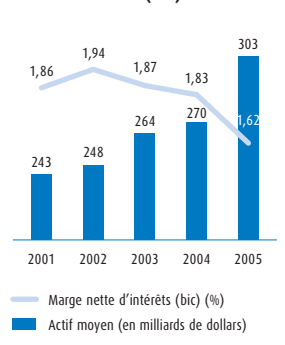
Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, a augmenté de 501 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à 2004. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 17 millions de dollars, tandis que l'impact de l'affaiblissement du dollar américain l'a réduit de 126 millions en 2005.

Les commissions et droits sur titres ont augmenté de 4 %. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage à service complet et de courtage autogéré au sein du groupe Gestion Privée, qui représentent environ les trois quarts du montant, et de commissions sur les actions négociées par les investisseurs institutionnels au sein du groupe Services d'investissement. Les frais ont augmenté dans les deux groupes d'exploitation, en raison de la hausse des évaluations boursières et du volume d'actions négociées pour les clients.

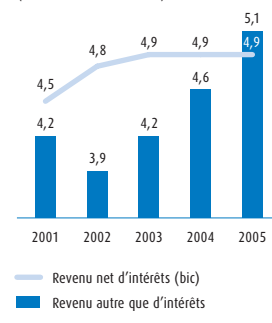
Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement, qui représentent le revenu tiré des comptes de dépôt des particuliers, des entreprises et des grandes entreprises, ont diminué de 12 millions de dollars en raison de la baisse de revenu enregistrée par le groupe Services d'investissement à l'égard des services de gestion de trésorerie.

Actif moyen et marge nette d'intérêts (bic)



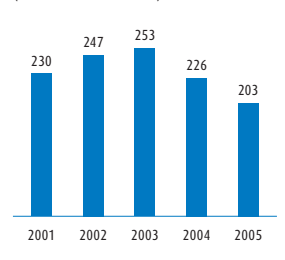
La croissance de l'actif a été soutenue mais les marges nettes d'intérêts des groupes PE et SI ont diminué.

Revenu net d'intérêts (bic) et revenu autre que d'intérêts (en milliards de dollars)



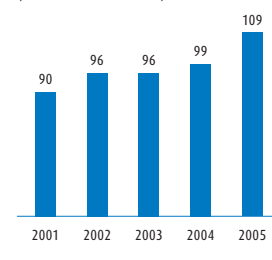
La réduction des marges nettes d'intérêts a eu pour effet d'empêcher la progression de la croissance du revenu net d'intérêts, mais le revenu autre que d'intérêts a fortement augmenté.

Actif sous administration (en milliards de dollars)



L'actif sous administration a diminué en raison de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de *Harrisdirect*.

Actif sous gestion (en milliards de dollars)



La croissance des fonds d'investissement a entraîné une hausse de l'actif sous gestion, malgré l'affaiblissement du dollar américain.

Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	1 092	1 055	894	37	4
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	734	746	756	(12)	(2)
Revenus de négociation	413	200	275	213	+100
Commissions sur prêts	313	317	293	(4)	(1)
Frais de services de cartes	334	261	290	73	28
Gestion de placements et garde de titres	305	307	303	(2)	(1)
Revenus tirés de fonds d'investissement	437	378	321	59	16
Revenus de titrisation	113	177	244	(64)	(36)
Commissions de prise ferme et de consultation	357	343	268	14	4
Gains (pertes) sur titres de placement	165	175	(41)	(10)	(6)
Revenus de change autres que de négociation	180	177	160	3	2
Revenus d'assurance	162	139	124	23	17
Autres	447	276	333	171	62
Total	5 052	4 551	4 220	501	11

Les commissions sur prêts ont reculé de 4 millions de dollars, 11 millions de commissions sur prêts gagnées par le groupe Services d'investissement ayant été portés aux autres revenus au cours de la période de consolidation des EDDV.

Les frais de services de cartes ont augmenté de 73 millions de dollars, ou de 28 %. Le perfectionnement de la méthode utilisée pour déterminer le passif associé à notre programme de fidélisation de la clientèle a eu pour effet de réduire de 40 millions de dollars les frais de services de cartes en 2005. En 2004, nous avons effectué un rajustement de 65 millions de dollars aux frais de services de cartes pour accroître le passif comptabilisé en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes. Ces éléments mis à part, la croissance des frais de services de cartes est attribuable au succès continu de notre carte MasterCard^{mos} Mosaik^{mo} et à l'échéance d'une partie de nos prêts sur cartes de crédit titrisés.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres sont demeurés relativement inchangés et ont continué de subir l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus tirés des fonds d'investissement, après s'être accrus de 18 % en 2004, ont augmenté de 59 millions de dollars, ou de 16 %, à la faveur, cette année encore, de la croissance des volumes et de la hausse des évaluations boursières.

Les revenus de titrisation ont diminué de 64 millions de dollars, ou de 36 %, en raison de la diminution des gains sur les ventes et de l'échéance des prêts sur cartes de crédit titrisés. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 103.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont augmenté de 14 millions de dollars. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont enregistré une hausse marquée dans un marché vigoureux. Par contre, les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt ont légèrement reculé par rapport aux solides résultats obtenus l'an dernier.

Les gains sur titres de placement se chiffrent à 165 millions de dollars pour l'exercice 2005, alors que les gains nets s'élevaient à 175 millions en 2004. En 2005, les gains nets sur titres de placement ont augmenté en raison de la comptabilisation d'un gain de 50 millions de dollars lié à la modification de la façon de comptabiliser les investissements de banques d'affaires et d'un gain de 50 millions provenant de la vente des actions ordinaires TSX. La dévaluation des titres de placement s'est chiffrée à 11 millions de dollars en 2005, comparative-ment à 63 millions en 2004. En 2004, les gains avaient été partiellement neutralisés par la réduction de 58 millions de dollars du revenu net d'intérêts découlant des pertes occasionnées par le dénouement de contrats de couverture liés à certains titres de placement qui ont été vendus. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont diminué de 89 millions de dollars, à -3 millions de dollars, en partie en raison des gains matérialisés en 2005.

Les revenus de change, autres que de négociation, sont demeurés relativement inchangés.

Les revenus d'assurance ont augmenté de 17 %, sur la lancée des bons résultats de l'an dernier.

Les autres revenus se sont accrus de 171 millions de dollars principalement en raison du gain de 44 millions lié à la restructuration des EDDV comptabilisé en 2005, du gain de 29 millions de dollars réalisé sur la vente de l'immeuble First Canadian Centre^{mo} de Calgary et du gain de 49 millions de dollars provenant de la vente de Harrisdirect.

Le tableau 10, à la page 82, donne plus de précisions sur le revenu et la croissance du revenu.

Les **revenus de négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant) et aux contrats sur produits de base, et sur titres de participation et de créance hors bilan.

Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Taux d'intérêt	247	204	241	43	21
Change	89	85	69	4	5
Actions	145	152	86	(7)	(5)
Autres	107	31	112	76	+100
Total	588	472	508	116	25
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	175	272	233	(97)	(36)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation	413	200	275	213	+100
Total	588	472	508	116	25

Revenus de négociation

Les revenus de négociation dépendent principalement du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation. Bien que les positions de BMO prises pour son propre compte puissent l'exposer à un profit ou à une perte, les positions et le risque qu'elles comportent sont gérés de près; le profit ou la perte découlant de ces activités n'est généralement pas le facteur le plus important qui influe sur les revenus de négociation.

Les revenus de négociation ont fortement augmenté en 2005, en particulier au quatrième trimestre. Les revenus de négociation comprennent à la fois un revenu net d'intérêts et un revenu autre que d'intérêts. Les activités de négociation ont produit des revenus nets d'intérêts légèrement négatifs au quatrième trimestre de 2005, les coûts de mobilisation de fonds relatifs aux actifs liés à la négociation dépassant l'intérêt obtenu sur ces actifs. Une grande partie de nos actifs liés à la négociation est non productive d'intérêts et, déduction faite des coûts de mobilisation de fonds, la plupart des revenus de négociation de 2005 sont constitués de gains liés à la valeur de marché, qui sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont totalisé 588 millions de dollars, comparativement à 472 millions en 2004. Ces revenus comprennent un revenu net d'intérêts de 175 millions de dollars et un revenu autre que d'intérêts de 413 millions. L'augmentation de 116 millions de dollars par rapport à 2004 du revenu d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation est largement attribuable aux revenus de négociation sur les instruments dérivés de produits de base et de négociation de taux d'intérêt. Les revenus de négociation sur les produits de base, qui sont compris dans la catégorie Autres, dans le tableau ci-dessus, ont connu une hausse appréciable en raison de la volatilité élevée et du dynamisme des marchés. Les revenus de négociation de taux d'intérêt ont augmenté sous l'effet de l'intensification de la demande de la part des clients. Pour leur part, les revenus de négociation d'actions ont reculé par rapport aux niveaux élevés de 2004 et les revenus de contrats de change ont enregistré une hausse modeste. La section Risque du marché, à la page 70, donne d'autres renseignements sur les revenus de négociation.

Provision pour créances irrécouvrables

Les conditions de crédit favorables se sont maintenues en 2005, BMO comptabilisant une provision pour créances irrécouvrables de 179 millions de dollars, constituée de provisions spécifiques de 219 millions en partie neutralisées par une réduction de 40 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables. Ces résultats se comparent à un recouvrement net de 103 millions en 2004, qui résultait de provisions spécifiques de 67 millions et d'une réduction de 170 millions de la réserve générale. Les reprises et les recouvrements avaient été particulièrement élevés en 2004.

Comme on peut le constater en examinant le tableau ci-contre, pendant le cycle de crédit actuel, les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ont atteint des sommets durant la période 2001–2002, reculant ensuite considérablement en 2003 et 2004, pour revenir à un niveau plus modéré, bien que toujours faible en 2005. L'augmentation de 152 millions de dollars des provisions spécifiques en 2005 s'explique essentiellement par le faible niveau de la reprise sur réserves déjà établies et du recouvrement de prêts radiés précédemment qui, combinés, ont diminué de 254 millions de dollars et se sont établis à 189 millions en 2005. Cette réduction a plus que neutralisé une baisse de 102 millions des nouvelles provisions spécifiques qui ont totalisé 408 millions en 2005.

Un faible niveau des reprises et des recouvrements était prévu à ce stade-ci du cycle de crédit en 2005. Le niveau relativement élevé des reprises et des recouvrements en 2004 était principalement attribuable à nos méthodes de réalisation de prêt efficaces, y compris de solides recouvrements au comptant et des ventes de prêts. La vente de prêts douteux bruts a été facilitée par l'augmentation des niveaux de prêts susceptibles d'être vendus et la réceptivité du marché secondaire. En 2004, les ventes de prêts douteux bruts avaient totalisé 440 millions de dollars, tandis que les reprises et les recouvrements s'élevaient à 71 millions. Ces résultats contrastent avec ceux de 2005, alors que les ventes de prêts douteux bruts se sont établies à 102 millions, et les reprises et les recouvrements à 22 millions.

Le facteur ayant le plus influencé les provisions pour créances irrécouvrables est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et acceptations à l'état douteux dans le tableau intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Comme dans le cas des provisions spécifiques, ces nouveaux prêts douteux ont atteint des sommets durant la période 2001–2002 et se sont établis à environ 2 milliards de dollars par année, pour ensuite diminuer graduellement jusqu'au faible niveau de 423 millions constaté en 2005. C'est ce qui explique en partie qu'au 31 octobre 2005, le solde brut des prêts et acceptations douteux se chiffrait à 804 millions, son plus faible niveau en sept ans, d'importantes réductions ayant été enregistrées dans les secteurs des télécommunications et de la production d'énergie au cours des deux dernières années.

Au 31 octobre 2005, la réserve pour créances irrécouvrables s'établissait à 1 128 millions de dollars, comparativement à 1 308 millions, il y a un an. La diminution est attribuable à l'amélioration de la qualité des créances dans le portefeuille de prêts productifs et à la réduction du solde des prêts et acceptations douteux. La réserve générale, qui totalisait 959 millions de dollars à la fin de l'exercice, demeure suffisante, représentant 64 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques. De plus, BMO utilise des swaps sur défaillance pour atténuer l'exposition au risque de crédit. Au 31 octobre 2005, la valeur nominale de référence de ces swaps se chiffrait à 1 274 millions, comparativement à 830 millions l'an dernier.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 86,7 % du portefeuille de prêts à la fin de 2005, par rapport à 86,3 % en 2004. De plus, BMO n'a pas d'engagements importants dans les secteurs de l'économie considérés comme étant les plus risqués actuellement, notamment le transport aérien, l'automobile, l'exploitation forestière, les produits de charge, les produits chimiques et les produits dérivés du pétrole. Nous continuons néanmoins de surveiller les facteurs qui pourraient compromettre la qualité des créances dans les portefeuilles de prêts aux particuliers, aux entreprises et aux grandes entreprises. Ces facteurs comprennent les coûts toujours élevés de l'énergie, les conséquences de la rapide appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur

les secteurs à vocation exportatrice, ainsi que l'incidence possible de la hausse des taux d'intérêt. La gestion du risque de crédit est analysée plus longuement à la page 69.

Nous nous attendons à ce que la conjoncture du crédit demeure stable en 2006, quoiqu'une certaine faiblesse puisse apparaître vers la fin de l'année. Ces prévisions s'appuient sur la perspective du maintien de la faiblesse des taux de défaillance des grandes entreprises, du faible niveau des nouveaux prêts douteux, ainsi que d'une conjoncture économique stable en Amérique du Nord. Par conséquent, nous prévoyons en 2006 une provision pour créances irrécouvrables de 400 millions de dollars ou moins. L'augmentation par rapport à l'exercice actuel est en grande partie liée au cycle de crédit, de même qu'à la hausse des nouvelles provisions spécifiques et à la légère baisse des reprises et des recouvrements qui sont prévues.

Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables (PCI)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Nouvelles provisions spécifiques	408	510	846	1 063	1 023	458
Reprise sur réserves établies précédemment	(122)	(312)	(303)	(175)	(103)	(124)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(67)	(131)	(88)	(68)	(40)	(44)
Provisions spécifiques pour créances irrécouvrables	219	67	455	820	880	290
Augmentation (réduction) de la : réserve générale	(40)	(170)	–	–	100	110
réserve à l'égard des risques-pays	–	–	–	–	–	(42)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	179	(103)	455	820	980	358

PCI en pourcentage du solde net

moyen des prêts et acceptations 0,11 % (0,07) % 0,30 % 0,56 % 0,66 % 0,25 %

Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

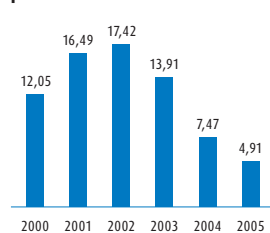
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005	2004	2003	2002	2001	2000
SBPAD au début de l'exercice	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501	1 092
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	423	607	1 303	1 945	2 041	1 106
Réduction des prêts et acceptations douteux	(319)	(936)	(1 156)	(738)	(830)	(446)
Radiations	(419)	(470)	(566)	(884)	(698)	(251)
SBPAD à la fin de l'exercice	804	1 119	1 918	2 337	2 014	1 501

SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations

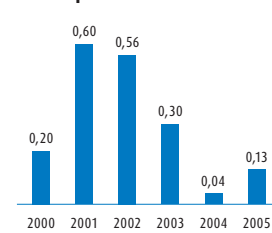
0,46 % 0,71 % 1,30 % 1,54 % 1,37 % 1,04 %

Solde brut des prêts et acceptations douteux, en pourcentage des capitaux propres et des réserves pour créances irrécouvrables



La réduction du solde des prêts douteux et l'augmentation des capitaux propres ont permis d'améliorer la situation du portefeuille de prêts de BMO.

Provision spécifique pour créances irrécouvrables, en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



Les provisions pour créances irrécouvrables ont commencé à augmenter, le niveau des reprises et recouvrements ayant probablement atteint son sommet en 2004.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 170 millions de dollars, ou de 2,8 %, et se sont établis à 6 327 millions. En 2004, ils s'étaient accrus de 70 millions de dollars, ou de 1,1 %. Les facteurs expliquant les bas niveaux de croissance des frais au cours des deux derniers exercices sont très similaires dans leur nature et leur impact. Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau Frais autres que d'intérêts. Quant aux facteurs qui ont contribué à l'augmentation de 2,8 % enregistrée en 2005, ils sont présentés dans le tableau intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts.

Comme nous l'expliquons à la page 36, l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises survenues en 2005 et 2004 a fait augmenter les frais de 51 millions de dollars (0,8 %) en 2005 par rapport à 2004. Comme nous l'expliquons également à la page 36, le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain a fait baisser les frais de 145 millions de dollars (-2,4 %) en 2005. Les coûts plus élevés de la rémunération liée au rendement ont accru les frais de 124 millions (2,0 %). Cette augmentation est attribuable principalement au groupe Gestion privée, ce qui s'explique par le revenu et le revenu net sensiblement plus élevés du groupe, et au groupe Services d'investissement où les revenus liés aux services tarifés, qui sont généralement associés à des coûts variables relativement plus élevés, ont été très bons en 2005, comparativement à ceux enregistrés en 2004. Les revenus des secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, qui entraînent généralement des coûts variables relativement moins élevés, ont diminué de façon importante en 2005. En 2005, les autres frais comprennent une charge de 25 millions de dollars liée à des litiges, des frais administratifs plus élevés en rapport avec les fonds d'investissement, des frais de marketing accrus et des impôts sur le capital plus élevés.

Productivité

Le ratio des frais au revenu (ratio de productivité) s'est amélioré de 140 points de base, à 63,5 %, en 2005. Le ratio global de BMO est toujours tributaire de la vigueur relative des revenus de chaque groupe d'exploitation. Le ratio des frais au revenu est habituellement assez différent d'un groupe à l'autre, étant donné la nature de leurs activités. En 2005, le groupe Particuliers et entreprises et le groupe Gestion privée ont vu leur revenu augmenter davantage que leurs frais, aussi bien en chiffres absolus qu'en pourcentage, ce qui leur a permis d'améliorer leur ratio des frais au revenu.

Le groupe Particuliers et entreprises est le plus grand groupe d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 290 points de base par rapport à l'an dernier, à 60,2 %, surpassant ainsi son objectif. On a constaté une amélioration de la productivité tant au Canada qu'aux États-Unis, mais elle a été plus importante au Canada. Les résultats enregistrés aux États-Unis ont été amoindris par des frais de 20 millions de dollars liés à l'intégration des entreprises acquises et à la consolidation des chartes des banques.

Le ratio des frais au revenu du groupe Gestion privée s'est établi à 74,6 %, une amélioration de 670 points de base par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite des gains de 74 millions sur la vente d'actifs, l'amélioration aurait été de 380 points de base. Comme en 2004, l'amélioration s'est reflétée dans le revenu net sensiblement plus élevé du groupe. Le groupe a obtenu de bons résultats sur le plan des initiatives productives de revenu, l'amélioration générale des conditions du marché ayant été un facteur positif, et a dépassé son objectif de productivité en 2005.

Le ratio des frais au revenu du groupe Services d'investissement a chuté de 310 points de base, à 53,9 %. Le revenu a diminué tandis que les frais se sont accrus, la baisse du revenu étant essentiellement concentrée dans les secteurs d'activité qui entraînent des coûts variables relativement moins élevés. Bien qu'il accuse un recul, le ratio de productivité du groupe se classe au deuxième rang de notre groupe de référence du Canada en 2005.

Nous avons ramené notre ratio de productivité avant amortissement à 62,6 % en 2005, une amélioration de 120 points de base, après l'importante amélioration de 420 points de base réalisée au cours des deux derniers exercices. Cependant, nous n'avons pas pu atteindre notre cible annuelle d'amélioration de la productivité pour l'ensemble de l'entreprise de 150 à 200 points de base, car nous avons continué à investir pour la croissance future de notre revenu net.

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio des frais au revenu (ou ratio de productivité)**, soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total, sur une base d'imposition comparable. Ce ratio est exprimé en pourcentage. Voir la page 35.

Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 35.

Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2005 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 43. En 2006, une des principales priorités de BMO consiste à mettre l'accent sur la croissance du revenu pour accroître la productivité; nous visons une amélioration de 100 à 150 points de base du ratio de productivité avant amortissement.

Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le tableau 11, à la page 83.

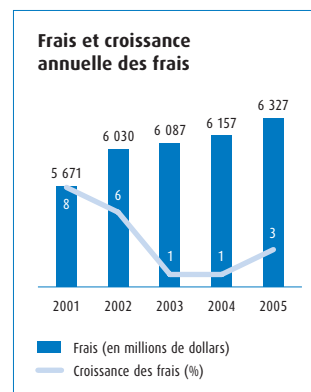
Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Pour l'exercice terminé le 31 octobre					
Rémunération liée au rendement	1 272	1 148	1 058	124	11
Autres formes de rémunération du personnel	2 474	2 484	2 520	(10)	—
Rémunération totale du personnel	3 746	3 632	3 578	114	3
Bureaux et matériel	1 264	1 252	1 264	12	1
Communications	122	138	162	(16)	(12)
Autres	1 101	1 031	978	70	7
Amortissement des actifs incorporels	94	104	105	(10)	(10)
Total	6 327	6 157	6 087	170	3

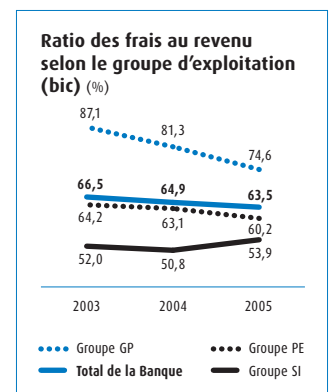
Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003
Acquisitions d'entreprises	0,8	1,7	3,0
Incidence de la conversion de devises	(2,4)	(2,9)	(2,9)
Rémunération liée au rendement	2,0	1,5	1,5
Charge liée aux prestations de retraite	(0,2)	0,5	1,3
Autres*	2,6	0,3	(2,0)
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	2,8	1,1	0,9

*Comprend la compensation de l'incidence de la conversion de devises sur la rémunération liée au rendement et la charge liée aux prestations de retraite.



Les frais ont continué d'augmenter à un rythme relativement modeste.



BMO, de même que les groupes PE et GP, ont continué d'améliorer leur productivité.

Provision pour impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices qu'on trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt par l'administration fiscale, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 23 afférente aux états financiers, à la page 124.

Comme nous l'expliquons aussi aux pages 35 et 37, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable aux fins d'analyse et rajuste en contrepartie la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, à moins d'indication contraire, la provision pour impôts sur les bénéfices et les taux d'imposition connexes sont exprimés sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices inscrite à l'état consolidé des résultats s'élève à 994 millions de dollars, comparativement à 1 111 millions en 2004. En 2005, il y a eu des recouvrements de 66 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, un fort taux d'imposition sur le gain réalisé à la vente de Harris *direct* principalement en raison de choix fiscaux, et un revenu non imposable de 29 millions lié à la restructuration des EDDV. En 2004, il y a eu une hausse de 19 millions de dollars de la provision relative aux passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis. Le taux d'imposition effectif s'établit à 28,8 % en 2005 (30,5 % si on fait abstraction des éléments susmentionnés). À titre comparatif, le taux d'imposition effectif était de 32,4 % en 2004 (31,8 %, abstraction faite de la hausse de 19 millions de la provision relative aux passifs d'impôts futurs). En 2005, on a constaté qu'une plus grande proportion du revenu provenait de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Les différences entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition prévu par la loi au Canada sont énoncées dans la note 23 afférente aux états financiers, à la page 125.

Abstraction faite des rajustements spéciaux, nous estimons que le taux d'imposition effectif se situera dans une fourchette de 30 % à 31 % en 2006, et nous considérons ce taux comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de son investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les bénéfices non répartis, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfices non répartis; toutefois, le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net de l'investissement dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de celui-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Le gain de 297 millions de dollars réalisé sur les opérations de couverture liées au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis a entraîné une charge fiscale de 101 millions de dollars portée aux bénéfices non répartis en 2005, alors qu'en 2004, un gain de 710 millions réalisé sur les opérations de couverture avait entraîné une charge fiscale de 254 millions. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, à la page 94, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 11, à la page 83, présente en détail les charges fiscales et les impôts de 1 407 millions de dollars assumés par BMO en 2005.

Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales

La part des actionnaires sans contrôle dans des filiales a augmenté de 41 millions de dollars en 2005, à 58 millions, cette augmentation étant principalement attribuable à l'émission de 1 050 millions de dollars de titres de la Fiducie de capital BMO (BOaTS), comprenant 600 millions de dollars de titres de la série D, émis vers la fin de

l'exercice 2004, et 450 millions de dollars de titres de la série E, émis vers la fin de l'exercice 2005. La note 18 afférente aux états financiers, à la page 116, donne plus de détails sur la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels liés aux cartes de crédit.

Les contrats de prêt à taux réduit sont analysés à la note 26 afférente aux états financiers, à la page 128. Aucune avance de fonds n'a été consentie en vertu de tels contrats de prêt en 2005.

Les sections précédentes intitulées Provision pour créances irrécouvrables, Frais autres que d'intérêts et Provision pour impôts sur les bénéfices de même que la section suivante intitulée Analyse des résultats de 2005 des groupes d'exploitation du présent Rapport annuel contiennent des déclarations prospectives, particulièrement en ce qui concerne nos perspectives relatives à certains contextes d'affaires au Canada et aux États-Unis en 2006, notre ratio de productivité, les taux d'imposition effectifs, ainsi que nos stratégies et priorités pour 2006. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, présenté à la page 29 du présent Rapport annuel, analyse ces risques et incertitudes ainsi que les facteurs importants et les hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans ces sections.

Analyse des résultats de 2005 des groupes d'exploitation



William A. Downe
Président du conseil délégué,
BMO Groupe financier,
chef de la direction,
BMO Nesbitt Burns et chef,
groupe Services d'investissement

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs visions, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) (pages 44 à 49)

Le revenu net a atteint 1 199 millions de dollars en 2005, une augmentation de 217 millions, ou de 22 %, par rapport à 2004.

Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 50 à 52)

Le revenu net s'est chiffré à 320 millions de dollars en 2005, en hausse de 93 millions, ou de 41 %, par rapport à 2004.

Groupe Services d'investissement (groupe SI) (pages 53 à 55)

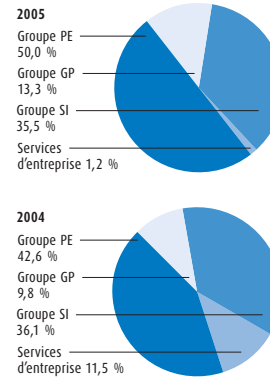
Le revenu net a atteint 852 millions de dollars en 2005, une augmentation de 20 millions, ou de 3 %, par rapport à 2004.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions (pages 56 et 57)

Le groupe a enregistré un revenu net de 29 millions de dollars en 2005, comparativement à un revenu net de 265 millions en 2004.

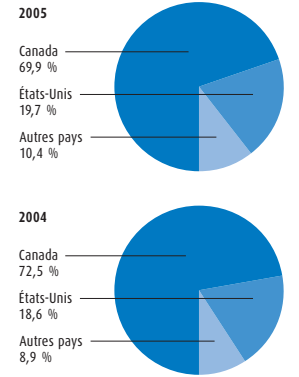
Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 127. Certaines données de l'exercice précédent ont été retraitées, comme nous l'expliquons à la page 23.

Revenu net par groupe d'exploitation



Les résultats du groupe PE ont de nouveau représenté la moitié du revenu net de BMO, les Services d'entreprise n'ayant pas bénéficié de provisions pour créances irrécouvrables très favorables comme en 2004.

Revenu net par pays



Les provisions pour créances irrécouvrables, qui ont été majorées, ont eu une incidence plus importante sur les résultats au Canada.

Contribution au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			Groupe Services d'investissement			Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions			Total consolidé		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Contribution des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)															
Revenu (bic)	52,4	51,4	52,2	20,4	19,5	19,0	27,5	29,2	28,3	(0,3)	(0,1)	0,5	100	100	100
Frais	49,7	50,0	50,4	24,0	24,4	24,8	23,3	22,8	22,1	3,0	2,8	2,7	100	100	100
Revenu net	50,0	42,6	51,3	13,3	9,8	7,7	35,5	36,1	38,8	1,2	11,5	2,2	100	100	100
Actif moyen	41,9	43,4	40,9	2,3	2,6	2,7	54,0	52,5	54,7	1,8	1,5	1,7	100	100	100
Revenu total (bic)															
Canada	4 217	3 934	3 873	1 486	1 282	1 154	1 368	1 349	1 160	(23)	(34)	(86)	7 048	6 531	6 101
États-Unis	897	852	822	543	559	572	1 260	1 284	1 289	(89)	(57)	113	2 611	2 638	2 796
Autres pays	102	91	84	7	10	8	113	135	139	77	83	21	299	319	252
Total	5 216	4 877	4 779	2 036	1 851	1 734	2 741	2 768	2 588	(35)	(8)	48	9 958	9 488	9 149
Total des frais															
Canada	2 470	2 417	2 435	1 013	919	872	747	627	616	114	99	70	4 344	4 062	3 993
États-Unis	659	637	633	506	583	636	628	678	635	62	62	85	1 855	1 960	1 989
Autres pays	13	23	2	1	2	2	102	100	94	12	10	7	128	135	105
Total	3 142	3 077	3 070	1 520	1 504	1 510	1 477	1 405	1 345	188	171	162	6 327	6 157	6 087
Revenu net															
Canada	963	816	753	305	237	175	433	445	332	(23)	175	14	1 678	1 673	1 274
États-Unis	125	110	94	10	(17)	(44)	346	333	273	(9)	4	35	472	430	358
Autres pays	111	56	67	5	7	6	73	54	86	61	86	(10)	250	203	149
Total	1 199	982	914	320	227	137	852	832	691	29	265	39	2 400	2 306	1 781
Actif moyen															
Canada	105 517	98 787	91 717	3 708	3 465	3 245	94 255	78 555	76 433	(1 530)	(3 397)	(3 968)	201 950	177 410	167 427
États-Unis	21 055	17 895	16 046	3 345	3 671	3 741	45 402	40 000	48 431	5 819	7 177	8 404	75 621	68 743	76 622
Autres pays	446	444	283	8	9	29	24 191	23 136	19 554	944	50	51	25 589	23 639	19 917
Total	127 018	117 126	108 046	7 061	7 145	7 015	163 848	141 691	144 418	5 233	3 830	4 487	303 160	269 792	263 966

Groupe Particuliers et entreprises – Canada



Robert W. Pearce

Président et chef de la direction, groupe Particuliers et entreprises, Canada

Description

Le groupe Particuliers et entreprises – Canada (groupe PE – Canada), en collaboration avec les autres groupes de BMO, répond aux besoins financiers de plus de sept millions et demi de clients au Canada. Nous offrons une gamme complète de produits et services par l'intermédiaire de près de 1 000 succursales traditionnelles et succursales en magasin de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne (sur le site bmo.com), des agents d'assurance autorisés et d'un réseau de près de 2 000 guichets automatiques.

Nous nous classons parmi les cinq plus importants fournisseurs de services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada. BMO est bien positionné dans un contexte d'intensification de la concurrence où les Canadiens ont le choix entre les produits et services des banques traditionnelles, des coopératives d'épargne et de crédit et des sociétés de fiducie, ou encore peuvent opter pour ceux d'autres types de concurrents tels que les banques virtuelles, les courtiers en prêts hypothécaires et en dépôts, les planificateurs financiers et les sociétés de fonds d'investissement.



Vision

Notre but consiste à satisfaire tous les besoins financiers de nos clients, particuliers et entreprises, de façon à devenir le seul fournisseur de services financiers avec qui ils font affaire. Pour y arriver, nous avons adopté une démarche de vente et de service qui permet aux clients de vivre une expérience exceptionnelle quand ils effectuent leurs transactions. Notre stratégie, de nature proactive, est orientée sur la prestation de conseils. Grâce à notre éventail varié de produits et services personnalisés, les clients peuvent mieux gérer tous les aspects de leurs finances.

Stratégies

- Affecter les ressources financières requises pour offrir des produits innovateurs, ainsi qu'une tarification et des solutions qui répondent aux besoins de nos clients du marché des particuliers et des petites entreprises. Les clients feront affaire avec un banquier attiré qui aura pour mandat de leur offrir des conseils proactifs, du soutien et des solutions pour les aider à mieux gérer leurs besoins en matière de paiements, de financement et de placement.
- Continuer à s'imposer comme chef de file dans la prestation de services financiers destinés au marché des entreprises en offrant une gamme complète de produits et services adaptés aux besoins du client, par l'intermédiaire de directeurs – Relations d'affaires chevronnés et bien informés.
- Investir dans la technologie et rationaliser les processus de vente et de soutien pour améliorer l'expérience client, accroître la capacité du personnel de première ligne ainsi que l'efficacité des opérations et des ventes.
- Continuer d'affecter les ressources financières requises pour améliorer et élargir notre réseau de distribution.

Nos secteurs d'activité

Les **Services financiers aux particuliers** offrent des solutions pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance. Plus de 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Grâce à notre réseau de distribution multicircuits pleinement intégré d'envergure nationale, les clients peuvent choisir où, quand et comment ils effectuent leurs transactions bancaires, pour leur plus grande commodité.

Forces

- Une forte position concurrentielle dans les services bancaires aux entreprises, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part du marché des services bancaires aux PME.
- Une gamme complète de services bancaires courants et de capacités de paiement, notamment notre offre unique de carte de crédit MasterCard Mosaik et des programmes exclusifs en matière de fidélisation de la clientèle. La carte MasterCard Mosaik est la seule carte de crédit à offrir une offre exclusive de récompenses de WestJet Airlines Ltd.
- Des capacités supérieures en matière de gestion du risque qui nous permettent d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, quelle que soit la conjoncture.
- De fortes capacités en matière de gestion des données sur la clientèle et des offres personnalisées découlant d'un programme d'indication de clients efficace.
- Une forte position dans le marché du traitement des transactions électroniques, grâce à Solutions Moneris^{MO6}, coentreprise de BMO et de RBC Groupe Financier^{MO7} dont la part du marché canadien s'établit à plus de 40 %.
- Une efficacité organisationnelle et de gestion qui nous classe dans le peloton de tête. L'amélioration des résultats obtenus en matière d'engagement et de satisfaction des employés, dans le cadre des sondages annuels auprès des employés, démontre que BMO réussit à attirer et à conserver les employés.

Les **Services financiers aux entreprises** offrent à notre clientèle d'entreprises – petites entreprises, PME et moyennes entreprises – une gamme complète de produits et services bancaires. Nos directeurs spécialisés proposent une offre intégrée de services-conseils, de produits aux entreprises et de produits liés aux marchés financiers.

- Une plateforme technologique bien établie, augmentant l'efficacité des ventes et du service, quel que soit le circuit de distribution.

Défis

- Les clients ont plus que jamais l'embaras du choix dans un contexte où les concurrents poursuivent leurs efforts en vue d'accroître leur part du marché des services bancaires aux particuliers et aux entreprises.
- Les pressions sur les marges sont demeurées constantes, en raison d'une intensification de la concurrence axée sur la tarification.
- La demande relative à l'embauche et au maintien d'employés hautement qualifiés est de plus en plus forte.
- Le resserrement des normes de gouvernance et d'examen par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

Principaux facteurs de rendement (%)

	2005	2004	2003
Croissance des dépôts de particuliers	4,4	6,1	8,3
Croissance des dépôts d'entreprises	11,1	14,2	8,7
Croissance des prêts aux particuliers*	9,2	8,5	7,7
Croissance des prêts aux entreprises*	4,3	3,1	4,7
Ratio de productivité avant amortissement	57,3	60,4	61,4
Croissance du revenu	7,3	1,7	7,0
Indice d'engagement des employés**	72	70	68

*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.

**Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

Objectifs et réalisations du groupe en 2005

Continuer à mettre l'accent sur la croissance du revenu, tout en renforçant nos circuits de distribution.

- Le revenu a enregistré une croissance vigoureuse de 7,3 %. Malgré les pressions exercées par la concurrence, notre stratégie axée sur la croissance du revenu a entraîné une forte croissance des résultats et une gestion des marges efficace. Les prêts et acceptations, compte tenu de l'effet cumulatif des opérations de titrisation, ont augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou de 7,9 %, tandis que les dépôts de particuliers et d'entreprises progressaient de 2,8 milliards ou 7,0 %, comparativement à 2004.

Faire progresser notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

- Notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré pour la troisième année d'affilée, en baisse de 310 points de base par rapport à 2004, grâce à la croissance du revenu et à la gestion des frais.

Améliorer la fidélisation de nos clients des marchés des particuliers et des entreprises.

- Nos résultats en matière de fidélisation de la clientèle, évalués par des entreprises de recherche indépendantes, ont accusé une baisse dans le marché des particuliers, et sont demeurés inchangés dans le secteur des services aux entreprises en 2005. Accroître la fidélisation de la clientèle demeure un objectif prioritaire pour 2006 et au-delà : nous comptons investir dans la croissance de notre équipe de vente et améliorer notre capacité d'offrir des solutions pertinentes et souples pour aider nos clients à mieux gérer leurs finances.

Maintenir notre part du marché des services aux particuliers et accroître notre part du marché des services aux PME, par rapport à nos principaux concurrents.

- Notre part du marché des particuliers a diminué au cours du premier semestre de 2005, mais nous avons réussi à la maintenir stable au cours du deuxième semestre. Notre part de marché a perdu 7 points de base, à 13,04 %¹. Notre part du marché des services bancaires aux PME a augmenté de 7 points de base pour atteindre 18,82 %. Cette hausse est attribuable à nos capacités fortes et soutenues dans ce marché, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part de marché.

1) La part de marché a été retraitée, compte tenu du retraitement effectué par les concurrents.

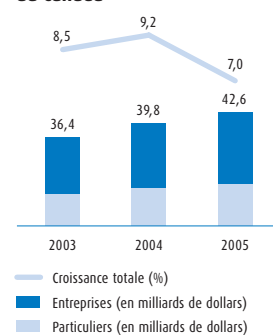
Apporter d'autres améliorations à notre modèle de prestation des ventes et du service pour mieux répondre aux besoins de nos clients.

- Nous exerçons une gestion des ventes plus rigoureuse grâce à des initiatives comme l'intégration de planificateurs financiers à notre modèle de prestation de services, et l'harmonisation de l'expérience client souhaitée avec les critères et les primes de rendement des employés. Nous avons également apporté des améliorations technologiques pour faciliter le déroulement des opérations et accroître la qualité de l'information sur le client, nous permettant ainsi de mieux cerner et satisfaire les besoins de nos clients.

Priorités de tous les jours pour 2006

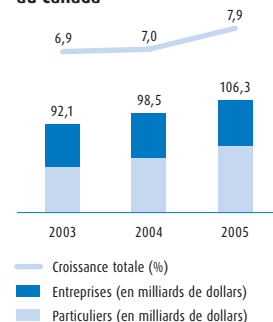
- Améliorer la qualité de notre prestation en matière de vente et de service afin de bâtir des relations durables grâce à un service à la clientèle exceptionnel, stimulant ainsi la croissance des revenus, de la part de marché et de la fidélisation de nos clients.
- Simplifier les processus et améliorer les outils technologiques destinés au personnel de vente et de service de première ligne, accroissant ainsi la capacité et l'efficacité de façon à améliorer le service à la clientèle.
- Poursuivre sur notre lancée en ce qui a trait à l'amélioration du ratio de productivité avant amortissement.
- Continuer à investir dans notre réseau de distribution, notamment en procédant au remplacement des guichets automatiques.
- Poursuivre l'expansion de nos programmes et de nos offres pour répondre aux besoins financiers de nos clients.

Dépôts et croissance des dépôts au Canada



Croissance soutenue des dépôts

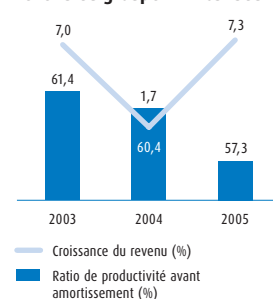
Prêts et croissance des prêts au Canada*



Croissance vigoureuse et constante des prêts

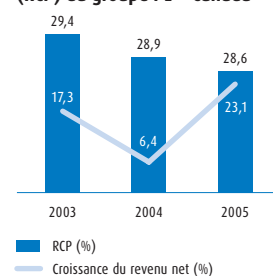
*Y compris les acceptations et les prêts titrisés.

Ratio de productivité avant amortissement et croissance du revenu du groupe PE – Canada



Nouveaux gains de productivité grâce à l'augmentation du revenu et à la gestion des frais

Croissance du revenu net et rendement des capitaux propres (RCP) du groupe PE – Canada



Solide croissance du revenu net et RCP soutenu

Groupe Particuliers et entreprises – Services bancaires région de Chicago



Frank J. Techar

Président et chef de la direction,
Harris Bankcorp

Description

Le Groupe PE – Services bancaires région de Chicago répond aux besoins des particuliers et des entreprises en leur offrant un très vaste choix de produits et services financiers, grâce à un modèle de services bancaires à la collectivité misant sur une connaissance approfondie du milieu et l'engagement à l'échelle locale. Nous mettons l'accent sur le service à la clientèle, soutenu par un réseau de distribution efficace, une gestion des ventes rigoureuse et un réseau hors pair de succursales attrayantes et bien situées.



Vision

Notre objectif est de devenir la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain. En matière de services bancaires à la collectivité, notre stratégie consiste à mettre à profit nos relations avec les leaders locaux influents, à miser sur une forte orientation client et à offrir une vaste gamme de produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de succursales bien situées et en expansion. Cette approche sous-tend notre croissance dans le marché de la région de Chicago, qui est fortement fragmenté et soumis à une vive concurrence, et nous donne un avantage stratégique pour pénétrer de nouveaux marchés.

Stratégies

- Établir des relations solides et durables avec nos clients en les aidant à atteindre leurs objectifs financiers et en leur offrant un service de qualité exceptionnelle.
- Consolider notre leadership dans le marché de la région de Chicago et accentuer de manière importante notre présence dans les autres États du Midwest américain.
- Investir dans la modernisation de notre infrastructure technologique pour favoriser la croissance.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires région de Chicago** offrent une gamme complète de produits de dépôt et de crédit aux particuliers et aux entreprises,

notamment des services de dépôt et de placement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et autres.

Forces

- Une tradition riche de plus de 120 ans dans la région de Chicago, une marque bien établie – Harris – et une forte orientation client.
- Un réseau de 176 succursales bien situées, implantées dans des collectivités de la région de Chicago et 19 points de vente dans le nord-ouest de l'Indiana.
- Des relations étroites, établies au fil des ans, avec les collectivités locales, les entreprises et leurs leaders.
- Un modèle de services bancaires à la collectivité axé sur nos clients, des produits concurrentiels ainsi que de fortes capacités en matière de gestion des ventes et de marketing.
- La faculté de mettre à profit les capacités et la portée de BMO Groupe financier.

Défis

- Un marché – la région de Chicago – caractérisé par une fragmentation élevée et une vive concurrence.
- Les possibilités d'expansion dans le marché de la région de Chicago limitées par la hausse des coûts liés à l'ouverture de nouvelles succursales et par les coûts associés aux acquisitions de qualité.
- Une pression continue sur les marges nettes d'intérêts.
- Les investissements importants requis dans l'infrastructure technologique pour favoriser la croissance.

Principaux facteurs de rendement	2005	2004	2003
Croissance du solde moyen des dépôts (%)	9,3	5,0	6,8
Croissance du solde moyen des prêts (%)	22,2	19,0	25,0
Ratio de productivité avant amortissement (%)	69,9	71,4	74,2
Nombre de succursales	195	168	153
Indice d'engagement des employés*	71	65	65
Indice de stabilité de la clientèle	42	n.m.	37
Taux de recommandation net**	34	n.m.	26

*Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

**Mesure de la fidélisation de la clientèle
n.m. – non mesuré

Objectifs et réalisations du groupe en 2005

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

- Notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 150 points de base, grâce à la hausse des revenus par suite de nos acquisitions, à la croissance des volumes à l'interne et à une gestion constante des frais. Nous avons accru notre productivité tout en investissant dans des initiatives clés telles que les acquisitions et l'expansion de notre réseau de succursales.

Élargir notre réseau de succursales en ouvrant cinq nouvelles succursales et en poursuivant notre programme d'acquisitions à Chicago, dans les États voisins et dans d'autres marchés à croissance élevée. Selon l'objectif que nous nous sommes fixé, notre réseau devrait compter 192 points de vente à la fin de l'exercice 2005, pour atteindre 200 points de vente à Chicago, d'ici 2007.

- Nous avons ouvert huit nouvelles succursales dans la région de Chicago et fait l'acquisition de la Mercantile Bancorp et de ses 19 succursales dans le nord-ouest de l'Indiana, ce qui a fait passer à 195 le nombre de succursales

du réseau de services bancaires à la collectivité de Harris, dépassant ainsi notre objectif pour 2005. Nous sommes toujours bien positionnés pour atteindre notre objectif de 200 points de vente dans la région de Chicago et de 20 points de vente dans le nord-ouest de l'Indiana, d'ici 2007. Nous comptons utiliser l'infrastructure et les capacités d'intégration existantes pour élargir notre réseau et atteindre de 350 à 400 succursales au cours des cinq prochaines années.

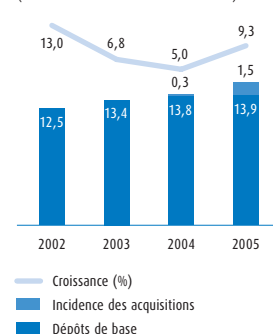
Offrir un service à la clientèle plus transparent et réaliser des économies d'échelle, grâce à l'établissement d'une structure unique pour unifier les chartes bancaires.

- L'unification de nos différentes chartes, effectuée à la fin de mai 2005, a été une réussite totale et n'a entraîné aucune perturbation du service. Nous prévoyons que les avantages financiers découlant de cette initiative commenceront à se faire sentir en 2006 à mesure que les modifications aux systèmes et les processus d'affaires seront pleinement intégrés.

Priorités de tous les jours en 2006

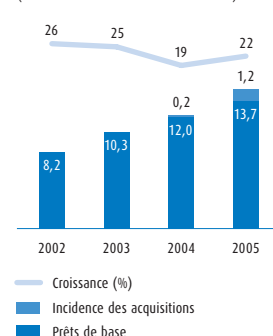
- Mettre l'accent sur la croissance des revenus pour accroître notre productivité.
- Assurer la progression de notre réseau de succursales dans la région de Chicago en ouvrant cinq nouvelles succursales et en explorant les possibilités d'acquisition dans le Midwest.
- Continuer à améliorer l'expérience client, de façon à offrir le niveau de service à la clientèle auquel les clients s'attendent d'une banque locale.
- Investir dans notre infrastructure stratégique en modernisant la plateforme technologique des succursales.

Solde moyen des dépôts et croissance des dépôts aux É.-U. (en milliards de dollars américains)



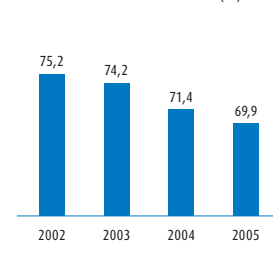
Nous avons enregistré une solide croissance des dépôts, en raison des acquisitions.

Solde moyen des prêts et croissance des prêts aux É.-U. (en milliards de dollars américains)



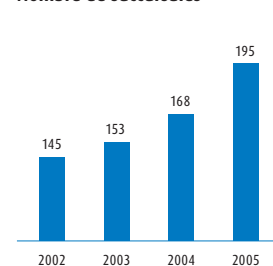
Nous avons enregistré une croissance soutenue des nouveaux prêts qui totalisent 2 milliards de dollars américains par année.

Ratio de productivité avant amortissement aux É.-U. (%)



La productivité s'est améliorée de façon importante aux cours des trois derniers exercices.

Nombre de succursales



Nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau de succursales.

Contexte et perspectives au Canada

Le marché des services bancaires aux particuliers et aux entreprises a bénéficié d'une conjoncture favorable en 2005, bien que le contexte de vive concurrence et de faibles taux d'intérêt ait continué d'exercer une pression sur les marges. En raison des coûts d'emprunt avantageux et de la croissance de l'emploi, la demande est demeurée très forte dans le secteur de la construction domiciliaire, maintenant la pression à la hausse sur le prix des maisons et soutenant l'accroissement du volume des prêts hypothécaires à l'habitation. De la même façon, la croissance des prêts aux particuliers a maintenu sa forte progression, là aussi grâce aux faibles taux d'intérêt et à l'augmentation de la demande pour les biens ménagers. La croissance des prêts aux entreprises n'a pas fléchi en 2005, dans un contexte où l'augmentation de la capacité de production et les prix élevés des produits de base ont stimulé les investissements, et les flux nets de trésorerie des grandes entreprises, qui sont très élevés, ont entraîné une croissance soutenue des dépôts d'entreprises.

Nous croyons que la situation économique globale demeurera favorable en 2006, même si l'on s'attend à un ralentissement de la croissance des prêts et des dépôts. Nous prévoyons que la hausse graduelle des taux d'intérêt va entraîner un léger fléchissement dans le marché de l'habitation. La croissance des prêts hypothécaires et des prêts aux particuliers devrait être plus modérée, tout en demeurant vigoureuse. En ce qui a trait aux entreprises, nous prévoyons que les clients continueront d'avoir besoin de moderniser et d'accroître leur capacité, ce qui devrait favoriser une croissance soutenue des prêts destinés à ce segment de clientèle. Cependant, la consolidation des investissements et une croissance moins rapide des flux nets de trésorerie sont susceptibles de ralentir de façon importante la croissance des dépôts d'entreprises.

Contexte et perspectives aux États-Unis

Le marché des services financiers de la région de Chicago, qui compte plus de 250 banques, demeure l'un des plus fragmentés aux États-Unis. Depuis 1997, Harris et les deux autres plus grandes banques détiennent ensemble entre 25 % et 30 % du marché des services de dépôt aux particuliers et aux entreprises. Néanmoins, de nouvelles banques continuent de pénétrer ce marché, et bon nombre d'institutions ont commencé à élargir leur réseau de succursales. D'autres enfin s'efforcent de conquérir une part de marché en offrant des services à circuit de distribution unique, une tarification au rabais ou en misant davantage sur le marketing de la marque.

La région de Chicago est un marché très convoité du fait qu'il présente un fort potentiel de croissance. Bien que la région ait attiré des concurrents de taille, nous comptons poursuivre notre progression. On peut donc s'attendre à de nouvelles pressions sur les marges au cours de la prochaine année. À plus long terme, les pressions concurrentielles devraient diminuer et la rentabilité devrait s'améliorer. Nous prévoyons que les acteurs de plus grande envergure, tels que Harris, récolteront les fruits de cette situation.

Nous croyons que le marché de la région de Chicago enregistrera un taux de croissance comparable à celui de l'économie américaine. La demande de crédit à la consommation devrait continuer à générer des profits soutenus et les besoins bancaires des petites entreprises clientes devraient croître sous l'effet de la reprise économique, entraînant une augmentation du volume et de la complexité de la demande en matière de services financiers, et de nouvelles occasions d'affaires.

En 2006, nous allons poursuivre nos efforts en vue d'étendre nos activités dans la région du Midwest américain, tant par les acquisitions que la croissance interne. Nous allons continuer à accroître notre efficacité en concentrant nos efforts sur la croissance des revenus. Nous misons sur l'établissement de relations durables avec les clients pour consolider notre réputation de banque orientée client et offrant un service de qualité supérieure.

Résultats financiers – activités aux États-Unis

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 10 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises pour l'exercice, comparativement à 11 % pour l'exercice 2004. Les Services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion d'un revenu de 432 millions de dollars (545 millions en 2004) provenant des entreprises et d'un revenu net de 131 millions de dollars (197 millions en 2004) aux résultats des États-Unis pour l'exercice. Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à 2004, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises a continué d'augmenter, tandis que les dépôts diminuaient dans le secteur de la gestion de trésorerie.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 19 % du revenu net du groupe pour l'exercice, comparativement à 10 % dans les présents états financiers. Les revenus tirés des activités aux États-Unis, après inclusion des résultats des services aux moyennes entreprises des États-Unis, représenteraient 24 % du revenu total du groupe, comparativement à 17 % dans les présents états financiers. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 58,8 %, plutôt qu'à 60,2 %, dans les présents états financiers.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Canada – revenu	4 319	4 025	3 957	294	7
États-Unis – revenu	1 329	1 397	1 396	(68)	(5)
Revenu total (bic)	5 648	5 422	5 353	226	4
Canada – revenu net	1 074	872	820	202	23
États-Unis – revenu net	256	307	309	(51)	(17)
Revenu net total	1 330	1 179	1 129	151	13
Canada – rendement des capitaux propres (%)	28,6	28,9	29,4	(0,3)	
États-Unis – rendement des capitaux propres (%)	10,5	17,3	13,8	(6,8)	
Rendement total des capitaux propres (%)	21,6	24,7	22,6	(3,1)	
Canada – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	57,5	60,6	61,6	(3,1)	
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	62,9	58,4	58,0	4,5	
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	58,8	60,0	60,7	(1,2)	

Résultats financiers du groupe Particuliers et entreprises

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a augmenté de 217 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport au niveau record de 1 199 millions enregistré en 2004. Cette augmentation est attribuable à une forte croissance du volume d'affaires et à une gestion efficace des

frais. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la réduction des marges nettes d'intérêts aux États-Unis. Le revenu net du groupe PE – Canada en 2005 inclut un montant de 34 millions au titre du recouvrement d'impôts sur les bénéfices visant des exercices antérieurs et une somme de 40 millions (26 millions après impôts) retranchée des frais de services de cartes. Cette réduction s'explique par de nouvelles améliorations apportées au mode de calcul du passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle. En 2004, nous avons constaté une somme de 65 millions de dollars (42 millions après impôts) au titre du rajustement aux frais de services de cartes dans le but d'accroître le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. Abstraction faite des rajustements susmentionnés, le revenu net s'est accru de 167 millions, ou de 16 %, en 2005.

Le revenu a progressé de 339 millions, soit de 7 %, pour s'établir à 5 216 millions de dollars. Au Canada, le volume d'affaires s'est considérablement accru dans la plupart des produits offerts, ce qui a entraîné une augmentation du revenu découlant de la vente de produits de placement à terme et des fonds d'investissement ainsi que des opérations de titrisation. Le rajustement effectué afin de réduire les frais de services de cartes en 2005 a également contribué à la croissance du revenu. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une légère diminution de la marge nette d'intérêts du groupe PE – Canada. Aux États-Unis, la hausse du revenu, qui est attribuable à une croissance vigoureuse des prêts à la consommation et aux PME ainsi qu'aux acquisitions, a été partiellement neutralisée par les effets du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné une diminution du revenu de 73 millions, qui a toutefois été compensée par les acquisitions, qui ont représenté un apport de 75 millions à la croissance du revenu.

Au Canada, la croissance du revenu dans le segment des services bancaires aux particuliers découle de l'augmentation des ventes de produits à terme et de fonds d'investissement, ainsi que de la hausse marquée des prêts personnels, des prêts hypothécaires et des revenus d'assurance. Cette croissance a toutefois été partiellement neutralisée par la réduction de la marge nette d'intérêts. Dans le segment des services bancaires aux entreprises, la croissance du revenu s'explique par l'accroissement des volumes de prêts, par l'augmentation particulièrement prononcée des dépôts et par l'amélioration de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts du groupe s'est rétrécie de 6 points de base, la baisse ayant été plus marquée aux États-Unis. Au Canada, le recul de la marge nette d'intérêts est imputable au fait que les clients ont continué de préférer les produits à marge réduite et à l'incidence d'un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. Aux États-Unis, la marge nette d'intérêts a chuté de 31 points de base, en raison des pressions exercées par la concurrence sur la tarification des prêts et des effets des taux de placement moins élevés rapportés par les éléments de passif à plus long terme. Ces facteurs ont été atténués par la croissance des prêts aux entreprises à marge plus élevée et par la croissance enregistrée dans certaines catégories de dépôts, ainsi que par les mesures tarifaires pertinentes. De plus, du fait que les soldes des actifs constituent le dénominateur dans le calcul de la marge nette d'intérêts et que la croissance des prêts du groupe PE – Services bancaires région de Chicago a été supérieure à celle des dépôts au fil du temps, la marge nette d'intérêts du groupe a été amoindrie.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrues de 65 millions, ou de 2 %, pour s'établir à 3 142 millions, en raison de la poursuite des investissements dans notre réseau de distribution au Canada et des acquisitions effectuées aux États-Unis. L'effet différentiel des entreprises acquises a compté pour 51 millions dans la croissance des frais. Cet effet a été contrebalancé par l'affaiblissement du dollar américain, dont l'incidence est évaluée à 53 millions. Cependant, le groupe PE a également engagé aux États-Unis des frais approximatifs de 20 millions pour intégrer les nouvelles entreprises acquises et unifier les chartes de 26 banques locales dans le but de créer une seule charte. Cette initiative devrait améliorer de façon considérable l'expérience client, et entraîner des économies sur les coûts en 2006 et au-delà.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 290 points de base pour s'établir à 60,2 %. Cette progression suit une amélioration de 110 points de base enregistrée en 2004, la croissance du revenu ayant

Groupe Particuliers et entreprises (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Total – Selon les états financiers	Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
					\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)		3 561	3 352	3 230	209	6
Revenu autre que d'intérêts		1 655	1 525	1 549	130	9
Revenu total (bic)		5 216	4 877	4 779	339	7
Provision pour créances irrécouvrables		299	299	298	–	–
Frais autres que d'intérêts		3 142	3 077	3 070	65	2
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales		1 775	1 501	1 411	274	18
Impôts sur les bénéfices (bic)		576	518	493	58	11
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales		–	1	4	(1)	(100)
Revenu net		1 199	982	914	217	22
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)		34	33	30	1	6
Revenu net avant amortissement		1 233	1 015	944	218	22
Profit économique net		667	592	520	75	13
Rendement des capitaux propres (%)		22,7	24,8	23,0		(2,1)
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)		23,3	25,6	23,8		(2,3)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)		60,2	63,1	64,2		(2,9)
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)		59,4	62,3	63,6		(2,9)
Marge nette d'intérêts (%)		2,80	2,86	2,99		(0,06)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires		5 191	3 912	3 920	1 279	33
Actif moyen		127 018	117 126	108 046	9 892	8
Actif pondéré en fonction des risques		85 012	76 842	71 010	8 170	11
Solde moyen des prêts et acceptations		121 240	112 693	104 286	8 547	8
Solde moyen des dépôts		61 200	58 210	55 620	2 990	5
Actif sous administration		11 415	10 955	11 295	460	4
Effectif : équivalent de durée normale		18 641	18 130	17 931	511	3
					Variation par rapport à 2004	
Groupe PE – Canada – Selon les états financiers					\$	%
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Revenu total (bic)		4 319	4 025	3 957	294	7
Provision pour créances irrécouvrables		269	271	271	(2)	(1)
Frais autres que d'intérêts		2 483	2 440	2 437	43	2
Revenu net		1 074	872	820	202	23
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)		57,5	60,6	61,6		(3,1)
Marge nette d'intérêts (%)		2,67	2,69	2,83		(0,02)
Actif moyen		105 963	99 231	92 000	6 732	7
Solde moyen des dépôts		42 554	39 764	36 427	2 790	7
					Variation par rapport à 2004	
Groupe PE – Services bancaires région de Chicago – Selon les états financiers					\$	%
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Revenu total (bic)		897	852	822	45	5
Provision pour créances irrécouvrables		30	28	27	2	7
Frais autres que d'intérêts		659	637	633	22	3
Revenu net		125	110	94	15	13
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)		73,4	74,8	77,0		(1,4)
Marge nette d'intérêts (%)		3,48	3,79	3,91		(0,31)
Actif moyen		21 055	17 895	16 046	3 160	18
Solde moyen des dépôts		18 646	18 446	19 193	200	1

dépassé celle des frais pour les deux périodes. L'amélioration de la productivité a été plus importante au Canada. En effet, l'amélioration du ratio de productivité aux États-Unis a été atténuée par les frais associés à l'intégration des entreprises acquises et à l'unification des chartes des banques locales.

Groupe Gestion privée



Gilles G. Ouellette

Président et chef de la direction, groupe Gestion privée, BMO Groupe financier et président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

Description

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier. Sous la marque BMO au Canada et Harris aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement.



Vision

Occuper une position de chef de file dans le domaine de la gestion de patrimoine en offrant à nos clients, dans certains marchés choisis de l'Amérique du Nord, des solutions pour les aider à se constituer un actif financier, à le préserver et à le faire fructifier.

Stratégies

- Établir des relations solides et durables avec nos clients grâce à un service exceptionnel et à des offres de services primés.
- Tirer profit de notre position de chef de file pour accélérer notre croissance dans les marchés établis au Canada et aux États-Unis.
- Introduire notre gamme de services de gestion de patrimoine dans certains nouveaux marchés choisis où nous possédons un avantage concurrentiel.
- Continuer à améliorer la rentabilité de nos activités.

Nos secteurs d'activité

Les services de placement traditionnels offerts par BMO Nesbitt Burns comprennent une gamme complète de services-conseils en gestion de patrimoine. Nous visons à prodiguer à nos clients des services de la plus haute qualité et des conseils personnalisés.

Les services de placement en direct en Amérique du Nord offrent un service assisté aux clients bien informés qui détiennent des comptes autogérés, par l'intermédiaire de BMO Ligne d'action au Canada. Ils comprenaient également HarrisDirect aux États-Unis, jusqu'à sa vente en octobre 2005. Nos clients ont accès à des solutions novatrices fondées sur une approche rigoureuse en matière de placement.

La gestion bancaire privée en Amérique du Nord offre un programme intégré de services bancaires, de fiducie, de gestion de placements et de planification financière à des clients fortunés, à valeur

nette élevée et à valeur nette très élevée, par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris au Canada et de Harris Private Bank^{MC1} aux États-Unis. Nous utilisons une approche orientée client qui privilégie les services-conseils pour offrir des solutions financières comprenant une gamme complète de produits et services.

Les produits de placement comprennent les fonds d'investissement de BMO, le Groupe de fonds Guardian, Harris Insight Funds^{MO1} et BMO Placements à terme. Pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises en matière de placement et de planification de la retraite, nous offrons toute une gamme de produits et de solutions par l'intermédiaire de multiples circuits de distribution. Les produits de placement comprennent également les services de gestion de l'actif institutionnel offerts aux clients internes et externes par Jones Heward Conseiller en valeurs et Harris Investment Management.

Forces

- Offres de produits primés et leadership reconnu en matière de service à la clientèle.
- Implantation stratégique aux États-Unis dans des marchés choisis de gens fortunés en forte croissance avec présence dans des marchés américains représentant plus de 20 % des ménages disposant d'un portefeuille d'investissement supérieur à un million de dollars.
- Accès à la vaste base de clientèle de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.
- Prestige, reconnaissance et crédibilité des marques BMO, BMO Nesbitt Burns et Guardian au Canada, ainsi que de la marque Harris aux États-Unis.

Défis

- Soutenir la croissance du revenu dans un contexte de changements économiques et politiques qui influent sur la situation des marchés et la confiance des investisseurs.
- Accélérer la croissance à l'interne et accroître notre rentabilité aux États-Unis.
- Réaliser de nouveaux gains en matière d'efficacité opérationnelle au Canada et aux États-Unis.

Principaux facteurs de rendement	2005	2004	2003
Augmentation de l'actif sous gestion (%) 1)	10,9	9,8	11,7
Augmentation de l'actif sous gestion, de l'actif sous administration et des dépôts à terme (%) 1) 2)	8,6	4,1	14,7
Revenu par EDN (en milliers de dollars) 3)	417	380	333
Moyenne quotidienne des transactions de courtage en direct	21 564	21 518	18 367

1) Excluant l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.
 2) Compte non tenu du retrait, en 2004, d'actifs liés à la garde intermédiaire de titres génératrice de faibles revenus et de l'incidence de la vente de HarrisDirect en 2005.
 3) Excluant les gains de 74 millions de dollars réalisés sur les ventes d'actifs en 2005.

Objectifs et réalisations du groupe en 2005

Continuer à améliorer nos offres de produits et à consolider les relations avec les clients.

- Lancement du programme Architecte BMO Nesbitt Burns offrant aux clients un compte à gestion unifiée permettant l'élaboration d'un portefeuille sur mesure qui intègre, dans un compte unique, des comptes gérés séparément, des fonds d'investissement, des fonds cotés en bourse et des produits de placement non traditionnels. Ce programme constitue une première au Canada.
- Obtention de nombreux prix soulignant notre leadership en matière de service à la clientèle :
 - BMO Ligne d'action classée au premier rang des firmes de courtage en direct par *The Globe and Mail*, pour la quatrième année de suite.
 - BMO Banque privée Harris nommée meilleure banque privée au Canada dans le classement général 2005 du magazine *Euromoney*, pour la deuxième année de suite.
 - Harris Private Bank classée parmi les dix meilleures banques privées des États-Unis dans le classement général 2005 du magazine *Euromoney*.

Optimiser notre modèle de gestion au moyen d'initiatives productives de revenus et par la gestion constante des frais.

- La gestion serrée des coûts non liés à la production de revenus a permis de maintenir la croissance des frais au taux relativement faible de 1 %, pendant que les revenus augmentaient au taux soutenu de 10 % (6 % si on exclut la vente d'actifs).
- Le revenu net a enregistré une croissance de 41 % (26 % si on exclut la vente d'actifs), grâce au remodelage des offres de produits et à la rationalisation des opérations.

Autres réalisations

- Le BMO Fonds de dividendes a été choisi meilleur fonds de dividendes de 2004 lors de la remise des prix Canadian Investment Awards 2005.
- Fullgoal Fund Management Company Ltd. a reçu l'autorisation de gérer l'actif de régimes de retraite de sociétés chinoises. Seules 29 sociétés de fonds d'investissement détiennent une telle autorisation, dont seulement trois institutions financières organisées en coentreprise avec une société étrangère.

Priorités de tous les jours pour 2006

- Consolider nos relations avec la clientèle et améliorer nos offres de produits.
- Stimuler la croissance du revenu en renforçant le personnel de vente dans les secteurs clés et en continuant à améliorer la productivité de l'équipe de vente.
- Accélérer la croissance aux États-Unis en augmentant notre part du portefeuille d'investissement des clients actuels et en tirant profit de la stratégie d'expansion aux États-Unis de BMO.
- Continuer à améliorer notre ratio de productivité avant amortissement en misant sur la croissance du revenu et les initiatives de gestion des frais.

- Nous avons vendu *Harrisdirect*, permettant la réaffectation du capital à des activités plus rentables.
- Les fonds d'investissement de BMO et du Groupe de fonds Guardian ont réalisé un chiffre de ventes annuel net supérieur à la moyenne du secteur des fonds d'investissement.
- BMO Placements à terme a lancé le CPG lié au BMO Fonds de dividendes, le premier de ce type à être offert par une grande banque au Canada.
- BMO Banque privée Harris a lancé le programme enGlobe qui propose aux clients d'âge mûr un vaste éventail de services, qui vont du paiement de factures à la gestion de portefeuille, en passant par la planification successorale et l'information sur les soins de santé à domicile.

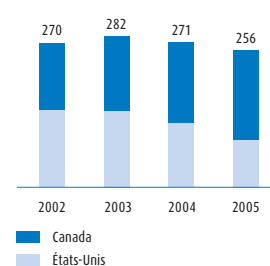
Continuer à concentrer nos efforts sur l'efficacité de l'équipe de vente.

- Au Canada, nous avons conservé notre élan pour ce qui est des indications de clients échangées au sein du groupe GP et avec notre partenaire de services de détail, le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE). Les indications de clients échangées avec le groupe PE se sont accrues de près de un tiers au cours de la dernière année.
- Aux États-Unis, nous avons mis sur pied un fructueux programme d'indication de clients dont les résultats ont dépassé les attentes de la direction.

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

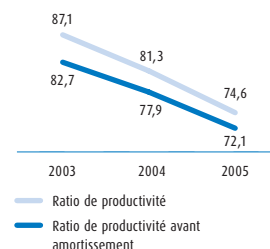
- Nous avons amélioré notre ratio de productivité avant amortissement de 580 points de base en 2005 – pour un gain total de 1 570 points de base au cours des trois dernières années.

Actif sous gestion et sous administration, y compris les dépôts à terme (en milliards de dollars)



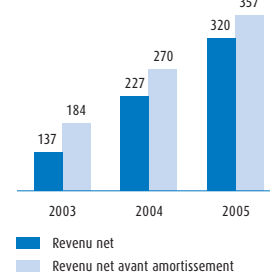
L'actif a reculé mais il aurait augmenté sans l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et de la vente de *Harrisdirect*.

Ratios de productivité et de productivité avant amortissement (%)



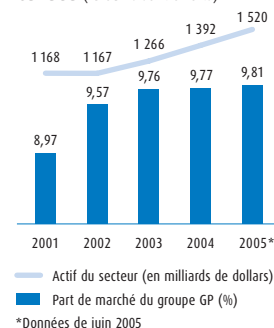
La productivité a connu une très forte hausse en 2005 et 2004.

Revenu net et revenu net avant amortissement (en millions de dollars)



Le revenu net a de nouveau atteint un niveau record en 2005.

Part du marché des services de gestion de patrimoine au Canada (là où ils sont offerts)



Notre part du marché canadien en expansion des services de gestion de patrimoine continue à augmenter.

Contexte et perspectives

Dans l'ensemble, le climat de placement a été favorable en 2005, marqué par l'amélioration constante des marchés des actions par rapport à l'exercice précédent, en partie à cause de la hausse des prix du pétrole. Ce contexte a favorisé une modeste augmentation du volume des transactions effectuées par les clients, par rapport à 2004, et une hausse sensible des soldes des actifs gérés qui a eu un effet positif sur les revenus liés aux services tarifés. La marge nette d'intérêts moyenne des produits de placement à terme a quelque peu augmenté sous l'effet de la légère amélioration du contexte des taux d'intérêt.

L'incidence des catastrophes naturelles et de la flambée des prix du pétrole a ralenti la croissance de l'économie américaine en 2005. En 2006, nous nous attendons à ce que le PIB augmente à un rythme vigoureux au Canada et aux États-Unis. La Réserve fédérale a relevé ses taux d'intérêt tout au long de 2005. La Banque du Canada a pour sa part emboîté le pas vers la fin de l'année. Dans les deux pays, on prévoit que les taux continueront à monter au début de 2006. Le maintien des marchés des actions à un niveau élevé devrait continuer à soutenir la progression des soldes des actifs gérés. Les tendances démographiques à long terme demeurent favorables à la progression des services de gestion de patrimoine et devraient nous assurer une croissance durable.

Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée a atteint la somme record de 320 millions de dollars, en hausse de 93 millions de dollars, ou de 41 %, par rapport à 2004. Cette hausse est principalement attribuable à la forte croissance des revenus d'exploitation et à l'incidence des mesures permanentes de gestion des frais. Les résultats reflètent également le gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) réalisé sur la vente de *Harrisdirect*, notre société de placement en direct aux États-Unis, et le gain de 25 millions de dollars (16 millions après impôts) réalisé sur la vente des actions ordinaires TSX. Après rajustement pour tenir compte des éléments susmentionnés, le revenu net a augmenté de 59 millions de dollars, ou de 26 %, par rapport au niveau record enregistré en 2004.

Le revenu pour l'exercice s'est accru de 185 millions de dollars, ou de 10 %, pour s'établir à 2 036 millions de dollars. Le succès des initiatives productives de revenu, combiné à une conjoncture favorable, a entraîné une croissance des revenus autres que d'intérêts dans les secteurs du courtage traditionnel et des fonds d'investissement. Le revenu net d'intérêts a progressé grâce, notamment, à l'amélioration de la marge nette d'intérêts sur les produits de placement à terme, ce qui a permis de compenser la relative faiblesse de la demande. Malgré l'inclusion dans le revenu de 74 millions de dollars provenant de ventes d'actifs, l'effet de l'affaiblissement du dollar américain, qui s'est particulièrement fait ressentir dans les services de placement en direct et les services de gestion bancaire privée, a retranché 47 millions de dollars à la croissance du revenu.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de dollars, ou de 1 %, pour s'établir à 1 520 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse minime si on la compare à l'augmentation de 11 % des revenus autres que d'intérêts (5 % si on exclut le gain sur les ventes d'actifs). L'exercice précédent, une somme de 20 millions de dollars avait été imputée aux frais au titre des indemnités de départ et d'autres coûts liés à l'optimisation des activités. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 670 points de base par rapport à l'exercice précédent, mais cette amélioration se chiffre à 380 points de base si on exclut le gain sur la vente d'actifs. L'affaiblissement du dollar américain a fait baisser les frais de 39 millions de dollars, ou de 2,6 %.

Les montants indiqués dans les paragraphes qui suivent sont exprimés en dollars américains.

Nos activités aux États-Unis ont généré un revenu net de 10 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 21 millions de dollars par rapport à 2004, en tenant compte du gain de 15 millions de dollars après impôts provenant de la vente de *Harrisdirect*. Le revenu, qui se chiffre à 448 millions de dollars, a augmenté de 23 millions, mais

Groupe Gestion privée (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date

	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	577	533	559	44	9
Revenu autre que d'intérêts	1 459	1 318	1 175	141	11
Revenu total (bic)	2 036	1 851	1 734	185	10
Provision pour créances irrécouvrables	4	5	6	(1)	(14)
Frais autres que d'intérêts	1 520	1 504	1 510	16	1
Revenu avant impôts sur les bénéfices	512	342	218	170	50
Impôts sur les bénéfices (bic)	192	115	81	77	68
Revenu net	320	227	137	93	41
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	37	43	47	(6)	(13)
Revenu net avant amortissement	357	270	184	87	32
Profit économique net	188	104	4	84	81
Rendement des capitaux propres (%)	20,0	14,4	7,9		5,6
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	22,4	17,2	10,7		5,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	74,6	81,3	87,1		(6,7)
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	72,1	77,9	82,7		(5,8)
Marge nette d'intérêts (%)	8,19	7,46	7,97		0,73
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	1 582	1 557	1 689	25	2
Actif moyen	7 061	7 145	7 015	(84)	(1)
Actif pondéré en fonction des risques	4 326	5 518	5 691	(1 192)	(22)
Solde moyen des prêts et acceptations	4 907	4 682	4 428	225	5
Solde moyen des dépôts	42 666	43 003	42 429	(337)	(1)
Actif sous administration	134 093	156 650	170 255	(22 557)	(14)
Actif sous gestion	87 382	79 939	75 900	7 443	9
Effectif : équivalent de durée normale	4 645	4 757	4 968	(112)	(2)

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Pour l'exercice terminé au 31 octobre

	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Revenu total	448	425	399	23	5
Frais autres que d'intérêts	417	443	443	(26)	(6)
Revenu net	10	(11)	(30)	21	+100
Revenu net avant amortissement	39	20	1	19	95
Actif moyen	2 754	2 796	2 612	(42)	(2)

il a diminué de 18 millions si on exclut le gain de 41 millions généré par la vente de *Harrisdirect*, en raison de la baisse des taux de commission qui a plus que neutralisé la croissance des revenus liés aux services tarifés dans les autres activités du groupe aux États-Unis. La diminution de 26 millions de dollars des frais autres que d'intérêts est attribuable à la compression des frais liés au revenu et aux avantages découlant de la gestion constante des frais. L'exercice précédent, une somme de 10 millions de dollars avait été imputée aux frais au titre des indemnités de départ et d'autres coûts liés à l'optimisation des activités.

Le 6 octobre 2005, BMO a annoncé la conclusion de la vente de sa société de placement en direct aux États-Unis, *Harrisdirect*, à E*TRADE Financial Corporation. La contribution de *Harrisdirect* aux résultats du groupe GP pour l'exercice 2005 représentent : un revenu de 209 millions de dollars, des frais autres que d'intérêts de 200 millions, une perte nette de 4 millions et un revenu net avant amortissement de 23 millions. Ces montants comprennent le gain sur la vente, soit 41 millions de dollars et un gain après impôts de 15 millions de dollars associé à la vente. Le montant du gain tient compte du coût de 25 millions de dollars prévu pour le remboursement estimatif, par *Harrisdirect*, des frais du programme de fonds d'investissement relatifs à nos fonds Harris Insight Funds.

Groupe Services d'investissement



Yvan J.P. Bourdeau
Président et chef de l'exploitation,
BMO Nesbitt Burns

Description

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) réunit toutes les unités qui servent les clients des secteurs des grandes entreprises, des institutions et des administrations publiques. Au Canada, sous la marque BMO Nesbitt Burns, nous offrons nos services à une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs d'activité. Aux États-Unis, sous la marque Harris Nesbitt, nous servons les grandes entreprises et les clients institutionnels dans certains secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, de l'Europe et de l'Asie.

Nous offrons à nos clients des solutions financières globales clés en main, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation de sociétés ouvertes et fermées, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de gestion de trésorerie, de change et de financement du commerce international. Le groupe offre également des services-conseils de premier ordre dans les domaines des fusions, acquisitions et restructurations ainsi que des services de recherche, de vente et de négociation reconnus comme étant à l'avant-garde du secteur financier.



Vision

Être reconnu par nos clients et nos actionnaires comme la meilleure banque offrant des services d'investissement et des services aux grandes entreprises intégrés à l'échelle de l'Amérique du Nord, dans les marchés où nous avons choisi d'être présents, et comme celle qui s'astreint à la discipline la plus rigoureuse.

Stratégies

- Continuer de renforcer notre position de chef de file au Canada.
- Accélérer notre croissance aux États-Unis.
- Continuer d'améliorer la rentabilité des relations établies avec les clients.

Nos secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre à nos clients une gamme complète de produits et services financiers. Les services offerts comprennent les conseils stratégiques en matière de fusions et acquisitions et de restructuration de capital, de même que la présentation d'évaluations et d'opinions sur l'équité du prix offert. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de capitaux sous la forme de prises fermes de titres d'emprunt et de participation. Nous leur offrons également un vaste éventail de produits de crédit, de solutions clés en main et de services de gestion de trésorerie.

L'équipe **Marchés financiers** offre des solutions intégrées à une clientèle ciblée composée d'entreprises de toutes tailles et de particuliers; ses services portent sur les titres d'emprunt, les opérations de change, les taux d'intérêt, le crédit et les produits de base. Nous mettons également à la disposition de BMO Groupe financier et de ses clients des services efficaces de financement et de gestion des liquidités.

L'équipe **Titrisation et gestion des instruments de crédit** offre aux émetteurs et aux investisseurs une gamme de produits et de services utilisant le crédit comme outil de financement et de gestion de l'actif.

Forces

- Une entreprise bien établie occupant une position de chef de file dans certains secteurs et à l'égard de certains produits, et réputée pour la qualité de ses conseils.
- Des services de recherche, de vente et de négociation hors pair au Canada.
- La banque canadienne d'investissement et de services aux grandes entreprises ayant la plus forte présence dans le Midwest américain.
- Une plateforme transfrontalière et la capacité de tirer profit d'une expertise nord-américaine.

La **Division des actions** offre une gamme complète de produits boursiers canadiens à l'échelle internationale. Ces produits sont distribués par l'intermédiaire de nos services de recherche, de vente et de négociation hors pair et ils sont adaptés aux besoins des clients. Nous continuons de maintenir et de renforcer notre leadership au Canada, tout en prenant de l'expansion dans des secteurs choisis aux États-Unis.

L'équipe **Affaires internationales** offre aux entreprises nord-américaines de toutes tailles des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques, pour les appuyer dans leurs activités commerciales à l'échelle internationale. Nous offrons également une vaste gamme de services bancaires et d'autres services d'exploitation aux institutions financières internationales et nationales.

L'équipe **Opérations de banque d'affaires** mène ses activités par l'entremise de BMO Halyard Partners et de Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns. Nous localisons les sources de fonds, structurons et finançons des opérations de capital-investissement privées, principalement en Amérique du Nord.

Défis

- Le marché canadien est parvenu à maturité.
- Le marché des services d'investissement aux États-Unis est soumis à une très vive concurrence.
- Le contexte du crédit subit les pressions de la concurrence.
- Les taux d'intérêt sont en hausse et la courbe de rendement s'aplatit.

Principaux facteurs de rendement	2005	2004	2003
Classement pour la négociation de blocs d'actions, selon la valeur des actions	n° 4	n° 1	n° 1
Classement pour les services de recherche sur les actions (Brendan Wood International)	n° 1	n° 1	n° 1
Classement pour les opérations de titrisation au Canada*	n° 1	n° 1	n° 1

*Papier commercial adossé à des créances mobilières, émis par un conduit, au 30 septembre.

Objectifs et réalisations du groupe en 2005

Harmoniser plus étroitement notre prestation de service avec les besoins des clients afin de tirer profit de toutes les occasions de générer des revenus.

- Nous avons mis en œuvre un modèle de pénétration du marché qui mise à la fois sur la couverture des secteurs visés et sur la gamme de produits afin d'élargir notre clientèle aux États-Unis.

Optimiser la prise de risques afin de maximiser les rendements.

- Nous avons adopté diverses initiatives en vue d'harmoniser nos activités de gestion des risques.
- Nous avons établi des paramètres et des limites de tolérance clairs et conformes à nos stratégies de croissance.

Stimuler le développement de nouveaux produits.

- Nous avons adopté un nouveau processus d'approbation des nouveaux produits afin d'accélérer leur mise en marché.
- Nous avons formé une équipe structurée de spécialistes en instruments dérivés sur titres de participation dont le mandat vise la création

et la mise en marché de solutions et de produits dérivés sur titres de participation (comme les obligations indexées sur actions destinées aux particuliers) à l'intention des institutions, des grandes entreprises et des particuliers à valeur nette élevée à l'échelle de l'Amérique du Nord.

- Nous avons lancé le système d'exécution des opérations de change eFXpedite permettant à l'utilisateur d'effectuer des transactions par Internet et d'accéder en temps réel aux taux de change.

Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement d'au moins 150 points de base.

- Notre ratio de productivité avant amortissement a reculé de 320 points de base, le taux de croissance des revenus ayant été inférieur à l'objectif fixé. Le recul est également imputable à l'évolution de la composition des revenus et au fait que les secteurs qui ont progressé ont été ceux comportant les coûts variables les plus élevés. Le ratio du groupe SI arrive au deuxième rang au sein de notre groupe de référence du Canada pour 2005.

Autres réalisations

- Réalisation d'un revenu net record en 2005.
- Expansion et amélioration de notre expertise aux États-Unis par l'ajout de membres clés dans les secteurs des fusions et acquisitions, des instruments dérivés de produits de base, ainsi que de la vente et de la recherche de titres aux États-Unis.
- Classement de nos services de recherche au Canada en tête de liste du rapport Brendan Wood International, pour la 25^e année de suite.

- Expansion des activités de placements immobiliers et des services aux grandes entreprises au Canada, ce qui a permis d'augmenter et de renforcer notre capacité à offrir une gamme complète de produits et services aux sociétés immobilières, ouvertes et fermées, et aux fonds de pension de grande envergure détenant des portefeuilles immobiliers.
- Première et seule banque canadienne à détenir un permis d'exploitation dans la devise locale chinoise, à Guangzhou, en Chine.

Priorités de tous les jours pour 2006

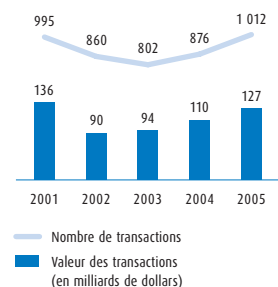
- Continuer à mettre l'accent sur des solutions intégrées à l'avantage de nos clients.
- Adapter notre offre de produits et services aux États-Unis en vue de tirer parti d'occasions de croissance élevée dans des secteurs de marché ciblés.
- Élaborer une stratégie visant à attirer davantage d'investisseurs afin d'accélérer la croissance de nos activités aux États-Unis.
- Améliorer notre ratio de productivité avant amortissement.
- Mettre en œuvre des initiatives à valeur élevée qui misent à la fois sur notre expertise et nos activités existantes et sur de nouveaux concepts d'affaires.

Contexte et perspectives

En 2005, le contexte a été inégal et marqué par les éléments suivants : forte volatilité des prix dans le secteur de l'énergie, dynamisme des marchés financiers, faiblesse du dollar américain, modeste croissance économique et remontée des taux d'intérêt à court terme, surtout aux États-Unis, ayant entraîné un aplatissement de la courbe de rendement. Cette conjoncture a favorisé une hausse des revenus de négociation, ainsi qu'une recrudescence d'activité dans le secteur des fusions et acquisitions, et une augmentation des commissions de négociation de titres. Par contre, le contexte moins favorable des taux d'intérêt a comprimé les marges dans nos activités sensibles aux taux d'intérêt et la faiblesse du dollar américain a eu un effet négatif sur les revenus. La demande de prêts aux entreprises et de prêts industriels a continué de se raffermir en 2005 tant au Canada qu'aux États-Unis. Les pressions sur les marges sont demeurées fortes en raison de la vive concurrence à laquelle le groupe doit faire face aux États-Unis.

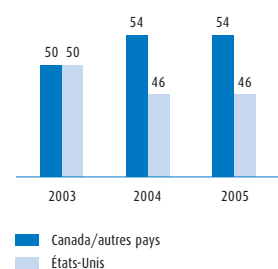
Dans une perspective d'avenir, la poursuite des consolidations de clients et les nouvelles technologies de négociation devraient continuer à exercer des pressions à la baisse sur les commissions de négociation d'actions. En raison de la remontée des taux d'intérêt à court terme et de l'aplatissement consécutif de la courbe de rendement, nous prévoyons que la situation demeure difficile dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, même si les fluctuations des taux aux États-Unis devraient être moins prononcées qu'en 2005. Les prêts devraient réamorcer une courbe ascendante après plusieurs années de déclin et ce, malgré la tarification

Marché canadien des fusions et acquisitions (pour les 12 mois terminés le 30 septembre)



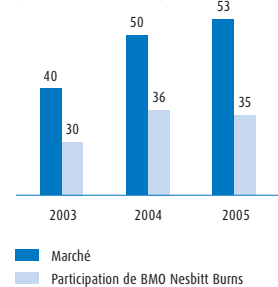
Le marché des fusions et acquisitions a continué de s'améliorer.

Revenu du groupe SI par pays (%)



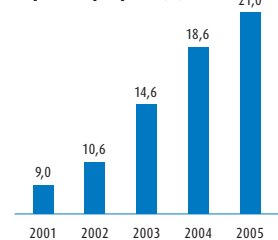
Malgré la stabilisation observée cette année, la croissance aux États-Unis demeure une priorité.

Prise ferme de titres de participation en Amérique du Nord – Émetteurs canadiens (en milliards de dollars)



Notre part du marché de la prise ferme de titres de participation demeure élevée.

Rendement des capitaux propres (%)



Le RCP s'est accru à un rythme soutenu.

concurrentielle actuelle, qui est particulièrement marquée aux États-Unis. L'augmentation des revenus liés aux services tarifés et des commissions de consultation demeure une priorité pour 2006. Cette augmentation sera toutefois tributaire du climat général des affaires, des pressions inflationnistes et de l'incidence des prix records de l'énergie.

Résultats financiers du groupe Services d'investissement

Le revenu net du groupe Services d'investissement a progressé de 20 millions de dollars, atteignant le chiffre record de 852 millions. Les résultats de 2005 et de 2004 ont subi les effets d'éléments significatifs. Les résultats de 2005 comprennent un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constaté à la restructuration des EDDV et un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents. Les résultats de 2004 comprenaient 38 millions de dollars après impôts liés à des sommes recouvrées sur un prêt précédemment radié, ainsi que des frais d'intérêts de 44 millions de dollars (29 millions après impôts) découlant du dénouement de couvertures liées à la vente de titres de placement à revenu fixe. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence de ces facteurs sur chacune des deux périodes comparées, le revenu net aurait diminué de 40 millions de dollars. En 2005, les gains nets sur titres de placement ont profité de l'incidence, au montant de 50 millions de dollars, des gains constatés par suite de la modification de la façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires, ainsi que des 25 millions de dollars représentant la part du groupe du gain sur la vente des actions ordinaires TSX; toutefois, les gains nets avaient aussi été élevés en 2004, si bien que l'augmentation n'a été que de 4 millions en 2005, pour un total de 143 millions de dollars.

Pour l'exercice 2005, le revenu s'établit à 2 741 millions de dollars, soit un recul de 27 millions ou de 1 %. L'affaiblissement du dollar américain a réduit le revenu de 110 millions de dollars ou de 4 %. L'augmentation des revenus autres que d'intérêts a été plus que neutralisée par la réduction du revenu net d'intérêts. La hausse du revenu autre que d'intérêts est due en grande partie au revenu constaté au moment de la restructuration des EDDV et à l'augmentation significative des revenus de négociation. Les revenus de négociation sur les produits de base ont connu une hausse appréciable en raison de la volatilité élevée et du dynamisme des marchés. Les revenus de négociation sur les taux d'intérêt ont enregistré une hausse marquée et les revenus de négociation sur les opérations de change ont eux aussi augmenté, mais les revenus de négociation d'actions ont baissé. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont fortement augmenté, grâce notamment à la vigueur du marché, et les revenus de commissions se sont également accrus. Les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt ont toutes deux légèrement reculé par rapport à 2004 où nous avions affiché de solides résultats à ce chapitre. Le revenu net d'intérêts a diminué en raison du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt à court terme, et en raison de l'aplatissement de la courbe de rendement, du rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises et de notre stratégie visant à réduire les éléments ne faisant pas partie de nos principaux actifs. L'augmentation des coûts de mobilisation de fonds liée à l'accroissement des activités de négociation sur les produits de base et les actions a également contribué à la baisse du revenu net d'intérêts.

Pour l'exercice 2005, la provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 98 millions de dollars, comparativement à 138 millions en 2004. La baisse s'explique par la réduction du montant des pertes prévues. Les résultats de 2004 faisaient état d'une somme de 39 millions recouvrée sur un prêt qui avait été précédemment radié. BMO impute généralement aux groupes clients les pertes prévues, comme nous l'expliquons à la page 57, cependant, la somme recouvrée en 2004 avait été créditée au groupe SI étant donné que la perte sur le prêt en 2001 n'était pas, à ce moment-là, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 72 millions de dollars, ou de 5 %, et s'établissent à 1 477 millions de dollars. La hausse est surtout imputable à l'augmentation de la rémunération liée au rendement. Les revenus liés aux services tarifés, qui proviennent en général d'activités comportant des coûts variables plus élevés, ont inscrit une forte hausse par rapport à 2004 alors que les revenus tirés des activités des secteurs sensibles aux taux d'intérêt, dont les coûts variables sont, en général, relativement moins élevés, étaient en net recul. La dépréciation du dollar américain a réduit les frais de 45 millions de dollars ou de 3 %.

Groupe Services d'investissement (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers				Variation par rapport à 2004	
	2005	2004	2003	\$	%
Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date					
Revenu net d'intérêts (bic)	965	1 260	1 344	(295)	(23)
Revenu autre que d'intérêts	1 776	1 508	1 244	268	18
Revenu total (bic)	2 741	2 768	2 588	(27)	(1)
Provision pour créances irrécouvrables	98	138	231	(40)	(29)
Frais autres que d'intérêts	1 477	1 405	1 345	72	5
Revenu avant impôts sur les bénéfices	1 166	1 225	1 012	(59)	(5)
Impôts sur les bénéfices (bic)	314	393	321	(79)	(20)
Revenu net	852	832	691	20	3
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)					
	2	1	1	1	55
Revenu net avant amortissement	854	833	692	21	2
Profit économique net	417	358	187	59	16
Rendement des capitaux propres (%)	21,0	18,6	14,6		2,4
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	21,0	18,7	14,6		2,3
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	53,9	50,8	52,0		3,1
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (%)	53,9	50,7	52,0		3,2
Marge nette d'intérêts (%)	0,59	0,89	0,93		(0,3)
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires					
	3 967	4 382	4 637	(415)	(9)
Actif moyen	163 848	141 691	144 418	22 157	16
Actif pondéré en fonction des risques	57 685	50 814	50 823	6 871	14
Solde moyen des prêts et acceptations	48 349	43 454	48 225	4 895	11
Solde moyen des dépôts	71 883	67 369	59 136	4 514	7
Actif sous administration	57 694	58 026	71 098	(332)	(1)
Actif sous gestion	21 871	18 761	20 013	3 110	17
Effectif : équivalent de durée normale	2 156	2 129	2 147	27	1
Groupe SI – États-Unis – Points saillants					
(en millions de dollars américains)					
Pour l'exercice terminé le 31 octobre					
	2005	2004	2003	\$	%
Revenu total	1 037	977	901	60	6
Frais autres que d'intérêts	519	518	444	1	-
Revenu net	284	251	190	33	13
Actif moyen	37 484	30 440	33 747	7 044	23

Le ratio de productivité du groupe a reculé de 310 points de base et s'établit à 53,9 %. L'évolution de la composition des revenus, mentionnée ci-dessus, en faveur des secteurs à coûts variables plus élevés a eu un effet négatif sur le ratio de productivité en 2005. En dépit de cette baisse, le groupe SI s'est classé au deuxième rang parmi son groupe de référence du Canada au chapitre de la productivité en 2005.

La part du revenu net provenant des États-Unis représente 41 % du revenu net du groupe SI en 2005, par rapport à 40 % en 2004. Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1 milliard de dollars américains. Dans l'ensemble, les revenus et le revenu net provenant des services bancaires aux moyennes entreprises ont baissé par rapport à 2004, en raison des marges plus faibles dans les domaines des prêts aux entreprises et des services de gestion de trésorerie. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises a continué d'augmenter, tandis que les dépôts diminuaient dans le secteur de la gestion de trésorerie. En 2005, le revenu tiré du portefeuille des moyennes entreprises a compté pour 16 % du revenu total du groupe et pour 34 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les unités des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés dans la section du Rapport de gestion portant sur ce groupe, à la page 48.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

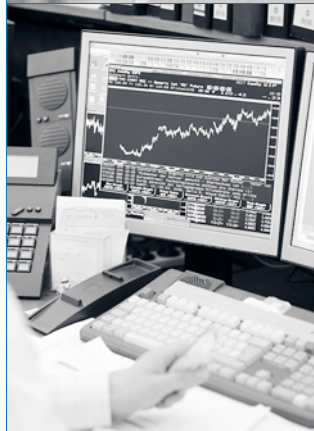
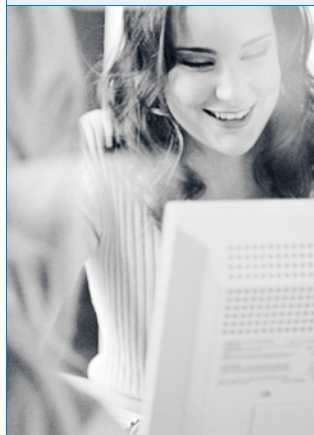


Lloyd F. Darlington

Président et chef de la direction, Technologie et solutions

Description

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion et le soutien des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'approvisionnement ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Nous fournissons un soutien en matière de gouvernance dans ces quatre domaines, axant nos efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation visant à améliorer la qualité et l'efficacité du service, pour offrir une expérience client exceptionnelle.



Technologie et solutions

Vision

Jouer un rôle déterminant pour aider BMO à devenir la société de services financiers la plus performante en Amérique du Nord.

Objectifs et réalisations du groupe en 2005

Continuer d'améliorer la qualité et l'efficacité du service, conformément aux stratégies de BMO.

- Nous avons regroupé plusieurs entités de l'organisation au sein d'un groupe unique, Opérations – Produits, afin de soutenir tous les secteurs d'activité qui traitent directement avec les clients. Les Opérations – Produits ont comme priorité d'assurer un excellent service à la clientèle. À cette fin, le groupe a mis en œuvre un programme de la qualité qui vise à améliorer le service et la productivité.
- Nous avons aidé la Harris Bank à regrouper, sous la charte unique Harris N.A., 26 chartes bancaires utilisant plus de 80 systèmes de traitement différents. L'opération a permis la mise en place d'une infrastructure technologique plus puissante qui rationalise les interactions entre les succursales et les employés, et offre aux clients un meilleur accès aux services et une plus grande souplesse dans le choix des produits.
- Nous sommes la première organisation canadienne à accéder au niveau 3 du modèle de maturité de la capacité de l'Institut de génie logiciel (SEI CMM) pour la conception de logiciels. Ce haut fait démontre notre engagement à offrir des solutions d'affaires de première qualité par les moyens les plus efficaces et les plus rentables possible.
- Nous sommes la première organisation au Canada à obtenir la certification BS7799 de la British Standards Institution pour notre conformité aux normes internationales les plus élevées en matière d'exploitation d'un système de gestion de la sécurité de l'information. Cette reconnaissance met en lumière nos pratiques exemplaires dans les domaines de la

sécurité du personnel, de la sécurité physique et environnementale, des communications, de la gestion de l'exploitation, de la continuité des opérations et de la conformité.

- Nos pratiques en matière d'approvisionnement se sont classées au premier rang, parmi notre groupe de référence du Canada, dans une évaluation comparative des meilleures stratégies d'approvisionnement menée par une agence indépendante.
- Nous avons considérablement diminué les coûts liés aux immeubles en réduisant de plus de 300 000 pieds carrés la surface de bureaux que nous utilisons, grâce, notamment, à la vente et à la cession-bail des immeubles de BMO à Chicago et à Calgary.
- Nous avons conclu une entente avec Bell Canada en vue de la mise en œuvre d'un réseau de communications utilisant le protocole Internet pour servir nos 1 100 succursales au Canada. Nous visons ainsi à améliorer l'expérience client, à créer un réseau évolutif plus fiable et à générer davantage d'économies d'échelle.
- La construction du centre informatique de Barrie continue de progresser et le centre devrait ouvrir ses portes comme prévu à l'été 2006. BMO disposera alors d'une infrastructure de traitement hautement efficace qui lui permettra d'améliorer sa capacité à faire face aux urgences et ses fonctions actuelles de traitement de données afin de soutenir les clients de BMO à l'échelle internationale.
- Nous avons conservé un niveau de disponibilité élevé et nous avons maintenu les frais d'exploitation aux niveaux de 2004 en dépit d'une hausse importante du volume de transactions.

Priorités de tous les jours pour 2006

- Tirer profit de nos succès en réalisant des initiatives technologiques et d'approvisionnement clés, ainsi que des économies sur les frais de traitement et les coûts associés aux immeubles,

et en continuant d'améliorer la qualité et l'efficacité du service, conformément aux stratégies de BMO.

Services d'entreprise

Description

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Nos résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même qu'aux activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont intégrés à ceux des Services d'entreprise aux fins de présentation de l'information. Toutefois, les coûts des services fournis par le groupe Technologie et solutions sont transférés aux trois groupes clients, et seuls des montants mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Résultats financiers

Le revenu net de l'exercice s'est chiffré à 29 millions de dollars, comparativement à 265 millions en 2004. Le recul reflète l'augmentation importante de la provision pour créances irrécouvrables ainsi que la diminution des gains nets sur titres de placement et des gains nets à la conversion des devises. Les résultats de 2005 comprennent un gain de 29 millions de dollars (19 millions après impôts) sur la vente du First Canadian Centre de Calgary.

BMO impute les provisions pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de la perte prévue qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Toutefois, en 2004, une somme de 39 millions de dollars recouvrée sur un prêt a été créditée au groupe Services d'investissement car la perte constatée en 2001 n'était pas, à ce moment-là, assujettie à notre méthode de la perte prévue.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Selon les états financiers

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	(197)	(208)	(204)	11	5
Revenu autre que d'intérêts	162	200	252	(38)	(20)
Revenu total (bic)	(35)	(8)	48	(27)	(+100)
Provision pour créances irrécouvrables	(222)	(545)	(80)	323	59
Frais autres que d'intérêts	188	171	162	17	10
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(1)	366	(34)	(367)	(+100)
Impôts sur les bénéfices (bic)	(88)	85	(91)	(173)	(+100)
Part des actionnaires sans contrôle	58	16	18	42	+100
Revenu net	29	265	39	(236)	(89)
Effectif : équivalent de durée normale	8 343	8 577	8 953	(234)	(3)

Activités aux États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	Variation par rapport à 2004	
				\$	%
Revenu total	(73)	(49)	80	(24)	(49)
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(74)	(99)	(8)	25	25
Frais autres que d'intérêts	50	46	58	4	9
Revenu net	(12)	(3)	27	(9)	(+100)
Actif moyen	4 800	5 458	5 856	(658)	(12)

Analyse de la situation financière

Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Actif					
Encaisse	20 721	18 045	19 860	19 305	17 656
Valeurs mobilières	57 256	50 472	54 790	43 715	37 676
Solde net des prêts et acceptations	174 337	156 248	146 156	149 596	144 765
Autres actifs	45 218	40 429	35 688	40 248	39 312
	297 532	265 194	256 494	252 864	239 409
Passif et capitaux propres					
Dépôts	193 793	175 190	171 551	161 838	154 290
Autres passifs	85 804	73 270	68 455	74 188	68 613
Dette subordonnée	2 469	2 395	2 856	3 794	4 674
Actions privilégiées	450	450	850	850	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres	13 866	12 739	11 632	11 044	9 842
	297 532	265 194	256 494	252 864	239 409

L'actif total a augmenté de 32,3 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 297,5 milliards au 31 octobre 2005. Les valeurs mobilières ont augmenté de 6,8 milliards de dollars, le solde net des prêts et acceptations, de 18,1 milliards, les autres actifs, de 4,8 milliards et l'encaisse, de 2,7 milliards.

Le total du passif et des capitaux propres s'est accru de 32,3 milliards de dollars, ou de 12 %. Les dépôts ont augmenté de 18,6 milliards de dollars, les autres passifs, de 12,5 milliards et les capitaux propres, de 1,1 milliard.

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Titres de placement	12 936	15 017	19 660	21 271	21 470
Titres de négociation	44 309	35 444	35 119	22 427	16 200
Substituts de prêts	11	11	11	17	6
	57 256	50 472	54 790	43 715	37 676

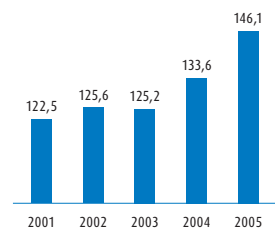
La valeur des titres de placement a diminué de 2,1 milliards de dollars, pour s'établir à 12,9 milliards, du fait que les titres émis par les administrations publiques des États-Unis sont arrivés à échéance et n'ont pas été remplacés dans le contexte de la hausse des taux d'intérêt. La valeur des titres de négociation a augmenté de 8,9 milliards de dollars, et s'établit à 44,3 milliards, en raison de l'augmentation des titres de créance de grandes entreprises liée à la croissance de nos activités dans le domaine des instruments dérivés de crédit ainsi que de l'augmentation de notre portefeuille de papier commercial émis par le gouvernement du Canada. La note 3 afférente aux états financiers, à la page 97, présente plus de renseignements sur les valeurs mobilières.

Solde net des prêts et acceptations (en millions de dollars)

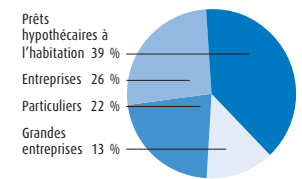
Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Prêts hypothécaires à l'habitation	60 871	56 444	52 095	47 569	41 941
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	27 929	24 887	22 103	21 168	19 107
Cartes de crédit	4 648	3 702	2 967	2 280	1 527
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 803	44 559	44 167	49 670	53 944
Acceptations	5 934	5 355	5 611	6 901	7 936
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	28 280	22 609	20 998	23 957	22 259
Solde brut des prêts et acceptations	175 465	157 556	147 941	151 545	146 714
Réserve pour créances irrécouvrables	(1 128)	(1 308)	(1 785)	(1 949)	(1 949)
Solde net des prêts et acceptations	174 337	156 248	146 156	149 596	144 765

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 18,1 milliards de dollars et s'établit à 174,3 milliards. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont pour leur part augmenté de 4,4 milliards, ce qui traduit la forte demande dans un contexte de faibles taux d'intérêt. Les prêts sur cartes de crédit, les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers ont augmenté de 4,0 milliards de dollars dans l'ensemble, ce qui témoigne de la vigueur des marchés du crédit aux particuliers. Le portefeuille des prêts à la consommation reste bien diversifié. La proportion de prêts consentis sur le territoire américain a légèrement augmenté par rapport à 2004, par suite de la forte croissance interne des prêts au sein du groupe PE région de Chicago et de l'acquisition de la Mercantile Bancorp. Au Canada, les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit ont également connu une hausse marquée en 2005. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes a augmenté de 3,8 milliards de dollars, en raison du raffermissement de la demande. Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, ont augmenté de 5,7 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique par la hausse des taux d'intérêt et par la courbe de rendement plus accentuée de ces instruments qui constituent des prêts à très court terme et sont gérés au moyen d'un rapprochement avec des titres vendus à découvert et des titres mis en pension, prêtés ou vendus, qui sont également à court terme.

Le tableau 14 à la page 86 présente un sommaire comparatif des prêts par territoire et par produit. Le tableau 16 à la page 87 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est traitée aux pages 40 et 69 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 7 afférentes aux états financiers, commençant à la page 100.

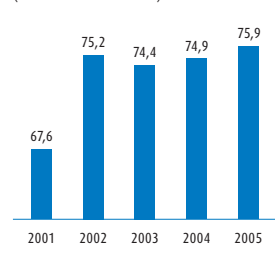
Solde net des prêts – abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés (en milliards de dollars)

Les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts aux particuliers ont enregistré une forte croissance.

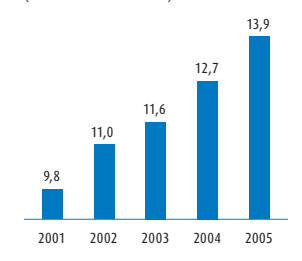
Diversification du portefeuille – Solde brut des prêts et acceptations*

*Abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés

Le portefeuille demeure bien diversifié, et la proportion de prêts aux grandes entreprises dans le portefeuille a diminué.

Dépôts des particuliers (en milliards de dollars)

Les dépôts des particuliers demeurent stables, malgré le taux de change inférieur entre les dollars canadien et américain.

Capitaux propres (en milliards de dollars)

Les capitaux propres ont augmenté de manière constante depuis 2001 grâce à la part du revenu net conservé pour soutenir nos activités.

Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 4,8 milliards de dollars pour atteindre 45,2 milliards, principalement en raison de l'appréciation des instruments financiers dérivés sur produits de base. La hausse des prix de l'énergie a entraîné une appréciation de la valeur des contrats, et la volatilité accrue a favorisé un regain d'activité de la part des clients.

Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Banques	25 473	20 654	24 755	15 273	20 539
Entreprises et administrations publiques	92 437	79 614	72 405	71 411	66 132
Particuliers	75 883	74 922	74 391	75 154	67 619
	193 793	175 190	171 551	161 838	154 290

Les dépôts ont augmenté de 18,6 milliards de dollars pour s'établir à 193,8 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 48 % du total des dépôts, se sont accrus de 12,8 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 39 % du total des dépôts, se sont accrus de 1,0 milliard. L'augmentation des dépôts a servi à financer la croissance des prêts et des valeurs mobilières. Les dépôts des banques, qui représentent 13 % du total des dépôts, ont augmenté de 4,8 milliards de dollars, ce qui reflète la croissance des dépôts à d'autres banques en raison du volume des transactions. La croissance des dépôts a connu une diminution de 2,8 milliards de dollars en raison de l'affaiblissement du dollar américain et d'autres devises.

De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent dans la note 15 afférente aux états financiers, à la page 114, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 72.

Autres passifs

Les autres passifs ont augmenté de 12,5 milliards de dollars pour se fixer à 85,8 milliards. Les passifs liés aux instruments dérivés ont augmenté de 4,9 milliards de dollars. Les facteurs qui expliquent cette hausse sont les mêmes que pour les actifs liés aux instruments dérivés. Les titres mis en pension, prêtés ou vendus, ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, tandis que les titres vendus à découvert enregistraient une hausse de 5,7 milliards. De plus amples renseignements sur la ventilation des autres passifs se trouvent dans la note 16 afférente aux états financiers, à la page 114.

Dette subordonnée

La dette subordonnée a augmenté de 0,1 milliard de dollars pour s'établir à 2,5 milliards. En 2005, trois séries de titres ont été rachetées

ou sont arrivées à échéance et nous avons effectué deux nouvelles émissions. De plus amples renseignements sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers, à la page 115.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 1,1 milliard de dollars pour s'établir à 13,9 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à la hausse des bénéfices non répartis.

L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres de BMO, à la page 94, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 20 afférente aux états financiers, à la page 118, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Nos pratiques et stratégies de gestion globale du capital sont présentées en détail ci-dessous.

Gestion globale du capital

Stratégie et approche

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau optimal de capital, grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios réglementaires cibles, appuie nos évaluations internes du capital nécessaire, se traduit par la cote de crédit cible, permet de financer les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires. Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible. Toutes ces mesures sont approuvées par le Conseil d'administration dans le cadre de la réévaluation annuelle de notre politique de gestion du capital et de la planification du capital.

À l'échelle de l'organisation, les montants de capital cibles sont déterminés en fonction de notre degré de tolérance au risque, dans les limites des exigences réglementaires et juridiques. À l'échelle des secteurs d'activité, les mesures des résultats sont comparées au capital qui leur est attribué et qui est principalement fondé sur l'évaluation et la mesure du capital à risque requis des secteurs, comme il est indiqué à la page 68, et aux besoins en capital réglementaire. En affectant le capital aux unités d'exploitation et en mesurant leur rendement relativement au capital nécessaire compte tenu des risques inhérents à leurs activités, nous augmentons autant que possible nos rendements rajustés en fonction des risques. Nous nous assurons également de conserver un capital suffisant pour protéger les parties intéressées contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en bénéficiant de la souplesse nécessaire pour affecter les ressources à des activités à rendement élevé ou de croissance stratégique de nos groupes d'exploitation afin d'atteindre ou de dépasser les cibles établies pour l'organisation.

Habituellement, BMO génère un revenu net suffisant pour répondre à ses nouveaux besoins en capital. C'est pourquoi le principal défi de la direction consiste à bâtir la structure de capital la plus rentable possible, plutôt qu'à procurer les fonds nécessaires au financement de ses initiatives d'expansion.

De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants. La politique de BMO consiste à avoir un ratio de distribution de dividendes de 35 % à 45 % du revenu net afférent aux actions ordinaires, avec le temps.

Le **ratio du capital de première catégorie** est notre principale mesure de la suffisance du capital. Il est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Évaluation des résultats

Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 10,25 %, par rapport à 9,81 % à l'exercice précédent. Le capital de première catégorie, qui représente les formes de capital les plus permanentes, a augmenté de 2,0 milliards de dollars au cours de l'exercice et s'est établi à 15,5 milliards, comme l'illustre le tableau à la page 60. Cette augmentation est principalement attribuable au revenu net, à l'émission de titres de la Fiducie de capital BMO, série E (BOaTS), et à un montant moins élevé à déduire au titre des écarts d'acquisition comme suite à la vente de *Harrisdirect*. À la fin de l'exercice, notre capital de première catégorie excédait de 3,4 milliards de dollars notre cible minimale pour le ratio du capital de première catégorie, soit 8,0 %, une augmentation de 0,9 milliard de dollars par rapport à l'an dernier. Les tableaux 23 et 24, à la page 90, présentent les éléments de capital réglementaire et les mesures que nous utilisons.

Notre ratio du capital total, que l'on obtient en divisant le capital réglementaire total par l'actif pondéré en fonction des risques, s'est établi à 11,76 %, alors qu'il était de 11,31 % un an plus tôt. Cette augmentation est attribuable au revenu net, aux émissions de titres de la Fiducie de capital BMO, série E (BOaTS), et de titres inclus dans la dette subordonnée ainsi qu'à un montant moins élevé à déduire au titre des écarts d'acquisition comme suite à la vente de *Harrisdirect*; elle a toutefois été contrebalancée en partie par les rachats relatifs à la dette subordonnée effectués au cours de l'exercice. Tant notre ratio du capital de première catégorie que notre ratio du capital total demeurent nettement supérieurs aux ratios réglementaires minimaux établis respectivement à 7 % et à 10 %.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 13,5 milliards de dollars au cours de l'exercice, et s'est établi à 151 milliards, principalement en raison de la forte croissance enregistrée au chapitre des prêts et des prêts hypothécaires aux particuliers et aux entreprises du groupe Particuliers et entreprises, tant au Canada qu'aux États-Unis, mais également en raison de l'incidence de l'acquisition de *Mercantile Bancorp, Inc.*, ainsi que de la croissance des prêts et des engagements du groupe Services d'investissement. En 2006, nous prévoyons continuer à exercer un contrôle serré de la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques et procéder à une distribution du capital en faveur des secteurs bénéficiant d'un avantage stratégique.

Le ratio de l'actif au capital est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital réglementaire total. Le ratio de l'actif au capital de BMO s'est amélioré, passant de 17,0 en 2004 à 16,4, principalement en raison de la croissance du capital. Le ratio demeure bien inférieur au maximum de 23,0 autorisé par l'organisme qui réglemente nos activités.

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons commencé à consolider certaines EDDV par suite de l'adoption de nouvelles règles comptables de l'ICCA. Le 29 avril 2005, nous terminons la restructuration des EDDV, ce qui s'est traduit par l'exclusion du bilan de BMO, à cette date, des actifs et passifs des EDDV d'une valeur approximative de 21 milliards de dollars. Cette consolidation n'a eu aucune incidence sur notre ratio du capital de première catégorie ni sur notre ratio du capital total étant donné que le BSIF avait permis d'exclure les actifs des EDDV de la détermination de ces ratios du capital, à titre de mesure temporaire. La consolidation a contribué à l'augmentation de notre ratio de l'actif au capital au premier trimestre de l'exercice.

Dans le cadre de nos efforts visant à maintenir une structure du capital appropriée, nous avons émis des titres de la Fiducie de capital, série E (BOaTS) d'une valeur de 450 millions de dollars et des billets à moyen terme de série C, tranches 1 et 2, d'une valeur totale de 1 milliard de dollars. Nous avons racheté nos billets à moyen terme de série B d'une valeur de 300 millions de dollars ainsi que nos débentures de série 18 d'une valeur de 250 millions de dollars, et nos billets à 6,10 % d'une valeur de 300 millions de dollars américains sont arrivés à échéance au cours de l'exercice.

Le dividende déclaré par action ordinaire s'est établi à 1,85 \$ en 2005, en hausse par rapport à 1,59 \$ en 2004. Ce dividende représente un ratio de distribution de 39 %, qui correspond à la valeur moyenne de la fourchette de notre objectif à long terme, soit atteindre un ratio entre 35 % et 45 %. BMO a haussé son dividende trimestriel à deux reprises au cours de l'exercice. Le dividende du quatrième trimestre a atteint 0,49 \$ par action, en hausse de 11,4 % par rapport à 0,44 \$ au quatrième trimestre de 2004. À la fin de l'exercice, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 3,39 % selon le cours de clôture.

Le 1^{er} septembre 2005, BMO a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, commençant le 7 septembre 2005 et se terminant le 5 septembre 2006, en vertu de laquelle BMO peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires. En vertu de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités d'une durée de 12 mois et arrivée à échéance le 6 août 2005, 7 520 900 actions avaient été rachetées, au prix total de 417,5 millions de dollars. En 2005, BMO a racheté au total 6 958 000 actions ordinaires dans le cadre de ses programmes de rachat d'actions ordinaires, au prix de 390 millions de dollars. Ces rachats compensent l'émission de 6 280 000 actions au cours de 2005 découlant de l'exercice d'options d'achat d'actions, d'actions échangeables et du Régime de réinvestissement des dividendes.

La cote de crédit de BMO, mesurée par les cotes de crédit attribuées par Standard & Poor's (S&P) aux créances prioritaires, est demeurée la même, soit AA-. Cette cote, que nous partageons avec deux autres banques, est la plus élevée des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. La cote attribuée par Moody's sur les créances prioritaires est demeurée la même, soit Aa3. Une seule des six grandes banques canadiennes nous dépasse, légèrement, à ce chapitre. Les deux agences ont maintenu leur perception de cotes stables au cours de l'exercice. Ces cotes sont réservées aux entreprises de premier ordre.

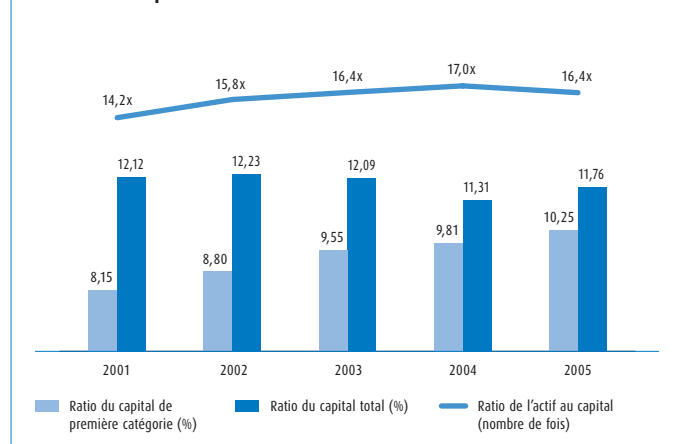
Comme il est décrit à la page 68, dans la section Gestion globale des risques du Rapport de gestion, le cadre du Nouvel accord de Bâle a été achevé. Parallèlement au processus d'élaboration des modèles et des systèmes de gestion des risques pour calculer le capital réglementaire, nous passerons en revue notre processus d'évaluation de la suffisance du capital relativement à notre profil de risque. Cette évaluation sera assujettie à l'examen du BSIF, l'organisme qui réglemente nos activités.

Capital de première catégorie (en millions de dollars)

	2005	2004
Au début de l'exercice	13 471	12 337
Revenu net	2 400	2 306
Dividendes	(955)	(828)
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	416	(173)
Émission d'actions ordinaires	219	242
Rachat d'actions ordinaires	(390)	(333)
Autres émissions, déduction faite des rachats	447	195
Conversion et autres activités	(154)	(275)
À la fin de l'exercice	15 454	13 471

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2005	2004
Au début de l'exercice	137 323	129 163
Augmentations (diminutions)		
Groupe Particuliers et entreprises	8 170	5 832
Groupe Gestion privée	(1 192)	(173)
Groupe Services d'investissement	6 871	(9)
Services d'entreprise	(353)	2 510
À la fin de l'exercice	150 819	137 323

Mesures du capital**Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires**

Au 29 novembre 2005	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividendes déclarés par action		
		2005	2004	2003
Actions ordinaires	500 119 000	1,85 \$	1,59 \$	1,34 \$
Actions privilégiées de catégorie B				
Série 5	200 000 000 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :				
Actions privilégiées de catégorie B 1)				
Série 4	200 000 000 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 6	250 000 000 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	300 000 000 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US
Options d'achat d'actions				
– droits acquis	21 365 000			
– droits non acquis	5 289 000			

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires dans les années à venir sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant 4 jours avant la date de l'échange.

La note 20 afférente aux états financiers, à la page 118, traite en détail du capital-actions.

Éléments hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO contracte un certain nombre d'engagements hors bilan. Les explications qui suivent portent sur les principaux types d'éléments hors bilan.

Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer le paiement requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous effectuons également des prêts de titres, c'est-à-dire que nous prêtons à un tiers nos titres ou des titres appartenant à un client. Dans ces cas, notre risque de crédit est lié à la possibilité que le tiers ne restitue pas les titres comme il a été convenu. Nous accordons également du crédit documentaire, qui représente notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les éléments hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces engagements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y ait aucune concentration indue dans une région ou une industrie données.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments s'élevait à environ 110 milliards de dollars au 31 octobre 2005 (100 milliards au 31 octobre 2004). Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments, car il ne tient pas compte des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Par ailleurs, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102.

Instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, cet échange étant déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats.

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables. Nous pouvons aussi effectuer, pour le compte de la Banque, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour permettre à la Banque de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché. Nous utilisons également des instruments dérivés pour couvrir nos propres positions.

Nous concluons des instruments dérivés avec diverses contreparties. La note 9 afférente à nos états financiers, à la page 111, précise la classification de nos contreparties, par secteur d'activité et par type d'instrument dérivé. Les régions dans lesquelles nos contreparties exercent leurs activités sont présentées de façon détaillée dans les états financiers, à la page 110.

Le montant que nous sommes tenus de payer, le cas échéant, à l'égard d'un instrument dérivé est fonction de la nature de cet instrument. Par exemple, si nous concluons un swap de taux d'intérêt dans le cadre duquel nous sommes tenus de payer un taux d'intérêt fixe et que la contrepartie est tenue de payer un taux d'intérêt variable, le montant que nous devrions verser serait fonction de la différence entre

le taux fixe et le taux variable. Si le taux variable est supérieur au taux fixe, la contrepartie serait tenue de nous verser la différence entre le taux variable et le taux fixe, appliquée au montant notionnel du swap. Par contre, si le taux fixe excède le taux variable, nous devrions alors payer la différence à la contrepartie.

Dans la plupart des cas, nous servons d'intermédiaire. Par conséquent, pour chaque passif dérivé, nous détenons habituellement un actif dérivé compensatoire. Ainsi, la valeur de notre actif dérivé net, comme celle des instruments connexes liés aux marchés financiers, n'est jamais très élevée.

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont entièrement constatés à notre bilan consolidé à leur juste valeur. Ces instruments représentent plus de 97 % de la valeur nominale du total de nos instruments dérivés.

Seuls nos instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt constituent des éléments hors bilan étant donné qu'ils ne sont pas constatés à la juste valeur à notre bilan consolidé. Nous suivons la méthode de la comptabilité d'exercice pour ces instruments dérivés puisqu'ils sont censés être très efficaces pour couvrir certains risques associés aux instruments financiers inscrits au bilan ou aux flux de trésorerie futurs. Toute inefficacité de nos instruments dérivés de couverture est constatée dans le revenu sur la durée du contrat connexe. La juste valeur de nos instruments dérivés de couverture correspondait à un actif de 316 millions de dollars et à un passif de 160 millions au 31 octobre 2005 (par rapport à 867 millions de dollars et à 462 millions au 31 octobre 2004).

Dans l'éventualité où nous devrions résilier l'un ou l'autre de nos contrats d'instruments dérivés liés à des activités de couverture ou de négociation, nous serions tenus de régler avec la contrepartie à la juste valeur du moment de l'instrument dérivé.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-cédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à des liquidités sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats de ces actifs. Les clients continuent à gérer les actifs cédés; s'il y a des pertes sur les actifs, les clients sont les premiers à assumer ces pertes. Nous percevons des frais d'expertise en structuration d'opérations de titrisation ainsi que des frais au titre de nos services de liquidité, de distribution et d'administration pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation. Pour les exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004, ces frais ont totalisé environ 84 millions de dollars et 96 millions respectivement.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent le papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice sauf si BMO a fourni un soutien au crédit pour les investisseurs ou conclu une transaction sur instruments dérivés avec l'EDDV. Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 28 125 millions de dollars au 31 octobre 2005, dont une part de 567 millions seulement se rapportait au soutien au crédit (par rapport à 27 019 millions de dollars et à 400 millions, respectivement, au 31 octobre 2004). À la fin de l'exercice, aucune somme n'avait été utilisée dans le cadre de ces facilités.

BMO conclut à l'occasion des instruments dérivés avec ces entités afin de permettre à ces dernières de gérer les risques liés aux fluctuations de taux d'intérêt et de taux de change. La juste valeur de ces instruments dérivés au 31 octobre 2005 est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif de 6 millions de dollars (par rapport à 52 millions au 31 octobre 2004).

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation des clients, nous serions obligés de détenir tout instrument dérivé jusqu'à son échéance. Nous ne percevons plus de frais d'expertise en structuration et pourrions ne plus percevoir de frais au titre de nos services de liquidité, de distribution et d'administration.

Participations dans des entités de titrisation de la Banque

Nous vendons périodiquement des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires, à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Le gain sur la vente aux entités de titrisation ainsi que d'autres revenus perçus à titre de frais de gestion des prêts cédés sont portés au revenu. L'effet des activités de titrisation sur nos revenus et nos frais est décrit à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

BMO détient des participations dans ces entités hors bilan, parce que nous avons parfois l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans des entités, qui y trouvent un crédit de soutien. Les participations retenues comptabilisées à titre d'actifs à notre bilan consolidé au 31 octobre 2005 et 2004 s'élevaient à 39 millions de dollars. Dans l'éventualité où les actifs détenus par ces entités feraient l'objet de manquements, les participations retenues pourraient ne pas être recouvrables et seraient dévaluées. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons déprécié des participations retenues dans des entités de titrisation à hauteur de 3 millions de dollars (par rapport à 19 millions en 2004).

En plus des participations retenues au 31 octobre 2005 et au 31 octobre 2004, BMO a comptabilisé dans son bilan consolidé des prix d'achat différés de 216 millions de dollars et de 143 millions, respectivement, liés à des opérations de titrisation. Ce prix constitue le montant du gain sur les ventes aux entités de titrisation qui n'a pas été reçu en espèces. L'incidence des opérations de titrisation sur le bilan consolidé est décrite à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 104.

Nous offrons d'autres services de liquidité à nos entités de titrisation sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires visant jusqu'à 100 % de la valeur des actifs transférés. Le montant contractuel de ces lettres de crédit de soutien et de ces cautionnements bancaires accordés à des EDDV au 31 octobre 2005 et 2004 s'élevait respectivement à 5 000 millions de dollars et à 3 750 millions. Ce montant est inclus dans les autres instruments de crédit présentés

à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation de la Banque, nous serions tenus de régler les instruments dérivés connexes à leur juste valeur. Tout prix d'achat différé comptabilisé dans le bilan continuerait d'être perçu auprès de la fiducie comme convenu; toutefois, les ventes de prêts à la fiducie cesseraient.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des occasions de placement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. En 2005 et en 2004, nous avons perçu des frais de 31 millions de dollars pour la gestion de ces portefeuilles.

Nous détenons une participation dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre. Notre risque de perte est lié à nos investissements visant à commanditer ces entités ainsi qu'aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités. Notre investissement dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre s'élevait à 146 millions de dollars au 31 octobre 2005 (par rapport à 128 millions au 31 octobre 2004) et est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités au 31 octobre 2005 est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 24 millions de dollars (par rapport à un actif dérivé de 37 millions au 31 octobre 2004). Afin de nous assurer que ces entités reçoivent une cote de catégorie investissement, nous leur offrons des services de liquidité sous forme de lettres de crédit de soutien ou de crédits fermes. Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des crédits fermes s'élevait à 189 millions de dollars au 31 octobre 2005 et à 200 millions au 31 octobre 2004. Ce montant est inclus dans les autres instruments de crédit présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102. À la fin de l'exercice, aucun montant n'avait été utilisé.

Dans l'éventualité où nous déciderions de mettre fin à notre relation avec une entité, les instruments dérivés seraient réglés à leur juste valeur et nous ne percevrions plus de frais administratifs auprès de ces entités. En outre, nous vendrions notre investissement dans les entités de gestion de placements structurés de premier ordre à sa juste valeur, laquelle pourrait être différente de sa valeur comptable.

Instruments financiers

BMO étant une institution financière, son bilan est composé en majeure partie d'instruments financiers, et son revenu net découle principalement des gains, des pertes et des revenus et frais liés aux instruments financiers. Il s'ensuit que notre Rapport de gestion traite principalement de la façon dont nous utilisons les instruments financiers pour gagner un revenu et gérer les risques.

Le fait d'utiliser des instruments financiers nous expose à un risque de crédit et de contrepartie ainsi qu'à divers risques de marché, notamment le risque de variation de cours des actions, le risque de taux

d'intérêt et le risque de change. Une explication de la façon dont nous gérons les risques, ainsi que de la sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt est présentée à la section Gestion globale des risques, aux pages 67 à 74 du présent Rapport de gestion.

De plus amples renseignements sur la façon dont nous déterminons la juste valeur des instruments financiers figurent sous la rubrique Instruments financiers évalués à leur juste valeur, à la section suivante du Rapport de gestion intitulée Estimations comptables critiques.

Estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2005 de BMO présentent un résumé de nos principales estimations comptables. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement. La direction a établi des normes et des méthodes de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur des jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations servant à déterminer la valeur des actifs et des passifs de BMO sont appropriées.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables rajuste la valeur des actifs liés aux créances pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la réserve pour créances irrécouvrables.

Une de nos principales mesures de rendement est la provision pour créances irrécouvrables exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés). Au cours des 10 derniers exercices, ce ratio a varié entre 0,66 % (son plus haut niveau, atteint en 2001) et 0,07 % (son plus bas niveau, atteint en 2004). Il varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquions ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations (y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés) en 2005, notre provision pour créances irrécouvrables s'établirait entre une provision de 1 119 millions de dollars et un recouvrement net de 119 millions de dollars. Pour l'exercice 2005, notre provision pour créances irrécouvrables s'élève à 179 millions de dollars.

On trouvera d'autres renseignements sur la méthode utilisée pour établir la réserve pour créances irrécouvrables à la section portant sur le risque de crédit, à la page 69, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 100.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres de négociation ainsi que les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions actuellement recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes.

La mesure dans laquelle nous utilisons le cours du marché et les modèles internes pour évaluer les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 octobre 2005 est la suivante :

	Titres de négociation	Instruments financiers dérivés	
		Actif	Passif
Évaluation selon le cours du marché	99 %	11 %	13 %
Évaluation selon les modèles internes*	1	89	87
Total	100 %	100 %	100 %

*Presque tous les modèles sont basés sur des données du marché observables.

Les justes valeurs de la plupart des titres de négociation et des instruments dérivés négociés en bourse sont déterminées à partir des cours du marché. La plupart des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote sont évalués à l'aide de modèles qui utilisent des données du marché observables. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée à l'aide de courbes de rendement basées sur des taux d'intérêt du marché observables.

Les modèles d'évaluation reposent sur des hypothèses et des données du marché générales et ne reflètent donc pas les risques spécifiques et les autres facteurs susceptibles d'influer sur la juste valeur d'un instrument en particulier. Aussi effectuons-nous certains rajustements lorsque nous utilisons des modèles internes pour établir les justes valeurs. Ces rajustements à la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité, de considérations relatives à l'évaluation, des frais d'administration et des frais de clôture. Par exemple, le rajustement lié au risque de crédit introduit le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les écarts de taux.

Un groupe indépendant des secteurs d'activité liés à la négociation, le Contrôle de l'évaluation des produits, vérifie les justes valeurs auxquelles les instruments ont été comptabilisés. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, le groupe de contrôle repère les situations où les estimations doivent être rajustées pour obtenir la juste valeur.

Les méthodes utilisées pour calculer ces rajustements sont révisées au moins une fois par année pour s'assurer qu'elles demeurent appropriées. Il est rare que nous fassions des changements importants aux méthodes d'évaluation et nous le faisons seulement lorsque nous considérons qu'un changement permettra de mieux estimer la juste valeur.

Rajustements d'évaluation

Au 31 octobre (en millions de dollars)	2005	2004
Risque de crédit	63	39
Risque de liquidité	19	11
Frais d'administration	17	17
Autres	5	10
	104	77

Il n'y a pas eu de changement important dans les méthodes de calcul des rajustements à la juste valeur en 2005 et 2004. L'augmentation du rajustement lié au risque de crédit est due à la hausse de 26 % de la juste valeur des actifs dérivés par rapport à 2004, de même qu'à l'augmentation des écarts de taux. L'augmentation du rajustement lié au risque de liquidité est due principalement à certains instruments à échéance exceptionnellement éloignée.

On trouvera d'autres renseignements sur nos méthodes d'établissement de la juste valeur aux notes 3, 9 et 29 afférentes aux états financiers, présentées aux pages 97, 106 et 130, respectivement.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur prêts prévues, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de

la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, les gains tirés des opérations de titrisation comptabilisés dans le revenu auraient également été différents. Le taux utilisé pour actualiser les flux de trésorerie prévus est l'estimation qui influe le plus sur le gain tiré d'une opération de titrisation. Une baisse de 10 % des taux d'intérêt aurait entraîné une diminution de moins de 14 millions de dollars du prix d'achat différé comptabilisé dans notre bilan consolidé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 7 afférente aux états financiers, à la page 103.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaires calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs de BMO en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. Le taux de rendement prévu sur l'actif des régimes est l'estimation de la direction qui influe le plus sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu de l'actif des régimes est déterminé en utilisant la répartition visée pour l'actif des régimes et le taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actif. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée afin d'estimer les rendements prévus des titres de participation. Les rendements prévus des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques de ces catégories, relativement aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. Toutes les autres hypothèses étant constantes, une baisse de 1 point de pourcentage du taux de rendement prévu de l'actif des régimes occasionnerait, pour 2005, une hausse de la charge de retraite d'environ 33 millions de dollars. L'incidence des fluctuations des taux de rendement prévus sur l'actif des régimes n'est pas significative dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur de l'actif de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens, qui représentent 80 % des obligations de BMO relatives aux prestations de retraite, nous déterminons un taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en utilisant les taux du marché applicables aux titres de créance de premier ordre dont les flux de trésorerie correspondent aux dates et aux montants des versements de prestations prévus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris les analyses de sensibilité relatives aux hypothèses clés, à la note 22 afférente aux états financiers, à la page 121.

Moins-value durable

Les titres de placement qui sont comptabilisés au prix coûtant, au coût non amorti ou à la valeur de consolidation sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à la valeur comptable. Le cas échéant, la direction doit déterminer si la moins-value est durable. Pour ce faire, elle tient compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une dévaluation et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons pas de dévaluation des titres de créance pour perte de valeur lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à son échéance. La plupart des titres de placement de BMO sont soit émis, soit garantis, par des administrations publiques canadiennes ou américaines. À la fin de l'exercice 2005, pour ce qui est des titres

d'administrations publiques dont la valeur comptable était supérieure à leur juste valeur, le total des pertes non matérialisées s'élevait à 37 millions de dollars, dont 7 millions se rapportaient à des titres dont la valeur comptable dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Dans la plupart des cas, ces pertes non matérialisées résultent des hausses de taux d'intérêt et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

Nous avons aussi des placements dans des titres de créance, des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Dans le cas des titres activement transigés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Pour les titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, dans le cas des titres de créance, et l'utilisation de multiples du revenu ou la comparaison avec d'autres titres ayant des caractéristiques semblables, dans le cas des titres de participation. À la fin de l'exercice 2005, pour ce qui est des titres de créance ou de participation de sociétés, des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont le montant comptabilisé dépassait la juste valeur et qui n'avaient pas fait l'objet d'une dévaluation pour perte de valeur, le total des pertes non matérialisées s'élevait à 18 millions de dollars, dont 1 million se rapportait à des titres dont la valeur comptable dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres de placement à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 97.

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit lorsque nos clients acquièrent le droit d'échanger leurs récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les fluctuations des taux réels d'échange des récompenses peuvent entraîner des écarts entre les évaluations futures du passif et l'évaluation actuelle, ce qui entraînerait une augmentation ou une diminution du passif. Les fluctuations des taux d'échange des récompenses peuvent résulter de facteurs comme des changements dans les comportements des clients, dans les types de récompenses offertes et dans les conditions économiques générales. Une augmentation de notre estimation du taux d'échange futur de 5 points de pourcentage diminuerait les frais de services de cartes d'environ 10 millions de dollars sur un an.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de notre programme de fidélisation de la clientèle à la note 16 afférente aux états financiers, à la page 115.

Impôts sur les bénéfices

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéfices est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à notre état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres. Pour déterminer la provision pour impôts sur les bénéfices, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéfices pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéfices à la note 23 afférente aux états financiers, à la page 124.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de

secteurs d'activité faisant état d'un écart d'acquisition, afin de s'assurer que la juste valeur du groupe demeure supérieure à sa valeur comptable. Si la valeur comptable du groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés, les ratios cours-résultat et d'autres multiples. Dans cette tâche, la direction doit faire preuve de jugement et utiliser des hypothèses. Des hypothèses et des choix différents pourraient influencer sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que sur les dévaluations

éventuelles découlant d'une perte de valeur. Au 31 octobre 2005, la juste valeur estimative de chacun de nos groupes de secteurs d'activité était supérieure à la valeur comptable; ainsi, la juste valeur estimative d'un groupe de secteurs devrait diminuer de plus de 20 % pour qu'un test de dépréciation détaillé soit effectué.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition de BMO à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 113.

Modifications des conventions comptables en 2005

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital investi est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul énoncée par les organismes de normalisation.

Conformément à ces nouvelles règles, nous avons procédé, du 1^{er} novembre 2004 au 29 avril 2005, à la consolidation de nos entités de titrisation des clients. Ces EDDV ont été établies pour aider nos clients à titriser leur actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Au 29 avril 2005, nous avons restructuré notre participation dans les EDDV et nous n'étions plus tenus de les consolider. La consolidation de ces EDDV a eu comme incidence d'accroître notre revenu net de 37 millions de dollars, ce qui représente la contrepassation des pertes non amorties découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les instruments dérivés de couverture détenus par les EDDV. On trouvera de plus amples renseignements sur ces EDDV à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 105.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif les actions privilégiées et les titres d'une fiducie de capital qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires au gré du détenteur. En vertu de ces

nouvelles règles, nous avons reclassé les titres de notre fiducie de capital, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, dans la dette inscrite à notre bilan consolidé. Le rendement versé sur ces titres à leurs détenteurs est comptabilisé dans notre état consolidé des résultats au titre des frais d'intérêts plutôt que dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Conformément aux nouvelles règles, nous avons aussi reclassé dans la dette nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars. Par conséquent, les dividendes afférents à ces actions sont comptabilisés dans les frais d'intérêts. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte du nouveau classement. L'organisme qui régleme nos activités, le BSIF, continue à considérer tous nos instruments reclassés comme faisant partie du capital de première catégorie. On trouvera de plus amples renseignements sur cette modification comptable à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 119.

Investissements des banques d'affaires

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent maintenant leurs investissements à leur juste valeur et comptabilisent les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au prix coûtant. L'incidence de cette modification de la convention comptable sur notre état consolidé des résultats, y compris le rajustement initial à la juste valeur au moment de l'adoption des nouvelles règles, a été une augmentation des gains sur titres de placement de 50 millions de dollars. Les données des périodes précédentes n'ont pas été retraitées. On trouvera de plus amples renseignements sur cette modification comptable à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 98.

Modifications futures des conventions comptables

Instruments financiers et résultat étendu

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et le résultat étendu, en vertu desquelles BMO devra comptabiliser la plupart de ses titres de placement et la totalité de ses instruments financiers dérivés à leur juste valeur. Lorsque nous appliquerons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous réévaluerons certains titres de placement et certains instruments financiers dérivés à leur juste valeur, et nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée résultat étendu. L'incidence de la comptabilisation de ces actifs et de ces passifs à leur juste valeur sera constatée dans les capitaux propres d'ouverture des bénéfices non répartis, et les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons actuellement déterminer l'incidence que ces règles auront sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs futures des instruments financiers en question.

Résultat par action

L'ICCA a publié de nouvelles règles en vertu desquelles BMO devra inclure la conversion potentielle, en actions ordinaires, de certaines de nos actions privilégiées et de certains titres de notre fiducie de capital dans le calcul du résultat dilué par action. La date d'entrée en vigueur n'a pas encore été fixée, cependant nous prévoyons adopter ces nouvelles règles au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006. Le résultat dilué par action des périodes antérieures sera retraité au moment de l'adoption. Selon la nouvelle norme, notre résultat dilué par action pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 serait réduit respectivement d'environ 0,06 \$, 0,09 \$ et 0,11 \$.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard des données financières

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au chef de la direction et au chef des finances, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information.

Une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 octobre 2005 par la direction de la Banque de Montréal, y compris le chef de la direction et le chef des finances, et sous sa supervision. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels qu'ils sont définis dans la norme multilatérale n° 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et dans la règle 13a-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934*, permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et de la *Securities Exchange Act* est convenue, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par les règles et formulaires pertinents.

Les contrôles internes à l'égard des données financières sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que nos états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La direction de la Banque de Montréal a procédé à une évaluation pour déterminer s'il y a eu, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, des changements dans nos contrôles internes à l'égard des données financières qui ont eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'ils pourraient avoir une incidence importante, sur ces contrôles. Ni l'évaluation faite par la direction ni aucun autre moyen n'ont permis d'identifier de tels changements.

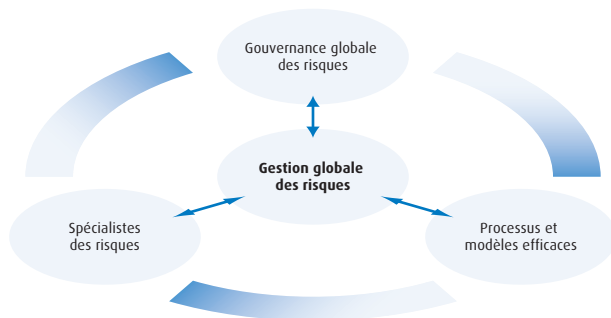
Pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2006, nous prévoyons nous conformer à l'article 404 de la *Sarbanes-Oxley Act*, qui exige que nous publions un rapport sur l'évaluation, par la direction, de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et que cette évaluation fasse l'objet d'une vérification et d'un rapport indépendants par les vérificateurs des actionnaires.

Gestion globale des risques



Robert McGlashan
Vice-président à la direction et
chef de la gestion des risques,
Gestion globale des risques et
du portefeuille, BMO Groupe financier

BMO Groupe financier a recours à une méthode globale pour constater, mesurer, évaluer et gérer les risques auxquels il doit faire face à l'échelle de l'organisation. Ces risques se classent comme suit : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque d'exploitation et risque d'entreprise.



Le cadre de gestion des risques de BMO guide nos activités à risque et assure leur conformité aux besoins des clients, aux attentes des actionnaires et aux exigences réglementaires. Ce cadre prévoit non seulement la gestion directe de chaque type de risque, mais aussi la gestion intégrée de l'ensemble des risques. Il comprend la gouvernance globale des risques, des processus et modèles efficaces et l'apport de spécialistes des risques.

Gouvernance globale des risques

La structure de gouvernance des risques de BMO permet la prise de décisions opérationnelles judicieuses en équilibrant les risques et les avantages. Elle veille à ce que les activités productives de revenus soient conformes à notre degré de tolérance au risque et à nos normes en la matière et contribue à optimiser le rendement à long terme des capitaux propres.

Notre structure globale de gouvernance des risques (décrite dans l'encadré ci-dessous) comprend un ensemble de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration. Ces politiques ainsi que les

autres politiques générales, normes générales et méthodes de gestion des risques qui en découlent, font l'objet d'un examen constant visant à assurer une gouvernance efficace et supérieure de nos activités à risque. Dans chaque secteur d'activité, la direction veille à ce que les activités de gouvernance, les processus de gestion et les mesures de contrôle soient conformes aux politiques générales de gestion des risques et aux normes générales.

Les limites de risque, qui déterminent la tolérance au risque de BMO, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration :

- risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux segments de produit ou de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur de marché, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- risque de liquidité et de financement – limites relatives aux niveaux minimaux d'actifs liquides, à la diversification du passif, aux engagements de financement et de liquidité, au nantissement d'actifs et à la non-concordance des flux de trésorerie.

Ces limites de risque portent généralement tant sur les éléments inscrits au bilan que sur les éléments hors bilan.

Chaque comité de gouvernance établit et surveille les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil. Des limites relatives aux pertes ont été fixées afin que les signes avant-coureurs de situations susceptibles d'entraîner des pertes soient repérés immédiatement et que les mesures qui s'imposent soient aussitôt prises.

Processus et modèles efficaces

Des processus rigoureux, réévalués périodiquement par la Direction de la vérification interne, sont utilisés à l'échelle de BMO aux fins suivantes :

- l'élaboration des politiques et des limites devant être approuvées par les comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants;
- la surveillance de la conformité aux politiques;
- l'établissement de plans d'urgence;
- le suivi des paramètres du marché visant à déceler l'évolution du contexte des risques;
- la production de rapports en temps opportun à l'intention de la haute direction et des comités de gouvernance pertinents.

Les modèles utilisés vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques auxquels BMO

Le **Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration** seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes internes de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le **président et chef de la direction** rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités, de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le **Comité de gestion des risques**, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction.

Les **sous-comités du Comité de gestion des risques** assument une responsabilité de surveillance à l'égard de la stratégie de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation s'inscrivent dans sa stratégie et soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions d'octroi et de surveillance de crédit, ainsi que de gestion et de surveillance des risques d'exploitation et de marché. Elle assure l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard de la prise de risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Les objectifs globaux sont ainsi respectés, et les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

est exposé, le risque global étant évalué de façon intégrée au moyen de la méthode du capital à risque (CaR). L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles, qui sont soumis de façon périodique à une validation indépendante des risques qu'ils présentent, font l'objet d'un contrôle rigoureux.

BMO a également recours à divers processus et modèles, selon le type de risque, afin :

- d'évaluer la corrélation des risques de crédit avant d'autoriser tout nouvel engagement;
- de mesurer et d'évaluer les risques des portefeuilles et de calculer le risque de marché correspondant;
- de mesurer le risque d'entreprise et le risque d'exploitation pour chaque secteur d'activité;
- d'estimer le risque de liquidité et de financement en fonction des conditions d'exploitation prévues et de conditions extrêmes.

Spécialistes des risques

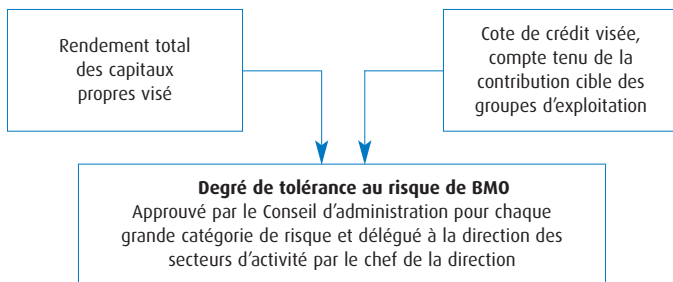
Une saine gestion globale des risques est tributaire des compétences et de l'expérience de nos spécialistes des risques, qui :

- font la promotion d'une culture d'entreprise mettant l'accent sur des processus et mesures de contrôle rigoureux et efficaces en matière de gestion des risques;
- s'assurent que les normes de gestion des risques établies pour l'évaluation et l'acceptation des risques sont respectées;
- prennent des décisions éclairées grâce à des modèles de gestion efficaces.

Afin d'accroître nos capacités de gestion des risques, nous proposons à nos directeurs et à nos prêteurs un programme d'études progressif en risque de crédit offert par L'Académie BMO. Ces cours, combinés à une expérience de travail déterminée, apportent la formation et la pratique nécessaires à l'attribution de limites de crédit discrétionnaires pertinentes aux spécialistes qualifiés.

Gestion intégrée des risques

La gestion des risques est intégrée à notre cadre de gestion du capital et à notre stratégie. Ainsi, les risques auxquels nous nous exposons dans la poursuite des objectifs stratégiques de BMO sont conformes au rendement total des capitaux propres visé, ainsi qu'à la cote de crédit visée par BMO et à notre degré de tolérance au risque.

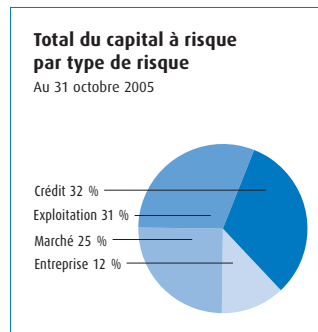


La gestion des risques de BMO est soutenue par le modèle d'autorisation des initiatives, qui fait en sorte que les modifications du profil de risque de l'organisation attribuables à de nouvelles initiatives d'affaires soient adéquatement déterminées et fassent l'objet d'approbations appropriées avant la mise en œuvre des initiatives. La gestion des risques s'appuie également sur des processus qui font appel à des mesures du capital à risque, à l'analyse de scénarios et à des simulations de crise afin d'évaluer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation.

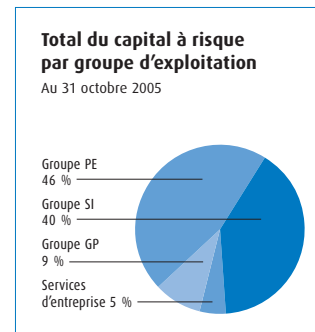
Le CaR constitue une mesure unique des risques pour l'ensemble de l'organisation, qui permet de comparer des activités et des types de risques différents. Le CaR est à la base de la gestion du capital en fonction des risques et permet d'imputer le coût du capital aux secteurs d'activité. Il indique, sur le plan du capital, l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le CaR est calculé pour divers types de risque : risque de crédit, risque de

marché (lié aux activités de négociation et autres), risque d'exploitation et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an.

Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, BMO était principalement exposé au risque de crédit en 2005. Le capital lié au risque d'exploitation a augmenté par rapport à 2004, en raison de l'inclusion de l'approche standard du nouvel Accord de Bâle dans la mesure du capital économique interne.



Le risque de crédit représente la plus grande part du CaR par type de risque.



La plus grande part du CaR est attribuable au groupe PE. En 2004, elle était attribuable au groupe SI.

Les simulations de crise et l'analyse de scénarios permettent de mesurer les incidences sur nos activités de situations opérationnelles, politiques, économiques et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios peuvent être fondés sur des événements historiques ou hypothétiques, ou une combinaison des deux, ou sur d'importants événements économiques, comme une hausse rapide du cours du dollar canadien ou des coûts de l'énergie. Ces simulations et analyses sont appliquées à toutes les activités à risque importantes au sein de l'organisation.

En outre, nous procédons constamment à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios qui ont pour but de simuler les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier ou à un ensemble de secteurs fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur la probabilité de défaillance et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Elles nous renseignent sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans les secteurs à l'étude.

Nouvel Accord de Bâle (Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé)

Le cadre de travail final du nouvel Accord de Bâle (« Bâle II ») a été publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en juin 2004. Ce cadre de travail a été élaboré pour renforcer et stabiliser le système bancaire international, promouvoir l'adoption de méthodes de gestion du risque plus rigoureuses et définir des exigences en matière de fonds propres qui tiennent davantage compte du risque. Le cadre de travail permet aux banques de choisir parmi plusieurs méthodes, dont la prise en compte du risque va croissant, pour le calcul des exigences relatives au capital réglementaire couvrant le risque de crédit et le risque d'exploitation, et favorise l'utilisation des estimations internes des banques.

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a fixé la date de mise en œuvre de Bâle II au 1^{er} novembre 2007. Le BSIF a publié une ébauche révisée de la ligne directrice sur les normes de fonds propres qui reprend les principes du cadre de travail.

BMO adoptera une approche complexe pour calculer le capital réglementaire relatif au risque de crédit, fondée sur les notations internes, et une approche standard relativement au risque d'exploitation. BMO s'est également doté d'un programme intégré à l'échelle de l'organisation pour gérer la mise en œuvre de Bâle II. La direction et la surveillance à cet égard sont assurées par un comité de la haute direction.

BMO perçoit Bâle II comme une étape importante de l'harmonisation des exigences réglementaires et économiques en matière de fonds propres.

Risque de crédit et de contrepartie

BMO s'expose au risque de crédit et de contrepartie principalement dans le cours de ses activités d'octroi de crédit, y compris la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de gestion des risques et, dans une moindre mesure, à titre de détenteur de titres de placement. La gestion efficace du risque de crédit repose d'abord sur l'apport des spécialistes expérimentés et compétents de BMO, qui agissent à titre de prêteurs et de gestionnaires du risque de crédit au sein d'une double structure de contrôle pour autoriser des transactions présentant un risque de crédit. Ces personnes sont soumises à un processus rigoureux de qualification des prêteurs et œuvrent dans un environnement bien encadré par une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, prévoyant des limites discrétionnaires spécifiques. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau correspondant à l'envergure de la transaction et à son degré de risque, conformément à l'ensemble des politiques générales, des normes et des méthodes régissant la conduite des activités de gestion du risque de crédit.

Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, ainsi que la reddition de comptes périodique au Conseil d'administration et aux comités de la haute direction en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Tous les comptes productifs sont réévalués régulièrement, tandis que la plupart des comptes d'entreprises et de grandes entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. La fréquence des examens s'accroît proportionnellement à la probabilité et à l'importance de la perte potentielle liée au crédit. La Direction de la vérification interne examine les processus de gestion, les mesures de contrôle et un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des conditions en matière de crédit. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios fondées sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

Pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux petites entreprises, des modèles de risque de crédit et des systèmes décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins d'octroi et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts dans un environnement automatisé permet d'arriver aux décisions de crédit optimales. Les caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, ainsi que les résultats passés du portefeuille, servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés servent aussi à prévoir le comportement futur probable des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit.

Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, BMO utilise un cadre global d'évaluation du risque qui s'applique systématiquement à toutes nos contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques, d'entreprises ou de grandes entreprises. Nous croyons que notre cadre d'évaluation du risque respecte les principes de Bâle II, aux termes duquel seront déterminés les besoins futurs de capital réglementaire minimal relativement au risque de crédit. L'un des éléments clés de ce cadre d'évaluation est l'attribution de cotes de risque des emprunteurs appropriées pour aider à quantifier le risque de crédit potentiel.

Dans le cadre d'évaluation du risque, la probabilité de défaillance d'une contrepartie sur une période de un an est établie à l'aide de méthodes et de critères d'évaluation adaptés aux caractéristiques

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel est exposé BMO.

du risque que présente la contrepartie. Une cote de risque est ensuite attribuée à l'emprunteur. Les contreparties peuvent changer d'échelon à mesure que la probabilité de défaillance qui leur est attribuée évolue. Les pertes sont estimées en fonction du taux de perte subie en cas de défaillance d'une contrepartie, au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme la nature et les conditions du prêt, les garanties et la priorité de rang de notre créance.

Nous avons également recourus à une approche rigoureuse en matière de provisionnement et d'évaluation des pertes sur prêts, la détection rapide des prêts-problèmes constituant un objectif clé de gestion du risque. BMO maintient des réserves spécifiques et une réserve générale pour créances irrécouvrables. Les réserves spécifiques réduisent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit. La réserve générale couvre toute perte probable dans les portefeuilles de prêts pour lesquels il n'est pas encore possible d'établir des provisions spécifiques. La somme de ces réserves doit toujours être suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative.

BMO utilise de plus en plus des produits dérivés de crédit pour améliorer la gestion du portefeuille d'actifs présentant un risque de crédit, principalement le portefeuille de prêts aux grandes entreprises. En 2005, nous avons utilisé des swaps sur défaillance à titulaire unique afin d'atténuer le risque de crédit lié à certains emprunteurs, ainsi que des swaps sur défaillance structurés afin de réduire les concentrations de risque repérées dans un secteur donné. BMO n'a pas activement recouru à la vente de protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance.

Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps. Pour les transactions de grandes entreprises, nous utilisons des modèles de perte prévue pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de comptes, dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 100, et les tableaux 14 à 22, aux pages 86 à 89, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses provisions et réserves pour créances irrécouvrables. La diversification du portefeuille est illustrée dans le graphique de la page 58.

Nos processus de gestion du risque de crédit sont à la fois bien établis et efficaces. Dans 14 des cas sur les 15 derniers exercices, les créances irrécouvrables spécifiques de BMO en pourcentage des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés, étaient les plus faibles de notre groupe de référence du Canada. Pendant cette période de 15 ans, le taux de perte moyen de BMO était de 38 points de base, par rapport à un taux moyen de 59 points de base pour nos principaux concurrents. Les résultats favorables ont été obtenus grâce aux prêts aux particuliers, ainsi qu'aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises.

Risque de marché

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Notre stratégie de gestion globale des risques comporte un cadre de gestion du risque de marché qui permet d'appliquer des processus complets de gouvernance et de gestion aux activités assorties de ce type de risque. Ce cadre comprend notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque de marché, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- des fonctions indépendantes de surveillance du risque de marché;
- des processus efficaces visant à mesurer les risques de marché liés à l'affectation du capital économique et à l'évaluation des positions;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle efficaces des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures du risque de marché qu'emploie BMO sont le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net. Les risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2005 sont résumés dans le tableau ci-après. Le risque lié à la valeur de marché a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une réduction de la durée structurelle qui reflète la variabilité normale dans la fourchette de durée structurelle cible. Le risque lié à la volatilité du revenu net a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la mise en œuvre, au cours du premier trimestre de l'exercice 2005, d'un modèle de corrélation sur un jour de la volatilité du revenu net pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme évalués selon la comptabilité d'exercice.

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

Au 31 octobre (équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	2005	2004	2005	2004
Activités de négociation et de prise ferme	11,6	10,0	9,1	18,0
Éléments du portefeuille structurel	326,3	340,2	28,1	28,0
Total	337,9	350,2	37,2	46,0

*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

Les activités de négociation et de prise ferme de BMO visent des portefeuilles dont la valeur de marché fait l'objet d'une évaluation quotidienne, et d'autres portefeuilles (les instruments du marché monétaire, par exemple) qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice en vertu des principes comptables généralement reconnus. Pour ces activités, la valeur à risque (VAR) permet de déterminer l'importance du risque de marché auquel BMO s'expose.

Au cours de l'exercice 2004, nous avons mis en œuvre notre modèle de valeur à risque globale, aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque, à l'égard des portefeuilles de négociation et de prise ferme évalués à la valeur de marché. Ce modèle reflète mieux les corrélations entre les différentes catégories de risque de marché et intègre certaines améliorations méthodologiques permettant la prise en compte de produits de négociation plus complexes. À la fin de l'exercice, le modèle de valeur à risque globale n'avait cependant pas encore été approuvé aux fins du calcul du capital réglementaire.

Divers modèles de calcul de la VAR servent à déterminer le capital exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR.

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions ou le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances.

Le **risque lié à la valeur de marché** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la VAR et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'éléments hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention donnée.

La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risque auquel BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, change, cours des actions, prix des produits de base et degrés de volatilité implicite. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles sur une période de détention appropriée, selon un niveau de confiance de 99 %.

Le **risque lié à l'émetteur (ou écart de taux)** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que le risque d'écart de taux, la migration du crédit et le risque de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe d'émetteurs non souverains et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention appropriée.

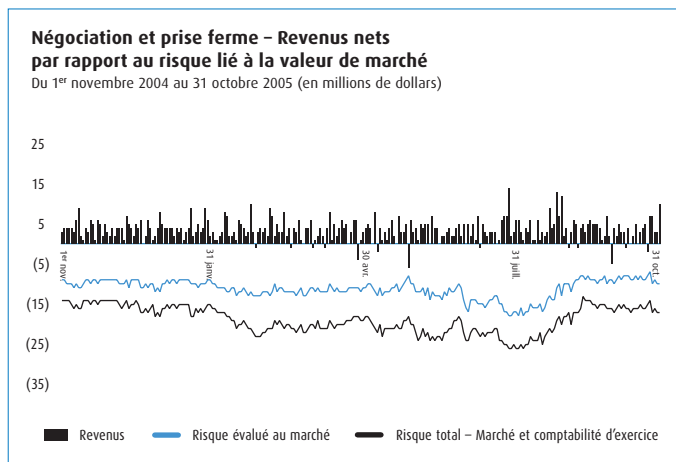
Les risques de marché liés aux activités de négociation et de prise ferme sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
VAR liée aux produits de base	3,2	4,2	13,0	1,0
VAR liée aux actions	3,8	4,9	7,1	2,8
VAR liée au change	0,4	0,6	2,2	0,1
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	3,8	4,4	8,9	2,5
Corrélation	(5,5)	(6,6)	(10,2)	(3,7)
VAR globale	5,7	7,5	14,7	4,0
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	8,0	8,5	12,3	5,6
Risque lié à l'émetteur	4,1	3,9	5,6	2,7
Risque total lié à la valeur de marché	17,8	19,9	27,4	14,1

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin de l'exercice			
	Moyenne	Haut	Bas	
VAR liée aux produits de base	1,1	1,3	3,3	0,5
VAR liée aux actions	3,9	4,4	13,1	2,3
VAR liée au change	0,5	1,4	3,8	0,1
VAR liée aux taux d'intérêt (marché)	3,8	5,2	11,2	3,4
Corrélation	(4,6)	(5,4)	(8,8)	(1,4)
VAR globale	4,7	6,9	14,9	4,2
VAR liée aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	6,3	7,5	11,9	4,3
Risque lié à l'émetteur	4,0	4,5	7,0	2,9
Risque total lié à la valeur de marché	15,0	18,9	28,4	14,1

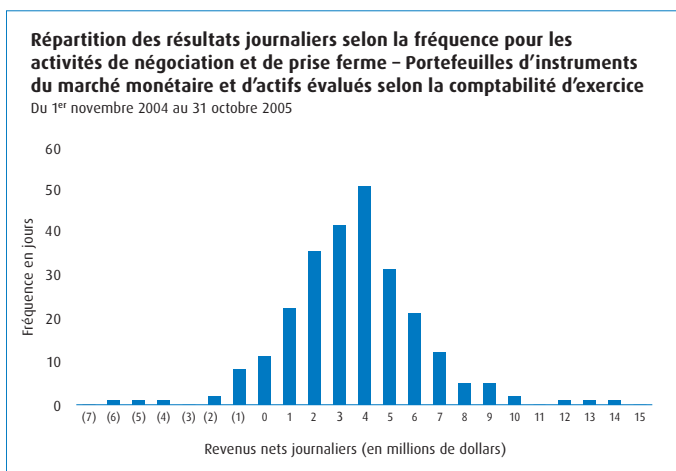
*Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %.



Au cours de l'exercice 2005, aucune perte dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme n'a excédé le risque global lié à la valeur de marché.

Nous calculons également la mesure dans laquelle BMO est exposé à une concentration du risque de marché au titre, par exemple, de variations de taux d'intérêt et de change particuliers, du cours des actions ou du prix de produits de base déterminés, ainsi que de la volatilité implicite connexe.

Des méthodes efficaces de contrôle s'appliquant à la réévaluation des portefeuilles de négociation et de prise ferme et au calcul des revenus journaliers tirés de ces activités nous permettent de suivre les revenus générés par chaque secteur d'activité au regard des stratégies commerciales et de l'importance du risque de marché propres à chacun.



La répartition des revenus nets journaliers des portefeuilles reflète la grande diversification des risques dans nos activités de négociation, destinée à réduire la volatilité des revenus nets journaliers.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'elles soient comptabilisées par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Nous surveillons la mise en application de nos modèles pour nous assurer qu'ils sont pertinents au portefeuille auquel ils sont appliqués; si nous décelons des lacunes, nous apportons les corrections qui s'imposent, y compris le rajustement du montant net des revenus de négociation journaliers.

Nous nous servons de diverses méthodes pour garantir l'intégrité de ces modèles, notamment en procédant à un contrôle ex post des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé.

On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On considère les modèles comme validés si, en moyenne, les pertes hypothétiques calculées ne sont supérieures à la mesure du risque lié à la valeur de marché qu'une fois sur 100. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Les modèles employés pour mesurer les risques de marché sont efficaces tant que les conditions du marché demeurent normales. Nous effectuons également des analyses de scénarios et des simulations de crise pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. Nous avons recours à une gamme complète de scénarios et de simulations de crise, dont les résultats sont présentés, à intervalles réguliers, au Comité de gestion du risque de marché, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques.

Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue de soutenir la stabilité d'un revenu net de qualité supérieure.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options intégrées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des éléments hors bilan. Le risque lié aux options intégrées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options intégrées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible de deux à trois ans; les options intégrées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options intégrées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.

Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de nos investissements dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en concluant chaque trimestre des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net du trimestre. L'incidence des fluctuations du taux de change sur le revenu net de BMO en 2005 est présentée à la page 36.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. Le risque structurel lié à la valeur de marché (voir la page 70) a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison d'une réduction de la durée qui reflète la variabilité normale dans la fourchette de durée cible. La volatilité du revenu net continue d'être gérée de façon à être maintenue à des niveaux peu élevés.

Outre le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écarts, dont les résultats sont présentés dans le tableau de la page 72, pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt.

La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 ou de 200 points de base est présentée dans le tableau ci-contre. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence.

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché nous aident à prévoir l'évolution des taux d'intérêt et de change et à déterminer la réaction probable des clients à cet égard. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle ex post, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure de la performance.

Risque de liquidité et de financement

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, y compris le Comité de gestion du risque de liquidité et de financement, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir la gestion du risque;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidités, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

La situation de BMO en matière de liquidités et de financement demeure adéquate et aucun engagement ou événement ni aucune tendance, demande ou incertitude n'est susceptible d'avoir des répercussions importantes sur celle-ci.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs d'une grande qualité de crédit et non grevés qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui viennent à échéance à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Ces besoins se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les facilités de crédit et concours de trésorerie ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimum d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)

	Au 31 octobre 2005		Au 31 octobre 2004	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir
Hausse de 100 points de base	(228,8)	25,1	(224,3)	9,2
Baisse de 100 points de base	191,9	(22,4)	183,7	(20,2)
Hausse de 200 points de base	(478,0)	44,1	(470,4)	22,2
Baisse de 200 points de base	347,3	(45,8)	332,3	(62,9)

*Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

Le risque de **liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

De plus, nous avons recours à deux mesures principales pour évaluer le risque de liquidité et de financement. La première est le ratio de liquidité, qui permet de déterminer dans quelle mesure les actifs peuvent être facilement convertis en espèces ou en quasi-espèces afin de respecter des engagements financiers, étant donné que les éléments d'encaisse et les valeurs mobilières sont plus liquides que les prêts. Ce ratio représente la valeur totale des éléments d'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2005, le ratio de liquidité de BMO s'établissait à 26,2 %, en hausse comparativement à 25,8 % au 31 octobre 2004. L'augmentation du ratio résulte principalement de la croissance des titres liés aux activités de négociation.

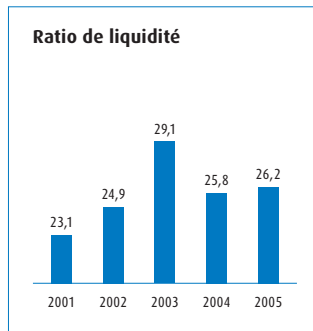
L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 78,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse par rapport à 68,5 milliards en 2004, alors que l'actif total avait augmenté de 32,3 milliards et s'établissait à 297,5 milliards.

Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension qui peuvent facilement être convertis en espèces ou en quasi-espèces pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension totalisaient 20,7 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en hausse par rapport à 17,1 milliards de dollars en 2004.

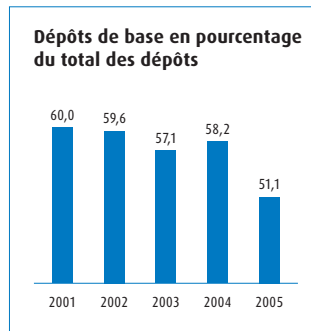
Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2005, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 27,8 milliards de dollars et les titres pris en pension mis en garantie atteignaient 13,3 milliards de dollars, comparativement aux 18,8 milliards et aux 13,7 milliards, respectivement, de l'exercice 2004. Ces variations sont principalement attribuables aux activités de négociation. En outre, BMO est partie à certaines ententes susceptibles de nécessiter des garanties supplémentaires dans certaines circonstances. Ces exigences potentielles en matière de garanties ne sont toutefois pas importantes. Le tableau 5 de la page 80 et les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, à la page 97, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.

La deuxième mesure est le ratio des dépôts de base au total des dépôts. Cette mesure permet d'évaluer la stabilité de la masse des dépôts de BMO, puisque les dépôts de base sont plus stables que les autres formes de dépôts. Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés qui sont habituellement moins influencés par l'évolution du marché que les dépôts des investisseurs

institutionnels. Le ratio représente la valeur totale des dépôts, moins les dépôts à terme d'un montant supérieur à 100 000 unités, quelle que soit la monnaie, en pourcentage du total des dépôts. Au 31 octobre 2005, le ratio des dépôts de base au total des dépôts de BMO s'établissait à 51,1 %, en baisse par rapport à 58,2 % un an plus tôt. Cette baisse résulte principalement de la croissance des autres dépôts qui a soutenu la



Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total témoigne d'une situation adéquate en matière de liquidités.



Les dépôts de base constituent une source de financement stable.

croissance des prêts et des valeurs mobilières. Les dépôts de gros utilisés pour soutenir la croissance des prêts étaient principalement à long terme, afin de mieux correspondre aux échéances des prêts.

Les dépôts de base totalisaient 99,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, en baisse comparativement à 101,9 milliards en 2004, et le total des dépôts avait augmenté de 18,6 milliards de dollars, à 193,8 milliards.

Notre masse de dépôts de base, combinée à notre important capital de base, nous permet d'être moins dépendants des dépôts de gros, qui sont moins stables. Ces derniers, qui sont en grande partie à court terme, visent principalement à soutenir les activités de négociation et de prise ferme, ainsi que le portefeuille de titres de placement. Les dépôts de gros sont diversifiés par client, type, marché, échéance, devise et région. Le tableau 8 à la page 81 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Les éléments hors bilan et les autres instruments de crédit pourraient avoir une incidence sur nos liquidités et notre financement compte tenu de notre obligation de financer les retraits. Notre cadre de gestion des risques prend en considération le risque que nous assumons à cet égard. Nous traitons des éléments hors bilan à la page 61, et la note 5 afférente aux états financiers, à la page 102, contient de plus amples renseignements sur les autres instruments de crédit.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation est inhérent à toute activité économique. Ce risque ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque d'exploitation, en l'atténuant et, dans certains cas, en se protégeant contre lui au moyen d'assurances.

Pour atteindre ce but, nous avons élaboré, en suivant les lignes directrices des organismes de réglementation, un cadre de gestion du risque d'exploitation, qui comprend la détermination, la mesure, l'analyse, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital à risque. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'auto-évaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et la gestion de l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de l'intégration.

La structure de gouvernance du risque d'exploitation de BMO comprend le Comité de gestion du risque d'exploitation, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie et de la gouvernance du risque d'exploitation. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne la détermination, la mesure et l'atténuation du risque d'exploitation, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

L'objectif de BMO est de gérer le risque d'exploitation, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, ce cadre de gestion comprend la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque d'exploitation aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque d'exploitation, au Comité de gestion des risques et au Conseil d'administration.

Il incombe à chaque secteur d'activité d'utiliser les processus et les programmes de contrôle du cadre susmentionné afin de gérer le risque d'exploitation conformément aux lignes directrices énoncées dans la politique et les normes générales. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques d'exploitation auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons également appel, s'il y a lieu, à des fonctions spécialisées comme les Finances, la Fiscalité, les Services

Le **risque d'exploitation** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié au risque de crédit, de marché ou de liquidité.

juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et le groupe Systèmes et gestion de l'information.

Nous souscrivons des assurances pour un montant et dans un domaine qui offrira la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues et lorsque BMO est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

BMO a adopté une mesure du capital lié au risque d'exploitation qui est conforme à l'approche standard de Bâle II, ainsi qu'une mesure distincte pour le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation. Nous continuons d'améliorer nos méthodes de mesure en examinant les données sur les pertes d'exploitation internes et externes, les principaux indicateurs de risque et les scénarios de risque d'exploitation afin de mieux comprendre et mesurer les risques.

La Vérification interne rend compte au chef de la direction et au Comité de vérification du Conseil, à intervalles réguliers, de l'efficacité des mesures de contrôle interne et des processus de gestion du risque d'exploitation.

Les divers processus compris dans le cadre de gestion du risque d'exploitation en sont à différents stades de développement. Notre approche consiste à améliorer continuellement ces processus de manière à soutenir les activités de l'organisation tout en répondant aux exigences externes.

Risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation

Le risque d'entreprise attribuable à une défaillance d'exploitation désigne le risque de subir des pertes ou une réduction du revenu découlant des effets indirects des risques d'exploitation, y compris le risque de réputation. BMO affecte du capital économique pour ce risque aux unités d'affaires selon un modèle fondé sur divers scénarios et comptabilise ce capital comme un élément du capital lié au risque d'exploitation.

Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net

Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts. BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité, et donc sa valeur, se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au niveau de la

mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de la volatilité de l'activité économique, de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net comprend les risques relatifs aux marges et aux volumes de BMO.

Responsabilité sociale et développement durable

BMO demeure déterminé à se conformer à un comportement responsable, éthique et favorable au développement durable. Il nous incombe, en tant que société ouverte, de mener nos activités de façon à générer de la valeur pour nos actionnaires tout en contribuant au bien-être de l'ensemble de la société et en protégeant notre environnement. Nous mesurons notre réussite dans tout ce que nous entreprenons en fonction des principes d'excellence, de responsabilité, de transparence et d'intégrité.

À BMO, les objectifs en matière de responsabilité sociale et de développement durable sont intégrés à la prise de décisions stratégiques à long terme. Nos stratégies tiennent compte de nos interactions et de l'ensemble de nos relations avec toutes les parties intéressées, notamment les clients, les employés, les actionnaires et investisseurs, les gouvernements, les fournisseurs, les concurrents et les groupes d'intérêts environnementaux.

La confiance est un élément clé du succès continu de BMO. Les actionnaires comptent sur nous pour assumer une responsabilité de gestion fructueuse à l'égard de leurs placements. Les clients comptent sur nous pour atteindre leurs objectifs financiers. Nos employés et les collectivités où nous sommes établis comptent sur notre engagement à contribuer à leur bien-être et à leur prospérité. Enfin, les gouvernements comptent sur notre respect des normes établies dans notre secteur d'activité.

BMO possède un code de conduite exhaustif, intitulé *Principes fondamentaux – Notre code de conduite et d'éthique*, et a établi des normes de comportement précises dans les Principes fondamentaux ainsi que dans les politiques, normes et lignes directrices connexes. Ce code de conduite s'applique à toutes les activités entreprises tant par le Conseil d'administration de BMO que par ses employés. L'impartition ou les ententes de coentreprise ne peuvent donner lieu à aucun compromis à l'égard des exigences du code.

La responsabilité sociale et le développement durable ne constituent ni un projet ni une initiative – c'est une façon de mener des affaires. Se comporter de façon responsable dans la poursuite de nos objectifs protège notre réputation et est nécessaire pour assurer notre viabilité à long terme.

Notre Bilan social, qui comprend notre Déclaration annuelle, atteste du rôle que BMO Groupe financier joue dans la croissance, la réussite et le bien-être des citoyens et des collectivités des pays où nous sommes établis.

La priorité accordée à la responsabilité sociale et au développement durable constitue un élément essentiel de la gestion du risque de réputation, car les parties intéressées s'attachent non seulement aux résultats financiers, mais aussi à la façon dont ces résultats sont obtenus.

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties intéressées, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

Risque de réputation

La réputation est l'un des actifs les plus précieux de BMO. Pour consolider et préserver la réputation de BMO, il est essentiel de favoriser une culture d'entreprise :

- définissant l'intégrité et l'éthique comme des valeurs fondamentales;
- soutenant la conviction que toute décision doit respecter les valeurs intrinsèques de l'organisation en matière d'éthique.

Toutes les décisions opérationnelles comportent un risque d'atteinte à notre réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, la mise en œuvre des plans opérationnels, la prise de décisions relatives aux transactions, ainsi que dans les processus de gestion et de contrôle du risque.

Il incombe à chacun des employés de se comporter de manière à préserver et à consolider la réputation de BMO. Le Comité de gestion du risque de réputation se penche sur les risques de réputation potentiels de l'organisation et examine spécifiquement les transactions complexes de crédit ou de financement structuré, au besoin.

Risque environnemental

BMO soutient les principes du développement durable. Plus précisément, nous croyons que si la croissance économique se fait dans le respect de l'environnement, notre qualité de vie en sera améliorée.

C'est pourquoi nous avons adopté, à l'échelle de l'organisation, des pratiques pour réduire le gaspillage, économiser l'énergie et recycler les matériaux, et prenons des précautions raisonnables pour ne traiter qu'avec des clients respectueux de l'environnement dans le cadre de nos activités d'octroi de crédit.

BMO entend collaborer avec les pouvoirs publics, les industries et toutes les parties intéressées pour trouver des solutions aux problèmes de l'environnement, et nous avons démontré notre engagement en adoptant et en intégrant des pratiques exemplaires en matière d'environnement dans nos politiques et processus décisionnels. Par exemple, BMO a signé la Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable faite dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, adhéré au Carbon Disclosure Project et adopté les Principes d'Équateur.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

Pour le quatrième trimestre de 2005, le revenu net atteint le chiffre record de 657 millions de dollars, soit une hausse de 106 millions, ou de 20 %, par rapport au quatrième trimestre de 2004. Les résultats du quatrième trimestre et des trimestres précédents figurent à la page 77. Chacun de nos groupes d'exploitation a connu une solide augmentation de son revenu net, sous l'effet de l'accroissement de son volume d'affaires par rapport à l'an dernier. Nos résultats d'exploitation ont fortement progressé, en dépit de provisions pour créances irrécouvrables plus élevées, et ce, même en excluant certains éléments significatifs qui ont augmenté notre revenu net.

L'augmentation du revenu net comprend l'incidence nette après impôts, au montant de 43 millions de dollars, des éléments significatifs suivants :

- Un gain de 49 millions de dollars (18 millions après impôts) provenant de la vente de *Harrisdirect*, comptabilisé dans les résultats du groupe Gestion privée.
- Un gain de 50 millions de dollars (32 millions après impôts) provenant de la vente d'actions ordinaires TSX, réparti également entre les groupes Gestion privée et Services d'investissement.
- Un gain de 29 millions de dollars (19 millions après impôts) provenant de la vente de notre immeuble de bureaux de Calgary, comptabilisé dans les résultats du groupe Services d'entreprise.
- Un rajustement de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) qui a diminué les revenus tirés des services de cartes du groupe Particuliers et entreprises, à la suite de nouvelles améliorations apportées à la méthode utilisée pour déterminer le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle.

Au quatrième trimestre de 2004, l'augmentation du revenu net comprenait l'incidence nette après impôts, au montant de 24 millions de dollars, des éléments suivants :

- Une réduction de 50 millions de dollars (33 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables, comptabilisée dans les résultats du groupe Services d'entreprise.
- Un rajustement de 14 millions de dollars (9 millions après impôts) qui a diminué les revenus tirés des services de cartes du groupe Particuliers et entreprises, en raison de la hausse des taux d'échange de récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle.

Comparativement à l'an dernier, le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 38 millions de dollars, ou de 14 %, au quatrième trimestre, grâce à l'augmentation des volumes au Canada et aux États-Unis, à la stabilité des marges au Canada et à la baisse du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par la baisse des frais de services de cartes résultant des rajustements au programme de fidélisation de la clientèle mentionnés plus haut. Aux États-Unis, l'augmentation des volumes résulte des acquisitions et de la croissance des prêts. Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 54 millions de dollars, ou de 103 %, dont environ 20 millions, ou 38 %, grâce à la croissance du volume d'affaires et aux avantages découlant de la gestion continue des frais, ainsi qu'en raison des gains provenant de la vente de *Harrisdirect* et d'actions ordinaires TSX. Quant au groupe Services d'investissement, il a accru son revenu net de 34 millions de dollars, ou de 18 %, en grande partie grâce à l'accroissement de l'activité sur les marchés financiers et à un gain provenant de la vente d'actions ordinaires TSX.

Le revenu a progressé de 371 millions de dollars, ou de 16 %, au quatrième trimestre par rapport à l'an dernier, et s'est établi à 2 650 millions. Une fois rajusté pour tenir compte de la dépréciation du dollar américain, le revenu s'est accru de 423 millions de dollars ou de 19 %. Le revenu du groupe Particuliers et entreprises a progressé de 73 millions de dollars grâce à la croissance des volumes, partiellement neutralisée par la diminution des frais de services de cartes et le rétrécissement de la marge nette d'intérêts aux États-Unis. La contribution des entreprises acquises aux États-Unis à l'augmentation du revenu s'élève à 13 millions de dollars. Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu

de 128 millions de dollars, grâce à la croissance des revenus d'exploitation dans l'ensemble de ses secteurs d'activité et au gain de 74 millions de la vente d'actifs mentionnée plus haut. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est accru de 103 millions de dollars, ou de 17 %, grâce à l'augmentation des revenus de négociation et des commissions sur les fusions et acquisitions et sur la négociation de titres. Les volumes des prêts aux grandes entreprises et les gains sur titres de placement ont également augmenté, grâce au gain de 25 millions de dollars provenant de la vente des actions ordinaires TSX.

Le revenu net d'intérêts se chiffre à 1 224 millions de dollars, soit une hausse de 18 millions par rapport à l'an dernier. L'actif moyen s'est accru de 43 milliards de dollars, dont environ les deux tiers sont liés à la croissance, en réponse à la demande des clients, des actifs liés aux produits de négociation à faible marge du groupe Services d'investissement et le reste, aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 24 points de base comparativement à l'an dernier. La marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue au Canada, mais elle subit toujours les conséquences de l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et de l'intensification de la concurrence dans un contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt. Aux États-Unis, la marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est contractée, à cause des pressions de la concurrence qui ont limité notre capacité de répercuter les taux à court terme plus élevés sur les emprunteurs et en raison de la baisse des taux sur les dépôts à long terme. Le fait que la croissance des prêts a été supérieure à celle des dépôts a également contribué à ce recul. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie à cause de la diminution du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et de la réduction des marges sur les prêts aux grandes entreprises en raison de la concurrence quant aux taux des prêts aux États-Unis ainsi que dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt dans un contexte de taux à la hausse.

Le revenu autre que d'intérêts s'élève à 1 426 millions de dollars, en hausse de 353 millions, ou de 33 %, par rapport au quatrième trimestre de 2004. Cette augmentation résulte en partie des gains provenant des ventes mentionnées plus haut. Les revenus de négociation ont augmenté de façon notable en raison de la grande volatilité des prix dans le secteur de l'énergie et de l'amélioration des revenus de négociation de taux d'intérêt et d'actions. Les gains nets sur titres de placement ont progressé de 42 millions de dollars, surtout à cause d'un gain de 50 millions provenant de la vente des actions ordinaires TSX. Il y a également eu croissance des revenus tirés des fonds d'investissement, des commissions sur titres et des commissions sur les fusions et acquisitions. Les revenus de titrisation ont diminué, une partie de nos prêts sur cartes de crédit titrisés étant arrivée à échéance au cours du premier trimestre de 2005.

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 636 millions de dollars, soit une augmentation de 143 millions comparativement à l'an dernier, attribuable en partie à une hausse de 119 millions des coûts de la rémunération liée au rendement. Cette dernière hausse s'explique par l'amélioration des résultats ainsi que par la réduction des coûts de la rémunération liée au rendement du groupe Services d'investissement en 2004, réduction qui était conforme aux résultats de la période. L'augmentation des frais a été atténuée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, qui se chiffre à 33 millions de dollars.

Pour le quatrième trimestre de 2005, la provision pour créances irrécouvrables s'établit à 57 millions de dollars, alors qu'au quatrième trimestre de 2004, un recouvrement net de pertes sur créances de 13 millions avait été comptabilisé. Ce recouvrement net résultait de provisions spécifiques de 37 millions de dollars et d'une réduction de 50 millions de la réserve générale. L'augmentation des provisions spécifiques s'expliquait par la réduction des reprises et recouvrements. Il n'y a pas eu de réduction de la réserve générale au quatrième trimestre de 2005.

Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur les revenus et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours (90 les années bissextiles), et les autres, 92 jours, les résultats du deuxième trimestre sont relativement moins élevés que ceux des autres trimestres, parce qu'il comprend un nombre de jours civils inférieur de 3 % et donc moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par une activité moins intense sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats des groupes Gestion privée et Services d'investissement. La période des Fêtes contribue aussi à un ralentissement de certaines activités; toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes au quatrième trimestre.

Les résultats et les statistiques des huit derniers trimestres sont décrits à la page 77. De manière générale, les provisions trimestrielles pour créances irrécouvrables ont amorcé une tendance à la hausse, nuisant ainsi au rendement. En outre, les résultats trimestriels comprennent parfois des éléments significatifs qui influent sur le revenu net et l'analyse des tendances. L'incidence nette de ces éléments a légèrement accru le revenu net aux premier et deuxième trimestres de 2004 et, dans une plus grande mesure, au troisième trimestre de 2004. Les éléments significatifs ont également eu des effets aux premier, deuxième et quatrième trimestres de 2005. La croissance du revenu net qu'a connue BMO pendant plusieurs trimestres consécutifs a été interrompue au quatrième trimestre de 2004, interruption qui s'est poursuivie en 2005, en raison principalement des tendances liées aux provisions et de l'incidence des éléments significatifs sur les résultats trimestriels. L'affaiblissement du dollar américain a freiné la croissance du revenu et des frais au cours des deux dernières années, mais il s'est répercuté plus modestement sur le revenu net, en partie à cause de notre pratique qui consiste à couvrir notre position de change, qui est expliquée à la page 36.

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a, généralement parlant, augmenté régulièrement, abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs. La forte croissance des volumes doublée d'une hausse modérée des frais a été partiellement neutralisée par la contraction des marges nettes d'intérêts attribuable à l'évolution des préférences des clients vers des produits à plus faible marge et à l'intensification de la concurrence dans un contexte de taux d'intérêt peu élevés. La réduction de la marge nette d'intérêts a été plus marquée pour les services bancaires du groupe PE région de Chicago, en raison des pressions de la concurrence quant aux taux des prêts et des taux moins élevés sur les passifs à plus long terme. Le fait que la croissance des prêts a été supérieure à celle des dépôts a également influé sur la marge nette d'intérêts. Les rajustements des frais de services de cartes

ont nuï aux résultats du groupe aux deuxième et quatrième trimestres de 2004 et au quatrième trimestre de 2005.

Les résultats du groupe Gestion privée ont bénéficié d'une croissance régulière dans les secteurs des actifs gérés et des services tarifés, de l'amélioration de la marge nette d'intérêts sur les produits de placement à terme et de la gestion continue des frais, tout en étant sensibles à la variabilité des activités de négociation des clients. En 2005, l'amélioration des résultats du groupe est attribuable à un meilleur rendement dans les secteurs des services de placement traditionnels, des produits de placement à terme et des fonds d'investissement. Les résultats du quatrième trimestre de 2005 ont bénéficié de l'inclusion de revenus combinés de 74 millions de dollars (34 millions après impôts) tirés de la vente de *Harrisdirect* et de la part du groupe de l'investissement de BMO dans les actions ordinaires TSX.

Les résultats du groupe Services d'investissement sont moins stables que ceux de nos autres groupes, parce qu'ils dépendent en partie des niveaux d'activité des marchés financiers. Le revenu net du groupe a été particulièrement élevé aux premier et deuxième trimestres de 2004 grâce aux conditions extrêmement favorables des marchés financiers, et il a été élevé au troisième trimestre de 2004 grâce au très bon rendement du portefeuille de prêts, favorisé notamment par d'importants recouvrements de capital et d'intérêts liés à des prêts qui avaient précédemment été radiés. En 2005, un recouvrement de 32 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et l'incidence, au montant de 30 millions de dollars (20 millions après impôts) de l'adoption d'une nouvelle façon de comptabiliser les investissements des banques d'affaires ont contribué aux solides résultats du premier trimestre, tandis que le deuxième trimestre a profité d'un gain de 44 millions de dollars (37 millions après impôts) constaté à la restructuration des EDDV. Au cours de 2005, le contexte de taux d'intérêt, notamment l'incidence de la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, a eu des répercussions sur les résultats. Au quatrième trimestre, les revenus de négociation particulièrement élevés ont contribué aux résultats.

Les provisions pour créances irrécouvrables de BMO ont diminué en 2004, alors que nous traversons une étape particulièrement favorable du cycle de crédit. Le niveau des provisions a été particulièrement bas au troisième trimestre de 2004, lorsque nous avons comptabilisé des niveaux élevés de reprises sur les réserves précédemment établies et de recouvrements de prêts précédemment radiés. Ces reprises et recouvrements ont été un important facteur du revenu net élevé des Services d'entreprise au cours de ce trimestre. En fait, le rendement favorable du portefeuille de prêts au troisième trimestre de 2004 a été si prononcé qu'au troisième trimestre de 2005, le revenu net de BMO a diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui ne s'était pas produit au cours des trois derniers exercices.

Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2005	31 juill. 2005	30 avr. 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juill. 2004	30 avr. 2004	31 janv. 2004	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêts (bic)	1 224	1 244	1 212	1 226	1 206	1 272	1 194	1 265	4 906	4 937	4 929
Revenu autre que d'intérêts	1 426	1 197	1 216	1 213	1 073	1 121	1 251	1 106	5 052	4 551	4 220
Revenu total (bic)	2 650	2 441	2 428	2 439	2 279	2 393	2 445	2 371	9 958	9 488	9 149
Provision pour créances irrécouvrables – spécifique	57	73	46	43	37	(70)	45	55	219	67	455
Provision pour créances irrécouvrables – générale	–	–	(40)	–	(50)	(40)	(40)	(40)	(40)	(170)	–
Frais autres que d'intérêts	1 636	1 579	1 579	1 533	1 493	1 538	1 565	1 561	6 327	6 157	6 087
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	957	789	843	863	799	965	875	795	3 452	3 434	2 607
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic)	284	234	229	247	243	318	280	270	994	1 111	804
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	16	14	14	14	5	4	4	4	58	17	22
Revenu net	657	541	600	602	551	643	591	521	2 400	2 306	1 781
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	17	17	21	19	19	21	19	19	74	78	79
Revenu net avant amortissement	674	558	621	621	570	664	610	540	2 474	2 384	1 860
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	30	30	31	28	30	32	39	38	119	139	152
Revenu selon les états financiers	2 620	2 411	2 397	2 411	2 249	2 361	2 406	2 333	9 839	9 349	8 997
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Groupe Particuliers et entreprises	305	307	293	294	267	268	206	241	1 199	982	914
Groupe Gestion privée	107	63	77	73	53	58	63	53	320	227	137
Groupe Services d'investissement	225	184	206	237	191	230	206	205	852	832	691
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	20	(13)	24	(2)	40	87	116	22	29	265	39
Revenu net – BMO Groupe financier	657	541	600	602	551	643	591	521	2 400	2 306	1 781
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,49	0,46	0,46	0,44	0,44	0,40	0,40	0,35	1,85	1,59	1,34
Résultat											
de base	1,30	1,07	1,19	1,18	1,08	1,27	1,16	1,02	4,74	4,53	3,51
dilué	1,27	1,05	1,16	1,16	1,06	1,24	1,12	1,00	4,64	4,42	3,44
Résultat avant amortissement											
de base	1,34	1,10	1,23	1,22	1,13	1,30	1,20	1,06	4,89	4,69	3,67
dilué	1,31	1,08	1,21	1,19	1,10	1,27	1,17	1,03	4,79	4,57	3,59
Valeur comptable	26,53	26,00	25,60	24,93	24,24	24,31	23,82	22,87	26,53	24,24	22,09
Cours											
Haut	62,44	62,05	57,13	58,59	59,63	55,50	58,74	59,65	62,44	59,65	50,26
Bas	56,00	55,04	53,05	54,38	52,05	49,50	50,88	49,28	53,05	49,28	37,79
Clôture	57,81	61,10	56,65	55,28	57,55	55,40	51,90	57,79	57,81	57,55	49,33
Mesures financières (%)											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	13,8	17,4	19,6	21,8	18,9	18,7	14,8	15,2	13,8	18,9	12,9
Rendement de l'action	3,4	3,0	3,2	3,2	3,1	2,9	3,1	2,4	3,2	2,8	2,7
Croissance du résultat dilué par action	19,8	(15,3)	3,6	16,0	9,3	30,5	45,5	33,3	5,0	28,5	28,4
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	19,1	(15,0)	3,4	15,5	10,0	28,3	44,4	30,4	4,8	27,3	26,9
Rendement des capitaux propres	19,8	16,5	19,5	19,4	17,8	21,0	20,4	18,3	18,8	19,4	16,4
Rendement des capitaux propres, avant amortissement	20,3	17,1	20,2	20,0	18,5	21,7	21,1	19,0	19,4	20,1	17,1
Croissance du profit économique net	31,8	(37,4)	(2,1)	22,0	10,3	53,7	100+	94,9	(0,3)	59,6	91,8
Croissance du revenu net	19,5	(16,0)	1,6	15,4	9,5	30,6	48,1	34,5	4,1	29,4	29,7
Croissance du revenu	16,5	2,1	(0,4)	3,4	(3,9)	3,8	12,7	3,8	5,2	3,9	4,2
Croissance du revenu (bic)	16,3	2,0	(0,7)	2,9	(4,3)	4,0	12,2	3,7	5,0	3,7	4,7
Marge nette d'intérêts	1,54	1,61	1,56	1,61	1,77	1,82	1,70	1,82	1,58	1,78	1,81
Marge nette d'intérêts (bic)	1,58	1,65	1,60	1,64	1,82	1,87	1,75	1,88	1,62	1,83	1,87
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,4	65,5	65,9	63,6	66,4	65,2	65,0	66,9	64,3	65,9	67,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	61,7	64,7	65,0	62,9	65,5	64,3	64,0	65,9	63,5	64,9	66,5
Ratio des frais autres que d'intérêts avant amortissement au revenu (bic)	60,9	63,8	64,0	61,9	64,4	63,2	62,9	64,7	62,6	63,8	65,4
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,13	0,17	0,01	0,11	(0,03)	(0,28)	0,01	0,04	0,11	(0,07)	0,30
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	1,177	1,235	1,234	1,210	1,264	1,342	1,339	1,307	1,214	1,313	1,435
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	4,91	5,92	6,77	7,10	7,47	8,90	10,28	12,58	4,91	7,47	13,91
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	26,2	26,8	27,6	25,0	25,8	27,3	29,2	29,1	26,2	25,8	29,1
Ratio du capital de première catégorie	10,25	9,39	9,38	9,72	9,81	9,44	9,67	9,65	10,25	9,81	9,55

De l'avis de la direction de la Banque de Montréal, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les rajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels rajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu, et les taux de croissance sont établis sur 12 mois. Les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas forcément indicateurs des résultats réels de l'exercice complet.

Analyse des résultats financiers de 2004

Revenu net

En 2004, le revenu net s'était établi à 2 306 millions de dollars, en hausse de 525 millions, ou de 29 %. Le résultat par action s'était accru de 0,98 \$, ou de 29 %, et avait atteint 4,42 \$, ce qui constituait alors un niveau record. Les deux tiers de cette augmentation étaient attribuables à l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts et le dernier tiers, aux solides résultats des groupes d'exploitation. En 2004, les trois groupes clients avaient accru leur productivité et enregistré un revenu net record. Le rendement des capitaux propres avait atteint 19,4 %, en hausse par rapport à 16,4 % en 2003.

Revenu

En 2004, le revenu sur une base d'imposition comparable avait augmenté de 339 millions de dollars, ou de 3,7 %, et s'était établi à 9 488 millions, à la faveur de la croissance enregistrée dans tous les groupes d'exploitation. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance du revenu de chacun des groupes d'exploitation et retranché 243 millions de dollars, ou 2,7 points de pourcentage, de la croissance du revenu global de BMO, tandis que l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises avait ajouté 91 millions de dollars, ou 1,0 point de pourcentage, à la croissance du revenu. L'augmentation du revenu de 339 millions de dollars était presque entièrement attribuable à l'augmentation du revenu autre que d'intérêts, la hausse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ayant été en grande partie neutralisée par les baisses inscrites par le groupe Services d'investissement et le groupe Gestion privée.

Provision pour créances irrécouvrables

En 2004, il y avait eu un recouvrement net de créances irrécouvrables de 103 millions de dollars, résultant de provisions spécifiques de 67 millions et d'une réduction de 170 millions de la réserve générale. Les résultats de l'exercice 2003 reflétaient des provisions spécifiques de 455 millions de dollars et aucune modification n'avait été apportée à la réserve générale au cours de cette période. La réduction de la provision en 2004 s'expliquait par l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts au cours de l'exercice. Le solde des nouveaux prêts douteux ne correspondait qu'à la moitié du niveau de 2003 et qu'au tiers des niveaux de 2001 et de 2002. Aussi, le total des nouvelles provisions spécifiques en 2004 avait été inférieur de moitié aux montants enregistrés en 2001 et en 2002 et, en plus, les reprises et recouvrements avaient été élevés. Les provisions avaient été plus faibles en 2004 qu'à n'importe quel autre moment du cycle de crédit.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 70 millions de dollars, ou de 1,1 %, et s'étaient établis à 6 157 millions, reflétant l'efficacité de notre gestion des coûts. L'effet différentiel des acquisitions d'entreprises avait fait augmenter les frais de 106 millions de dollars (1,7 %), tandis que l'affaiblissement du dollar américain avait réduit les coûts de 177 millions de dollars (-2,9 %). La hausse de la rémunération liée au rendement, associée à l'accroissement de 29 % du revenu net de BMO, avait accru les frais de 90 millions de dollars (1,5 %), et la hausse des coûts de retraite avait fait augmenter les frais de 30 millions de dollars (0,5 %). Les autres frais s'étaient accrues de seulement 21 millions de dollars, ou de 0,3 %, puisque la modification comptable visant à capitaliser certains coûts liés au développement interne de logiciels en 2004 avait entraîné une diminution des frais de 47 millions de dollars.

Résultats des groupes d'exploitation

Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises avait augmenté de 68 millions de dollars, ou de 7 %, à 982 millions, résultat de la hausse du revenu, de la compression des coûts et d'une réduction du taux d'imposition effectif. Le revenu s'était accru de 98 millions de dollars, ou de 2 %, grâce à une forte croissance des volumes tant au Canada qu'aux

États-Unis et à l'incidence de 20 millions de dollars des acquisitions aux États-Unis. Le taux de croissance avait été limité par l'incidence de 82 millions de dollars de l'affaiblissement du dollar américain, par la réduction de la marge nette d'intérêts et par un rajustement de 65 millions de dollars (42 millions après impôts) des frais de services de cartes. Abstraction faite de ce rajustement, le revenu net avait augmenté de 110 millions de dollars, ou de 12 %. Les frais autres que d'intérêts s'étaient accrues de 7 millions de dollars, à 3 077 millions, les coûts ayant fléchi de 58 millions en raison de l'affaiblissement du dollar américain.

En 2004, le revenu net du groupe Gestion privée avait atteint 227 millions de dollars, un record représentant une hausse de 90 millions, ou de 7 %. Le revenu avait augmenté de 117 millions de dollars, ou de 7 %, et s'était établi à 1 851 millions. Le succès des mesures productives de revenus et l'amélioration générale de la conjoncture avaient entraîné une croissance des revenus de commissions et des revenus tirés des services tarifés, principalement dans les secteurs des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement. Le revenu net d'intérêts a diminué, le contexte de bas taux d'intérêt ayant eu un effet négatif sur la marge nette d'intérêts réalisée sur les produits de placement à terme. Les frais autres que d'intérêts avaient baissé de 6 millions de dollars, à 1 504 millions, comparativement à une croissance de 12 % du revenu autre que d'intérêts, ce qui reflétait le succès des efforts accomplis par le groupe pour réduire les frais autres que ceux liés au revenu. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit de 48 millions de dollars la croissance du revenu et de 53 millions de dollars la croissance des frais.

Le revenu net du groupe Services d'investissement s'était accru de 141 millions de dollars, ou de 20 %, au niveau record de 832 millions. Cette amélioration était attribuable tant à la hausse des revenus qu'à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables. Le revenu avait augmenté de 180 millions de dollars, ou de 7 %. Une amélioration de 189 millions de dollars avait été enregistrée au chapitre des gains nets sur titres de placement, mais elle avait été en partie annulée par les frais d'intérêts de 44 millions découlant du dénouement de couvertures liées à la vente de certains titres. L'inclusion des résultats de Harris Nesbitt Gerard (HNG) pour l'exercice complet s'était traduite par une augmentation de 69 millions de dollars des commissions et des droits sur titres, tandis que les commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt avaient augmenté considérablement. Le revenu d'intérêts avait subi l'effet négatif de la baisse des soldes des prêts aux grandes entreprises et du rétrécissement des marges dans les secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt, sous l'effet de la hausse des taux à court terme. Les revenus de négociation avaient diminué dans le sillage de la baisse des revenus de négociation sur les produits de base et les taux d'intérêt; par contre, les revenus de négociation d'actions avaient augmenté. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit le revenu de 124 millions de dollars. La provision pour créances irrécouvrables avait diminué de 93 millions de dollars en raison de l'amélioration du contexte du crédit et du recouvrement de 39 millions sur un prêt qui avait été précédemment radié. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 60 millions de dollars, ou de 4 %, l'effet différentiel de l'inclusion des frais liés à l'acquisition de HNG, qui se chiffrait à 87 millions de dollars, ainsi que l'augmentation de la rémunération liée au rendement ayant été en partie neutralisés par l'effet, à hauteur de 58 millions de dollars, de l'affaiblissement du dollar américain.

Le revenu net des Services d'entreprise s'était élevé à 265 millions de dollars, comparativement à 39 millions en 2003. L'amélioration s'expliquait par une réduction considérable de la provision pour créances irrécouvrables et par la hausse des gains nets sur titres de placement et des gains à la conversion de devises, qui avaient été partiellement neutralisées par la baisse des revenus de placement nets dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt et par des avantages fiscaux proportionnellement moins élevés.

Données complémentaires

Tableau 1 ▶ Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Cours des actions ordinaires (\$)										
Haut	62,44	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80	34,80	43,50	30,80	20,83
Bas	53,05	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00	24,68	25,88	19,53	14,69
Clôture	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25	28,33	31,55	30,43	20,28
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (\$)	1,85	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00	0,94	0,88	0,82	0,74
Dividende versé (\$)	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99	0,93	0,88	0,80	0,71
Ratio de distribution (%)	39,0	35,0	38,2	44,0	40,8	30,2	39,6	37,4	35,0	35,1
Rendement de l'action (%)	3,2	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8	3,3	2,8	2,9	3,9
Rendement total des capitaux propres (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	13,8	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9	22,0	23,3	26,1	22,2
Rendement sur un an	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0	(7,4)	6,4	55,0	42,4
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)										
à la fin de l'exercice	500 219	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584	534 064	528 866	522 873	519 874
nombre moyen – de base	500 060	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318	531 723	525 021	520 819	522 465
nombre moyen – dilué	510 736	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815	542 920	542 181	538 469	538 271
Nombre de comptes d'actionnaires	40 104	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663	49 369	51 387	53 651	55 571
Valeur comptable de l'action (\$)	26,53	24,24	22,09	21,07	19,69	19,63	17,44	16,36	14,59	12,94
Valeur de marché globale des actions (\$) (en milliards)	28,9	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4	15,1	16,7	15,9	10,5
Ratio cours-résultat (d'après le RPA dilué)	12,5	13,0	14,3	14,2	12,7	10,8	12,1	13,8	13,3	9,8
Ratio cours-résultat avant amortissement (d'après le RPA dilué, avant amortissement)	12,1	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4	11,5	13,0	12,6	9,3
Ratio cours-valeur comptable	2,18	2,37	2,23	1,81	1,72	1,80	1,62	1,93	2,09	1,57

Tableau 2 ▶ Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	TCAC annualisé sur 5 ans 2)	TCAC annualisé sur 10 ans 2)
État des résultats							
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	4 906	4 937	4 929	4 812	4 527	2,9	3,2
Revenu autre que d'intérêts	5 052	4 551	4 220	3 924	4 222	3,1	9,2
Revenu total (bic) 1)	9 958	9 488	9 149	8 736	8 749	3,0	5,8
Provision pour créances irrécouvrables	179	(103)	455	820	980	(13,0)	(4,2)
Frais autres que d'intérêts	6 327	6 157	6 087	6 030	5 671	3,8	5,8
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices, part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et amortissement des écarts d'acquisition	3 452	3 434	2 607	1 886	2 098	3,2	6,9
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	994	1 111	804	493	621	(2,4)	2,9
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	58	17	22	20	19	26,9	16,5
Revenu net avant amortissement des écarts d'acquisition	2 400	2 306	1 781	1 373	1 458	5,7	8,9
Amortissement des écarts d'acquisition, déduction faite de l'impôt applicable	–	–	–	–	56	n.s.	n.s.
Revenu net	2 400	2 306	1 781	1 373	1 402	6,3	9,3
Taux de croissance annuel (%)	4,1	29,4	29,7	(2,1)	(20,6)	s.o.	s.o.
Résultat par action (RPA) (\$)							
de base	4,74	4,53	3,51	2,73	2,72	7,5	10,6
dilué	4,64	4,42	3,44	2,68	2,66	7,4	10,6
Taux de croissance annuel (%)	5,0	28,5	28,4	0,8	(18,2)	(33,7)	(9,4)
RPA dilué, avant amortissement (\$ 1)							
Taux de croissance annuel (%)	4,79	4,57	3,59	2,83	2,86	7,2	10,3
Taux de croissance annuel (%)	4,8	27,3	26,9	(1,0)	(15,6)	s.o.	s.o.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 35.

2) Taux de croissance annuel composé (TCAC), exprimé en pourcentage.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tableau 3 ▶ Rendement des capitaux propres et de l'actif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Revenu net	2 400	2 306	1 781	1 373	1 402	1 766	1 290	1 260	1 240	1 118
Dividendes sur actions privilégiés	30	31	38	35	11	10	25	22	18	19
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 370	2 275	1 743	1 338	1 391	1 756	1 265	1 238	1 222	1 099
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	12 609	11 720	10 646	9 973	10 100	9 745	8 976	8 128	7 165	6 457
Rendement des capitaux propres (%)	18,8	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0	14,1	15,2	17,1	17,0
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	19,4	20,1	17,1	14,2	14,8	18,8	14,8	16,1	18,0	17,9
Rendement de l'actif moyen (%)	0,79	0,85	0,67	0,55	0,58	0,75	0,57	0,55	0,63	0,71
Rendement de l'actif moyen afférent aux actions ordinaires (%)	0,78	0,84	0,66	0,54	0,57	0,75	0,56	0,54	0,62	0,69

Tableau 4 ▶ Sommaire du bilan (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Actif					
Encaisse	20 721	18 045	19 860	19 305	17 656
Valeurs mobilières	57 256	50 472	54 790	43 715	37 676
Solde net des prêts et acceptations	174 337	156 248	146 156	149 596	144 765
Autres actifs	45 218	40 429	35 688	40 248	39 312
Total de l'actif	297 532	265 194	256 494	252 864	239 409
Passif et capitaux propres					
Dépôts	193 793	175 190	171 551	161 838	154 290
Autres passifs	85 804	73 270	68 455	74 188	68 613
Dette subordonnée	2 469	2 395	2 856	3 794	4 674
Actions privilégiées	450	450	850	850	850
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capital-actions					
Actions privilégiées	596	596	596	667	200
Actions ordinaires	4 022	3 857	3 662	3 459	3 375
Surplus d'apport	20	10	3	—	—
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(612)	(497)	(195)	419	500
Bénéfices non répartis	9 840	8 773	7 566	6 499	5 757
Total du passif et des capitaux propres	297 532	265 194	256 494	252 864	239 409
Soldes quotidiens moyens					
Solde net des prêts et acceptations	169 523	154 863	150 784	147 443	147 370
Actif	303 160	269 792	263 966	247 990	243 248

Tableau 5 ▶ Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Liquidités en dollars canadiens					
Dépôts à d'autres banques	1 855	2 270	1 330	1 892	1 535
Autres éléments d'encaisse	586	(5)	1 313	2 178	1 296
Valeurs mobilières	28 945	26 006	28 790	23 471	16 398
Total des liquidités en dollars canadiens	31 386	28 271	31 433	27 541	19 229
Liquidités en dollars américains et autres devises					
Dépôts à d'autres banques	17 232	14 256	16 774	14 445	13 431
Autres éléments d'encaisse	1 048	1 524	443	790	1 394
Valeurs mobilières	28 311	24 466	26 000	20 244	21 278
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	46 591	40 246	43 217	35 479	36 103
Total des liquidités 1)	77 977	68 517	74 650	63 020	55 332
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	26,2	25,8	29,1	24,9	23,1
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités 2)	27 760	18 812	18 698	18 859	16 106

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension, prêtés ou vendus, et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les réserves ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

Tableau 6 ▶ Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005		2004		2003	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	7 933	1,14	7 717	0,69	7 096	0,87
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	10 861	–	10 000	–	9 244	–
Payables sur avis	37 287	1,39	36 187	1,26	33 392	1,47
Payables à date fixe	68 019	2,33	64 413	2,07	57 175	2,34
Total des dépôts domiciliés au Canada	124 100	1,77	118 317	1,56	106 907	1,77
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Dépôts à vue aux États-Unis	9 930	1,56	10 174	0,75	10 700	0,85
Autres dépôts aux États-Unis payables sur avis ou à date fixe	31 051	2,21	29 372	1,40	32 729	2,02
Dépôts domiciliés dans d'autres pays	21 607	3,08	20 077	2,05	15 282	2,05
Total des dépôts moyens	186 688	1,98	177 940	1,54	165 618	1,79

Au 31 octobre 2005, 2004 et 2003, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 9 515 millions, 9 838 millions et 8 739 millions de dollars respectivement; le total des dépôts payables sur avis comprenait 18 766 millions, 19 225 millions et 18 691 millions de dollars respectivement de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les

normes de présentation des États-Unis; le total des dépôts payables à date fixe comprenait 21 477 millions, 19 542 millions et 18 872 millions de dollars respectivement de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Tableau 7 ▶ Gains (pertes) non matérialisés sur titres de placement (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Valeur comptable	Juste valeur	Gains (pertes) non matérialisés ¹⁾				
			2005	2004	2003	2002	2001
Titres de créance d'État et autres valeurs mobilières							
Titres émis par les administrations publiques canadiennes	22	22	–	–	1	(2)	(13)
Titres émis par les administrations publiques américaines	7 508	7 485	(23)	–	134	249	202
Titres adossés à des créances immobilières	686	679	(7)	4	15	29	53
Titres de créance d'entreprises	2 301	2 307	6	21	89	62	11
Actions d'entreprises	2 296	2 316	20	60	71	(19)	(12)
Titres émis par d'autres administrations publiques	123	124	1	1	2	2	3
Total des titres de placement	12 936	12 933	(3)	86	312	321	244

1) Les gains (pertes) non matérialisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou par des contrats de couverture.

Tableau 8 ▶ Obligations contractuelles (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2005					Sans échéance fixe	Total
	Moins de un an	De 1 à 3 ans	4 ou 5 ans	Plus de 5 ans		
Dettes subordonnées	–	354	140	1 975	–	2 469
Contrats de location-exploitation	202	330	239	693	–	1 464
Dépôts ¹⁾	91 779	18 399	4 695	2 358	76 562	193 793
Titres d'une fiducie de capital ²⁾	–	–	–	2 192	–	2 192
Total	91 981	19 083	5 074	7 218	76 562	199 918

1) Inclut des dépôts à échéance fixe pour un total de 18,2 milliards de dollars, qui sont remboursables au gré des clients à certaines conditions.

2) Représente des instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie.

Tableau 9 ▶ Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
Autres renseignements										
Employés 1)	33 785	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884	33 464	33 400	34 286	33 468
Succursales bancaires	1 180	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135	1 198	1 216	1 246	1 296
Guichets automatiques (Canada)	1 952	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987	2 039	2 069	2 035	2 017
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	4,30	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05	6,49	6,44	4,80	6,67
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	5,85	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18	8,00	8,59	8,51	8,49
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,27	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44	1,45	1,40	1,33	1,34
Bas	1,16	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53	1,56	1,58	1,41	1,38
Moyen	1,22	1,32	1,44	1,57	1,54	1,48	1,50	1,46	1,37	1,37
À la fin de l'exercice	1,18	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52	1,47	1,54	1,41	1,34

1) Équivalent de durée normale; employés à temps plein et à temps partiel et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

Tableau 10 ▶ Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Revenu net d'intérêts							
Revenu net d'intérêts selon les états financiers	4 787	4 798	4 777	4 706	4 385	3,1	3,2
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	119	139	152	106	142	(2,4)	3,5
Revenu net d'intérêts (bic)	4 906	4 937	4 929	4 812	4 527	2,9	3,2
Taux de croissance annuel (%)	(0,6)	0,2	2,4	6,3	6,6	s.o.	s.o.
Marges nettes d'intérêts							
Total de l'actif moyen	303 160	269 792	263 966	247 990	243 248	5,2	7,7
Marge nette d'intérêts selon les états financiers (%)	1,58	1,78	1,81	1,90	1,80	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts (bic) (%)	1,62	1,83	1,87	1,94	1,86	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (bic) (%)	1,87	2,09	2,28	2,49	2,68	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (bic) (%)	1,10	1,37	1,32	1,37	1,15	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	1 092	1 055	894	813	742	4,9	13,3
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	734	746	756	732	670	2,6	5,0
Revenus de négociation	413	200	275	209	490	1,3	6,3
Commissions sur prêts	313	317	293	306	352	(0,6)	5,3
Frais de services de cartes	334	261	290	260	204	9,1	3,8
Revenus de gestion de placements et de garde de titres	305	307	303	314	336	(4,0)	2,4
Revenus tirés de fonds d'investissement	437	378	321	309	251	13,6	23,6
Revenus de titrisation	113	177	244	329	331	(20,0)	n.d.
Commissions de prise ferme et de consultation	357	343	268	228	234	11,2	n.d.
Gains (pertes) sur titres de placement	165	175	(41)	(146)	123	(2,2)	13,6
Revenus de change autres que de négociation	180	177	160	151	127	4,2	6,1
Revenus d'assurances	162	139	124	105	125	11,1	16,4
Autres revenus	447	276	333	314	237	(11,7)	15,0
Total du revenu autre que d'intérêts	5 052	4 551	4 220	3 924	4 222	3,1	9,2
Taux de croissance annuel (%)	11,0	7,8	7,6	(7,1)	(2,4)	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic)	50,7	48,0	46,1	44,9	48,3	s.o.	s.o.
Revenu total selon les états financiers							
Revenu total (bic)	9 839	9 349	8 997	8 630	8 607	3,1	5,8
Taux de croissance annuel (bic) (%)	5,0	3,7	4,7	(0,1)	2,1	s.o.	s.o.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 11 ▶ Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005	2004	2003	2002	2001	TCAC annualisé sur 5 ans	TCAC annualisé sur 10 ans
Pour l'exercice terminé le 31 octobre							
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel							
Salaires	1 903	1 901	1 981	2 021	1 883	1,1	0,8
Rémunération liée au rendement	1 272	1 148	1 058	941	974	5,0	n.d.
Avantages sociaux	571	583	539	441	355	16,6	9,0
Total de la rémunération du personnel	3 746	3 632	3 578	3 403	3 212	4,1	6,5
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	198	182	174	179	134	8,7	3,8
Bureaux, mobilier et agencements	253	263	271	286	289	(1,4)	2,1
Impôt foncier	45	52	52	52	52	(0,9)	0,8
Matériel informatique et autre	768	755	767	763	678	4,3	10,0
Total des frais de bureau et de matériel	1 264	1 252	1 264	1 280	1 153	3,4	6,4
Autres frais							
Communications	122	138	162	173	194	(14,1)	(5,2)
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	107	99	106	77	103	(0,7)	(0,3)
Honoraires	243	262	255	291	288	(6,2)	5,6
Déplacements et expansion des affaires	247	239	225	261	248	0,9	4,4
Divers	504	431	392	458	430	20,2	7,7
Total des autres frais	1 223	1 169	1 140	1 260	1 263	1,4	3,6
Amortissement des actifs incorporels	94	104	105	87	43	32,1	20,5
Total des frais autres que d'intérêts	6 327	6 157	6 087	6 030	5 671	3,8	5,8
Taux de croissance annuel (%)	2,8	1,1	0,9	6,3	7,8	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	63,5	64,9	66,5	69,0	64,8	s.o.	s.o.
Charges fiscales et impôts 1)							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	152	163	156	150	148	2,7	3,7
Impôt foncier	45	52	52	52	52	(0,9)	0,8
Impôt provincial sur le capital	100	91	100	69	93	(0,1)	1,7
Taxe d'affaires	7	8	6	8	10	(7,0)	(12,1)
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	127	149	158	142	126	0,2	3,7
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices	431	463	472	421	429	0,7	2,2
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices selon :							
L'état des résultats							
Provision	875	972	652	387	479	(2,4)	2,8
Amortissement des écarts d'acquisition	–	–	–	–	(6)	n.s.	n.s.
L'état des bénéfices non répartis	101	246	601	77	(350)	n.s.	n.s.
Total des impôts sur les bénéfices	976	1 218	1 253	464	123	3,3	3,8
Total des charges fiscales et des impôts	1 407	1 681	1 725	885	552	2,4	3,3
Total des charges fiscales et des impôts en pourcentage du revenu net avant impôts et autres charges fiscales	37,9	44,9	59,4	40,6	24,0	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif (bic)	28,8	32,4	30,8	26,2	29,6	s.o.	s.o.

1) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 12 ▶ Actif, passif et taux d'intérêt moyens (bic) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2005			2004			2003		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/frais d'intérêts
Pour l'exercice terminé le 31 octobre									
Actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	1 908	2,65	51	1 682	2,50	42	1 679	3,07	52
Valeurs mobilières	29 967	3,79	1 136	28 924	3,25	940	27 041	3,45	933
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 954	4,58	2 379	48 592	4,90	2 380	43 804	5,31	2 324
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 483	5,78	144	2 439	6,27	153	2 352	6,40	151
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	17 494	5,49	960	15 863	5,34	847	14 964	6,12	916
Prêts sur cartes de crédit	4 244	10,80	458	3 288	10,63	349	2 570	10,78	277
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	43 248	3,63	1 570	33 002	4,02	1 326	29 158	4,87	1 419
Total des prêts	119 423	4,61	5 511	103 184	4,90	5 055	92 848	5,48	5 087
Actifs divers ne portant pas intérêt	52 942			39 313			29 877		
Total en dollars canadiens	204 240	3,28	6 698	173 103	3,49	6 037	151 445	4,01	6 072
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	16 555	3,35	555	17 408	2,28	396	13 720	2,22	304
Valeurs mobilières	28 790	2,82	813	26 070	2,59	675	24 977	3,28	819
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 092	4,64	283	5 848	4,54	266	5 646	5,03	284
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	2 521	5,92	149	2 158	5,63	122	2 008	6,35	127
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	8 679	4,87	423	7 352	4,45	327	6 330	5,16	326
Prêts sur cartes de crédit	21	5,44	1	24	4,89	1	59	2,88	2
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	27 277	4,99	1 362	30 781	3,16	973	37 424	3,06	1 145
Total des prêts	44 590	4,97	2 218	46 163	3,66	1 689	51 467	3,66	1 884
Actifs divers ne portant pas intérêt	8 985			7 048			22 357		
Total en dollars américains et autres devises	98 920	3,63	3 586	96 689	2,85	2 760	112 521	2,67	3 007
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	303 160	3,39	10 284	269 792	3,26	8 797	263 966	3,44	9 079
Passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	2 752	2,00	55	1 737	1,70	30	1 609	2,29	37
Entreprises et administrations publiques	49 975	1,05	524	45 200	0,83	376	37 403	1,10	411
Particuliers	57 471	2,07	1 193	56 783	2,18	1 238	55 037	2,48	1 365
Total des dépôts	110 198	1,61	1 772	103 720	1,58	1 644	94 049	1,93	1 813
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	32 435	3,42	1 109	19 599	3,99	781	17 350	4,67	810
Passifs divers ne portant pas intérêt	48 795			37 049			28 274		
Total en dollars canadiens	191 428	1,50	2 881	160 368	1,51	2 425	139 673	1,88	2 623
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	21 975	2,93	644	22 539	1,53	345	20 428	1,49	304
Entreprises et administrations publiques	36 365	2,70	984	33 353	1,67	556	31 396	1,74	546
Particuliers	18 150	1,67	304	18 328	1,09	199	19 745	1,49	293
Total des dépôts	76 490	2,53	1 932	74 220	1,48	1 100	71 569	1,60	1 143
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	16 319	3,47	565	19 042	1,76	335	23 506	1,63	384
Passifs divers ne portant pas intérêt	5 746			3 033			17 092		
Total en dollars américains et autres devises	98 555	2,53	2 497	96 295	1,49	1 435	112 167	1,36	1 527
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	289 983	1,85	5 378	256 663	1,50	3 860	251 840	1,65	4 150
Capitaux propres	13 177			13 129			12 126		
Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres	303 160	1,77	5 378	269 792	1,43	3 860	263 966	1,57	4 150
Marge nette d'intérêts et revenu net d'intérêts		1,62	4 906		1,83	4 937		1,87	4 929

1) Inclut les titres pris en pension, empruntés ou achetés.

Tableau 13 ▶ Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (bic) (en millions de dollars)

	2005/2004			2004/2003		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	solde moyen	taux moyen	Total	solde moyen	taux moyen	Total
Pour l'exercice terminé le 31 octobre						
Actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	6	3	9	–	(10)	(10)
Valeurs mobilières	33	163	196	66	(59)	7
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	164	(165)	(1)	254	(198)	56
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3	(12)	(9)	5	(3)	2
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	87	26	113	55	(124)	(69)
Prêts sur cartes de crédit	102	7	109	77	(5)	72
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	412	(168)	244	187	(280)	(93)
Total des prêts	768	(312)	456	578	(610)	(32)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	807	(146)	661	644	(679)	(35)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(19)	178	159	81	11	92
Valeurs mobilières	70	68	138	36	(180)	(144)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	11	6	17	11	(29)	(18)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	20	7	27	10	(15)	(5)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	59	37	96	53	(52)	1
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	(1)	–	(1)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(111)	500	389	(204)	32	(172)
Total des prêts	(21)	550	529	(131)	(64)	(195)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	30	796	826	(14)	(233)	(247)
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts	837	650	1 487	630	(912)	(282)
Passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	17	8	25	3	(10)	(7)
Entreprises et administrations publiques	39	109	148	86	(121)	(35)
Particuliers	16	(61)	(45)	43	(170)	(127)
Total des dépôts	72	56	128	132	(301)	(169)
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	512	(184)	328	105	(134)	(29)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	584	(128)	456	237	(435)	(198)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	(8)	307	299	31	10	41
Entreprises et administrations publiques	51	377	428	34	(24)	10
Particuliers	(2)	107	105	(21)	(73)	(94)
Total des dépôts	41	791	832	44	(87)	(43)
Passifs divers portant intérêt	(49)	279	230	(73)	24	(49)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(8)	1 070	1 062	(29)	(63)	(92)
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts	576	942	1 518	208	(498)	(290)
Variation du total du revenu net d'intérêts	261	(292)	(31)	422	(414)	8

Tableau 14 ▶ Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	51 481	47 533	43 533	38 865	33 741	6 274	5 728	5 307	5 469	5 000	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	4 648	3 698	2 963	2 275	1 521	–	4	4	5	6	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	18 683	16 971	15 589	14 950	14 258	9 245	7 914	6 512	6 214	4 841	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	74 812	68 202	62 085	56 090	49 520	15 519	13 646	11 823	11 688	9 847	–	–	–	–	–
Entreprises															
Engagements d'entreprises, abstraction faite des titres pris en pension empruntés ou achetés	37 097	35 300	33 844	34 012	35 847	17 600	15 778	16 719	21 994	26 576	1 988	1 723	1 867	3 035	1 896
Titres pris en pension empruntés ou achetés	16 178	13 233	6 288	8 491	8 397	12 102	9 376	14 710	15 466	13 862	–	–	–	–	–
Total des engagements d'entreprises	53 275	48 533	40 132	42 503	44 244	29 702	25 154	31 429	37 460	40 438	1 988	1 723	1 867	3 035	1 896
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des réserves spécifiques	128 087	116 735	102 217	98 593	93 764	45 221	38 800	43 252	49 148	50 285	1 988	1 723	1 867	3 035	1 896
Réserve générale	(590)	(630)	(800)	(800)	(855)	(369)	(380)	(380)	(380)	(325)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	127 497	116 105	101 417	97 793	92 909	44 852	38 420	42 872	48 768	49 960	1 988	1 723	1 867	3 035	1 896

Tableau 15 ▶ Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	87	120	137	119	126	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	33	30	39	39	54	5	5	5	10	2	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	120	150	176	158	180	5	5	5	10	2	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises															
Solde des prêts et acceptations douteux, déduction faite des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables	286	333	395	536	534	331	426	771	882	694	18	62	147	150	17
Réserve générale	(590)	(630)	(800)	(800)	(855)	(369)	(380)	(380)	(380)	(325)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	(304)	(297)	(405)	(264)	(321)	(38)	46	391	502	369	18	62	147	150	17
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	(0,24)	(0,26)	(0,40)	(0,27)	(0,35)	(0,08)	0,12	0,91	1,03	0,74	0,91	3,60	7,87	4,94	0,90
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)															
Particuliers	0,16	0,22	0,28	0,28	0,36	0,03	0,04	0,04	0,09	0,02	–	–	–	–	–
Entreprises, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés	0,45	0,52	0,65	1,11	0,99	1,85	2,67	4,58	3,96	2,60	0,91	3,60	7,87	4,94	0,90

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts commerciaux aux entreprises (3,1 milliards de dollars en 2005, 3,2 milliards en 2004, 3,3 milliards en 2003, 3,2 milliards en 2002, 3,2 milliards en 2001).

2) Les soldes globaux sont présentés après déduction des réserves spécifiques et de la réserve générale; les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des réserves spécifiques seulement.

3) Prêts et acceptations revenant à un état productif, ventes et remboursements.

4) Exclut la RCI à l'égard des instruments hors bilan, de 6 millions de dollars en 2003.
n.d. – non disponible

Tableau 16 ▶ Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					Au 31 octobre					
2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	
Solde net des prêts et acceptations par province										
					Atlantique	5 839	5 934	6 097	5 767	4 644
					Québec	16 695	15 707	15 163	14 409	13 685
57 755	53 261	48 840	44 334	38 741	Ontario	72 314	63 509	51 650	51 045	49 554
4 648	3 702	2 967	2 280	1 527	Prairies	16 829	16 094	13 678	12 772	13 365
					Colombie-Britannique et territoires	16 410	15 491	15 629	14 600	12 516
27 928	24 885	22 101	21 164	19 099	Total net des prêts et acceptations au Canada	128 087	116 735	102 217	98 593	93 764
90 331	81 848	73 908	67 778	59 367	Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité, abstraction faite des titres pris en pension empruntés ou achetés					
					Prêts hypothécaires aux entreprises	8 246	7 954	7 684	7 591	7 352
					Secteur immobilier commercial	4 242	3 517	3 294	3 592	3 816
56 685	52 801	52 430	59 041	64 319	Construction (non immobilière)	936	939	1 009	722	931
28 280	22 609	20 998	23 957	22 259	Commerce de détail	3 494	3 242	3 276	3 039	3 181
					Commerce de gros	2 804	2 558	2 735	2 884	2 912
84 965	75 410	73 428	82 998	86 578	Agriculture	2 842	2 536	2 597	2 693	2 659
					Communications	1 179	1 415	1 742	2 724	3 261
					Secteur manufacturier	6 977	6 495	7 499	8 467	11 006
					Mines	375	290	430	581	745
					Industries pétrolière et gazière	2 829	2 863	1 913	3 611	4 055
175 296	157 258	147 336	150 776	145 945	Transport	932	951	1 143	1 303	1 523
(959)	(1 010)	(1 180)	(1 180)	(1 180)	Services publics	916	771	937	1 418	1 590
					Produits forestiers	644	544	698	981	1 177
174 337	156 248	146 156	149 596	144 765	Services	7 043	6 451	6 225	6 680	6 658
					Institutions financières	6 348	5 875	6 252	8 779	8 863
					Autres	6 878	6 400	4 996	3 976	4 590
						56 685	52 801	52 430	59 041	64 319

Tableau 17 ▶ Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					Au 31 octobre					
2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	
Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises										
87	120	137	119	126	Prêts hypothécaires aux entreprises	36	32	46	25	39
38	35	44	49	56	Secteur immobilier commercial	22	36	17	16	18
125	155	181	168	182	Construction (non immobilière)	7	17	27	3	47
510	666	1 132	1 400	1 063	Commerce de détail	39	37	10	51	120
					Commerce de gros	24	19	104	77	47
					Agriculture	15	18	17	24	10
635	821	1 313	1 568	1 245	Communications	116	149	202	429	78
(959)	(1 010)	(1 180)	(1 180)	(1 180)	Secteur manufacturier	117	123	228	273	126
					Mines	–	–	63	9	6
(324)	(189)	133	388	65	Industries pétrolière et gazière	1	–	–	71	77
					Transport	18	28	29	130	167
					Services publics	24	75	252	162	154
					Produits forestiers	5	5	32	23	48
					Services	54	68	71	63	102
					Institutions financières	11	23	34	14	25
					Autres	21	36	–	30	(1)
						510	666	1 132	1 400	1 063
4,91	6,75	12,15	15,16	14,17	Tableau 18 ▶ Modifications du solde des prêts et acceptations douteux (en millions de dollars)					
(0,19)	(0,12)	0,09	0,26	0,05						
0,14	0,19	0,24	0,25	0,31						
0,90	1,26	2,16	2,37	1,65						

Au 31 octobre				
2005	2004	2003	2002	2001
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice				
1 119	1 918	2 337	2 014	1 501
423	607	1 303	1 945	2 041
(319)	(936)	(1 156)	(738)	(830)
(419)	(470)	(566)	(884)	(698)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice				
804	1 119	1 918	2 337	2 014
1 308	1 785	1 949	1 949	1 597
290	163	402	884	950
(51)	(170)	–	–	100
(419)	(470)	(566)	(884)	(698)
Réserve pour créances irrécouvrables 4), à la fin de l'exercice				
1 128	1 308	1 785	1 949	1 949

Tableau 19 ▶ Modifications de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
Réserve pour créances irrécouvrables (RCI), au début de l'exercice	762	1 013	1 200	1 266	1 170	514	661	700	646	382	32	117	49	37	45
Provision pour créances irrécouvrables	192	(1)	211	561	402	14	(46)	211	255	570	(27)	(56)	33	4	8
Virements de réserves	–	–	(70)	(231)	26	–	–	5	225	(15)	–	–	65	6	(11)
Recouvrements	37	35	28	28	25	30	94	60	39	15	–	2	–	1	–
Radiations	(303)	(283)	(341)	(419)	(361)	(116)	(157)	(211)	(465)	(331)	–	(30)	(14)	–	(6)
Divers, y compris les écarts de change	(1)	(2)	(15)	(5)	4	(7)	(38)	(104)	–	25	1	(1)	(16)	1	1
Réserve pour créances irrécouvrables, à la fin de l'exercice	687	762	1 013	1 200	1 266	435	514	661	700	646	6	32	117	49	37
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(219)	(185)	(155)	(153)	(144)	(27)	(21)	(23)	(23)	(13)	–	–	–	–	–
Entreprises	(84)	(98)	(186)	(266)	(217)	(89)	(136)	(188)	(442)	(318)	–	(30)	(14)	–	(6)
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	33	29	26	22	19	16	12	10	8	6	–	–	–	–	–
Entreprises	4	6	2	6	6	14	82	50	31	9	–	2	–	1	–
Solde net des prêts radiés en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 20 ▶ Ventilation de la réserve pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	5	5	5	5	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1	2	2	4	6	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	6	7	7	9	12	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	91	125	200	391	399	66	134	281	320	319	6	32	117	49	37
Instruments hors bilan	–	–	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des réserves spécifiques	97	132	213	400	411	66	134	281	320	321	6	32	117	49	37
Réserve générale	590	630	800	800	855	369	380	380	380	325	–	–	–	–	–
Réserve pour créances irrécouvrables	687	762	1 013	1 200	1 266	435	514	661	700	646	6	32	117	49	37
Ratios de couverture															
RCI en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	179,4	163,9	167,3	128,2	134,0	109,6	91,8	62,8	58,2	63,6	25,0	34,0	44,3	24,6	68,5
Particuliers	4,8	4,5	3,8	5,4	6,2	–	–	–	–	50,0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises	35,4	40,6	47,7	50,8	53,0	35,4	24,1	26,8	26,7	31,6	25,0	34,0	44,3	24,6	68,5

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 21 ▶ Provision pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					Pour l'exercice terminé le 31 octobre				
2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
1 308	1 791	1 949	1 949	1 597	197	169	141	144	128
179	(103)	455	820	980	3	3	8	7	6
67	131	88	68	40	141	106	78	58	48
(419)	(470)	(566)	(884)	(698)	53	60	55	79	74
(7)	(41)	(135)	(4)	30	197	169	141	144	128
1 128	1 308	1 791	1 949	1 949	4	2	1	6	10
(246)	(206)	(178)	(176)	(157)	2	6	(16)	(2)	(1)
(173)	(264)	(388)	(708)	(541)	9	9	1	(23)	28
49	41	36	30	25	15	2	(7)	29	74
18	90	52	38	15	13	9	(1)	19	114
0,2	0,2	0,3	0,6	0,4	4	20	5	2	(1)
					(34)	(12)	7	399	129
					23	(37)	116	94	280
					–	(1)	10	–	5
					–	(4)	(18)	22	(22)
					13	(17)	29	17	38
					(26)	(87)	69	69	17
					–	(7)	37	4	–
					5	13	58	19	18
					(1)	13	2	23	64
					(5)	(11)	21	(2)	(1)
					22	(102)	314	676	752
					219	67	455	820	880
					(40)	(170)	–	–	100
					179	(103)	455	820	980

1) Aucune provision pour créances irrécouvrables n'a été établie à l'égard des titres pris en pension, empruntés ou achetés.

Tableau 22 ▶ Réserve spécifique pour créances irrécouvrables – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					Au 31 octobre				
2005	2004	2003	2002	2001	2005	2004	2003	2002	2001
5	5	5	5	6	163	291	598	760	755
1	2	2	4	8	6	7	7	9	14
6	7	7	9	14	163	291	598	760	755
163	291	598	760	755	–	–	6	–	–
–	–	6	–	–	169	298	611	769	769
169	298	611	769	769	959	1 010	1 180	1 180	1 180
959	1 010	1 180	1 180	1 180	1 128	1 308	1 791	1 949	1 949
1 128	1 308	1 791	1 949	1 949	140,2	116,9	93,1	83,4	96,8
140,2	116,9	93,1	83,4	96,8	4,6	4,3	3,7	5,1	7,1
4,6	4,3	3,7	5,1	7,1	24,2	30,4	34,6	35,2	41,5
24,2	30,4	34,6	35,2	41,5	8	16	12	64	6
					163	291	598	760	755

Tableau 23 ▶ Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2005	2004	2003	2002	2001
Capital de première catégorie					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13 270	12 143	11 036	10 377	9 632
Actions privilégiées à dividende non cumulatif 1)	1 046	1 046	1 446	1 517	1 050
Instruments de capital novateurs (B0aTS) inclus dans le capital de première catégorie 1)	2 192	1 745	1 150	1 150	1 150
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	37	44	39	32	32
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 2)	(1 091)	(1 507)	(1 334)	(1 547)	(798)
Total du capital de première catégorie	15 454	13 471	12 337	11 529	11 066
Capital de deuxième catégorie					
Actions privilégiées d'une filiale 3)	287	296	320	377	397
Dette subordonnée	2 130	1 783	1 981	3 171	4 133
Réserve générale pour créances irrécouvrables 4)	958	1 010	1 130	1 147	1 180
Total du capital de deuxième catégorie	3 375	3 089	3 431	4 695	5 710
Protection de premier niveau	(123)	(128)	(149)	(192)	(325)
Investissement dans des filiales non consolidées/investissements importants	(963)	(901)	–	–	–
Capital total	17 743	15 531	15 619	16 032	16 451
Actif pondéré en fonction des risques	150 819	137 323	129 163	131 078	135 768
Ratios du capital (%)					
Ratio du capital de première catégorie	10,25	9,81	9,55	8,80	8,15
Ratio du capital total	11,76	11,31	12,09	12,23	12,12
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,96	9,44	9,17	8,32	7,87
Ratio du capital total, selon les normes américaines	11,96	11,45	11,60	11,60	11,69
Ratio de l'actif au capital	16,4	17,0	16,4	15,8	14,2
Ratio des capitaux propres à l'actif (%)	4,7	4,8	4,5	4,4	4,1

1) Les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie comprennent des montants qui ont été reclassés dans le passif, au bilan consolidé, mais qui sont admissibles dans le calcul du capital à des fins réglementaires.

2) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont retranchés du capital de première catégorie, conformément aux lignes directrices du BSIF.

3) Reflète le classement des actions privilégiées d'une filiale dans le capital de deuxième catégorie.

4) Le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre réserve générale pour créances irrécouvrables ou un pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques (0,875 % depuis 2002).

Tableau 24 ▶ Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2005			2004	
	Solde	Équivalent du risque de crédit	Taux de pondération du risque (%)	Solde pondéré	Solde pondéré
Éléments inscrits au bilan					
Encaisse	20 721	20 721	0-20	3 945	3 426
Valeurs mobilières	57 256	57 256	0-100	4 237	4 722
Prêts hypothécaires	65 986	65 986	0-100	22 997	20 117
Autres prêts et acceptations	108 351	108 351	0-100	76 368	69 188
Autres actifs	45 218	45 218	0-100	7 706	9 084
Total des éléments inscrits au bilan	297 532	297 532		115 253	106 537
Éléments hors bilan					
Cautionnements bancaires et lettres de crédit de soutien	12 755	10 984	0-100	8 695	9 379
Prêts de titres	810	256	0-100	51	20
Crédits documentaires	974	195	0-100	87	75
Crédits fermes					
Terme initial de un an ou moins	70 695	–	0	–	–
Terme initial supérieur à un an	24 411	12 206	0-100	11 909	9 103
Instruments financiers dérivés	2 001 552	27 083	0-50	8 666	6 886
Total des éléments hors bilan	2 111 197	50 724		29 408	25 463
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de crédit				144 661	132 000
Total de l'actif pondéré en fonction des risques – risque de marché				6 158	5 323
Total de l'actif pondéré en fonction des risques				150 819	137 323
Total de l'actif pondéré en fonction des risques selon les normes américaines				154 224	139 159

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal, qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, le cas échéant. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que donne l'organisme qui réglemente nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences de la réglementation en valeurs mobilières, notamment la norme canadienne n° 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et la rubrique n° 303 du règlement S-K de la *Securities Exchange Act*, et aux exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôles et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels et de contrôles internes quant à la communication de l'information financière. Notre système de contrôle interne comprend la rédaction

et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application des conventions comptables. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières, et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

À titre de chef de la direction et de chef des finances de la Banque de Montréal, nous certifions le dépôt des documents d'information annuels de la Banque de Montréal auprès des ACVM et de la SEC conformément, au Canada, à la norme multilatérale n° 52-109 (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et, aux États-Unis, à la *Sarbanes-Oxley Act*.

Pour pouvoir donner leur opinion sur nos états financiers consolidés, les vérificateurs nommés par les actionnaires effectuent leur examen de notre système de contrôles internes et exécutent leurs travaux avec la précision qu'ils jugent convenable.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, de son Comité de révision et de son Comité d'évaluation des risques, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Il exerce également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration et à ses comités pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,

F. Anthony Comper

La première vice-présidente à la direction et chef des finances,

Karen E. Maidment

Canada

Le 29 novembre 2005

Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque de Montréal au 31 octobre 2005 et 2004 ainsi que les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de deux ans terminée le 31 octobre 2005. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

KPMG s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés

Canada
Le 29 novembre 2005

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque de Montréal au 31 octobre 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans terminée le 31 octobre 2005, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003, établis avant un rajustement découlant des modifications apportées à la convention comptable de la Banque relativement au reclassement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres, tel qu'il est décrit à la note 20 afférente aux états financiers consolidés, ont été vérifiés par KPMG s.e.n.c.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ces états dans le rapport des vérificateurs aux actionnaires daté du 25 novembre 2003. Nous avons vérifié les rajustements aux états consolidés des résultats, des modifications survenues dans les capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 et, à notre avis, ces rajustements, à tous les égards importants, sont appropriés et ont été effectués de façon adéquate.

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2005	2004
Actif		Données retraitées (voir la note 20)
Encaisse (notes 2 et 27)	20 721 \$	18 045 \$
Valeurs mobilières (notes 3 et 27)		
Titres de placement (juste valeur de 12 933 \$ en 2005 et de 15 103 \$ en 2004)	12 936	15 017
Titres de négociation	44 309	35 444
Substituts de prêts	11	11
	57 256	50 472
Prêts (notes 4 et 7)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	60 871	56 444
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	27 929	24 887
Prêts sur cartes de crédit	4 648	3 702
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 803	44 559
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	28 280	22 609
	169 531	152 201
Engagements de clients aux termes d'acceptations (note 4)	5 934	5 355
Réserve pour créances irrécouvrables (note 4)	(1 128)	(1 308)
	174 337	156 248
Autres actifs		
Instruments financiers dérivés (note 9)	31 517	25 448
Bureaux et matériel (note 10)	1 847	2 020
Écarts d'acquisition (note 13)	1 091	1 507
Actifs incorporels (note 13)	196	480
Actifs divers (note 14)	10 567	10 974
	45 218	40 429
Total de l'actif	297 532 \$	265 194 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 15)		
Banques	25 473 \$	20 654 \$
Entreprises et administrations publiques	92 437	79 614
Particuliers	75 883	74 922
	193 793	175 190
Autres passifs		
Instruments financiers dérivés (note 9)	28 868	23 973
Acceptations (note 16)	5 934	5 355
Titres vendus à découvert (note 16)	16 142	10 441
Titres mis en pension, prêtés ou vendus (note 16)	22 657	21 345
Passifs divers (note 16)	12 203	12 156
	85 804	73 270
Dettes subordonnées (note 17)	2 469	2 395
Actions privilégiées (note 20)	450	450
Titres d'une fiducie de capital (note 18)	1 150	1 150
Capitaux propres		
Capital-actions (note 20)	4 618	4 453
Surplus d'apport (note 21)	20	10
Perte de change non matérialisée nette	(612)	(497)
Bénéfices non répartis	9 840	8 773
	13 866	12 739
Total du passif et des capitaux propres	297 532 \$	265 194 \$

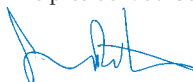
Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le président et chef de la direction,



F. Anthony Comper

Le président du Comité de vérification,



Jeremy H. Reitman

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2005	2004	2003
			Données retraitées (voir la note 20)
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	7 728 \$	6 743 \$	6 970 \$
Valeurs mobilières (note 3)	1 830	1 476	1 601
Dépôts à d'autres banques	606	438	356
	10 164	8 657	8 927
Frais d'intérêts			
Dépôts	3 703	2 744	2 957
Dettes subordonnées	202	193	235
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital (notes 18 et 20)	97	124	122
Autres passifs	1 375	798	836
	5 377	3 859	4 150
Revenu net d'intérêts	4 787	4 798	4 777
Provision pour créances irrécouvrables (note 4)	179	(103)	455
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	4 608	4 901	4 322
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	1 092	1 055	894
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	734	746	756
Revenus de négociation	413	200	275
Commissions sur prêts	313	317	293
Frais de services de cartes	334	261	290
Gestion de placements et garde de titres	305	307	303
Revenus tirés de fonds d'investissement	437	378	321
Revenus de titrisation (note 7)	113	177	244
Commissions de prise ferme et de consultation	357	343	268
Gains (pertes) sur titres de placement (note 3)	165	175	(41)
Revenus de change autres que de négociation	180	177	160
Revenus d'assurance	162	139	124
Autres	447	276	333
	5 052	4 551	4 220
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	9 660	9 452	8 542
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (notes 21 et 22)	3 746	3 632	3 578
Bureaux et matériel (note 10)	1 264	1 252	1 264
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	94	104	105
Déplacements et expansion des affaires	247	239	225
Communications	122	138	162
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	107	99	106
Honoraires	243	262	255
Autres	504	431	392
Total des frais autres que d'intérêts	6 327	6 157	6 087
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	3 333	3 295	2 455
Impôts sur les bénéfices (note 23)	875	972	652
	2 458	2 323	1 803
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (notes 16 et 18)	58	17	22
Revenu net	2 400 \$	2 306 \$	1 781 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 20)	30 \$	31 \$	38 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 370 \$	2 275 \$	1 743 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	500 060	501 656	496 208
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	510 736	515 045	507 009
Résultats par action (en dollars canadiens) (note 24)			
De base	4,74 \$	4,53 \$	3,51 \$
Dilué	4,64	4,42	3,44
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,85	1,59	1,34

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2005	2004	2003
Actions privilégiées (note 20)			Données retraitées (voir la note 20)
Solde au début de l'exercice	596 \$	596 \$	1 517 \$
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives au passif et aux capitaux propres (note 20)	–	–	(850)
Solde au début de l'exercice (après retraitement)	596	596	667
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises	–	–	(71)
Solde à la fin de l'exercice	596	596	596
	Nombre d'actions		
	2005	2004	2003
Actions ordinaires (note 20)			
Solde au début de l'exercice	500 896 857	499 632 368	492 504 878
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 20)	1 258 463	1 120 931	1 101 305
Actions émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions (note 21)	4 736 826	6 239 301	5 325 916
Actions émises en échange d'actions d'une filiale (note 20)	284 722	124 757	348 518
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 20)	–	–	634 551
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(6 957 800)	(6 220 500)	(282 800)
Solde à la fin de l'exercice	500 219 068	500 896 857	499 632 368
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	10	3	–
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 21)	10	7	3
Gain sur les actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 1)	–	15	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	–	(15)	–
Solde à la fin de l'exercice	20	10	3
Gain (perte) de change non matérialisés nets			
Solde au début de l'exercice	(497)	(195)	419
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(311)	(758)	(1 674)
Gain sur des opérations de couverture	297	710	1 661
Impôts sur les bénéfices	(101)	(254)	(601)
Solde à la fin de l'exercice	(612)	(497)	(195)
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	8 773	7 566	6 499
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux entités à détenteurs de droits variables, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 8)	(42)	–	–
Revenu net	2 400	2 306	1 781
Dividendes – Actions privilégiées (note 20)	(30)	(31)	(38)
– Actions ordinaires (note 20)	(925)	(797)	(666)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(336)	(271)	(10)
Solde à la fin de l'exercice	9 840	8 773	7 566
Total des capitaux propres	13 866 \$	12 739 \$	11 632 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2005	2004	2003
			Données retraitées (voir la note 20)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	2 400 \$	2 306 \$	1 781 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Dévaluation des titres de placement	11	63	153
Gain net à la vente de titres de placement	(176)	(238)	(112)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(8 865)	(449)	(12 692)
Provision pour créances irrécouvrables	179	(103)	455
Gain à la vente de prêts titrisés	(82)	(127)	(157)
Variation des instruments financiers dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(6 069)	(4 232)	892
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	4 895	3 258	(1 380)
Amortissement des bureaux et du matériel	377	365	375
Amortissement des actifs incorporels	94	104	116
Charge (économie) d'impôts futurs	91	157	(37)
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(369)	(1 096)	401
Variation des intérêts courus – (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(230)	(30)	87
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	155	7	(141)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 382	2 287	986
Gain à la vente de Harrisdirect LLC (note 12)	(49)	–	–
Gain à la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	(29)	–	–
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(6 285)	2 272	(9 273)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation nette des dépôts	17 851	2 205	9 713
Augmentation nette des titres vendus à découvert	5 701	2 186	601
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	1 312	(2 722)	(788)
Augmentation (diminution) nette de la dette des filiales	(231)	491	(157)
Produit de l'émission de titres d'une filiale	447	595	–
Remboursement de la dette subordonnée (note 17)	(899)	(400)	(752)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 17)	1 000	–	–
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif	–	(400)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	217	240	175
Produit de la vente d'actions de trésorerie	–	149	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 20)	(390)	(333)	(12)
Dividendes versés	(955)	(829)	(704)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	24 053	1 182	8 076
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(2 885)	1 974	(1 741)
Achat de titres de placement	(14 600)	(24 773)	(29 348)
Échéances des titres de placement	8 335	12 699	18 999
Produit de la vente de titres de placement	8 246	16 334	9 298
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients			
aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(15 025)	(8 678)	189
Produit de la titrisation de prêts	3 130	1 382	–
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(5 671)	(1 611)	2 959
Produit de la vente de terrains et d'immeubles (note 10)	347	–	–
Bureaux et matériel – Achats nets	(472)	(305)	(254)
Acquisitions (note 11)	(194)	(385)	(91)
Produit de la vente de Harrisdirect LLC (note 12)	827	–	–
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(17 962)	(3 363)	11
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(194)	91	(1 186)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	2 606	2 515	3 701
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	2 412 \$	2 606 \$	2 515 \$
Composition			
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 309 \$	1 558 \$	1 693 \$
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 103	1 048	822
	2 412 \$	2 606 \$	2 515 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	5 222 \$	3 852 \$	4 291 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	1 065 \$	1 947 \$	324 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 ▶ Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux que nous obtiendrions selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 29. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes aux exigences applicables en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis, excepté que nous ne présentons pas l'information relative aux écarts entre les PCGR du Canada et des États-Unis décrits à la note 29.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au prix coûtant et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont inclus dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est incluse dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables qui ne sont pas comprises dans nos états financiers consolidés et qui font l'objet d'une description détaillée à la note 8.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non matérialisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction, auparavant inclus dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets, sont constatés dans le revenu autre que d'intérêts comme faisant partie du gain ou de la perte résultant de l'aliénation de l'investissement. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés résultant de la conversion des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change autres que de négociation inscrits à notre état consolidé des résultats.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état des principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page
1	Normes de présentation	96
2	Encaisse	97
3	Valeurs mobilières	97
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables	100
5	Autres instruments de crédit	102
6	Garanties	102
7	Titrisation d'actifs	103
8	Entités à détenteurs de droits variables	105
9	Instruments financiers dérivés	106
10	Bureaux et matériel	111
11	Acquisitions	112
12	Vente de <i>Harrisdirect</i> LLC	113
13	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	113
14	Actifs divers	114
15	Dépôts	114
16	Autres passifs	114
17	Dettes subordonnées	115
18	Titres d'une fiducie de capital	116
19	Risque de taux d'intérêt	116
20	Capital-actions	118
21	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	119
22	Rémunération du personnel – Avantages sociaux futurs	121
23	Impôts sur les bénéfices	124
24	Résultats par action	125
25	Segmentation opérationnelle et géographique	126
26	Opérations entre apparentés	128
27	Passif éventuel	128
28	Juste valeur des instruments financiers	129
29	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	130

Modifications des conventions comptables

Les modifications des conventions comptables, qui découlent de changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours du présent exercice, sont présentées à la note 3 (investissements des banques d'affaires), à la note 8 (entités à détenteurs de droits variables), ainsi qu'aux notes 18 et 20 (passif et capitaux propres). Les modifications aux conventions comptables selon les PCGR des États-Unis sont décrites à la note 29. Les modifications apportées à nos conventions comptables au cours des deux exercices précédents sont les suivantes :

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes. Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables en date du 1^{er} novembre 2003 :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question, aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à court moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, nous avons comptabilisé dans le revenu un rajustement initial relatif au solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, de 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices.

b) Actions de trésorerie

Les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres, et tout gain qui en découle est inclus dans le surplus d'apport. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur de marché dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation.

c) Frais de développement de logiciels

Les frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée maximale de cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels.

d) Actions privilégiées

Nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous ajustions la valeur comptable de ces actions dans les capitaux propres pour tenir compte des fluctuations du taux de change.

Le tableau ci-dessous indique l'incidence de ces modifications des conventions comptables sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice 2004 par rapport aux conventions suivies en 2003 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)
Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004

Augmentation (diminution) du revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions – Prêts a)	48 \$
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de négociation b)	(26)
Frais autres que d'intérêts – Rémunération du personnel c)	51
Frais autres que d'intérêts – Bureaux et matériel c)	(4)
Revenu autre que d'intérêts – Revenus de change autres que de négociation d)	3
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices	72
Impôts sur les bénéfices	(25)
Revenu net	47 \$
Résultats par action (en dollars canadiens)	
De base	0,09 \$
Dilué	0,09

Note 2 ▶ Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts		
à la Banque du Canada et à d'autres banques	1 309 \$	1 558 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	18 309	15 439
Chèques et autres effets en transit (montant net)	1 103	1 048
Total	20 721 \$	18 045 \$

Dépôts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits

Note 3 ▶ Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en quatre catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les quatre catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

Les titres de placement comprennent des titres de participation et des titres de créance que nous achetons dans le but de les conserver jusqu'à leur échéance ou jusqu'à ce que le marché nous offre de meilleures possibilités de placement, par exemple en raison d'une fluctuation des taux d'intérêt. Sauf dans le cas des investissements de banques d'affaires, les titres de participation sont inscrits au prix coûtant et les titres de créance au prix coûtant non amorti, déduction faite des dévaluations pour perte de valeur. Les gains et les pertes à l'aliénation sont calculés d'après la valeur comptable des titres vendus.

Le revenu d'intérêts gagné, l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance et les dividendes reçus sur les titres de participation sont constatés dans notre état consolidé des résultats sous revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions.

Modifications futures des conventions comptables

L'ICCA a publié de nouvelles règles comptables concernant les instruments financiers, les couvertures et les autres éléments du résultat étendu. Lorsque nous adopterons ces nouvelles règles, le 1^{er} novembre 2006, nous présenterons une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle section fera état des gains et des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché des titres de placement et des couvertures de flux de trésorerie, ainsi que du gain de change non matérialisé net qui est actuellement inclus dans les capitaux propres. Cette modification de la convention comptable en ce qui a trait aux titres de placement et aux instruments financiers dérivés est décrite aux notes 3 et 9, respectivement. Il n'y aura aucune modification de la convention comptable en ce qui concerne les gains de change non matérialisés inclus dans les capitaux propres.

L'incidence de la réévaluation de certains titres de placement et de certains instruments financiers dérivés à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons actuellement déterminer l'incidence qu'aura l'adoption de ces modifications des conventions comptables sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs futures des instruments financiers en question.

Se reporter à la note 24 pour un aperçu des nouvelles règles comptables relatives aux résultats par action.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement les justes valeurs, qui ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent les moins-values durables (note 3), la réserve pour créances irrécouvrables (note 4), la comptabilisation des opérations de titrisation (note 7), les instruments financiers évalués à leur juste valeur (note 9), les écarts d'acquisition (note 13), les programmes de fidélisation de la clientèle (note 16), les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 22), les impôts sur les bénéfices (note 23) et le passif éventuel (note 27). Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

au prix coûtant. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Chèques et autres effets en transit (montant net)

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et les autres effets en transit entre nous-mêmes et d'autres banques, sont inscrits au prix coûtant.

Restrictions visant l'encaisse

Certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 449 millions de dollars au 31 octobre 2005 et à 494 millions au 31 octobre 2004.

Les titres de placement sont évalués à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si leur juste valeur est inférieure à leur valeur comptable. Lorsque la juste valeur d'un titre de placement devient inférieure à sa valeur comptable, nous déterminons si la moins-value est durable.

Pour ce faire, nous tenons compte de nombreux facteurs dont l'importance relative varie selon le cas. Les facteurs dont nous tenons compte sont notamment le laps de temps pendant lequel la juste valeur a été inférieure à la valeur comptable et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre capacité et notre intention de conserver le placement assez longtemps pour que nous puissions observer la remontée prévue de la valeur de marché. Si la moins-value est considérée comme durable, une dévaluation est comptabilisée dans les gains (pertes) sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2005, la valeur comptable totale de nos placements dont la juste valeur était inférieure à la valeur comptable s'élevait à 7 903 millions de dollars (8 612 millions au 31 octobre 2004), l'écart étant de 55 millions de dollars (43 millions au 31 octobre 2004). La plus grande partie des pertes non matérialisées de notre portefeuille de placements résulte de hausses des taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité des émetteurs. La direction a établi que les pertes non matérialisées sont de nature temporaire.

Les investissements des banques d'affaires sont des titres détenus par nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent leurs investissements à leur juste valeur, les changements de la juste valeur étant comptabilisés, à mesure qu'ils se produisent, dans les gains (pertes) sur titres de placement figurant dans notre état consolidé des résultats. Se reporter à la section Modification de la convention comptable.

Les investissements des banques d'affaires sont classés dans les titres de placement inscrits à notre bilan consolidé.

Les titres de négociation sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits au cours du marché et les redressements de la valeur de marché ainsi que tout gain et toute perte à la vente sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats.

Les substituts de prêts sont des instruments de financement, comme des actions privilégiées de renflouement, que nous structurons comme des placements après impôts afin d'offrir à nos clients un taux d'intérêt plus avantageux que celui qui s'appliquerait normalement à un prêt ordinaire. Ces instruments sont comptabilisés conformément à notre convention comptable relative aux prêts décrite à la note 4.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenions n'excédait, au 31 octobre 2005 ou au 31 octobre 2004, 10 % de nos capitaux propres.

Les actions d'entreprises comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle. La valeur de ces investissements s'établit à 966 millions et à 546 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement.

Juste valeur

Pour les titres transigés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. Dans le cas des titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'évaluation pour estimer la juste valeur. Ces méthodes d'évaluation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'utilisation de multiples du revenu net ou la comparaison avec d'autres titres essentiellement semblables.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA applicables à nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, ces filiales doivent comptabiliser leurs investissements à leur juste valeur et comptabiliser les changements de la juste valeur dans le revenu net. Auparavant, elles comptabilisaient leurs investissements au prix coûtant. La différence entre le prix coûtant et la juste valeur a été constatée dans la période en cours. L'incidence sur notre état consolidé des résultats, y compris le rajustement initial à la juste valeur le 1^{er} novembre 2004, a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste gains (pertes) sur titres de placement, de 50 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 18 millions et une augmentation du revenu net de 32 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. L'incidence sur notre bilan consolidé a été une augmentation des titres de placement de 50 millions de dollars au 31 octobre 2005.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à courir						2005		2004				
	Moins de 1 an		De 1 an à 3 ans		De 3 ans à 5 ans		De 5 ans à 10 ans		Plus de 10 ans		Valeur comptable totale	Valeur comptable totale	
	Rendement %		Rendement %		Rendement %		Rendement %		Rendement %				
Titres de placement													
Titres émis ou garantis par :													
l'administration fédérale canadienne	18 \$	3,04	– \$	–	– \$	–	– \$	–	1 \$	4,39	19 \$	3,11	211 \$
les provinces et municipalités canadiennes	2	3,30	–	–	–	–	–	–	1	4,97	3	3,86	–
l'administration fédérale américaine	775	2,52	661	3,65	29	3,24	–	–	–	–	1 465	3,04	3 066
les municipalités, agences et États américains	2 245	2,70	2 959	3,84	772	2,09	11	3,70	56	4,96	6 043	3,20	5 191
les autres administrations publiques	46	3,80	36	3,66	40	4,55	1	4,24	–	–	123	4,01	315
Titres adossés à des créances immobilières et titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés	–	–	1	3,20	167	3,91	303	4,15	215	4,58	686	4,22	1 365
Obligations d'entreprises	1 364	2,95	603	4,29	205	2,05	43	4,51	86	0,28	2 301	3,15	2 885
Actions d'entreprises	121	5,49	213	5,47	199	5,55	158	4,75	1 605	0,66	2 296	2,07	1 984
Total des titres de placement	4 571	2,83	4 473	3,95	1 412	2,88	516	4,35	1 964	1,20	12 936	3,04	15 017
Titres de négociation													
Titres émis ou garantis par :													
l'administration fédérale canadienne	3 178		1 518		1 971		1 012		1 900		9 579		6 170
les provinces et municipalités canadiennes	425		267		145		539		1 177		2 553		2 288
l'administration fédérale américaine	57		559		127		32		301		1 076		910
les municipalités, agences et États américains	–		–		–		–		152		152		97
les autres administrations publiques	–		–		–		23		–		23		11
Obligations d'entreprises	1 670		1 441		1 289		1 252		8 718		14 370		9 518
Actions d'entreprises	–		–		–		1		16 555		16 556		16 450
Total des titres de négociation	5 330		3 785		3 532		2 859		28 803		44 309		35 444
Substituts de prêts	–		11		–		–		–		11		11
Total des valeurs mobilières	9 901 \$		8 269 \$		4 944 \$		3 375 \$		30 767 \$		57 256 \$		50 472 \$
Total par devise (contre-valeur en dollars canadiens)													
Dollar canadien	4 843		2 916		3 087		2 050		16 050		28 946		26 006
Dollar américain	4 439		4 929		1 713		1 171		14 643		26 895		22 536
Autres devises	619		424		144		154		74		1 415		1 930
Total des valeurs mobilières	9 901 \$		8 269 \$		4 944 \$		3 375 \$		30 767 \$		57 256 \$		50 472 \$

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction de la valeur comptable des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende déclaré de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes. Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux.

La classification ci-dessus des titres selon le terme à courir est établie d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à courir des titres adossés à des créances immobilières et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne portent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

Modification future de la convention comptable

Comme nous l'expliquons à la note 1, le 1^{er} novembre 2006, nous adopterons de nouvelles règles comptables de l'ICCA qui auront une incidence sur notre convention comptable relative aux titres de placement autres que les investissements de banques d'affaires. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons classer ces titres comme des titres détenus jusqu'à échéance ou des titres disponibles à la vente. Les titres disponibles à la vente seront évalués à leur juste valeur, les gains et pertes étant comptabilisés dans une nouvelle section des capitaux propres appelée autres

éléments du résultat étendu. La comptabilisation des titres détenus jusqu'à échéance ne changera pas.

L'incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons actuellement déterminer l'incidence qu'aura l'adoption de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs futures de nos titres disponibles à la vente.

Gains et pertes non matérialisés

(en millions de dollars canadiens)

	2005				2004			
	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur	Valeur comptable	Gains bruts non matérialisés	Pertes brutes non matérialisées	Juste valeur
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	19 \$	– \$	– \$	19 \$	211 \$	– \$	– \$	211 \$
les provinces et municipalités canadiennes	3	–	–	3	–	–	–	–
l'administration fédérale américaine	1 465	1	7	1 459	3 066	2	10	3 058
les municipalités, agences et États américains	6 043	13	30	6 026	5 191	21	13	5 199
les autres administrations publiques	123	2	1	124	315	2	1	316
Titres adossés à des créances immobilières et titres								
adossés à des créances immobilières avec flux groupés	686	3	10	679	1 365	8	4	1 369
Obligations d'entreprises	2 301	11	5	2 307	2 885	32	11	2 906
Actions d'entreprises	2 296	22	2	2 316	1 984	64	4	2 044
Total	12 936 \$	52 \$	55 \$	12 933 \$	15 017 \$	129 \$	43 \$	15 103 \$

Pertes non matérialisées

(en millions de dollars canadiens)

	Placements en situation de pertes non matérialisées durant			2005	Placements en situation de pertes non matérialisées durant			2004
	moins de 12 mois	12 mois ou plus	Total		moins de 12 mois	12 mois ou plus	Total	
	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées		Juste valeur	Pertes brutes non matérialisées	Pertes brutes non matérialisées	
Titres de placement								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	25 \$
l'administration fédérale américaine	5	2	7	1 334	8	2	10	2 527
les municipalités, agences et États américains	25	5	30	4 992	8	5	13	3 588
les autres administrations publiques	–	–	–	30	1	–	1	177
Titres adossés à des créances immobilières et titres								
adossés à des créances immobilières avec flux groupés	10	–	10	535	4	–	4	685
Obligations d'entreprises	5	–	5	847	9	2	11	1 506
Actions d'entreprises	2	1	3	110	4	–	4	61
Total	47 \$	8 \$	55 \$	7 848 \$	34 \$	9 \$	43 \$	8 569 \$

Le revenu provenant des valeurs mobilières est inscrit comme suit à notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)

	2005	2004	2003
Poste :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Titres de placement	490 \$	595 \$	858 \$
Titres de négociation	1 340	881	743
	1 830 \$	1 476 \$	1 601 \$
Revenu autre que d'intérêts			
Titres de placement			
Gains bruts matérialisés	142 \$	242 \$	142 \$
Pertes brutes matérialisées	(16)	(4)	(30)
Gains nets non matérialisés sur titres de banques d'affaires	50	–	–
Dévaluations	(11)	(63)	(153)
Gains (pertes) sur titres de placement	165 \$	175 \$	(41) \$
Gains nets matérialisés et non matérialisés sur titres de négociation	222 \$	60 \$	65 \$
Revenu total provenant des valeurs mobilières	2 217 \$	1 711 \$	1 625 \$

Note 4 ▶ Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et réserve pour créances irrécouvrables**Prêts**

Les prêts sont inscrits au prix coûtant, déduction faite du revenu non gagné et des escomptes non amortis. Le revenu non gagné inclut les intérêts payés d'avance et les commissions sur prêts reportées. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf dans le cas des prêts douteux dont le traitement est décrit ci-après.

Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à un prix et à une date prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est reportée et amortie par imputation au revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme d'instrument d'emprunt à court terme négociable émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons de recours compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif, et notre recours correspondant est comptabilisé comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Prêts douteux

Nous classons les prêts hypothécaires à l'habitation comme douteux lorsque les versements prévus par contrat sont échus depuis 90 jours ou un an si le prêt est garanti par l'administration fédérale canadienne. Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers et les autres prêts aux particuliers sont classés comme douteux lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 90 jours, et ils sont normalement radiés lorsque les versements sont échus depuis un an.

Les prêts aux entreprises sont classés comme douteux lorsque nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus, ou lorsque les versements sont échus depuis 90 jours, ou encore, dans le cas des prêts entièrement garantis, lorsque les versements sont échus depuis 180 jours.

Nous ne constatons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toute réserve ou radiation antérieures, avant d'être comptabilisés comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités de la convention du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons un prêt en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La réserve est constituée des deux composantes suivantes :

Réserves spécifiques

Ces réserves sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations, autres que les prêts à tempérament aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit (qui sont radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux), pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une réserve ou d'une radiation. Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, qui évaluent les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement des prêts concernés, en tenant compte de tous les événements et conditions qu'ils jugent pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés relatives au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du cours du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêt et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des cautionnements, des stocks ou d'autres immobilisations.

Réserve générale

Nous maintenons une réserve générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la réserve générale est fondée sur la ligne directrice qui a été publiée par l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

La réserve générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de la réserve générale, on tient compte d'un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, une analyse statistique des résultats antérieurs permet d'obtenir la moyenne (perte prévue) et la volatilité (perte non prévue) des pertes subies.

Dans le cadre de cette analyse, on calcule les pertes antérieures moyennes pour chaque segment de portefeuille homogène (p. ex., les prêts hypothécaires), tandis que d'autres modèles permettent d'estimer le montant des pertes à l'égard des portefeuilles de prêts aux entreprises qui peuvent être mesurées par rapport à des données relatives aux marchés. En outre, le niveau de la réserve déjà constituée et le jugement professionnel de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, ainsi que la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit sont également pris en compte.

Provision pour créances irrécouvrables

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes sur prêts reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de provisions ou de radiations sont inclus dans la provision pour créances irrécouvrables inscrite à notre état consolidé des résultats.

Biens saisis

Les biens que nous avons obtenus d'emprunteurs en règlement de leurs prêts sont comptabilisés à leur juste valeur et classés comme détenus à des fins d'utilisation ou à des fins de vente, selon les intentions de la direction. La juste valeur est déterminée d'après les prix du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elle est déterminée selon d'autres méthodes, comme l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie, ou les prix du marché pour des actifs similaires.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la réserve pour créances irrécouvrables par catégorie de prêts :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Réserve générale		Solde net	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Prêts hypothécaires à l'habitation	60 871 \$	56 444 \$	5 \$	5 \$	15 \$	13 \$	60 851 \$	56 426 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	32 577	28 589	1	2	444	360	32 132	28 227
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 803	44 559	163	291	473	595	47 167	43 673
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	28 280	22 609	—	—	—	—	28 280	22 609
Total partiel	169 531	152 201	169	298	932	968	168 430	150 935
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 934	5 355	—	—	27	42	5 907	5 313
Total	175 465 \$	157 556 \$	169 \$	298 \$	959 \$	1 010 \$	174 337 \$	156 248 \$
Répartition géographique 1) :								
Canada	128 184 \$	116 867 \$	97 \$	132 \$	590 \$	630 \$	127 497 \$	116 105 \$
États-Unis	45 287	38 934	66	134	369	380	44 852	38 420
Autres pays	1 994	1 755	6	32	—	—	1 988	1 723
Total	175 465 \$	157 556 \$	169 \$	298 \$	959 \$	1 010 \$	174 337 \$	156 248 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les prêts sont présentés après déduction d'un revenu non gagné de 158 millions et de 45 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement.

Le solde des prêts restructurés classés comme productifs au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 s'est établi à 2 millions de dollars (23 millions en 2004). Pendant les exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004, nous n'avons radié aucun prêt restructuré.

Au 31 octobre 2005, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'une valeur de 47 828 millions de dollars (41 571 millions en 2004) et des prêts libellés en d'autres devises d'une valeur de 265 millions de dollars (312 millions en 2004).

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et des réserves correspondantes :

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Réserve spécifique		Solde, déduction faite de la réserve spécifique	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Prêts hypothécaires à l'habitation	92 \$	125 \$	5 \$	5 \$	87 \$	120 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	39	37	1	2	38	35
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	673	957	163	291	510	666
Total	804 \$	1 119 \$	169 \$	298 \$	635 \$	821 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	383 \$	465 \$	97 \$	132 \$	286 \$	333 \$
États-Unis	397	560	66	134	331	426
Autres pays	24	94	6	32	18	62
Total	804 \$	1 119 \$	169 \$	298 \$	635 \$	821 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'ont pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 51 millions et à 95 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement.

Aucun prêt douteux n'a donné lieu à une saisie de biens au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les prêts douteux ayant donné lieu à une saisie au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 totalisaient 20 millions de dollars, ce qui a entraîné une reprise de 4 millions de dollars sur la réserve pour créances irrécouvrables.

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'élevait à 1 011 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (1 530 millions en 2004). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la réserve spécifique, s'élevait à 738 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (1 002 millions en 2004).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, nous aurions constaté un revenu d'intérêts supplémentaire de 65 millions, 68 millions et 78 millions de dollars respectivement pour ces exercices. Nous avons constaté un revenu d'intérêts sur prêts douteux, au moment où nous l'avons reçu, de 1 million et 8 millions de dollars au cours des exercices terminés le 31 octobre 2004 et 2003 respectivement. Ce revenu était nul pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005.

Concentration du risque de crédit

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit.

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de la même manière sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier.

La classification ci-dessus de nos prêts par type de prêt et par région fournit des renseignements sur notre risque de crédit.

Le tableau ci-dessous fait état de l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Réserve spécifique			Réserve générale			Total		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Solde au début de l'exercice	298 \$	611 \$	769 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 180 \$	1 308 \$	1 791 \$	1 949 \$
Provision pour créances irrécouvrables	219	67	455	(40)	(170)	–	179	(103)	455
Recouvrements	67	131	88	–	–	–	67	131	88
Radiations	(419)	(470)	(566)	–	–	–	(419)	(470)	(566)
Change et autres	4	(41)	(135)	(11)	–	–	(7)	(41)	(135)
Solde à la fin de l'exercice	169 \$	298 \$	611 \$	959 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 128 \$	1 308 \$	1 791 \$
Comprend : Prêts	169 \$	298 \$	605 \$	959 \$	1 010 \$	1 180 \$	1 128 \$	1 308 \$	1 785 \$
Autres instruments de crédit	–	–	6	–	–	–	–	–	6

Note 5 ▶ Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous :

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.
- Le prêt de titres représente, dans le cas où nous prêtons à un tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Le crédit ferme représente notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces engagements.

Les valeurs équivalentes pondérées en fonction du risque de nos autres instruments de crédit sont déterminées d'après les règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada. La valeur équivalente pondérée en fonction du risque est utilisée pour l'évaluation continue de nos ratios de suffisance du capital.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements :

(en millions de dollars canadiens)	2005		2004	
	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque	Montant contractuel	Équivalent pondéré en fonction du risque
Instruments de crédit				
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	12 755 \$	8 695 \$	13 042 \$	9 379 \$
Prêts de titres	810	51	548	20
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	974	87	706	75
Crédits fermes – Échéance initiale de un an ou moins	70 695	–	66 826	–
– Échéance initiale supérieure à un an	24 411	11 909	18 830	9 103
Total	109 645 \$	20 742 \$	99 952 \$	18 577 \$

Les portions non utilisées des crédits fermes relatifs aux prêts à tempérament aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit sont exclues des crédits fermes car ces crédits sont révoqués à notre gré.

Note 6 ▶ Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite du changement de la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, dont voici les principaux :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires, dont traite la note 5, sont considérés comme des garanties. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 755 millions de dollars au 31 octobre 2005 (13 042 millions en 2004). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. Dans la plupart des cas, ces engagements viennent à échéance à l'intérieur de trois ans, sans que nous ayons dû y donner suite.

Au 31 octobre 2005 et 2004, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les engagements de crédit ferme, dont traite la note 5, comprennent les concours de trésorerie. Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite. Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières qui sont administrés par nous, afin de nous assurer qu'une cote d'évaluation de première qualité est atteinte quant aux billets émis par les programmes en question. Les paiements maximaux potentiels en vertu des concours de trésorerie s'élevaient à 38 491 millions de dollars au 31 octobre 2005 (36 769 millions en 2004). De ces montants, 3 331 millions de dollars étaient reliés à des facilités de soutien au crédit au 31 octobre 2005 (1 503 millions en 2004). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; 192 millions et 199 millions de dollars étaient inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie ou des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyés.

Au 31 octobre 2005 et 2004, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces concours.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 17 940 millions de dollars au 31 octobre 2005 (11 360 millions en 2004). La durée de ces contrats varie de trois mois à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux

instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 37 millions de dollars au 31 octobre 2005 (15 millions en 2004).

Les options position vendeur comprennent les engagements contractuels par lesquels l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou de titres de participation à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un mois à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 606 millions de dollars au 31 octobre 2005 (118 millions en 2004).

Les options position vendeur comprennent également les contrats en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux d'intérêt du marché et le prix de levée de l'instrument. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de un mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 158 millions de dollars au 31 octobre 2005 (63 millions en 2004).

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des offres de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de demandes de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties. Nous estimons qu'il y a très peu de risques que ces obligations nous occasionnent des frais importants. Par le passé, nous n'avons pas versé de sommes importantes en vertu de telles conventions d'indemnisation.

Au 31 octobre 2005 et 2004, aucun montant important n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

Note 7 ▶ Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiduciaires (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les créances irrécouvrables et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Lorsque les prêts sont considérés comme vendus à des fins comptables, nous les retirons de notre bilan consolidé.

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts. Nous constatons les revenus de titrisation au moment de la vente, en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous avons retenues. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les actifs divers. Une obligation de gestion est constatée seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons aucune rémunération pour la gestion des prêts cédés.

Cette obligation est constatée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. L'obligation de gestion est comptabilisée dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous avons l'obligation d'acquiescer un intérêt subordonné ou de maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces montants à notre bilan consolidé dans les actifs divers. Ces intérêts, conjointement avec notre prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquiescer les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Chaque trimestre, nous comparons la valeur comptable des actifs inscrits à notre bilan consolidé résultant des opérations de titrisation à leur juste valeur, qui est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Lorsque nous constatons une moins-value, la valeur comptable en cause est ramenée à sa juste valeur. Toute dévaluation est inscrite à notre état consolidé des résultats comme une réduction des revenus de titrisation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 3 137 millions de dollars (1 390 millions en 2004), pour un produit en espèces total de 3 130 millions de dollars (1 382 millions en 2004), et nous avons constaté un gain de 30 millions de dollars (17 millions en 2004). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	2005	2004
Durée moyenne pondérée (années)	4,7	4,7
Taux de remboursement anticipé	10,97 %	11,26 %
Taux d'intérêt	4,76 %	4,29 %
Taux d'actualisation	3,41 %	5,79 %

Nous ne prévoyons pas de créances irrécouvrables puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé un prix d'achat différé de 123 millions de dollars (49 millions en 2004) et une obligation de gestion de 24 millions de dollars (11 millions en 2004) dans notre bilan consolidé au moment de la titrisation de ces prêts.

Des titres d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit pour un montant de 800 millions de dollars sont arrivés à échéance au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (400 millions en 2004).

Incidence des opérations de titrisation sur notre état consolidé des résultats pour les trois exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	30 \$	17 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	30 \$	17 \$	– \$
Gain à la vente de nouveaux prêts vendus à des entités de titrisation existantes	32	37	39	–	1	1	20	72	117	52	110	157
Autres revenus de titrisation	3	8	14	4	(2)	20	1	28	43	8	34	77
Amortissement de l'obligation de gestion	23	16	10	–	–	–	–	–	–	23	16	10
Total	88 \$	78 \$	63 \$	4 \$	(1)\$	21 \$	21 \$	100 \$	160 \$	113 \$	177 \$	244 \$

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les trois exercices terminés le 31 octobre :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur cartes de crédit			Total		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Produit de nouvelles opérations de titrisation	3 130 \$	1 382 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	3 130 \$	1 382 \$	– \$
Produit de recouvrements réinvestis dans des entités de titrisation existantes	1 895	2 667	2 662	–	54	59	1 343	4 941	7 351	3 238	7 662	10 072
Frais de gestion perçus	8	4	9	–	–	–	6	21	32	14	25	41
Encaissement du prix d'achat différé	88	78	80	–	5	18	20	85	138	108	168	236

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2005 et 2004 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Participations retenues								
Investissements dans des entités de titrisation	– \$	– \$	27 \$	27 \$	– \$	– \$	27 \$	27 \$
Prix d'achat différé	213	134	–	–	4	9	217	143
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	12	12	–	–	–	–	12	12
Obligation de gestion	50	34	–	–	–	–	50	34

Données sur le crédit

Données concernant le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les créances irrécouvrables nettes pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés, présentés dans nos états financiers.

(en millions de dollars canadiens)	2005						2004
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	
Prêts hypothécaires à l'habitation	69 801 \$	103 \$	4 \$	63 227 \$	132 \$	4 \$	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	28 118	31	69	25 494	28	78	
Prêts sur cartes de crédit	4 898	8	147	4 752	11	120	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	47 803	673	155	44 559	957	174	
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	28 280	–	–	22 609	–	–	
Total des prêts	178 900	815	375	160 641	1 128	376	
Moins les prêts titrisés :							
Prêts hypothécaires à l'habitation	8 930	18	–	6 783	7	1	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	189	–	17	607	1	13	
Prêts sur cartes de crédit	250	1	6	1 050	1	23	
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	169 531 \$	796 \$	352 \$	152 201 \$	1 119 \$	339 \$	

1) Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours du présent exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2005, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé pour un montant de 217 millions de dollars (143 millions en 2004), à certains dépôts en espèces pour un montant de 12 millions de dollars (12 millions en 2004) et aux investissements dans des entités de titrisation pour un montant de 27 millions de dollars (27 millions en 2004).

Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances irrécouvrables réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de chaque lot d'actifs. Les pertes sur les lots statiques de créances irrécouvrables pour les deux exercices terminés le 31 octobre s'établissent comme suit :

	2005	2004
Prêts hypothécaires à l'habitation	—	—
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	3,13 %	3,18 %
Prêts sur cartes de crédit	0,43 %	1,84 %

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé ainsi que la sensibilité de la valeur actuelle du prix d'achat différé, au 31 octobre 2005, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables

clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit
Valeur comptable du prix d'achat différé	213 \$	— \$	4 \$
Juste valeur du prix d'achat différé	226 \$	— \$	4 \$
Durée moyenne pondérée (années)	3,44	0,43	0,19
Taux de remboursement anticipé (%)	8,0–29,57	4,0	99,83
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	2,1–3,0	—	0,36
Variation défavorable de 20 % (\$)	4,2–5,8	—	0,66
Taux d'intérêt (%)	0,49–2,28	—	9,77
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	8,4–13,5	—	0,4
Variation défavorable de 20 % (\$)	16,8–26,9	—	0,8
Pertes sur créances irrécouvrables prévues (%)	0–0,1	9,09–22,31	1,82
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,1–0	—	0,1
Variation défavorable de 20 % (\$)	0,2–0	—	0,2
Taux d'actualisation (%)	3,8–10,62	10,62	10,62
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,95–0,8	—	—
Variation défavorable de 20 % (\$)	1,9–1,6	—	—

Note 8 ▶ Entités à détenteurs de droits variables

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont le capital est considéré comme insuffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs du capital ne détiennent pas une participation suffisante pour s'assurer le contrôle de l'entité. En vertu de ces nouvelles règles, nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Comme nous l'expliquons plus en détail plus loin, nous avons consolidé nos entités de titrisation des clients au 1^{er} novembre 2004. Nos résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités en fonction de cette modification. Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients. Par suite de cette restructuration, nous ne courons plus le risque de subir la majorité des pertes prévues de ces entités et nous n'avons plus la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, et les entités ont été déconsolidées.

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multi-cédants) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Le vendeur continue à gérer les actifs cédés. S'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisation des clients et nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais d'expertise en structuration d'opérations de titrisation ainsi que des frais administratifs pour le soutien continu que nous apportons au fonctionnement des entités de titrisation des clients.

De façon générale, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous, sauf si nous

avons fourni un soutien au crédit pour les investisseurs ou conclu une transaction sur instruments dérivés avec l'EDDV.

Nous offrons des services de liquidité et de soutien au crédit à ces entités, sous forme de concours de trésorerie, ou sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires. Le montant contractuel global de ces services s'élevait à 28 125 millions de dollars au 31 octobre 2005 (27 019 millions en 2004). La partie de ces montants relative au soutien au crédit était de 567 millions de dollars au 31 octobre 2005 (400 millions en 2004). Au 31 octobre 2005 et 2004, aucune somme n'avait été utilisée dans le cadre de ces facilités.

Les instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et de change. La juste valeur de nos instruments dérivés conclus avec ces EDDV est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif de 6 millions de dollars au 31 octobre 2005 (52 millions en 2004).

Depuis le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la consolidation de nos entités de titrisation des clients. L'incidence de cette consolidation sur notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2004 a été une augmentation des actifs divers de 21 160 millions de dollars, une diminution des actifs dérivés de 67 millions, une augmentation des passifs divers de 21 150 millions, une diminution des passifs dérivés de 15 millions et une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 42 millions de dollars.

L'incidence sur le solde d'ouverture des bénéfices non répartis découle du fait que les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt ne satisfaisaient pas aux conditions de la comptabilité de couverture avant la consolidation. Par conséquent, les ajustements de la valeur de ces instruments dérivés à la valeur de marché depuis leur création jusqu'au 1^{er} novembre 2004 auraient été constatés dans le revenu. Puisque les nouvelles règles nous obligent à inscrire les résultats des EDDV consolidées comme si celles-ci avaient toujours été consolidées, sans retraiter les données des périodes antérieures, le montant des pertes liées à la valeur de marché antérieures au 1^{er} novembre 2004 a été constaté dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Cet ajustement était constaté dans le revenu sur le reste de la durée de vie des swaps. Ces instruments dérivés satisfaisaient aux conditions de la comptabilité de couverture à partir du moment où nous avons commencé à consolider les EDDV.

Le 29 avril 2005, nous avons complété la restructuration de nos entités de titrisation des clients, soit en résiliant nos swaps avec ces EDDV ou en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs des billets émis par ces EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces entités sur notre état consolidé des résultats le 29 avril 2005 a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de 44 millions de dollars, une augmentation des impôts sur les bénéfices de 7 millions et une augmentation du revenu net de 37 millions, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché qui avaient été imputées au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Nous détenons des droits variables importants dans certaines autres EDDV que nous ne sommes pas tenus de consolider. Nos intérêts dans des EDDV non consolidées sont présentés sommairement ci-dessous.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque en vertu des règles de l'ICCA. La note 7 contient d'autres renseignements sur nos droits et obligations concernant ces entités. En plus des intérêts décrits à la note 7, nous fournissons également un soutien au crédit à nos entités de titrisation sous forme de lettres de crédit de soutien et de cautionnements bancaires, jusqu'à 100 % de la valeur des actifs cédés. Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires s'élevait à 5 000 millions et à 3 750 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement. Aucune somme n'avait été utilisée au 31 octobre 2005 et 2004.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous percevons des frais pour la gestion de ces portefeuilles. Jusqu'en 2004, nous avions deux types d'entités de gestion d'instruments de crédit : les entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de gestion de placements structurés de premier ordre.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons vendu notre investissement dans nos entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé. Cette transaction n'a eu qu'une incidence minime sur notre revenu net. Nous avons également été remplacés comme gestionnaire d'actifs. Par conséquent, nous n'avons plus de participation dans des entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé.

Nous conservons notre participation dans les entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 21 886 millions de dollars au 31 octobre 2005 (19 502 millions en 2004).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien au crédit que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Notre investissement dans ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre, qui est comptabilisé dans les titres de placement à notre bilan consolidé, s'élevait à 146 millions de dollars au 31 octobre 2005 (128 millions en 2004). La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 24 millions de dollars au 31 octobre 2005 (un actif dérivé de 37 millions en 2004). Le montant contractuel global des lettres de crédit de soutien et des engagements de crédit ferme s'élevait à 189 millions de dollars au 31 octobre 2005 (200 millions en 2004); aucune somme n'avait été utilisée au 31 octobre 2005 et 2004. Nous ne sommes pas tenus, en vertu des règles de l'ICCA, de consolider ces entités de gestion de placements structurés de premier ordre.

Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionnariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de sa cotisation. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y auront droit en vertu du régime. Nous ne sommes pas tenus, en vertu des règles de l'ICCA, de consolider ces fiducies relatives à la rémunération.

Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque de subir la majorité des pertes prévues de ces EDDV ou ne nous donnent pas la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV en vertu des règles de l'ICCA. Les transactions avec ces EDDV sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre politique de comptabilisation des instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 9. Les facilités de crédit sont décrites à la note 6.

Note 9 ▸ Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats qui requièrent l'échange de flux de trésorerie, ou qui en fournissent la possibilité, cet échange étant déterminé par l'application de certains taux, indices ou changements de ceux-ci aux montants nominaux de référence stipulés aux contrats. Ils se négocient sur le marché hors cote directement entre deux contreparties ou sur les marchés boursiers réglementés.

Types d'instruments dérivés

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un changement de cote de crédit.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de notre exposition aux mouvements des taux d'intérêt, des taux de change, des cotes de crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit de lever l'option. Comme nous ne sommes pas tenus de lever l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Utilisations des instruments dérivés

Instruments dérivés liés à des activités de négociation

Les instruments dérivés liés à des activités de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou certains instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour les clients afin de permettre à ces derniers de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou probables.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marchés, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et entre produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments de marchés financiers et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour nous permettre de tirer parti des changements prévus dans les facteurs du marché.

Les instruments financiers dérivés liés à des activités de négociation sont comptabilisés à la valeur de marché. Les gains et les pertes, matérialisés ou non, sont portés aux revenus de négociation dans notre état consolidé des résultats. Les gains non matérialisés sur instruments dérivés liés à des activités de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif, et les pertes non matérialisées le sont au poste instruments financiers dérivés du passif.

Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion du risque, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Risques couverts

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'un engagement

ferme spécifique ou d'un regroupement spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque de variations de la juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui sont d'une durée maximale de douze ans, sont principalement des couvertures de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts à taux variable.

Pour qu'un instrument dérivé portant sur les taux d'intérêt puisse être considéré comme un instrument de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa création. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs. L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée lors de la création de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Si une relation de couverture n'est plus efficace, ou si l'élément couvert arrive à échéance ou est vendu, éteint ou résilié, l'instrument de couverture est redésigné comme instrument lié à des activités de négociation. Les variations subséquentes de la juste valeur des instruments dérivés initialement désignés comme couvertures mais qui sont redésignés comme étant liés à des activités de négociation sont comptabilisées dans les revenus de négociation.

Les swaps et les options qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le revenu et les frais d'intérêts relatifs aux swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés comme rajustement du rendement de l'élément couvert sur la durée du contrat de couverture. Les primes payées sur les options achetées sont amorties par imputation aux frais d'intérêts sur la durée du contrat. Les intérêts courus à recevoir et à payer ainsi que les gains et les pertes reportés sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments financiers dérivés de l'actif ou du passif, selon le cas. Les gains et les pertes matérialisés au règlement ou à la résiliation anticipée des contrats ou des relations de couverture sont reportés et amortis sur le reste de la durée de vie initiale de l'élément couvert.

Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises. Les swaps de devises sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes, matérialisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique.

Périodiquement, nous utilisons aussi des contrats de change à terme pour couvrir nos bénéfices en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de nos bénéfices en dollars canadiens causées par la conversion de nos bénéfices réalisés en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, plus particulièrement aux revenus de change autres que de négociation.

Modification future de la convention comptable

Tel que nous l'expliquons à la note 1, le 1^{er} novembre 2006, nous adopterons de nouvelles règles de l'ICCA qui modifieront notre convention comptable relative aux instruments dérivés de couverture. Les règles concernant l'identification, la désignation et la documentation des relations de couverture demeurent inchangées.

En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Les changements dans la juste valeur de ces instruments seront soit portés à notre état consolidé des résultats en déduction des changements dans la juste valeur du risque couvert, soit comptabilisés dans une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu. Si le changement dans la juste valeur d'un instrument dérivé n'est pas complètement compensé par le changement dans la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence sera immédiatement comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

L'incidence de la réévaluation de nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur le 1^{er} novembre 2006 sera constatée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis. Les résultats des périodes antérieures ne seront pas retraités. Nous ne pouvons actuellement déterminer l'incidence qu'aura l'adoption de ces modifications de la convention comptable sur nos états financiers consolidés, puisque cette incidence dépendra des justes valeurs futures de nos instruments dérivés de couverture.

Juste valeur

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du

marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie selon les méthodes d'évaluation à coupon zéro, rajustées pour tenir compte des risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que des coûts administratifs. Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations et des contrats à terme standardisés observables sur le marché. Les fluctuations implicites des options, qui sont utilisées dans le modèle d'évaluation, sont obtenues directement de données du marché ou calculées d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments financiers dérivés :

	2005			2004		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	8 431 \$	(8 820)\$	(389)\$	10 655 \$	(10 485)\$	170 \$
Contrats à terme de gré à gré	101	(89)	12	105	(109)	(4)
Contrats à terme standardisés	1	(5)	(4)	4	(10)	(6)
Options achetées	1 504	(4)	1 500	1 548	(2)	1 546
Options vendues	–	(1 290)	(1 290)	–	(1 295)	(1 295)
Contrats de change						
Swaps de devises	1 342	(831)	511	940	(622)	318
Swaps de taux d'intérêt et de devises	2 779	(2 431)	348	3 341	(2 677)	664
Contrats à terme de gré à gré	743	(1 212)	(469)	2 028	(3 023)	(995)
Options achetées	99	–	99	157	–	157
Options vendues	–	(91)	(91)	–	(156)	(156)
Contrats sur produits de base						
Swaps	6 221	(5 539)	682	3 514	(2 979)	535
Contrats à terme standardisés	121	–	121	–	–	–
Options achetées	8 895	–	8 895	2 156	–	2 156
Options vendues	–	(8 087)	(8 087)	–	(1 994)	(1 994)
Contrats sur titres de participation						
	485	(301)	184	391	(300)	91
Contrats de crédit						
	129	(129)	–	75	(89)	(14)
Juste valeur totale – instruments dérivés liés à des activités de négociation	30 851 \$	(28 829)\$	2 022 \$	24 914 \$	(23 741)\$	1 173 \$
Valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de négociation	30 851 \$	(28 829)\$	2 022 \$	24 914 \$	(23 741)\$	1 173 \$
Juste valeur moyenne 1)	25 184 \$	(24 169)\$	1 015 \$	21 556 \$	(20 637)\$	919 \$
Couverture						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	293 \$	(158)\$	135 \$	437 \$	(284)\$	153 \$
Contrats à terme de gré à gré	–	–	–	1	(1)	–
Options achetées	23	–	23	20	–	20
Options vendues	–	(2)	(2)	–	–	–
Contrats de change						
Swaps de taux d'intérêt et de devises	461	(6)	455	394	(118)	276
Contrats à terme de gré à gré	131	(6)	125	15	(59)	(44)
Juste valeur totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture 2)	908 \$	(172)\$	736 \$	867 \$	(462)\$	405 \$
Valeur comptable totale – instruments dérivés liés à des activités de couverture	666 \$	(39)\$	627 \$	534 \$	(232)\$	302 \$
Juste valeur moyenne 1)	1 019 \$	(320)\$	699 \$	850 \$	(558)\$	292 \$

1) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.

2) La juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

	Actifs		Passifs	
	2005	2004	2005	2004
Juste valeur des instruments dérivés liés à des activités de négociation	30 851 \$	24 914 \$	28 829 \$	23 741 \$
Valeur comptable des instruments dérivés liés à des activités de couverture	666	534	39	232
Total	31 517 \$	25 448 \$	28 868 \$	23 973 \$

Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour

calculer la somme qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

	2005			2004		
	Négociation	Couverture	Total	Négociation	Couverture	Total
Contrats de taux d'intérêt						
Marchés hors cote						
Swaps	717 849 \$	31 650 \$	749 499 \$	680 570 \$	36 424 \$	716 994 \$
Contrats à terme de gré à gré	218 475	–	218 475	307 047	1 401	308 448
Options achetées	97 190	5 923	103 113	75 784	6 341	82 125
Options vendues	125 123	40	125 163	97 476	–	97 476
	1 158 637	37 613	1 196 250	1 160 877	44 166	1 205 043
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	181 506	–	181 506	171 961	1 554	173 515
Options achetées	76 481	–	76 481	36 408	–	36 408
Options vendues	57 850	–	57 850	21 284	–	21 284
	315 837	–	315 837	229 653	1 554	231 207
Total des contrats de taux d'intérêt	1 474 474	37 613	1 512 087	1 390 530	45 720	1 436 250
Contrats de change						
Marchés hors cote						
Swaps de devises	9 644	–	9 644	9 635	–	9 635
Swaps de taux d'intérêt et de devises	55 334	3 300	58 634	45 577	4 276	49 853
Contrats à terme de gré à gré	91 819	3 183	95 002	87 855	8 804	96 659
Options achetées	5 790	–	5 790	5 865	–	5 865
Options vendues	6 306	–	6 306	6 950	–	6 950
	168 893	6 483	175 376	155 882	13 080	168 962
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	4 015	–	4 015	886	–	886
Options achetées	2 016	–	2 016	2 063	–	2 063
Options vendues	675	–	675	283	–	283
	6 706	–	6 706	3 232	–	3 232
Total des contrats de change	175 599	6 483	182 082	159 114	13 080	172 194
Contrats sur produits de base						
Marchés hors cote						
Swaps	41 977	–	41 977	26 455	–	26 455
Options achetées	46 746	–	46 746	19 028	–	19 028
Options vendues	47 619	–	47 619	19 087	–	19 087
	136 342	–	136 342	64 570	–	64 570
Marchés réglementés						
Contrats à terme standardisés	24 329	–	24 329	2 771	–	2 771
Options achetées	38 140	–	38 140	1 409	–	1 409
Options vendues	40 610	–	40 610	1 563	–	1 563
	103 079	–	103 079	5 743	–	5 743
Total des contrats sur produits de base	239 421	–	239 421	70 313	–	70 313
Contrats sur titres de participation						
Marchés hors cote	19 969	–	19 969	19 384	–	19 384
Marchés réglementés	8 212	–	8 212	5 342	–	5 342
Total des contrats sur titres de participation	28 181	–	28 181	24 726	–	24 726
Contrats de crédit						
Marchés hors cote	39 781	–	39 781	26 447	–	26 447
Total	1 957 456 \$	44 096 \$	2 001 552 \$	1 671 130 \$	58 800 \$	1 729 930 \$

Les montants nominaux de référence comprennent un montant de 796 millions de dollars au 31 octobre 2005 (1 039 millions en 2004) relativement au programme de certificats de dépôts liés aux contrats à terme gérés. Les risques liés à ces instruments sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et les pertes étant ensuite affectés à leurs comptes.

Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote représentent un risque de crédit. Le risque de crédit découle de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

Les expressions suivantes sur le risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

Valeur de remplacement : Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non matérialisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous a été établie après déduction de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Risque de crédit équivalent : Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le Surintendant des institutions financières du Canada.

Solde pondéré en fonction du risque : Le risque de crédit équivalent pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le Surintendant des institutions financières du Canada.

(en millions de dollars canadiens)

	2005			2004		
	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	8 724 \$	12 955 \$	2 995 \$	11 092 \$	14 994 \$	3 541 \$
Contrats à terme de gré à gré	101	160	33	106	196	40
Options achetées	1 501	1 844	414	1 556	1 941	441
Total des contrats de taux d'intérêt	10 326	14 959	3 442	12 754	17 131	4 022
Contrats de change						
Swaps de devises	1 342	1 911	574	940	1 513	457
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 240	6 142	1 068	3 735	6 165	1 124
Contrats à terme de gré à gré	874	1 997	586	2 043	3 275	951
Options achetées	88	159	58	145	224	80
Total des contrats de change	5 544	10 209	2 286	6 863	11 177	2 612
Contrats sur produits de base						
Swaps	6 221	11 969	4 706	3 514	6 941	2 673
Options achetées	6 311	11 123	4 465	2 047	4 006	1 361
Total des contrats sur produits de base	12 532	23 092	9 171	5 561	10 947	4 034
Contrats sur titres de participation						
	328	1 776	604	391	1 649	669
Contrats de crédit						
	129	1 740	377	75	1 195	254
Total des instruments dérivés	28 859	51 776	15 880	25 644	42 099	11 591
Incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(19 832)	(24 693)	(7 214)	(13 455)	(18 352)	(4 705)
Total	9 027 \$	27 083 \$	8 666 \$	12 189 \$	23 747 \$	6 886 \$

Le total des instruments dérivés comprend des gains non matérialisés sur instruments de couverture, que nous avons inscrits au bilan consolidé selon la méthode de la comptabilité d'exercice plutôt qu'en fonction de la valeur de marché. La valeur de marché excédait la valeur comptable de ces éléments de 242 millions de dollars au 31 octobre 2005 (333 millions en 2004). Le total des instruments dérivés ne comprend pas les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés qui ont une juste valeur positive, soit 2 900 millions de dollars au 31 octobre 2005 (137 millions en 2004).

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de régions et de secteurs d'activité divers. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2005		2004	
Canada	7 852 \$	27 %	7 611 \$	30 %
États-Unis	14 187	49	11 088	43
Autres pays 1)	6 820	24	6 945	27
Total	28 859 \$	100 %	25 644 \$	100 %

1) Aucun autre pays ne représentait 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2005 et en 2004.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes) :

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Contrats de crédit	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Institutions financières	8 852 \$	11 213 \$	2 021 \$	3 770 \$	3 880 \$	1 939 \$	163 \$	105 \$	125 \$	73 \$
Ressources naturelles	29	12	98	134	8 119	3 471	—	—	—	—
Autres	1 445	1 529	3 425	2 959	533	151	165	286	4	2
Total	10 326 \$	12 754 \$	5 544 \$	6 863 \$	12 532 \$	5 561 \$	328 \$	391 \$	129 \$	75 \$

Terme à courir

Les échéances de nos instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir, en vertu des contrats, relativement aux montants nominaux de référence de nos instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					2005	2004
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Montant nominal de référence total	Montant nominal de référence total
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps	216 186 \$	230 576 \$	140 808 \$	130 795 \$	31 134 \$	749 499 \$	716 994 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options	551 355	150 248	31 843	25 630	3 512	762 588	719 256
Total des contrats de taux d'intérêt	767 541	380 824	172 651	156 425	34 646	1 512 087	1 436 250
Contrats de change							
Swaps de devises	1 259	1 852	1 048	3 135	2 350	9 644	9 635
Swaps de taux d'intérêt et de devises	11 347	18 848	12 132	13 216	3 091	58 634	49 853
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options	105 711	6 153	1 427	497	16	113 804	112 706
Total des contrats de change	118 317	26 853	14 607	16 848	5 457	182 082	172 194
Contrats sur produits de base							
Swaps	25 556	14 445	1 744	232	—	41 977	26 455
Contrats à terme standardisés et options	151 068	44 313	2 040	23	—	197 444	43 858
Total des contrats sur produits de base	176 624	58 758	3 784	255	—	239 421	70 313
Contrats sur titres de participation							
	20 619	2 037	1 809	2 850	866	28 181	24 726
Contrats de crédit							
	5 310	9 048	21 366	4 017	40	39 781	26 447
Total	1 088 411 \$	477 520 \$	214 217 \$	180 395 \$	41 009 \$	2 001 552 \$	1 729 930 \$

Note 10 ► Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au prix coûtant moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au prix coûtant. Les immeubles, le matériel informatique, les logiciels, l'autre matériel et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

Immeubles	40 ans
Matériel informatique et logiciels	15 ans
Autre matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail, jusqu'à un maximum de 10 ans

(en millions de dollars canadiens)	2005			2004
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Terrains	179 \$	— \$	179 \$	271 \$
Immeubles	1 063	545	518	620
Matériel informatique et logiciels	2 366	1 676	690	676
Autre matériel	679	455	224	247
Améliorations locatives	577	341	236	206
Total	4 864 \$	3 017 \$	1 847 \$	2 020 \$

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, la charge d'amortissement se chiffrait respectivement à 377 millions, à 365 millions et à 375 millions de dollars.

Les gains et les pertes sur aliénation sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, de notre état consolidé des résultats.

Le 23 septembre 2005, nous avons vendu la tour de bureaux située au 350 de la 7th Avenue South West, à Calgary. Le gain provenant de cette vente s'établit à 58 millions de dollars avant impôts, dont 29 millions ont été inscrits à notre état consolidé des résultats. Les 29 millions de dollars restants ont été reportés et seront comptabilisés comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2015 et 2025. Au 31 octobre 2005, le gain reporté s'élevait à 29 millions de dollars.

Le 1^{er} mars 2005, nous avons vendu le terrain et l'immeuble situés au 111, West Monroe Street, à Chicago et nous avons simultanément conclu des contrats de location aux taux du marché pour environ 50 % de l'immeuble. Le gain de 5 millions de dollars provenant de cette vente a été reporté et sera comptabilisé comme une réduction de nos charges locatives sur la durée de nos baux dans l'immeuble, qui arrivent à échéance entre 2013 et 2035. Au 31 octobre 2005, le gain reporté s'élevait à 5 millions de dollars.

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, les bureaux et le matériel n'ont été l'objet d'aucune dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Engagements sur bail

Nous avons signé un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2005, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 464 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 202 millions de dollars pour 2006, 181 millions pour 2007, 149 millions pour 2008,

130 millions pour 2009, 109 millions pour 2010 et 693 millions par la suite. Au 31 octobre 2005, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 697 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait à 245 millions, à 227 millions et à 222 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 respectivement.

Note 11 ▶ Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition.

Les entreprises acquises en 2005 et 2004 font partie de notre unité d'exploitation Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de notre groupe Particuliers et entreprises.

Mercantile Bancorp, Inc.

Le 30 décembre 2004, nous avons conclu l'acquisition de Mercantile Bancorp, Inc., une banque locale ayant son siège social dans l'Indiana, pour une somme totale en espèces de 194 millions de dollars. Dans le cadre de cette transaction, nous avons également acquis une petite société immobilière, Lake Commercial Corp. (collectivement, MBI). Les résultats d'exploitation de MBI ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de MBI nous donne la possibilité d'étendre nos services de banque locale dans le nord-ouest de l'Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales.

New Lenox State Bank

Le 1^{er} juin 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la New Lenox State Bank (NLSB), une banque locale à service complet de Will County (Illinois), pour une somme totale de 314 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la NLSB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la NLSB s'inscrit dans notre plan d'expansion sur le marché de Will County (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales.

Lakeland Community Bank

Le 1^{er} mars 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la Lakeland Community Bank (LCB), une banque locale à service complet de Lake County (Illinois), pour une somme totale de 49 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la LCB ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la LCB s'inscrit dans notre plan d'expansion sur le marché de Chicago (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	2005			2004
	MBI	NLSB	LCB	Autres
Encaisse	111 \$	111 \$	13 \$	– \$
Valeurs mobilières	166	393	31	–
Prêts	620	774	181	–
Bureaux et matériel	18	32	3	–
Écart d'acquisition	91	193	28	14
Dépôts de base – actif incorporel	15	30	2	–
Autres actifs incorporels	–	–	–	8
Actifs divers	25	48	2	–
Total de l'actif	1 046	1 581	260	22
Dépôts	752	1 225	209	–
Passifs divers	100	42	2	–
Total du passif	852	1 267	211	–
Prix d'achat	194 \$	314 \$	49 \$	22 \$

Acquisition future*Villa Park Trust and Savings Bank*

Le 7 juillet 2005, nous avons annoncé l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale en espèces d'environ 81 millions de dollars. L'acquisition

de Villa Park devrait être conclue en décembre 2005. Cette acquisition nous donnera la possibilité de développer nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Les résultats d'exploitation de Villa Park seront intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date de l'acquisition.

Note 12 ▶ Vente de Harrisdirect LLC

Le 6 octobre 2005, nous avons vendu notre participation dans Harrisdirect LLC, notre société de placement en direct aux États-Unis, à E*Trade Financial Corporation, pour un produit en espèces de 827 millions de dollars (700 millions de dollars américains). Le gain de 49 millions de dollars a été comptabilisé dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats (18 millions de dollars après impôts). Ce gain comprend une somme de 29 millions de dollars (25 millions de dollars américains) correspondant au remboursement estimatif par Harrisdirect LLC des frais du programme de fonds d'investissement relatifs à nos fonds Harris Insight Funds. Certains coûts liés à la transaction n'ont pas encore été fixés de façon définitive; si les coûts réels diffèrent des estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Nous avons fourni à l'acheteur les indemnités standard dans le cadre de la convention d'achat-vente.

Les résultats de Harrisdirect LLC, y compris le gain résultant de la vente en 2005, ont été portés à notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
Revenu net d'intérêts	68 \$	66 \$	67 \$
Revenu autre que d'intérêts	184	179	191
	252	245	258
Frais autres que d'intérêts	243	271	297
Impôts sur les bénéfices	14	(11)	(12)
Perte nette	(5)\$	(15)\$	(27)\$

Note 13 ▶ Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres de placement, dans les cas où nous exerçons une influence notable, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à attribuer les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à comparer

ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les ratios cours-bénéfice ou d'autres multiples, selon ce qui convient le mieux dans les circonstances. L'excédent de la valeur comptable des écarts d'acquisition sur la juste valeur des écarts d'acquisition, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, aucun écart d'acquisition n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition pour chacune des unités d'exploitation de nos groupes d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004 :

(en millions de dollars canadiens)	Groupe Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée		Groupe Services d'investissement	Autres	Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Services d'investissement traditionnels et en direct	Produits de placement destinés aux particuliers	Gestion privée	Total	Services d'investissement		
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2003	404 \$	593 \$	187 \$	74 \$	854 \$	73 \$	3 \$	1 334 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	233	–	–	–	–	2	–	235
Autres 1)	(49)	(40)	–	–	(40)	27	–	(62)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2004	588	553	187	74	814	102	3	1 507
Acquisitions faites au cours de l'exercice	91	–	–	–	–	–	–	91
Vente de Harrisdirect LLC	–	(471)	–	–	(471)	–	–	(471)
Autres 1)	(18)	(14)	–	(2)	(16)	(2)	–	(36)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2005	661 \$ 2)	68 \$ 3)	187 \$ 4)	72 \$ 5)	327 \$	100 \$ 6)	3 \$	1 091 \$

1) Les autres changements dans les écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises, les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions de l'exercice précédent et le reclassement de certaines autres sommes.

2) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Moneris Solutions Corporation et Mercantile Bancorp, Inc.

3) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

4) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée.

5) Concerne essentiellement myCFO, Inc.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc. et Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie :

(en millions de dollars canadiens)	2005			2004
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Relations d'affaires avec des clients	76 \$	42 \$	34 \$	287 \$
Dépôts de base	202	116	86	95
Réseau de distribution – Succursales	174	108	66	81
Autres	24	14	10	17
Total	476 \$	280 \$	196 \$	480 \$

Par suite de la vente de Harrisdirect LLC, les actifs incorporels ont été réduits de 194 millions de dollars.

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou accéléré, selon l'actif.

Nous soumettons les actifs incorporels à durée de vie limitée à des tests de dépréciation lorsque des faits ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie connexes non actualisés ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une dépréciation en raison d'une perte de valeur.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 44 millions de dollars pour 2006, 42 millions pour 2007, 35 millions pour 2008, 30 millions pour 2009 et 18 millions pour 2010.

Note 14 ▶ Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	4 973 \$	5 405 \$
Intérêts courus à recevoir	896	666
Créances de clients, de négociants et de courtiers	3 521	3 748
Actif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 22)	1 177	1 155
Total	10 567 \$	10 974 \$

Note 15 ▶ Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts	non productifs d'intérêts	productifs d'intérêts	non productifs d'intérêts	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Catégories de déposants :										
Banques	368 \$	356 \$	352 \$	408 \$	670 \$	329 \$	24 083 \$	19 561 \$	25 473 \$	20 654 \$
Entreprises et administrations publiques	5 499	5 570	11 284	10 380	15 521	18 621	60 133	45 043	92 437	79 614
Particuliers	3 459	3 495	4 740	4 189	34 669	33 797	33 015	33 441	75 883	74 922
Total	9 326 \$	9 421 \$	16 376 \$	14 977 \$	50 860 \$	52 747 \$	117 231 \$	98 045 \$	193 793 \$	175 190 \$
Domiciliation :										
Canada	8 079 \$	7 947 \$	12 001 \$	10 894 \$	35 691 \$	37 182 \$	71 211 \$	63 876 \$	126 982 \$	119 899 \$
États-Unis	1 128	1 408	4 168	4 072	14 631	14 798	25 026	18 039	44 953	38 317
Autres pays	119	66	207	11	538	767	20 994	16 130	21 858	16 974
Total	9 326 \$	9 421 \$	16 376 \$	14 977 \$	50 860 \$	52 747 \$	117 231 \$	98 045 \$	193 793 \$	175 190 \$

Au 31 octobre 2005, les dépôts comprenaient 74 038 millions de dollars de dépôts libellés en dollars américains (61 982 millions en 2004) et 6 297 millions de dollars de dépôts en d'autres devises (6 761 millions en 2004).

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués principalement des divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, et qui sont productifs d'intérêts sur une période fixe. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.

Les dépôts à terme fixe comprennent des fonds fédéraux achetés qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2005, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 4 396 millions de dollars, alors qu'il était de 3 165 millions en 2004.

Les dépôts à terme fixe comprennent du papier commercial dont le total atteignait 604 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 335 millions au 31 octobre 2004.

Au 31 octobre 2005, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 94 840 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 49 912 millions de dollars étaient domiciliés au Canada, 23 933 millions aux États-Unis et 20 995 millions dans d'autres pays. Au 31 octobre 2004, nos dépôts payables à terme fixe comprenaient 73 273 millions de dollars de dépôts individuels supérieurs à cent mille dollars, dont 41 453 millions étaient domiciliés au Canada, 15 689 millions aux États-Unis et 16 131 millions dans d'autres pays. Sur le total de ces dépôts domiciliés au Canada au 31 octobre 2005, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 31 541 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 767 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 5 341 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 11 263 millions de dollars. Au 31 octobre 2004, le montant des dépôts dont l'échéance était de trois mois ou moins s'élevait à 26 592 millions de dollars, celui des dépôts dont l'échéance était de trois à six mois s'élevait à 1 309 millions, celui des dépôts dont l'échéance était de six à douze mois s'élevait à 2 491 millions et celui des dépôts dont l'échéance était de plus de douze mois s'élevait à 11 061 millions de dollars.

Note 16 ▶ Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Acceptations	5 934 \$	5 355 \$
Titres vendus à découvert	16 142	10 441
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	22 657	21 345
	44 733 \$	37 141 \$

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de droits d'acceptation. Nous disposons d'un recours compensatoire, égal au montant des acceptations, contre nos clients à l'échéance des effets. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre recours correspondant est comptabilisé comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédons pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur de marché. Les rajustements à la valeur de marché à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont comptabilisés dans les revenus de négociation figurant à notre état consolidé des résultats.

Titres mis en pension, prêtés ou vendus

Les titres mis en pension, prêtés ou vendus, représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Passifs divers		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	8 812 \$	9 161 \$
Intérêts courus à payer	1 146	991
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 374	944
Passifs de filiales, autres que des dépôts	271	502
Passif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 22)	18	18
Passif au titre des prestations constituées découlant des autres avantages sociaux futurs (note 22)	582	540
Total	12 203 \$	12 156 \$

Au 31 octobre 2005, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital d'une valeur totale de 1 042 millions de dollars (595 millions en 2004) qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie (se reporter à la note 18).

Modification de la convention comptable

Se reporter à la note 20 en ce qui concerne la modification de la convention comptable touchant les titres de notre fiducie de capital inclus dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004.

Programme de fidélisation de la clientèle

Nous comptabilisons le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit dans la période au cours de laquelle nos clients acquièrent le droit d'échanger des récompenses. Nous estimons ce passif en nous fondant sur nos prévisions relatives au taux d'échange des récompenses et sur le coût des échanges prévus. Notre estimation du taux d'échange des récompenses est fondée sur l'analyse statistique des comportements antérieurs des clients. Les coûts de notre programme de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés à titre de réduction du revenu autre que d'intérêts, au poste frais de services de cartes, dans notre état consolidé des résultats. Le passif lié à ce programme est inclus dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Modification de l'estimation comptable

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004, nous avons haussé l'estimation du passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit. La modification de l'estimation effectuée au cours de l'exercice 2005 découlait d'améliorations apportées à la méthode utilisée pour déterminer le passif. La modification de l'estimation effectuée en 2004 découlait de la hausse des taux d'échange de récompenses. L'incidence de la modification de l'estimation sur notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 40 millions de dollars, une diminution des impôts sur les bénéfices de 14 millions et une baisse du revenu net de 26 millions (respectivement 65 millions, 23 millions et 42 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004).

Note 17 ▶ Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le rachat de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons émis des billets à moyen terme de série C, 1^{re} et 2^e tranches, d'une valeur totale de un milliard de dollars. Nous avons racheté nos billets à moyen terme de série B, d'une valeur de 300 millions de dollars, nos débetures de série 18, d'une valeur de 250 millions de dollars, et nos billets à 6,10 % échus, d'une valeur de 300 millions de dollars américains. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté nos billets à moyen terme de série A, 3^e tranche, d'une valeur de 400 millions de dollars. Ces rachats n'ont entraîné ni gain ni perte.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Rachetables à notre gré à compter de	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total 2005	Total 2004
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Décembre 1998	– \$	– \$	– \$	140 \$	– \$	– \$	140 \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 18	250 \$	Septembre 2010	8,80	rachetées	–	–	–	–	–	–	–	250
Débetures série 19	125 \$	Mars 2011	7,40	Mars 2006	–	–	–	–	–	125	125	125
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	non rachetables	–	–	–	–	–	150	150	150
Débetures série 21	300 \$	Mai 2011	8,15	Mai 2006	–	–	–	–	–	300	300	300
Débetures série 22	150 \$	Juillet 2012	7,92	Juillet 2007	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à 6,10 %	300 \$US	Septembre 2005	6,10	Septembre 1998 1)	–	–	–	–	–	–	–	365
Billets à 7,80 %	300 \$US	Avril 2007	7,80	Avril 2000 1)	–	354	–	–	–	–	354	365
Billets à moyen terme – Série A 2 ^e tranche	150 \$	Février 2013	5,75	Février 2008	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à moyen terme – Série B	300 \$	Juin 2010	6,60	rachetés	–	–	–	–	–	–	–	300
Billets à moyen terme – Série C 1 ^{re} tranche	500 \$	Janvier 2015	4,00	Janvier 2010 2)	–	–	–	–	–	500	500	–
2 ^e tranche	500 \$	Avril 2020	4,87	Avril 2015 3)	–	–	–	–	–	500	500	–
Total					– \$	354 \$	– \$	140 \$	– \$	1 975 \$	2 469 \$	2 395 \$

1) Rachetables à notre gré seulement si certains événements fiscaux se produisent.

2) Rachetables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement d'obligations du Canada avant le 21 janvier 2010, et rachetables à la valeur nominale à compter du 21 janvier 2010.

3) Rachetables au prix le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement d'obligations du Canada avant le 22 avril 2015, et rachetables à la valeur nominale à compter du 22 avril 2015.

Note 18 ▶ Titres d'une fiducie de capital

Nous émettons les titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS) par l'entremise de notre filiale consolidée, la Fiducie de capital BMO (la fiducie). Le produit des BOaTS est utilisé pour l'achat d'hypothèques. Au moment de la consolidation, les BOaTS sont présentés dans notre bilan consolidé, soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les passifs divers, selon leurs modalités. Les détenteurs

de BOaTS ont le droit de recevoir des distributions fixes semestrielles non cumulatives en espèces, en autant que la Banque déclare des dividendes sur ses actions privilégiées ou, s'il n'y a pas d'actions privilégiées en circulation, sur ses actions ordinaires, conformément aux pratiques habituelles de la Banque en matière de dividendes. Les durées des BOaTS sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les distributions)	Dates de distribution	Distribution par BMO BOaTS	Date de rachat		Date de conversion		Capital		
			Au gré de la fiducie	Au gré du détenteur	2005	2004			
Passifs divers									
Série A	30 juin, 31 décembre	34,52 \$	31 décembre 2005	31 décembre 2010	350 \$	350 \$			
Série B	30 juin, 31 décembre	33,24	30 juin 2006	30 juin 2011	400	400			
Série C	30 juin, 31 décembre	33,43	31 décembre 2006	30 juin 2012	400	400			
					1 150	1 150			
Part des actionnaires sans contrôle									
Série D	30 juin, 31 décembre	27,37 \$ 1)	31 décembre 2009		600	600			
Série E	30 juin, 31 décembre	23,17 2)	31 décembre 2010		450	–			
					1 050	600			
Total des titres de la fiducie						2 200 \$	1 750 \$		

1) Après le 31 décembre 2014, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

2) Après le 31 décembre 2015, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

Rachat par la fiducie

Aux dates de rachat indiquées ci-dessus ou après ces dates, et sous réserve de l'approbation préalable du Surintendant des institutions financières du Canada, la fiducie peut racheter la totalité des BOaTS sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs.

Conversion par le détenteur

Aux dates de conversion indiquées ci-dessus ou après ces dates, les BOaTS de séries A, B et C pourront être échangés contre des actions privilégiées de catégorie B de la Banque, séries 7, 8 et 9 respectivement, au gré du détenteur.

Échange automatique

Les BOaTS de séries A, B, C, D et E, seront automatiquement échangés contre 40 actions privilégiées de catégorie B de la Banque, séries 7, 8, 9, 11 et 12 respectivement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement du détenteur, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital ou une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. Nous avons reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital de séries A, B et C, pour un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital sont maintenant comptabilisées dans les frais d'intérêts.

Nous avons retraité nos états financiers consolidés des exercices antérieurs pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation. Se reporter à la note 20 en ce qui concerne l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés.

Note 19 ▶ Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous versons de l'intérêt sur des passifs productifs d'intérêts. Nous détenons aussi des instruments financiers hors bilan dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous avons des actifs, des passifs et des instruments financiers qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de notre politique en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour 2005 :

Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après le comportement prévu des soldes de comptes.

Dépôts et autres passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés d'après l'évolution prévue des soldes de comptes.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt convenus à l'égard des actifs ou des passifs en vigueur le 31 octobre 2005.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt réel (%)	De 1 à 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt réel (%)	Sans incidence	Total
En dollars canadiens											
Actif											
Encaisse	2 238 \$	292 \$	– \$	2 530 \$	3,09	294 \$	–	– \$	–	(154)\$	2 670 \$
Valeurs mobilières	27 599	72	252	27 923	3,07	785	6,82	68	5,10	169	28 945
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	16 084	78	–	16 162	2,96	–	–	–	–	–	16 162
Prêts	59 317	3 461	5 962	68 740	5,00	32 580	5,60	2 731	5,45	5 891	109 942
Autres actifs	34 277	253	507	35 037	s.o.	4 056	s.o.	–	s.o.	–	39 093
Total de l'actif	139 515	4 156	6 721	150 392		37 715		2 799		5 906	196 812
Passif et capitaux propres											
Dépôts	59 794	4 744	8 278	72 816	2,18	38 658	2,24	1 985	4,65	–	113 459
Titres vendus à découvert	15 323	–	–	15 323	3,00	–	–	–	–	–	15 323
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	8 877	–	–	8 877	2,93	–	–	–	–	–	8 877
Autres passifs	32 828	114	227	33 169	s.o.	1 817	s.o.	1 050	s.o.	5 891	41 927
Dette subordonnée	–	125	300	425	7,93	1 740	5,70	1 550	6,46	–	3 715
Capitaux propres	26	–	–	26	s.o.	–	s.o.	200	s.o.	13 285	13 511
Total du passif et des capitaux propres	116 848	4 983	8 805	130 636		42 215		4 785		19 176	196 812
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	22 667	(827)	(2 084)	19 756		(4 500)		(1 986)		(13 270)	–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	(18 731)	1 728	1 705	(15 298)		11 523		3 775		–	–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens											
2005	3 936 \$	901 \$	(379)\$	4 458 \$		7 023 \$		1 789 \$		(13 270)\$	– \$
2004	2 379	990	772	4 141		7 030		972		(12 143)	–

En dollars américains et autres devises

Actif

Encaisse	9 898 \$	4 618 \$	3 292 \$	17 808 \$	1,38	(122)\$	3,55	– \$	–	365 \$	18 051 \$
Valeurs mobilières	20 400	1 195	1 785	23 380	0,37	4 582	0,28	298	0,98	51	28 311
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	11 446	–	672	12 118	0,61	–	–	–	–	–	12 118
Prêts	22 635	1 016	1 725	25 376	0,94	8 812	0,70	1 329	0,07	598	36 115
Autres actifs	1 514	236	413	2 163	s.o.	3 959	s.o.	–	s.o.	3	6 125
Total de l'actif	65 893	7 065	7 887	80 845		17 231		1 627		1 017	100 720
Passif et capitaux propres											
Dépôts	60 564	3 308	2 526	66 398	2,69	13 733	0,33	170	0,16	33	80 334
Titres vendus à découvert	819	–	–	819	3,61	–	–	–	–	–	819
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	13 778	1	1	13 780	0,53	–	–	–	–	–	13 780
Autres passifs	3 795	(101)	44	3 738	s.o.	742	s.o.	–	s.o.	598	5 078
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	354	7,80	–	–	–	354
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	–	s.o.	355	s.o.	–	355
Total du passif et des capitaux propres	78 956	3 208	2 571	84 735		14 829		525		631	100 720
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan	(13 063)	3 857	5 316	(3 890)		2 402		1 102		386	–
Écart de sensibilité des éléments hors bilan	1 177	(109)	(260)	808		(99)		(709)		–	–

Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises

2005	(11 886)\$	3 748 \$	5 056 \$	(3 082)\$		2 303 \$		393 \$		386 \$	– \$
2004	(13 227)	3 526	4 650	(5 051)		2 082		2 802		167	–

s.o. – sans objet

Note 20 ▶ Capital-actions

En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2005			2004			2003		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées classées dans le passif									
Catégorie B – Série 3	–	– \$	– \$	–	– \$	1,18 \$	16 000 000	400 \$	1,39 \$
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20	8 000 000	200	1,20
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
Actions privilégiées classées dans le passif		450			450			850	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres									
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$
Catégorie B – Série 10	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US	12 000 000	396	1,49 \$US
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		596			596			596	
Actions ordinaires	500 219 068	4 022	1,85 \$	500 896 857	3 857	1,59 \$	499 632 368	3 662	1,34 \$
Capital-actions		4 618 \$			4 453 \$			4 258 \$	

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté toutes nos actions privilégiées de catégorie B, série 3, au prix de 25,50 dollars l'action, plus tout dividende déclaré et non versé. L'excédent du prix de rachat sur la valeur comptable, soit 8 millions de dollars, a été imputé aux bénéfices non répartis, dans les dividendes sur actions privilégiées.

Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 août 2005, pour 25,00 dollars en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 août 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 mai 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 dollars en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 dollar par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 dollars en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 dollar par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 dollars en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Elles sont convertibles au gré de l'actionnaire, à compter du 25 novembre 2008, en nos actions ordinaires, sous réserve de notre droit de les racheter pour 25,00 dollars en espèces par action. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 dollar par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 dollars américains en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 dollar américain par action.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 7 septembre 2005, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant

une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 10 août 2004 au 6 août 2005, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous aurions pu racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons racheté 6 957 800 actions à un prix moyen de 56,04 dollars l'action, pour une somme totale de 390 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, nous avons racheté 6 220 500 actions au prix moyen de 53,63 dollars l'action, pour une somme totale de 333 millions de dollars.

Options échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 361 397, de 646 383 et de 771 212 actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2005, 2004 et 2003 respectivement.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le Surintendant des institutions financières du Canada doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une ou l'autre de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO, une de nos filiales, omet de verser une distribution sur ses titres de capital, nous ne déclarerons de dividende de quelque nature que ce soit sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires pendant la période qui suivra l'omission par la fiducie de verser la distribution indiquée (tel que le stipulent les prospectus des titres de la fiducie), à moins que la fiducie ne verse la distribution en question aux détenteurs de ses titres (se reporter à la note 18).

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires.

Nous pouvons émettre ces actions ordinaires au cours moyen de clôture de l'action ordinaire de la Banque à la Bourse de Toronto, établi d'après les cinq jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou nous pouvons les acheter sur le marché libre, au prix du marché. Au cours de l'exercice, nous avons émis 1 258 463 actions ordinaires (1 120 931 en 2004) dans le cadre de ce régime.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2005, nous avons réservé 4 646 625 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 5 081 508 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 30 169 925 actions ordinaires en vue de l'exercice éventuel des options d'achat d'actions, tel que nous l'expliquons à la note 21.

Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise

En 2003, 634 551 actions ordinaires, d'une valeur de 27 millions de dollars, ont été émises relativement à l'acquisition de Gerard Klauer Mattison & Co., Inc.

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Ces nouvelles règles exigent que nous classions dans le passif nos actions privilégiées et les titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur. Nous avons reclassé dans le passif, au poste actions privilégiées, nos actions privilégiées de catégorie B, séries 4 et 6, pour un montant de 450 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisées dans le capital-actions. De plus, nous avons également reclassé, au poste titres d'une fiducie de capital, les titres de notre fiducie de capital de séries A, B et C, pour

un montant de 1 150 millions de dollars, qui étaient auparavant comptabilisés au poste passifs divers, dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les dividendes déclarés sur ces actions privilégiées ainsi que les distributions effectuées sur ces titres d'une fiducie de capital sont maintenant comptabilisés dans les frais d'intérêts. Cette modification n'a eu aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires, puisque nous déduisons les dividendes sur actions privilégiées du revenu net lorsque nous déterminons ces mesures.

Nous avons retraité nos états financiers consolidés des exercices antérieurs pour qu'ils soient compatibles avec la nouvelle présentation. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de cette modification de la convention comptable sur nos états financiers consolidés du présent exercice et des exercices antérieurs :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
État consolidé des résultats			
Augmentation (diminution)			
Frais d'intérêts – Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	(97)\$	(124)\$	(122)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	42	43	42
Impôts sur les bénéfices	37	36	36
Revenu net	(18)	(45)	(44)
Dividendes sur actions privilégiées	18	45	44
Revenu net afférent aux actions ordinaires	– \$	– \$	– \$
Bilan consolidé			
Augmentation (diminution)			
Actions privilégiées classées dans le passif	450 \$	450 \$	850 \$
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150
Passifs divers	(1 150)	(1 150)	(1 150)
Capital-actions	(450)	(450)	(850)

Note 21 ► Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour certains dirigeants, employés et administrateurs. Toutes les options attribuées aux termes du régime de 1995 à 1999 sont acquises après une période de cinq exercices débutant le 1^{er} novembre de l'année au cours de laquelle elles ont été attribuées, si nous avons atteint certains objectifs de

rendement. Les options attribuées depuis 1999 sont acquises à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans commençant à la date à laquelle elles ont été attribuées. Certaines des options attribuées depuis 1999 ne peuvent être exercées que si nous avons atteint certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après la date à laquelle elles ont été attribuées.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options d'achat d'actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2005		2004		2003	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	30 442 060	33,87 \$	35 212 440	31,89 \$	38 374 627	30,21 \$
Options attribuées	1 471 764	56,60	1 645 900	53,93	2 244 800	40,90
Options exercées	4 736 826	29,30	6 239 301	27,77	5 325 916	23,45
Options éteintes/annulées	257 649	36,77	176 979	35,22	81 071	34,00
Options en cours à la fin de l'exercice	26 919 349	35,86	30 442 060	33,87	35 212 440	31,89
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	20 016 144	32,68	21 102 433	30,94	13 337 147	28,29
Options pouvant être attribuées	3 397 576		4 611 691		6 080 612	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	5,38 %		6,08 %		7,05 %	

Aucune option n'est arrivée à échéance au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2005, par fourchette de prix d'exercice :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	Options en cours		Options pouvant être exercées		
Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions	Durée de vie moyenne pondérée contractuelle résiduelle (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
De 15,50 \$ à 20,00 \$	690 304	0,8	19,18 \$	690 304	19,18 \$
De 20,01 \$ à 30,00 \$	4 280 516	4,0	25,60 \$	4 280 516	25,60 \$
De 30,01 \$ à 40,00 \$	16 665 861	4,7	34,99 \$	14 182 457	34,78 \$
De 40,01 \$ à 56,60 \$	5 282 668	7,7	49,10 \$	862 867	44,03 \$

Modification de la convention comptable

Le 1^{er} novembre 2002, nous avons modifié notre convention comptable relative aux options d'achat d'actions attribuées à cette date ou ultérieurement. En vertu de la nouvelle convention comptable, nous calculons la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été attribuées et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits des options, en augmentant le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous comptabilisons le montant du produit, avec le montant inscrit au titre du surplus d'apport, dans le capital-actions.

Nous déterminons la juste valeur des options attribuées au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. La moyenne pondérée de la juste valeur des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 s'élevait à 10,34 dollars, 10,63 dollars et 7,85 dollars respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date à laquelle elles ont été attribuées :

	2005	2004	2003
Rendement prévu des actions	3,1 %	2,6 %	3,2 %
Volatilité prévue du cours des actions	22,8 %	23,2 %	23,4 %
Taux de rendement sans risque	4,2 %	4,8 %	4,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,1 ans	7,1 ans	7,1 ans

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

Nous ne comptabilisons aucuns frais de rémunération relativement aux options attribuées au cours des exercices précédents. Lorsque ces options sont exercées, nous incluons le montant du produit dans le capital-actions. Le tableau ci-dessous montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions toujours comptabilisé les frais liés aux options d'achat d'actions en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été attribuées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2005	2004	2003
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	10 \$	7 \$	3 \$
Revenu net, selon les états financiers	2 400 \$	2 306 \$	1 781 \$
Frais supplémentaires comptabilisés si nous avions passé en charges la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en cours attribuées avant le 1 ^{er} novembre 2002	11	29	43
Revenu net, pro forma	2 389 \$	2 277 \$	1 738 \$
Résultats par action (en dollars canadiens)			
De base, selon les états financiers	4,74 \$	4,53 \$	3,51 \$
De base, pro forma	4,72	4,48	3,43
Dilué, selon les états financiers	4,64	4,42	3,44
Dilué, pro forma	4,62	4,36	3,35

Autres régimes de rémunération à base d'actions*Régime d'achat d'actions*

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Lorsqu'un employé verse à ce régime une cotisation représentant au plus 6 % de son salaire brut, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de cette cotisation. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul des résultats par action. Les dividendes versés pour les actions ordinaires de la Banque détenues dans le cadre du régime d'achat d'actions des employés sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, respectivement à 33 millions, 32 millions et 29 millions de dollars.

Pour ces exercices, il y avait respectivement 12 184 377, 11 445 595 et 10 676 918 actions ordinaires en circulation détenues dans le cadre de ce régime.

Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Dans le cas de la majorité des dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime est également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents.

Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquiescement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 187 millions, 173 millions et 105 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période jusqu'à ce que le versement aux employés soit effectué. Nous n'avons plus aucun passif lié à ces régimes, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 142 millions et 133 millions de dollars respectivement au 31 octobre 2005 et 2004.

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période jusqu'à ce que le versement aux employés soit effectué, de façon à tenir compte de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires ainsi que du rendement total de nos capitaux propres comparativement à celui de nos concurrents.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes s'élevaient, pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003, respectivement à 169 millions, 143 millions et 97 millions de dollars.

Régimes de participation différée aux bénéfices

Nous offrons des régimes de participation différée aux bénéfices à certains hauts dirigeants et employés clés de nos groupes Services d'investissement et Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement de primes ou de commissions annuelles peut être différé sous forme de droits à la valeur de nos actions ordinaires. Le montant des primes ou commissions différées est rajusté pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Selon le régime, les primes différées peuvent être versées lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions, ou être échelonnées sur la période de trois ans du régime, ou être versées à la fin de la période de trois ans du régime. Les primes différées peuvent être versées en espèces ou en actions ou être une combinaison des deux.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés dans l'exercice où les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des primes payables découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Nous avons utilisé des instruments dérivés pour couvrir nos risques relatifs à ces régimes. Les changements dans la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés comme frais de rémunération du personnel dans la période où ils se produisent.

Les passifs relatifs à ces régimes ont été inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 177 millions et 218 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 s'élevaient respectivement à 4 millions, 4 millions et 26 millions de dollars, nets de l'incidence des opérations de couverture.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé. Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite à cotisations déterminées dans les frais de rémunération du personnel pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'un régime d'assurance-vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Obligations au titre des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons deux types d'obligations découlant de nos régimes : nos obligations au titre des prestations déterminées de retraite et nos obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actuaires procèdent à des évaluations de nos obligations aux titres des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la croissance des salaires, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et l'évolution des coûts des soins de santé. Le taux d'actualisation est déterminé par la direction d'après les conditions du marché à la fin de l'exercice. D'autres hypothèses sont fondées sur des prévisions à long terme.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

Les prestations constituées par les employés représentent les prestations de retraite et autres avantages constitués au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées représentent l'accroissement de l'obligation avec le temps.

Les gains ou pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actuaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels peuvent

découler des écarts entre le rendement réel de l'actif des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou les pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou les pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

Les modifications aux régimes représentent les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs.

Le rendement prévu des actifs représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du fonds et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

Les règlements se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous versons des cotisations en espèces à nos régimes de retraite prévus par la loi. La répartition réelle et la répartition cible des actifs sont présentées à la page suivante. La politique d'investissement relative aux actifs du principal régime de retraite canadien est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en limitant la volatilité du rendement. Nous avons également établi une convention de retraite afin de financer partiellement les prestations de retraite complémentaires au Canada. Cependant, les prestations relatives à ce régime complémentaire sont versées directement par la Banque. Les prestations de retraite relatives à nos régimes complémentaires aux États-Unis sont également versées directement par la Banque. Notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés aux États-Unis est partiellement capitalisée, tandis que notre obligation relative aux autres avantages sociaux futurs de nos employés au Canada est sans capitalisation. Les prestations relatives à nos régimes d'autres avantages sociaux futurs sont versées directement par la Banque.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis. En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables, nous sommes tenus de préparer des évaluations pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2005. Nous sommes tenus de déposer des évaluations relatives à la capitalisation de ce régime auprès du Surintendant des institutions financières du Canada au moins tous les trois ans. Pour notre régime prévu par la loi des États-Unis, l'évaluation relative à la capitalisation est exigée à tous les ans. La plus récente évaluation a été effectuée en date du 1^{er} janvier 2005.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Obligation au titre des prestations constituées	959 \$	865 \$	883 \$	852 \$	741 \$	711 \$
Juste valeur des actifs des régimes	693	607	544	66	58	55
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	266 \$	258 \$	339 \$	786 \$	683 \$	656 \$

(en millions de dollars canadiens)

Répartition des actifs

Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition réelle à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite capitalisés 1)				Autres avantages sociaux futurs capitalisés			
	Répartition cible 2005	Répartition réelle 2005	Répartition réelle 2004	Répartition réelle 2003	Répartition cible 2005	Répartition réelle 2005	Répartition réelle 2004	Répartition réelle 2003
Titres de participation	51 %	50 %	47 %	45 %	65 %	67 %	70 %	61 %
Placements à revenu fixe	35 %	38 %	40 %	42 %	35 %	33 %	30 %	30 %
Autres	14 %	12 %	13 %	13 %	–	–	–	9 %

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Charge annuelle liée aux prestations constituées						
Prestations constituées par les employés	127 \$	120 \$	111 \$	17 \$	16 \$	17 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	205	201	196	46	44	38
Perte actuarielle constatée dans la charge	69	77	62	10	10	–
Amortissement du coût des modifications aux régimes	4	2	3	(7)	(7)	–
Perte matérialisée au règlement d'une partie de l'obligation au titre des prestations constituées	–	–	4	–	–	–
Rendement prévu des actifs des régimes	(230)	(213)	(217)	(5)	(4)	(4)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	175	187	159	61	59	51
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	45	45	44	–	–	–
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	11	11	10	–	–	–
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	231 \$	243 \$	213 \$	61 \$	59 \$	51 \$

Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et frais au moment où ils sont survenus

Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs constatées dans l'état consolidé des résultats	231 \$	243 \$	213 \$	61 \$	59 \$	51 \$
(Excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(141)	(118)	(6)	(5)	(4)	(6)
(Excédent) déficit des (gains) ou pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) ou pertes actuariels survenus	320	1	97	59	(10)	170
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	11	17	(3)	7	7	(66)
Total pro forma des coûts annuels liés aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	421 \$	143 \$	301 \$	122 \$	52 \$	149 \$

Hypothèses utilisées pour déterminer les charges liées à la retraite et aux autres avantages – Moyennes pondérées :

Durée moyenne estimative d'activité des employés actifs (années)	10	10	11	12	13	14
Taux d'actualisation, en début d'exercice	6,0 %	6,2 %	6,5 %	6,2 %	6,4 %	6,7 %
Taux de rendement à long terme prévu pour les actifs des régimes	6,7 %	6,7 %	6,9 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,9 %	4,0 %	4,2 %	3,9 %	4,1 %	3,7 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	8,0 % 1)	8,4 % 1)	5,3 % 2)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Obligation au titre des prestations constituées						
Obligation au titre des prestations constituées, en début d'exercice	3 479 \$	3 300 \$	3 157 \$	741 \$	711 \$	595 \$
Prestations constituées par les employés	127	120	111	17	16	17
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	205	201	196	46	44	38
Prestations versées aux retraités et aux employés	(185)	(190)	(195)	(19)	(23)	(25)
Cotisations volontaires des employés	6	5	5	–	–	–
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses a)	389	78	159	69	–	170
Modifications aux régimes	15	19	–	–	–	(66)
Réduction de l'obligation en raison d'un règlement partiel	–	–	(15)	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(23)	(54)	(118)	(2)	(7)	(18)
Obligation au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	4 013 \$	3 479 \$	3 300 \$	852 \$	741 \$	711 \$
Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées :						
Taux d'actualisation, en fin d'exercice	5,3 %	6,0 %	6,2 %	5,5 %	6,2 %	6,4 %
Taux de croissance de la rémunération	3,8 %	3,9 %	4,2 %	3,8 %	3,9 %	4,1 %
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,7 % 1)	8,2 % 2)	8,4 % 1)
Juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes, en début d'exercice	3 511 \$	3 191 \$	2 912 \$	58 \$	55 \$	55 \$
Rendement réel des actifs des régimes	371	331	223	10	8	10
Cotisations versées par la Banque	192	208	333	19	23	25
Cotisations volontaires des employés	6	5	5	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(185)	(190)	(195)	(19)	(23)	(25)
Sommes versées aux participants en règlement de l'obligation au titre des prestations de retraite	–	–	(17)	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(14)	(34)	(70)	(2)	(5)	(10)
Juste valeur des actifs des régimes, en fin d'exercice	3 881 \$	3 511 \$	3 191 \$	66 \$	58 \$	55 \$
Situation de capitalisation des régimes	(132)\$	32 \$	(109)\$	(786)\$	(683)\$	(656)\$
Perte actuarielle non constatée a)	1 234	1 059	1 192	256	202	219
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes b)	57	46	29	(52)	(59)	(66)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 159 \$	1 137 \$	1 112 \$	(582)\$	(540)\$	(503)\$
Comptabilisation dans :						
Actifs divers	1 177 \$	1 155 \$	1 171 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(18)	(18)	(59)	(582)	(540)	(503)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées, en fin d'exercice	1 159 \$	1 137 \$	1 112 \$	(582)\$	(540)\$	(503)\$

Les régimes ont payé 3 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 (4 millions en 2004; 4 millions en 2003) à nous et à certaines de nos filiales, pour la gestion de placements, la tenue de dossiers, la garde de titres et les services administratifs, aux mêmes conditions que celles que nous offrons à nos clients. Au 31 octobre 2005, 2004 et 2003, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.
2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.
s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos (gains) et pertes actuariels :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Perte actuarielle non constatée, en début d'exercice	1 059 \$	1 192 \$	1 148 \$	202 \$	219 \$	63 \$
Perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	389	78	159	69	–	170
(Excédent) déficit du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(141)	(118)	(6)	(5)	4	(6)
Constataion dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(69)	(77)	(62)	(10)	(10)	–
Incidence du taux de change et autres	(4)	(16)	(47)	–	(11)	(8)
Perte actuarielle non constatée, en fin d'exercice	1 234 \$	1 059 \$	1 192 \$	256 \$	202 \$	219 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (économie) non constatés des modifications aux régimes :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en début d'exercice	46 \$	29 \$	33 \$	(59)\$	(66)\$	– \$
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	15	19	–	–	–	(66)
Constataion dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constatés des modifications aux régimes	(4)	(2)	(3)	7	7	–
Incidence du taux de change	–	–	(1)	–	–	–
Coût (économie) non constatés des modifications aux régimes, en fin d'exercice	57 \$	46 \$	29 \$	(52)\$	(59)\$	(66)\$

Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prestations de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	5,3	6,0	5,5	6,2
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	(501)	(13)	(117)	(3)
baisse de 1 % (\$)	625	16	150	3
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,8	3,9	3,8	3,9
Effet d'une : hausse de 0,25 % (\$)	24	2	1	–
baisse de 0,25 % (\$)	(26)	(2)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,7	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	(33)	s.o.	(1)
baisse de 1 % (\$)	s.o.	33	s.o.	1
Taux de croissance présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	7,7 1)	8,0 2)
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	129	10
baisse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	(104)	(9)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces faits par la Banque au cours de l'exercice, relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2005	2004	2003	2005	2004	2003
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	177 \$	189 \$	325 \$	– \$	– \$	– \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	11	11	10	–	–	–
Prestations versées directement par la Banque aux retraités	15	19	8	19	23	25
Total	203 \$	219 \$	343 \$	19 \$	23 \$	25 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006 sont 182 millions de dollars pour nos régimes de retraite et 37 millions de dollars pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Estimation des versements futurs de prestations

Estimation des versements futurs de prestations au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
2006	195 \$	37 \$
2007	206	35
2008	218	39
2009	232	39
2010	244	41
2011–2015	1 426	255

Note 23 ▶ Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel que nous le mentionnons ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge fiscale ou l'avantage fiscal directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge fiscale découlant des gains provenant d'opérations de couverture relatives à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisée dans les capitaux propres à titre de gain (perte) de change non matérialisés nets.

Le solde des impôts futurs inclus dans notre bilan consolidé dans les actifs divers, soit 24 millions de dollars, et dans les passifs divers, soit 126 millions de dollars, représente le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans les revenus de la période où le changement de taux survient.

Nous prévoyons réaliser nos actifs d'impôts futurs dans le cours normal de nos activités.

Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Actifs d'impôts futurs		
Réserve pour créances irrécouvrables	427 \$	431 \$
Avantages sociaux futurs des employés	198	184
Rémunération du personnel différée	175	148
Autres	18	111
Total des actifs d'impôts futurs	818 \$	874 \$
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(342)\$	(316)\$
Prestations de retraite	(414)	(410)
Actifs incorporels	(104)	(112)
Autres	(60)	(47)
Total des passifs d'impôts futurs	(920)\$	(885)\$

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés. Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devons rapatrier les bénéfécies de certaines filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfécies. Comme le rapatriement de tels bénéfécies n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfécies de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés, sont estimés à 532 millions de dollars au 31 octobre 2005, à 495 millions au 31 octobre 2004 et à 490 millions au 31 octobre 2003.

Le tableau suivant établit un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfécies qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour impôts sur les bénéfécies que nous avons comptabilisée dans notre état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2005	2004	2003
Impôts sur les bénéfécies aux taux d'imposition prévus par la loi, combinés du Canada et des provinces	1 160 \$ 34,8 %	1 152 \$ 35,0 %	890 \$ 36,2 %
Augmentation (diminution) en raison des motifs suivants :			
Revenu exonéré d'impôt	(88) (2,7)	(95) (2,9)	(112) (4,6)
Activités à l'étranger assujétiées à des taux d'imposition différents	(211) (6,3)	(96) (3,0)	(153) (6,2)
Impôt des grandes sociétés	4 0,1	5 0,1	7 0,3
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	— —	(11) (0,2)	10 0,4
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	13 0,5	14 0,4	14 0,6
Autres	(3) (0,1)	3 0,1	(4) (0,1)
Provision pour impôts sur les bénéfécies et taux d'imposition effectif	875 \$ 26,3 %	972 \$ 29,5 %	652 \$ 26,6 %

Note 24 ▶ Résultats par action

Résultat de base par action

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2005	2004	2003
Revenu net	2 400 \$	2 306 \$	1 781 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(30)	(31)	(38)
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 370 \$	2 275 \$	1 743 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	500 060	501 656	496 208
(en dollars canadiens)			
Résultat de base par action	4,74 \$	4,53 \$	3,51 \$

Provision pour impôts sur les bénéfécies

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004	2003
État consolidé des résultats			
Provision pour impôts sur les bénéfécies			
– Impôts exigibles	784 \$	823 \$	689 \$
– Impôts futurs	91	149	(37)
	875	972	652
Capitaux propres			
Charge fiscale découlant de :			
Gains de change provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	101	254	601
Autres	—	9	—
Total	976 \$	1 235 \$	1 253 \$

Composantes de la provision totale pour impôts sur les bénéfécies

Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	430 \$	578 \$	725 \$
Palier provincial	227	264	285
	657	842	1 010
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	35	88	7
Palier provincial	9	39	2
	44	127	9
Total des impôts canadiens	701	969	1 019
À l'étranger : Impôts exigibles	228	236	280
Impôts futurs	47	30	(46)
Total des impôts à l'étranger	275	266	234
Total	976 \$	1 235 \$	1 253 \$

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au revenu net afférent aux actions ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certains cas, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 4, 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action, puisque nous avons la possibilité de régler les conversions au comptant plutôt qu'en actions ordinaires.

Options d'achat d'actions des employés

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Lorsque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, nous n'incluons pas le nombre de ces actions dans notre calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options d'achat d'actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2005	2004	2003
Revenu net afférent aux actions ordinaires	2 370 \$	2 275 \$	1 743 \$
Dividendes sur actions convertibles	—	1	1
Revenu net rajusté pour l'effet de dilution	2 370 \$	2 276 \$	1 744 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	500 060	501 656	496 208
Actions convertibles	361	683	996
Options d'achat d'actions pouvant être exercées 1)	25 424	32 057	36 608
Actions ordinaires pouvant être rachetées 2)	(15 109)	(19 351)	(26 803)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	510 736	515 045	507 009
(en dollars canadiens)			
Résultat dilué par action	4,64 \$	4,42 \$	3,44 \$

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options d'achat d'actions en cours, soit 410 265, 679 510 et 455 282, dont le prix d'exercice moyen pondéré était de 56,60 dollars, de 53,93 dollars et de 41,21 dollars, pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2005, 2004 et 2003.

2) Le nombre des actions pouvant être rachetées est déterminé par le calcul du nombre moyen pondéré des actions pouvant être rachetées.

Modification future de la convention comptable

L'ICCA a publié de nouvelles règles en vertu desquelles nous devons inclure la conversion potentielle, en actions ordinaires, de certaines de nos actions privilégiées et de certains titres de notre fiducie de capital dans le calcul du résultat dilué par action. La date d'entrée en vigueur de cette modification n'a pas encore été fixée; cependant nous prévoyons adopter ces nouvelles règles au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2006. Le résultat dilué par action des périodes antérieures sera retraité au moment de l'adoption. Selon la nouvelle norme, notre résultat dilué par action pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003 serait réduit respectivement d'environ 0,06, 0,09 et 0,11 dollars.

Note 25 ▶ Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats que nous leur attribuons ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Groupe Particuliers et entreprises

Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) offre une gamme complète de produits et services financiers aux particuliers et aux entreprises du Canada et des États-Unis, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

Groupe Services d'investissement

Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe SI sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe SI assure également la prestation de services auprès

d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé, de trésorerie, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation, de change et de financement du commerce international. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et solutions sont transférés aux groupes PE, GP et SI et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et solutions. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans la note 1 et dans l'ensemble des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la provision pour créances irrécouvrables, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminés selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Provisions pour créances irrécouvrables

Les provisions pour créances irrécouvrables sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun

des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la provision consolidée pour créances irrécouvrables, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens classés par groupe d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise 1)	Total (bic)	Rajustements (bic)	Total (selon les PCGR)	Canada	États-Unis	Autres pays
2005										
Revenu net d'intérêts	3 561 \$	577 \$	965 \$	(197)\$	4 906 \$	(119)\$	4 787 \$	3 504 \$	1 266 \$	136 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 655	1 459	1 776	162	5 052	–	5 052	3 544	1 345	163
Revenu total	5 216	2 036	2 741	(35)	9 958	(119)	9 839	7 048	2 611	299
Provision pour créances irrécouvrables	299	4	98	(222)	179	–	179	192	14	(27)
Frais autres que d'intérêts	3 142	1 520	1 477	188	6 327	–	6 327	4 344	1 855	128
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 775	512	1 166	(1)	3 452	(119)	3 333	2 512	742	198
Impôts sur les bénéfices	576	192	314	(88)	994	(119)	875	798	248	(52)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	58	58	–	58	36	22	–
Revenu net	1 199 \$	320 \$	852 \$	29 \$	2 400 \$	– \$	2 400 \$	1 678 \$	472 \$	250 \$
Actif moyen	127 018 \$	7 061 \$	163 848 \$	5 233 \$	303 160 \$	– \$	303 160 \$	201 950 \$	75 621 \$	25 589 \$
2004 (Données retraitées)										
Revenu net d'intérêts	3 352 \$	533 \$	1 260 \$	(208)\$	4 937 \$	(139)\$	4 798 \$	3 331 \$	1 438 \$	168 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 525	1 318	1 508	200	4 551	–	4 551	3 200	1 200	151
Revenu total	4 877	1 851	2 768	(8)	9 488	(139)	9 349	6 531	2 638	319
Provision pour créances irrécouvrables	299	5	138	(545)	(103)	–	(103)	(1)	(46)	(56)
Frais autres que d'intérêts	3 077	1 504	1 405	171	6 157	–	6 157	4 062	1 960	135
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 501	342	1 225	366	3 434	(139)	3 295	2 470	724	240
Impôts sur les bénéfices	518	115	393	85	1 111	(139)	972	795	279	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	–	–	16	17	–	17	2	15	–
Revenu net	982 \$	227 \$	832 \$	265 \$	2 306 \$	– \$	2 306 \$	1 673 \$	430 \$	203 \$
Actif moyen	117 126 \$	7 145 \$	141 691 \$	3 830 \$	269 792 \$	– \$	269 792 \$	177 410 \$	68 743 \$	23 639 \$
2003 (Données retraitées)										
Revenu net d'intérêts	3 230 \$	559 \$	1 344 \$	(204)\$	4 929 \$	(152)\$	4 777 \$	3 168 \$	1 612 \$	149 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 549	1 175	1 244	252	4 220	–	4 220	2 914	1 184	122
Revenu total	4 779	1 734	2 588	48	9 149	(152)	8 997	6 082	2 796	271
Provision pour créances irrécouvrables	298	6	231	(80)	455	–	455	211	211	33
Frais autres que d'intérêts	3 070	1 510	1 345	162	6 087	–	6 087	3 993	1 989	105
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 411	218	1 012	(34)	2 607	(152)	2 455	1 878	596	133
Impôts sur les bénéfices	493	81	321	(91)	804	(152)	652	598	222	(16)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	4	–	–	18	22	–	22	6	16	–
Revenu net	914 \$	137 \$	691 \$	39 \$	1 781 \$	– \$	1 781 \$	1 274 \$	358 \$	149 \$
Actif moyen	108 046 \$	7 015 \$	144 418 \$	4 487 \$	263 966 \$	– \$	263 966 \$	167 427 \$	76 622 \$	19 917 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et solutions.

Les données des exercices précédents ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés au cours du présent exercice à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Note 26 ▶ Opérations entre apparentés

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Depuis le 1^{er} septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autre que les prêts hypothécaires liés à des mutations effectuées à notre demande. Nous offrons maintenant un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés. Nous offrons aussi à nos employés des tarifs bonifiés quant aux frais annuels de services de cartes.

Avant le 1^{er} septembre 1999, les prêts consentis aux dirigeants à des fins personnelles, principalement pour des achats de consommation, des améliorations domiciliaires et des placements divers, leur étaient offerts à un taux d'intérêt équivalant à la moitié de notre taux préférentiel jusqu'à un maximum de 25 000 dollars. Les prêts d'un montant supérieur étaient offerts au taux préférentiel.

Le solde des prêts à taux réduit consentis en vertu de tels contrats de prêt s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Prêts hypothécaires	82 \$	80 \$
Prêts à la consommation	—	66
Total	82 \$	146 \$

Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats.

Rémunération des membres du Conseil d'administration*Régime d'options d'achat d'actions*

Au cours de l'exercice 2002, nous avons offert un régime d'options d'achat d'actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de

notre régime destiné à certains dirigeants et employés, décrit à la note 21. Au cours de l'exercice 2003, nous avons consenti 42 000 options d'achat d'actions au prix d'exercice de 43,25 dollars l'action. Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction.

Les frais liés aux options d'achat d'actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options d'achat d'actions des employés. Ils sont inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats et s'élevaient à moins de un million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003.

Droits différés à la valeur de nos actions ordinaires

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou de droits différés à la valeur de nos actions ordinaires jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Les droits différés à la valeur de nos actions ordinaires octroyés en vertu de ce régime sont rajustés pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces droits est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il résigne ses fonctions au sein du Conseil d'administration. Tous les frais relatifs à ces droits ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et totalisaient respectivement 3 millions, 3 millions et 2 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2005, 2004 et 2003.

Nous fournissons certains services bancaires à des entités qui sont affiliées à nos administrateurs. Ces services sont fournis selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Note 27 ▶ Passif éventuel**a) Poursuites judiciaires**

Dans le cas de la faillite de Adelpia Communications Corporation (Adelpia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Security Holders ont obtenu l'autorisation d'intenter des poursuites contre la Banque de Montréal, sa filiale indirecte Harris Nesbitt Corp. et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes comportent des réclamations en vertu de diverses lois fédérales et de la common law, et visent à obtenir des dommages-intérêts, y compris des dommages-intérêts exemplaires, dont les montants ne sont pas spécifiés, ainsi qu'un redressement équitable. En outre, dans la procédure de faillite, Adelpia et la Banque de Montréal ont conclu une entente concernant la période pendant laquelle Adelpia peut intenter une procédure accusatoire contre la Banque de Montréal dans le but d'obtenir le remboursement de certains paiements reçus par la Banque de Montréal, alléguant que ces paiements étaient annulables en raison de préférences suspectes.

De plus, Harris Nesbitt Corp., est l'un des nombreux souscripteurs nommés, en compagnie de la Banque et d'autres institutions financières, dans plusieurs poursuites civiles, y compris un recours collectif, intentées par des détenteurs de titres de créances de Adelpia. Dans tous les cas, le montant des dommages-intérêts réclamés n'est pas spécifié. Dans le cadre du recours collectif, le tribunal a récemment rejeté sans préjudice toutes les poursuites intentées en vertu de la législation fédérale sur les valeurs mobilières contre la Banque de Montréal et Harris Nesbitt Corp., mais il a autorisé le maintien d'une poursuite en vertu de la common law contre la Banque de Montréal et le maintien d'une poursuite en vertu de la législation sur les valeurs mobilières contre les principaux preneurs fermes. Les parties au recours collectif sont actuellement engagées dans un processus de médiation dans le but de résoudre ces litiges.

En outre, la Banque de Montréal et Harris Nesbitt Corp. font l'objet de poursuites intentées par un particulier et par certaines fiducies dans lesquelles ce particulier détient, directement ou indirectement, une participation, ainsi que par une société et certaines de ses sociétés affiliées, qui ont tous acquis des actions ordinaires de Adelpia en échange de

certaines de leurs entreprises. Ces poursuites invoquent diverses lois autres que fédérales ainsi que la common law. Elles visent à obtenir des dommages-intérêts réels et exemplaires dont les montants ne sont pas spécifiés.

Il existe encore une possibilité que d'autres poursuites en rapport avec la faillite de Adelpia soient intentées par une ou plusieurs parties intéressées.

Comme ces litiges en sont tous à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque et Harris Nesbitt Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet de plusieurs recours collectifs et individuels au Canada et d'un recours collectif aux États-Unis, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerals Ltd. (Bre-X). Parmi les autres défendeurs nommés dans l'un ou plusieurs de ces recours figurent Bre-X, des dirigeants et des administrateurs de Bre-X, une firme de conseil en exploitation minière engagée par Bre-X, le conseiller financier de Bre-X, les firmes de courtage qui ont vendu des actions ordinaires de Bre-X et une grande entreprise de production aurifère. Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence, d'informations trompeuses ou frauduleuses et de violation de la *Securities Exchange Act of 1934* (États-Unis seulement), relativement à la vente des titres de Bre-X. Au Canada, deux des recours collectifs proposés ont été rejetés en ce qui concerne BMO Nesbitt Burns Inc. Aux États-Unis, le recours collectif proposé a été rejeté en octobre 2005.

Au cours de l'exercice 2004, des poursuites ont été intentées contre nous relativement à la cessation de certaines positions de produits dérivés. Ces poursuites ont été réglées au cours de l'exercice 2005.

La Banque et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités. La direction ne prévoit pas que le résultat de ces autres poursuites, individuellement ou globalement, aura un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

b) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Encaisse	9 \$	2 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	8 734	5 227
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	1 779	1 668
Autres valeurs mobilières	16 789	11 421
Autres actifs	16 764	21 559
Total des actifs cédés en garantie	44 075 \$	39 877 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions présentée à la note 2.

(en millions de dollars canadiens)

2005

2004

Parties à qui les actifs ont été cédés :

Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires

1 735 \$ 1 253 \$

Activités relatives aux actifs cédés :

Obligations relatives à des titres mis en pension, prêtés ou vendus

20 275 20 865

Emprunts et prêts de titres

12 472 11 229

Transactions sur instruments dérivés

2 209 1 121

Autres

7 384 5 409

Total

44 075 \$ 39 877 \$

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

Note 28 ▶ Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons nos actifs et nos passifs liés à la négociation à la valeur de marché et les autres actifs et passifs au coût non amorti d'origine, déduction faite des réserves ou des dévaluations pour perte de valeur. La juste valeur est subjective par nature, étant déterminée en fonction de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Les valeurs sont fondées sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprennent pas d'estimation de la juste valeur de l'une ou l'autre des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans le présent rapport représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu le contrat sous-jacent. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Les éléments qui ne sont pas des instruments financiers tels que les bureaux, le matériel, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ont été exclus de notre estimation de la juste valeur. Les actifs exclus totalisaient 3 134 millions de dollars au 31 octobre 2005 (4 007 millions en 2004).

Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas de l'actif et du passif liés aux acceptations, des titres vendus à découvert et des titres mis en pension, prêtés ou vendus. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des prêts productifs à taux fixe, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes semblables.
- Dans le cas des prêts productifs à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces prêts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Nous soustrayons ensuite le montant de la réserve pour créances irrécouvrables de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur les hypothèses décrites ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que les titres de placement, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

Instruments financiers dérivés

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés sont présentées à la note 9.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux variable et à échéance fixe, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.
- Dans le cas des dépôts sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

Dettes subordonnées

La juste valeur de la dette subordonnée est déterminée d'après les cours actuels du marché de titres de créances semblables.

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si la totalité de nos actifs et de nos passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur, une fois rajustés pour tenir compte de l'incidence des instruments dérivés utilisés pour couvrir les changements de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)

	2005				2004			
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur des couvertures 1)	Écart positif (négatif)
Actif								
Encaisse	20 721 \$	20 721 \$	– \$	– \$	18 045 \$	18 045 \$	– \$	– \$
Valeurs mobilières	57 256	57 253	15	12	50 472	50 558	(48)	38
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables	174 337	174 838	(31)	470	156 248	156 407	(37)	122
Instruments financiers dérivés – négociation	30 851	30 851	–	–	24 914	24 914	–	–
Actifs divers	10 567	10 567	–	–	10 974	10 974	–	–
	293 732 \$	294 230 \$	(16)\$	482 \$	260 653 \$	260 898 \$	(85)\$	160 \$
Passif								
Dépôts	193 793 \$	194 288 \$	(122)\$	373 \$	175 190 \$	175 710 \$	(196)\$	324 \$
Instruments financiers dérivés – négociation	28 829	28 829	–	–	23 741	23 741	–	–
Acceptations	5 934	5 934	–	–	5 355	5 355	–	–
Titres vendus à découvert	16 142	16 142	–	–	10 441	10 441	–	–
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	22 657	22 657	–	–	20 865	20 865	–	–
Passifs divers	12 203	12 203	–	–	12 636	12 636	–	–
Dette subordonnée	2 469	2 637	(3)	165	2 395	2 630	8	243
Actions privilégiées	450	465	–	15	450	475	–	25
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 240	–	90	1 150	1 269	–	119
	283 627 \$	284 395 \$	(125)\$	643 \$	252 223 \$	253 122 \$	(188)\$	711 \$
Total				(161)\$				(551)\$

1) Se reporter à la note 9.

Note 29 ▶ Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régleme nos activités, le Surintendant des institutions financières du Canada.

Nous présentons ci-dessous les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de notre état consolidé des résultats, de notre bilan consolidé et de notre état consolidé du résultat étendu. Les écarts relatifs à notre état consolidé des flux de trésorerie n'étant pas significatifs, ils ne sont pas présentés ci-dessous.

État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2005	2004	2003
Revenu net, selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	2 400 \$	2 306 \$	1 781 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts			
Passif et capitaux propres k)	97	124	123
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	38	–
Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires b)	–	(42)	–
Revenu autre que d'intérêts			
Investissements des banques d'affaires l)	(83)	–	–
Entités à détenteurs de droits variables a)	(13)	104	–
Opérations de titrisation c)	–	(3)	(44)
Instruments dérivés d)	(66)	(5)	(3)
Frais autres que d'intérêts			
Entités à détenteurs de droits variables a)	–	(7)	–
Options d'achat d'actions e)	(11)	(29)	(43)
Frais de développement de logiciels f)	(42)	(42)	39
Prestations de retraite et avantages sociaux connexes g)	2	5	(2)
Écarts d'acquisition et autres actifs h)	5	6	7
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices i) (y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	66	(60)	(34)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(79)	(43)	(42)
Incidence cumulative d'un changement de méthode comptable a)	–	(111)	–
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	2 276 \$	2 241 \$	1 782 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,74 \$	4,53 \$	3,51 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	4,49	4,54	3,43
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	–	(0,23)	–
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,49	4,31	3,43
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	4,64 \$	4,42 \$	3,44 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis avant l'incidence cumulative du changement de méthode comptable	4,40	4,42	3,35
– Incidence cumulative du changement de méthode comptable	–	(0,22)	–
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	4,40	4,20	3,35

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2005			2004		
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Encaisse a)	20 721 \$	– \$	20 721 \$	18 045 \$	28 \$	18 073 \$
Valeurs mobilières						
Titres de placement et substituts de prêts n)	12 947	(12 947)	–	15 028	(15 028)	–
Titres de négociation	44 309	–	44 309	35 444	–	35 444
Titres disponibles pour la vente d,j,n)	–	14 102	14 102	–	15 873	15 873
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la réserve pour créances irrécouvrables a,d)	174 337	(15)	174 322	156 248	20 796	177 044
Instruments financiers dérivés a,d)	31 517	391	31 908	25 448	327	25 775
Bureaux et matériel f)	1 847	79	1 926	2 020	127	2 147
Écarts d'acquisition h)	1 091	(41)	1 050	1 507	(43)	1 464
Actifs incorporels h)	196	(21)	175	480	(26)	454
Actifs divers a,d,g,n)	10 567	658	11 225	10 974	163	11 137
Total de l'actif	297 532 \$	2 206 \$	299 738 \$	265 194 \$	22 217 \$	287 411 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts	193 793 \$	53 \$	193 846 \$	175 190 \$	4 \$	175 194 \$
Instruments financiers dérivés a,d)	28 868	62	28 930	23 973	(13)	23 960
Acceptations	5 934	–	5 934	5 355	–	5 355
Titres vendus à découvert	16 142	–	16 142	10 441	–	10 441
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	22 657	–	22 657	21 345	–	21 345
Passifs divers d,j,k)	12 203	3 220	15 423	12 156	23 179	35 335
Dette subordonnée d)	2 469	(40)	2 429	2 395	9	2 404
Actions privilégiées k)	450	(450)	–	450	(450)	–
Titres d'une fiducie de capital k)	1 150	(1 150)	–	1 150	(1 150)	–
Capitaux propres d,m)	13 866	511	14 377	12 739	638 1)	13 377
Total du passif et des capitaux propres	297 532 \$	2 206 \$	299 738 \$	265 194 \$	22 217 \$	287 411 \$

1) Comprend un rajustement cumulatif des capitaux propres découlant des différences entre les PCGR de l'exercice courant et ceux des exercices antérieurs. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2005	2004	2003
Revenu net (selon les PCGR des États-Unis)	2 276 \$	2 241 \$	1 782 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices :			
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture 1)	(114)	(295)	(597)
Gains (pertes) de détention non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, déduction faite des opérations de couverture 2)	99	(4)	76
(Gains) matérialisés et dévaluations sur valeurs mobilières disponibles pour la vente, constatés dans le revenu net 3)	(107)	(114)	(25)
Pertres non matérialisées sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie 4)	(49)	(205)	(37)
Gains nets sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, constatés dans le revenu net 5)	5	253	21
Obligation minimale au titre des régimes de retraite 6)	12	(5)	(45)
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	(154)	(370)	(607)
Résultat étendu	2 122 \$	1 871 \$	1 175 \$

1) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 102 millions de dollars (254 millions en 2004, 601 millions en 2003).

2) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 53 millions de dollars (2 millions en 2004, 37 millions en 2003).

3) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 58 millions de dollars (64 millions en 2004, 14 millions en 2003).

4) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 26 millions de dollars (110 millions en 2004, 19 millions en 2003).

5) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 41 millions de dollars (209 millions en 2004, 12 millions en 2003).

6) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 26 millions de dollars (3 millions en 2004, 30 millions en 2003).

a) Entités à détenteurs de droits variables

Conformément aux PCGR des États-Unis, nous avons adopté le 31 janvier 2004 une nouvelle norme comptable sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, nous consolidons les résultats financiers des EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

L'adoption de cette norme comptable américaine le 31 janvier 2004 a entraîné la consolidation de nos conduits multicédants. Nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats, comme incidence cumulative d'un changement de méthode comptable, un rajustement de transition unique de 111 millions de dollars relatif aux pertes non matérialisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque de taux d'intérêt. Ces instruments dérivés avaient

été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture selon les PCGR des États-Unis dans les périodes précédentes. En conséquence, même s'ils sont efficaces comme couvertures économiques, ils doivent être comptabilisés à la valeur de marché en vertu des PCGR des États-Unis. Le passif lié à ces pertes non matérialisées sera contrepassé, entraînant une hausse correspondante du revenu net sur le reste de la durée des swaps aux fins des normes de présentation des PCGR des États-Unis.

L'incidence de la nouvelle norme comptable sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2004 a été la suivante : une augmentation de l'encaisse de 28 millions de dollars, une augmentation des prêts de 20 805 millions, une diminution des actifs dérivés de 51 millions, une augmentation des actifs divers de 25 millions, une diminution des passifs dérivés de 13 millions, une augmentation des passifs divers de 20 849 millions et une diminution des capitaux propres de 29 millions.

Le 29 avril 2005, nous avons restructuré nos conduits multicédants, soit en résiliant nos swaps avec les EDDV, soit en changeant les modalités de ces swaps et en modifiant certains des droits des porteurs de billets émis par les EDDV. Par conséquent, ces entités ne répondent plus aux critères de consolidation. L'incidence de la déconsolidation de ces EDDV a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts de 13 millions de dollars, représentant la contrepassation des pertes sur swaps non amorties liées à la valeur de marché.

b) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires sont constatés dans le revenu lorsque le prêt fait l'objet d'un remboursement anticipé ou est renégocié aux taux du marché. Avant le 1^{er} novembre 2003, en vertu des PCGR du Canada, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à court moyen des prêts hypothécaires visés.

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui a supprimé cette différence et qui a entraîné la comptabilisation dans le revenu, aux fins des PCGR du Canada, du solde des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires, en date du 1^{er} novembre 2003, de 42 millions de dollars avant impôts sur les bénéficiaires. Ce montant était déjà constaté dans le revenu net en vertu des PCGR des États-Unis.

c) Opérations de titrisation

Selon les PCGR des États-Unis, les gains sur toutes les opérations de titrisation sont constatés à la date de titrisation. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} juillet 2001, les gains sur les ventes de prêts LNH étaient constatés à la date de la titrisation et les gains sur les ventes d'autres prêts titrisés devaient être reportés et constatés sur la durée de vie des prêts titrisés. Le 1^{er} juillet 2001, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne portant sur les titrisations, qui supprime cette différence pour les opérations de titrisation effectuées après le 1^{er} juillet 2001. Un rajustement était inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les gains reportés relatifs aux prêts titrisés avant le 1^{er} juillet 2001 aient été comptabilisés dans le revenu.

d) Instruments dérivés

Conformément aux PCGR des États-Unis, les instruments dérivés de couverture sont constatés à leur juste valeur dans notre bilan consolidé. Les changements dans la juste valeur des instruments dérivés de couverture sont portés à notre état consolidé des résultats en déduction du changement à la juste valeur de l'actif, du passif ou de l'engagement ferme couverts, ou ils sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit constaté dans notre état consolidé des résultats. Si le changement à la juste valeur de l'instrument dérivé n'est pas entièrement compensé par le changement à la juste valeur de l'élément qu'il couvre, la différence est immédiatement constatée dans notre état consolidé des résultats.

Selon les PCGR du Canada, les instruments dérivés servant de couverture sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les gains et les pertes étant reportés et constatés au revenu de la même manière que l'est l'élément couvert sous-jacent.

e) Options d'achat d'actions

Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options d'achat d'actions à la date à laquelle elles ont été attribuées est constatée comme charge de rémunération pendant la période au cours de laquelle les options deviennent acquises. Avant le 1^{er} novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada, nous incluons le montant du produit dans les capitaux propres lorsque les options étaient levées et nous ne constatons aucuns frais de rémunération. Le 1^{er} novembre 2002, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions qui a supprimé cette différence pour les options d'achat d'actions attribuées le ou après le 1^{er} novembre 2002. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais liés aux options d'achat d'actions aient été entièrement constatés pour les options attribuées avant le 1^{er} novembre 2002 conformément aux PCGR des États-Unis.

f) Frais de développement de logiciels

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers

relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne relative aux sources des PCGR qui supprime cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 aient été entièrement amortis.

g) Prestations de retraite et avantages sociaux connexes

Selon les PCGR des États-Unis, les prestations de retraite et les autres avantages sociaux futurs sont constatés dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par nos employés. Les obligations correspondantes sont évaluées selon les taux en vigueur sur le marché. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme de l'actif, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charge à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

h) Écarts d'acquisition et autres actifs

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc., en 1994, aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001, conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

i) Impôts sur les bénéfices

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, mentionnons qu'en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas devenus lois. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements entrent en vigueur.

j) Garanties non liquides

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé; un passif correspondant à l'obligation de remettre la garantie est aussi comptabilisé. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les valeurs mobilières disponibles pour la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 2 191 millions et de 1 289 millions de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2005 et 2004.

k) Passif et capitaux propres

Selon les PCGR des États-Unis, certaines de nos actions privilégiées et certains titres de notre fiducie de capital sont classés respectivement dans les capitaux propres et dans la part des actionnaires sans contrôle. Selon les PCGR du Canada, puisque ces deux instruments sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur, ils sont classés dans le passif. Nos états financiers des exercices antérieurs, établis selon les PCGR du Canada, ont été retraités.

l) Investissements des banques d'affaires

Selon les PCGR des États-Unis, nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au prix coûtant ou à la valeur de consolidation. Selon les PCGR du Canada, ces filiales comptabilisent leurs investissements à la juste valeur, les changements à la juste valeur étant comptabilisés dans le revenu à mesure qu'ils se produisent.

m) Capitaux propres

Le total cumulatif des autres éléments du résultat étendu est inscrit comme un élément distinct des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis. Les PCGR du Canada ne permettent pas la présentation d'autres éléments du résultat étendu.

Les soldes cumulatifs liés à chacune des composantes des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices, sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2005	2004
Perte non matérialisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	(585)\$	(471)\$
Gains nets non matérialisés sur valeurs mobilières disponibles pour la vente n)	3	11
Gains non matérialisés sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie d)	230	274
Obligation minimale au titre des régimes de retraite o)	(38)	(50)
Total cumulatif des autres éléments du résultat étendu – Perte	(390)\$	(236)\$

n) Valeurs mobilières disponibles pour la vente

Selon les PCGR des États-Unis, nous avons désigné comme valeurs mobilières disponibles à la vente tous nos titres de placement et substituts de prêts autres que ceux en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces valeurs mobilières sont comptabilisées à leur juste valeur, tout gain ou perte non matérialisé étant constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Selon les PCGR du Canada, les titres de placement sont comptabilisés au coût, au coût non amorti ou au coût ajusté. Les titres de placement en actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle sont classés dans les actifs divers en vertu des PCGR des États-Unis.

o) Obligation minimale au titre des régimes de retraite

Selon les PCGR des États-Unis, nous devons constater un passif supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, excède la juste valeur de l'actif au titre des prestations de retraite en fin d'exercice. L'obligation minimale au titre des régimes de retraite est constatée dans les autres éléments du résultat étendu. L'obligation relative aux prestations de retraite, calculée sans tenir compte des augmentations de salaire, s'élevait à 3 582 millions et 3 087 millions de dollars au 31 octobre 2005 et 2004 respectivement. Les PCGR du Canada ne comportent pas d'exigence similaire.

Filiales de la Banque

Sociétés dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation	Siège social	Valeur comptable des actions ordinaires et privilégiées détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
4197569 Canada Inc.	Toronto, Canada	–
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	88
BMO Nesbitt Burns Limited (U.K.)	Londres, Angleterre	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	15 642
Bank of Montreal Holding Enterprise Inc.	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	
BMO Investments Limited	Hamilton, Bermudes	
Bank of Montreal (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	Bridgetown, Barbade	
Bank of Montreal Trust Company (C.I.) Limited	Guernsey, Îles Anglo-Normandes	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée	Montréal, Canada	
BMO Nesbitt Burns Inc. et filiales	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	1 186
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	38
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	67
BMO GP Inc.	Toronto, Canada	–
BMO Investissements Inc.	Toronto, Canada	83
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	530
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	25
BMO (NS) Investment Company	Halifax, Canada	1 651
BMO (US) Funding, LLC	Chicago, États-Unis	
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	17
Harris Financial Corp.	Wilmington, États-Unis	5 225
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Nesbitt Burns Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	
EFS (U.S.), Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bankcorp, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Central N.A.	Roselle, États-Unis	
Harris Investment Management, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Life Insurance Company	Scottsdale, États-Unis	
Harris National Association et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Trade Services Limited	Hong Kong, Chine	
Mercantile National Bank of Indiana	Hammond, États-Unis	
NLSB Bank	New Lenox, États-Unis	
The Harris Bank N.A.	Scottsdale, États-Unis	
Harris Nesbitt Corp.	Chicago, États-Unis	
Harris Nesbitt Financing, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
MyChoice Inc.	Toronto, Canada	–
Partenaires en capital BMO Nesbitt Burns Inc.	Toronto, Canada	82
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	355
Groupe de Fonds Guardian Ltée	Toronto, Canada	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	30
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	1 997
Solutions-crédit internationales Banque de Montréal Ltée	Calgary, Canada	13

La liste ci-dessus fait état des sociétés que nous détenons directement et des sociétés que chaque filiale détient directement, donc de toutes nos principales sociétés en exploitation. La valeur comptable de chacune des sociétés précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions avec droit de vote des sociétés ci-dessus, à l'exception de la Société de financement Banque de Montréal Ltée, dont nous détenons 50,01 % et de MyChoice Inc., dont nous détenons 80 %.

Nous détenons 100 % des actions sans droit de vote en circulation de nos filiales, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 97,45 % des actions sans droit de vote en circulation.

Membres du Conseil de gestion

F. Anthony Comper*

Président et
chef de la direction

William A. Downe*

Président du conseil délégué
BMO Groupe financier
Chef de la direction
BMO Nesbitt Burns
Chef du groupe
Services d'investissement

Sherry S. Cooper

Vice-présidente à la direction
Stratégie d'économie mondiale

Susan M. Payne

Première vice-présidente
et chef du marketing et
de la stratégie clientèle
Vice-présidente à la direction
et directrice générale
BMO Nesbitt Burns

Groupe Services d'investissement

Yvan J.P. Bourdeau*

Président et
chef de l'exploitation
BMO Nesbitt Burns

Ellen M. Costello

Vice-présidente du conseil
Harris Nesbitt, New York
Chef, Titrisation et gestion
des instruments de crédit

Marnie J. Kinsley

Première directrice générale
et chef, Services de gestion
de trésorerie

L. Jacques Ménard

Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier, Québec

Frederick J. Mifflin

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef délégué, Investissements
et services aux
grandes entreprises

Tom V. Milroy

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns

Eric C. Tripp

Vice-président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Chef, Marchés financiers

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette*

Président et
chef de la direction

Barry M. Cooper

Président du conseil et chef
de la direction, Jones Heward
Chef des activités liées
aux fonds d'investissement

Dean Manjuris

Chef du secteur Services
de courtage traditionnels
Président et administrateur
Division des services
aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Graham T. Parsons

Vice-président à la direction
Services bancaires privés

Wally Gabler III**

Chef du secteur
Ventes et distribution
Groupe Gestion privée
Vice-président directeur
et administrateur
Division des services
aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Harris Bankcorp, Inc.

Franklin J. Techar*

Président et
chef de la direction
Harris Bankcorp, Inc.

Yasmin T. Bates

Vice-présidente à la direction
Région de Chicago – Sud

Timothy S. Crane

Vice-président à la direction
Région de Chicago – Nord

Sandra L. Hanington

Vice-présidente à la direction
Gestion de produits et
segmentation et Marketing

Peter B. McNitt

Vice-président à la direction
Services aux entreprises

Charles R. Tonge

Vice-président du conseil

Groupe Particuliers et entreprises

Robert W. Pearce*

Président et
chef de la direction
Groupe Particuliers
et entreprises

Maurice A.D. Hudon

Premier vice-président
à la direction et
chef du Bureau national

Pamela J. Robertson

Vice-présidente à la direction

Neil L. Glasberg**

Premier vice-président
BMO Banque de Montréal
en direct

Francois M.P. Hudon**

Premier vice-président
Directions Québec et Atlantique

Jacqueline Irvine

Première vice-présidente
Développement Particuliers
et entreprises

James B. Kelsey**

Premier vice-président
Financement des
grandes entreprises

Ted R. McCarron**

Premier vice-président
Direction Prairies

Richard D. Rudderham**

Premier vice-président
Direction de la
Colombie-Britannique

Carol K. Snider**

Première vice-présidente
Direction de l'Ontario

Finances, Services juridiques et Gestion globale des risques et du portefeuille

Karen E. Maidment*

Première vice-présidente
à la direction et chef des finances

Neil R. Macmillan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Services d'investissement

Robert L. McGlashan

Vice-président à la direction
et chef de la gestion globale
des risques

Wendy Millar

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion des risques
Groupe Particuliers et entreprises
et groupe Gestion privée

Penelope F. Somerville

Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion du risque
de marché

Thomas E. Flynn

Vice-président à la direction
Finances et trésorier

Ronald B. Sirkis

Vice-président à la direction
Fiscalité et conseiller général

Pierre O. Greffe

Premier vice-président
Finances

Technologie et solutions

Lloyd F. Darlington*

Président et
chef de la direction
Technologie et solutions

Barry K. Gilmour

Chef d'entité délégué
et chef de l'exploitation

Karen L. Metrakos

Première vice-présidente
Opérations

David J. Revell

Premier vice-président
Développement technologique

Michael J. Thornburrow

Premier vice-président
Affaires immobilières et
Stratégies d'approvisionnement

Ressources humaines et Bureau de gestion stratégique

Rose M. Patten*

Première vice-présidente
à la direction
Ressources humaines et
Bureau de gestion stratégique

Neil J.F. Conway

Premier vice-président
et chef délégué
Ressources humaines

Deborah L. Lucas

Première vice-présidente
Harmonisation des
compétences et rémunération

Joan T. Dea†

Première vice-présidente
Stratégie
Bureau de gestion stratégique

au 1^{er} décembre 2005

*Membres du Comité directeur du Conseil de gestion

**Membres permutants du Conseil de gestion

†Secrétaire du Comité directeur du Conseil de gestion

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire

Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif sous administration et actif sous gestion

Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Couverture

Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Évaluation à la valeur de marché

Évaluation des titres et des instruments dérivés détenus à des fins de négociation, calculée au prix de marché à la date du bilan, lorsque les règles comptables le requièrent.

Instrument dérivé

Contrat dont la valeur est « dérivée » des mouvements des taux d'intérêt ou de change, ou du cours des actions ou des produits de base. L'instrument dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc; ils doivent être de nature permanente, être exempts de toute charge fixe et être comptabilisés dans la part des actionnaires sans contrôle. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 15 % du capital net de première catégorie, et la somme de ces instruments et des actions privilégiées perpétuelles à dividende non cumulatif ne peut excéder 25 % du capital net de première catégorie.

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Moyenne de l'actif productif

Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

Point de base

Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux

Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision pour créances irrécouvrables

Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la réserve pour créances irrécouvrables déjà établie.

Ratios du capital réglementaire

Pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques par rapport au capital, tel qu'il est défini par le BSIF, conformément aux normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) régissant le niveau des fonds propres à risque. Ces ratios sont appelés ratio du capital de première catégorie et ratio du capital total. Le capital de première catégorie est considéré comme étant de nature plus permanente. Il comprend les actions ordinaires et toutes les actions privilégiées admissibles à dividende non cumulatif, moins les écarts d'acquisition non amortis. Le capital de deuxième catégorie comprend les autres actions privilégiées, les débetures subordonnées et la réserve générale, dans certaines limites prescrites. Le ratio de l'actif au capital est l'actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiées, divisé par le capital total.

Réserve pour créances irrécouvrables

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les réserves pour créances irrécouvrables peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, comme autres passifs.

Titres mis en pension, prêtés ou vendus

Emprunts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension, empruntés ou achetés

Prêts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Autres définitions page

Base d'imposition comparable	37
Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés	107
Éléments hors bilan	61
Entités à détenteurs de droits variables	61
Marge nette d'intérêts	37
Options	107
Profit économique net (PEN)	34
Ratio de productivité (voir Ratio des frais au revenu)	
Ratio de productivité avant amortissement	41
Ratio des frais au revenu (ou Ratio de productivité)	41
Ratio du capital de première catégorie (voir Ratios du capital réglementaire)	
Ratio du capital total (voir Ratios du capital réglementaire)	
Rendement des capitaux propres (RCP)	34
Rendement total des capitaux propres (RTCP)	32
Réserve générale	100
Réserves spécifiques	100
Résultat par action (RPA)	33
Revenu net d'intérêts	37
Revenus de négociation	39
Swaps	106
Définitions relatives au risque	
Capital à risque (CaR)	68
Risque de crédit et de contrepartie	69
Risque de liquidité et de financement	72
Risque de marché	70
Risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net	74
Risque de réputation	74
Risque d'exploitation	73
Risque environnemental	74
Risque lié à la valeur de marché	70
Risque lié à l'émetteur	70
Valeur à risque (VAR)	70
Volatilité du revenu net	70

Sommaire à l'intention des actionnaires

Renseignements sur les actions ordinaires négociées en 2005

Bourses - marché primaire	Symbole	Cours au 31 octobre 2005	Haut	Bas	Volume total
Toronto	BMO	57,81 \$	62,44 \$	53,05 \$	324,7 millions
New York	BMO	49,02 \$US	51,62 \$US	42,88 \$US	8,4 millions

Dividendes par action déclarés au cours de l'exercice

Émission ou catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2005	2005	2004	2003	2002	2001
Actions ordinaires a)	BMO	500 219 068	1,85 \$	1,59 \$	1,34 \$	1,20 \$	1,12 \$
Actions privilégiées, catégorie B							
Série 1 b)		-	-	-	-	-	0,57 \$
Série 2 c)		-	-	-	-	-	1,28 \$US
Série 3 d)	BMO F	-	-	1,18 \$	1,39 \$	1,39 \$	1,39 \$
Série 4 e)	BMO G	8 000 000	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$	1,20 \$
Série 5 e)	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 6 e)	BMO I	10 000 000	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10 f)	BMO V	12 000 000	1,49 \$US	1,49 \$US	1,49 \$US	1,39 \$US	-

- a) Les dividendes sur les actions ordinaires ont été retraités pour faire état de la distribution d'actions à raison de deux contre une, effectuée en mars 2001.
b) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 1 ont été rachetées le 26 février 2001.
c) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 2 ont été rachetées le 27 août 2001.
d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 3 ont été rachetées le 30 septembre 2004.
e) Les séries 4 et 5 des actions privilégiées de catégorie B ont été émises en février 1998, et la série 6, en mai 1998.
f) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 10 ont été émises en décembre 2001.

Dates relatives aux dividendes de 2006

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

Actions ordinaires et privilégiées - Date d'inscription pour les dividendes	Actions privilégiées - Date de versement	Actions ordinaires - Date de versement
3 février	27 février	27 février
5 mai	25 mai	30 mai
4 août	25 août	30 août
3 novembre	27 novembre	29 novembre

La Loi sur les banques interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque.

Services administratifs aux actionnaires

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company of New York font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à New York, respectivement.

Les actionnaires qui désirent obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier leurs données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi en double de

documents de la Banque sont priés de communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres, par téléphone au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), par écrit à Société de fiducie Computershare du Canada, 100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, par courrier électronique à service@computershare.com ou par télécopieur au 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis) ou au (416) 263-9394 (international).

Pour toute autre question touchant les actionnaires, veuillez vous adresser aux Relations avec les actionnaires du Secrétariat général de la Banque, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1; adresse électronique : corp.secretary@bmo.com, téléphone : (416) 867-6785, télécopieur : (416) 867-6793.

Marché des titres de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions permet aux titulaires d'actions ordinaires de réinvestir les dividendes en espèces dans des actions ordinaires de la Banque de Montréal sans commission ni frais de gestion.

Il leur offre en outre la possibilité d'acheter en espèces d'autres actions ordinaires, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. La Société de fiducie Computershare du Canada et le Service des relations avec les actionnaires sont à la disposition des intéressés pour les renseigner sur ce régime.

Dépôt direct des dividendes

Les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada ou des États-Unis dotée d'un système de transfert électronique de fonds.

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives ou pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel, veuillez vous adresser au groupe Communications, 105, rue Saint-Jacques, Édifice de Maisonneuve, 1^{er} étage, Montréal (Québec) H2Y 1L6, ou visiter le site www.bmo.com. (English edition of the Annual Report available on request.)

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 2 mars 2006, à 9 h 30 (heure normale des Rocheuses), au Calgary TELUS Convention Centre, Calgary, Alberta, Canada.

Rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires

Pour connaître la rémunération des vérificateurs nommés par les actionnaires, veuillez vous reporter à la page 5 de la circulaire de sollicitation de procurations pour l'Assemblée annuelle qui aura lieu le 2 mars 2006.



www.bmo.com/rapportannuel2005



Renseignements en ligne

BMO Groupe financier a pris l'engagement de présenter ouvertement une information complète et d'appliquer les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Nous vous invitons à consulter notre site Web à www.bmo.com/relationinvestisseurs pour obtenir de plus amples renseignements sur notre organisation, nos pratiques en matière de gouvernance et nos sources d'information continue, y compris les communiqués sur nos résultats trimestriels, la Notice annuelle et l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations. Les dossiers publics sont accessibles sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site de la U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) à www.sec.gov.

Information sur l'organisation

Le présent Rapport annuel 2005 de BMO Groupe financier est publié sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour en obtenir une version imprimée, veuillez vous adresser au groupe Communications, à l'adresse suivante :

105, rue Saint-Jacques
Édifice de Maisonneuve
1^{er} étage
Montréal (Québec)
H2Y 1L6
(English edition available on request.)

Renseignements généraux

Pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives, veuillez communiquer avec le groupe Communications. Les communiqués de BMO Groupe financier sont publiés sur son site Web, à l'adresse www.bmo.com.

Services aux actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes, modifier des données d'inscription, signaler un changement d'adresse, une perte de certificat ou un transfert de succession, ou nous aviser de l'envoi

de documents en double, veuillez communiquer par téléphone avec l'agent des transferts et agent comptable des registres de la Banque de Montréal, au 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis) ou au (514) 982-7800 (international), ou par écrit à l'adresse suivante :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1

Assemblée annuelle

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 2 mars 2006 à 9 h 30 (heure normale des Rocheuses), au Calgary TELUS Convention Centre, Calgary, Alberta, Canada.

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Les investisseurs institutionnels et les analystes de recherche qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent faire parvenir leur demande par écrit au premier vice-président, Relations avec les investisseurs, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario M5X 1A1. Ils peuvent aussi faire leur demande par courrier électronique à investor.relations@bmo.com, par téléphone au (416) 867-6656 ou par télécopieur au (416) 867-3367, ou visiter notre site Internet à www.bmo.com/relationinvestisseurs.

MD Marque déposée de la Banque de Montréal
MD* Nesbitt Burns est une marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée
MC1/MD1 Marque de commerce et marque déposée de la Harris Trust and Savings Bank
MD2 Marque déposée de Patinage Canada
MD3 Marque déposée de The McGraw-Hill Companies, Inc.

MD4 Marque déposée de MIS Quality Management Corp.
MD5 Marque déposée de MasterCard International Incorporated
MD6 Marque déposée de Corporation Solutions Moneris
MD7 Marque déposée de la Banque Royale du Canada